

Numéro 570

Février 1976



LA VERITE

organe du Comité Central
de l'Organisation Communiste Internationaliste
(pour la reconstruction de la 4^e Internationale)

LE XX^e CONGRES DE L'OCI

- **L'URSS d'aujourd'hui**
- **Espagne - Portugal**
- **Marxisme, PCF et religion**

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

« Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon TROTSKY.

LA VERITE

Organe du Comité central de l'Organisation Communiste Internationaliste

adhérente du Comité d'organisation
pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Rédaction et administration :

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS

Abonnements :

FRANCE : **Pli non clos** : 1 an (5 numéros) : 25 F - 2 ans (10 numéros) :
45 F - 2 ans soutien : 100 F.

Pli clos : ajouter 4 F par numéro pour les frais d'envoi.

ETRANGER : **Pli non clos** : 1 an : 35 F - **Pli clos** : demander à
l'administration.

Tous versements : Gérard SERFATI.

Le directeur de la publication : Pierre LAMBERT.

Imprimerie ABEXPRESS - PARIS.

Le XX^e congrès de l'OCI

par Stéphane JUST

Du 14^e au 16^e congrès de l'OCI

Le 20^e congrès de l'OCI s'est tenu du 26 au 30 décembre 1975. Chaque congrès de l'OCI, en même temps qu'il s'inscrit dans une continuité, a son caractère particulier. Le 20^e congrès n'échappe pas à cette règle.

Ainsi, en décembre 1965, exactement dix ans avant le 20^e, se tenait le 14^e congrès. A vrai dire, ce n'était pas encore un congrès de l'OCI qui ne devait être proclamée qu'au 15^e congrès. Alors, les militants regroupés autour de la revue trotskyste **La Vérité** ne constituaient encore qu'un groupe. La crise de la IV^e Internationale, le pablisme liquidateur avaient détruit l'ancien Parti Communiste Internationaliste. Pendant de longues années subsistait seulement un noyau de vieux militants. Ensuite, année après année, un à un, de jeunes militants rejoignaient ce vieux noyau. Le 14^e congrès marquait une

transition. La situation politique se modifiait. Le congrès se tenait deux ans et demi après la grève générale des mineurs de mars-avril 1963, deux ans et demi avant la grève générale française de mai-juin 1968.

La grève des mineurs avait infligé une défaite politique à de Gaulle dont la V^e République ne devait pas se remettre, bien que le régime continuait à mettre en place les organismes d'intégration des syndicats à l'Etat, à élaborer les réformes qui visaient à détruire les conquêtes de la classe ouvrière. La classe ouvrière résistait à ces attaques. Appuyée sur la grève des mineurs, elle cherchait les voies de la riposte globale contre de Gaulle et la V^e République. Ce que le congrès traduisit en la fameuse formule du « tous ensemble ».

Conjointement à la situation politique, le 14^e congrès marquait, du point de vue de la construction de l'organisation trotskyste, une transition : le groupe engageait consciemment la bataille poli-

tique pour, selon la formule alors utilisée, « passer du groupe à l'organisation ». En d'autres termes, pour : un fonctionnement politique centralisé ; une politique cohérente, homogène et ordonnée, dans tous les secteurs et à tous les échelons ; le centralisme démocratique ; la formation d'une direction politique ferme et homogène. Du même coup, ce 14^e congrès était amené à définir une stratégie de la construction du parti ouvrier révolutionnaire en France.

Deux ans plus tard se tenait le 15^e congrès qui proclamait l'OCI, bien que la métamorphose du groupe à l'organisation ne soit pas achevée et qu'elle devait demander encore beaucoup de temps et d'efforts. Il adoptait le **Manifeste de l'OCI** et les statuts. Il préparait, non sans faiblesse, l'OCI à la grève générale de mai-juin 1968, en accentuant la lutte pour le « tous ensemble », mais sans dégager un mot d'ordre gouvernemental dont puissent se saisir les masses en mouvement, procédant de la politique du front unique ouvrier.

En juin 1968, ainsi que d'autres organisations qui se réclamaient du socialisme, l'OCI était dissoute. Un an plus tard se tenait le 16^e congrès sous le sigle de l'« Organisation trotskyste ». Un an après la grève générale de mai-juin 1968, un mois et quelques semaines après la défaite de De Gaulle au référendum du 27 avril qui visait à instaurer le corporatisme en France, et sa démission, le 16^e congrès commençait à tirer les conclusions et enseignements de la grève générale française, du processus de révolution politique en Tchécoslovaquie, de la chute de De Gaulle. La résolution politique concluait :

« L'échec du bonapartisme gaulliste va accentuer la crise économique, sociale et politique de la tentative du capitalisme français de se restructurer à froid, de surmonter ou tout au moins de limiter sa décadence, de maîtriser les processus économiques, so-

ciaux et politiques en cours, de contrôler son propre avenir. Et tout cela s'est brisé sur la capacité de résistance et de combat de la classe ouvrière qui, utilisant le cadre de ses organisations de classe, malgré la trahison des appareils dirigeants, pour résister et combattre, est, répétons-le, parvenue à imposer, à diverses reprises, et même si ce ne fut que dans des limites restreintes, quant aux objectifs poursuivis et la durée de son maintien, le front unique ouvrier.

« L'initiative politique était depuis 1958 entre les mains de la bourgeoisie. Désormais, avec la faillite du bonapartisme gaulliste, toute la politique de la bourgeoisie, de son personnel politique, de ses différentes couches, tourne autour de la question suivante : comment peut-elle se préparer au mieux et faire face à l'inévitable assaut de la classe ouvrière ? L'initiative politique a changé de côté, en dépit des apparences immédiates. »

(Il s'agissait de la division entre le PS et le PCF notamment, qui présentaient aux élections présidentielles chacun un candidat, Defferre et Duclos, ce qui allait permettre qu'au second tour restent seuls candidats Poher et Pompidou, tous deux candidats des partis bourgeois, et l'élection finale de Pompidou.) La résolution soulignait la modification des rapports entre les classes à l'échelle mondiale :

« La faillite du bonapartisme gaulliste va accentuer la crise économique, sociale et politique des impérialismes européens. Elle rend plus irréaliste encore la politique de « neutralisation » de l'Europe de la bureaucratie du Kremlin. Elle précipite sa crise et accroît les tensions sociales en Europe orientale et en URSS. Le prolétariat tchécoslovaque n'a pas été écrasé, comme le fut le prolétariat hongrois, et la tendance à la révolution politique est un phénomène récurrent en URSS et dans toute l'Europe orientale. Tout combat de classe d'envergure en France — et il est iné-

vitale qu'il s'en produise — se répercutera sur l'ensemble de l'Europe, devenue un véritable baril d'explosifs. »

Déjà était utilisée la formule : « **La période qui vient de s'ouvrir est celle de la révolution imminente.** » C'était l'avant-propos du document clef du 17^e congrès (juin 1971) : les thèses qui analyseront et caractériseront la nouvelle période révolutionnaire ouverte en 1968 et préciseront la signification de la formule « période de l'imminence de la révolution ». Le décret de dissolution de l'OCI cassé en conseil d'Etat, celle-ci reprenait son véritable nom. Il n'est pas nécessaire de reprendre ici le développement des thèses du 17^e congrès dans leur partie internationale : le document préparatoire au 20^e congrès, intitulé : **Rapport sur la situation internationale et les perspectives révolutionnaires**, paru dans le dernier numéro de *La Vérité*, y fait amplement référence et s'appuie entièrement sur elles.

Du 17^e au 19^e congrès de l'OCI

Mais la grève générale de mai-juin 1968, la nouvelle période de la révolution mondiale, le développement de la situation politique française et internationale exigeaient beaucoup plus de l'OCI que l'analyse et la définition de cette nouvelle période, ou plutôt cette analyse et cette définition ne pouvaient avoir d'autre but que de dégager les tâches de l'OCI, en intégrant une analyse critique de son activité.

Dès les lendemains de mai-juin 1968, aux 16^e et 17^e congrès, partant de l'appréciation :

« Le caractère révolutionnaire de l'époque de l'imminence de la révolution ne consiste pas à penser qu'à chaque instant la révolution peut se réaliser. Le caractère révolutionnaire de la situation consiste en ce que toute lutte de classe d'envergure pose le pro-

blème du pouvoir. » (Thèse 8 du 17^e congrès.)

L'OCI procédait à une analyse rigoureuse de ses faiblesses au cours de la grève générale qui ne disparaissaient pas par exorcisme au cours des années suivantes.

« Depuis la grève générale des mineurs en 1963, nous nous sommes correctement engagés dans la préparation de mouvements dont la grève générale a été le mouvement culminant. Cette orientation a été matérialisée par les mots d'ordre : « Tous ensemble », « Assises nationales pour l'unité » (...). Avant la grève générale, nous ne placions pas au centre de notre propagande et de notre agitation, la question du pouvoir. Ou plutôt, des mots d'ordre judicieux, formes d'organisations adéquates et revendications correctes, nous faisons dériver les problèmes du gouvernement, alors qu'il eût fallu procéder à l'inverse. En quelque sorte, notre propagande et notre agitation se situaient sur le terrain de la grève générale (le « tous ensemble ») qui, automatiquement, mécaniquement, allait, de par son mouvement, régler par elle-même la question du pouvoir. Autrement dit, nous nous situions en partie sur le terrain des illusions qui allaient trouver leur plein développement en mai-juin 1968... La raison de nos faiblesses, « dislocation », découlait de l'insuffisante élaboration théorique sur la place des problèmes de gouvernement dans la définition des mots d'ordre, insuffisance théorique de laquelle ont découlé les insuffisances dans le domaine de la propagande et de l'agitation politique. »

L'OCI avait à se réapproprier la signification du gouvernement ouvrier et paysan, mot d'ordre central du **Programme de transition**. Certes, l'OCI avait toujours ouvert formellement la perspective d'un tel gouvernement. Il lui fallait en assimiler le contenu et la méthode en relation avec la stratégie du front unique ouvrier.

Les 18^e et 19^e congrès devaient poursuivre la bataille politique interne à l'organisation, mais inséparable de son combat dans la lutte des classes, pour la pleine assimilation du contenu du gouvernement ouvrier et paysan, de la méthode que ce mot d'ordre implique, de la stratégie du front unique ouvrier.

Au 18^e congrès (décembre 1972), la situation politique aidant, l'OCI dégageait des formules plus précises que celle « **gouvernement des organisations ouvrières unies** ». A la veille des élections législatives de mars 1973, quelques mois après la signature du Programme commun de gouvernement par les radicaux de gauche, le PS et le PCF, le texte préparatoire au 18^e congrès affirmait :

« Les masses veulent la satisfaction de leurs aspirations anti-capitalistes et elles comprennent que le pouvoir est décisif. Les dirigeants du PCF et du PS s'approprient à prendre le pouvoir pour sauver la bourgeoisie. Deux orientations allant dans le sens contraire se combineront un moment en une seule : l'essentiel, présentement, pour les masses, est que le PCF et le PS aillent au gouvernement.

« Nous appuyons inconditionnellement cette volonté des masses en disant : "Le PS et le PCF doivent gouverner ensemble pour satisfaire les aspirations et les revendications des travailleurs." C'est sur cette ligne que nous devons élaborer le programme d'action et d'unité des travailleurs et de la jeunesse. »

Mais, toujours dans la perspective du gouvernement ouvrier et paysan, c'est le 19^e congrès, qui se tenait en juin 1974, immédiatement après les élections présidentielles, qui précisait le plus clairement la formule gouvernementale de transition que les masses en mouvement pouvaient immédiatement saisir :

« Pas plus que pendant les élections présidentielles nous n'avons distillé des illusions sur la candida-

ture Mitterrand, nous ne distillerons d'illusions sur ce que serait un gouvernement PS-PCF sans ministres capitalistes. Mais la venue au pouvoir d'un tel gouvernement signifierait en soi une victoire considérable du prolétariat malgré son programme. Pour lutter tout à la fois contre le gouvernement Giscard et contre la perspective ultérieure d'un gouvernement de l'Union de la gauche, il faut opposer une perspective gouvernementale appréhendable pour les masses, et seule la lutte politique pour un gouvernement du PS et du PCF le permet. Le fait que nous ne posions pas de conditions programmatiques ne signifie pas, pas plus que lorsque nous appelions à voter sans condition pour Mitterrand, que nous ne développons pas notre programme, le programme du gouvernement ouvrier et paysan, bien au contraire ! Nous expliquons ce que la classe ouvrière, les masses exploitées, la jeunesse attendent d'un gouvernement PS-PCF sans ministre des partis bourgeois et sans garantir qu'un tel gouvernement appliquerait ce programme. En effet, aussi loin que ces partis iraient ou iront, ils resteront dans le cadre de la société bourgeoise et de la défense de l'Etat bourgeois. »

Construction du parti révolutionnaire

Il n'est ni question, ni possible, dans le cadre de cet article, de reprendre l'ensemble des problèmes auxquels l'OCI a été confrontée au cours de ces dix ans et les réponses qu'elle y a donné. Mais il est nécessaire de rappeler l'axe de toutes les batailles politiques que l'OCI a menées ; l'objectif de son élaboration, ce fut et ne pouvait être que la construction du parti révolutionnaire en France, la reconstruction de la IV^e Internationale dans le monde. En son 18^e congrès, l'OCI réaffirmait la stratégie de la construction du parti ouvrier révolutionnaire en France en ces termes :

« 1. L'expérience des luttes révolutionnaires démontre que le prolétariat n'aborde jamais la période directe de la révolution avec un parti révolutionnaire reconnu comme direction. Nous avons, tout au long de ce rapport, largement analysé le contenu de la conclusion qu'il nous faut tirer de l'expérience historique : dans toutes les révolutions, les premiers affrontements révolutionnaires renforcent les vieilles directions.

« 2. Il faut au prolétariat, pour vaincre, un parti révolutionnaire dirigeant, uni sur le programme de la IV^e Internationale.

« 3. L'OCI, bâtie sur le programme de la IV^e Internationale, n'est pas le parti dirigeant pour lequel elle combat.

« 4. Si les rythmes ouverts par la situation donnent à l'OCI toute la possibilité de passer, dans des délais très brefs, du groupe à l'organisation, nous reconnaissons que l'expérience des luttes révolutionnaires que les masses doivent faire par leur propre mouvement, ainsi que les rapports de forces à l'intérieur de la classe et de la jeunesse, entre les appareils et l'OCI, ne permettent pas à l'OCI de prétendre être reconnue comme direction au début des affrontements révolutionnaires. Il faudra le temps. Les plus grandes secousses révolutionnaires, ébranlant la domination des appareils sur le mouvement ouvrier, ouvrent directement une période où — si nous avons construit préalablement l'organisation communiste centralisée, qui ne sera pas le parti dirigeant — les possibilités de construire effectivement le parti révolutionnaire dirigeant seront ouvertes (...).

« 9. C'est ici que s'insère la perspective stratégique de la Ligue : Un cadre de militants contrôlés par les vieilles directions s'efforcent de faire pression sur elles pour les amener à répondre aux aspirations des masses. A ce cadre de militants, nous offrons une politique, des explications, des mots d'ordre qui sont seuls aptes à répondre aux aspirations des masses. Nous devons leur offrir une forme d'organisation au niveau de leur propre

expérience. Nous disons à ces militants :

"Pour nous, il n'est qu'un parti qui puisse répondre aux aspirations des masses : le parti révolutionnaire de la IV^e Internationale, qui est l'objectif du combat de l'OCI. Mais le combat de l'OCI sur telle ou telle politique, tel ou tel mot d'ordre, telle ou telle tactique de lutte, telle explication — vous l'admettez vous-mêmes — peut unir les travailleurs et la jeunesse contre le capital et l'Etat. Vous approuvez cette politique de l'OCI, mais vous n'acceptez pas la conclusion que nous en tirons : construire un nouveau parti. Vous pensez pouvoir utiliser les vieilles organisations pour la défense des intérêts des travailleurs : c'est votre droit, comme c'est le nôtre de penser autrement. Combattons ensemble sur la politique, les mots d'ordre, pour la tactique sur lesquels nous sommes d'accord. Organisons-nous pour agir sur cette politique, ces mots d'ordre, cette tactique. L'expérience, la libre discussion dans les rangs de la classe ouvrière trancheront."

« 10. Tel est le contenu de la Ligue ouvrière révolutionnaire qui trouve son expression dans les Comités d'alliance ouvrière, les CPUO et toute autre forme d'organisation souple, qui constitueront ce pont que nous devons édifier entre le moment actuel dans la construction du parti révolutionnaire et l'étape où le parti révolutionnaire dirigeant sera construit.

« 11. Les résultats (très limités) de notre action pour l'Alliance ouvrière et les CPUO témoignent que cette ligne répond à la situation et à ses développements. Bien plus : dès que nous accrochons un fil, nous mesurons combien, au sein même du PCF et de la CGT, cette ligne correspond à l'état d'esprit de militants qui, de l'intérieur, combattent sur nos mots d'ordre, dans l'espoir de "faire pression" pour redresser le parti.

« 12. Nous luttons pour la construction de l'OCI, combattant pour la construction du parti de la IV^e Internationale en France. Nous reconnaissons que la lutte pour la

construction du parti révolutionnaire relève de la transition. La perspective de la Ligue ouvrière révolutionnaire réintègre la transition dans la lutte pour la construction du parti révolutionnaire. La lutte pour la construction des CAO et des CPUO a donc comme contenu le combat pour convaincre, par l'intervention dans la lutte des classes, militants et jeunes de s'organiser dans l'OCI.

« 13. C'est ainsi que la perspective de la Ligue ouvrière révolutionnaire ne saurait nous conduire à cristalliser nous-mêmes, ni les CAO, ni les CPUO comme organisations centristes. La stratégie de la Ligue ouvrière révolutionnaire s'établit sur la perspective de formes d'organisations souples, tout en laissant ouvertes toutes les possibilités — selon des tactiques appropriées — lors de ruptures larges dans le PCF ou le PS, qui verraient la formation d'un puissant parti centriste.

« Les CAO, les CPUO ou toutes autres formes d'organisation adéquates à la situation constituent une passerelle vers la construction de l'OCI, laissant largement ouvertes les voies les plus diverses que peut prendre la construction d'un parti révolutionnaire en France. En un mot, une juste politique doit amener, dans le moment présent, CAO et CPUO à se renouveler sans cesse pour le recrutement à l'OCI et la conquête de nouveaux militants, en ne nous fermant aucun des chemins qui mèneront à la constitution du parti dirigeant de la révolution. Sous cet angle, nous pouvons écrire que la stratégie de la Ligue ouvrière révolutionnaire est une perspective "algébrique" assurant au combat de l'OCI toute la flexibilité nécessaire pour répondre à la richesse de la vie.

« 14. La perspective de la LOR, qui réintègre la transition dans la lutte pour la construction du parti révolutionnaire, laisse donc ouvertes toutes les possibilités selon les circonstances. Le préalable reste la construction d'une OCI ayant passé du groupe à l'organisation

communiste, se dotant ainsi des moyens de résister comme organisation indépendante à la formidable pression des appareils dirigeant les organisations traditionnelles, combinée à celle des organisations centristes.

« Alors, deux éventualités parmi d'autres peuvent se présenter :

« 1. Fusion avec les militants en rupture avec le PCF, se plaçant sur le terrain de l'opposition à l'appareil, et avec tous autres groupements sur la base d'un programme déterminé, les militants de l'OCI, continuant, en toutes circonstances, à combattre pour le programme de la IV^e Internationale.

« 2. Passage direct à l'OCI de ces militants et, avec eux, jeunes, etc.

« Bien d'autres éventualités sont ouvertes. Pour le moment, il nous faut construire l'OCI, recruter, renforcer l'organisation des partisans de la IV^e Internationale, en réintégrant le combat pour la construction du parti révolutionnaire, dans la transition ; la perspective de la LOR nous donnant ainsi toute la flexibilité indispensable, toute la souplesse nécessaire pour accomplir nos tâches, pour l'immédiat et dans la situation révolutionnaire. »

Depuis 1965, l'OCI a entrepris et réalisé maintes campagnes financières et politiques centralisées, qui sont autant de jalons sur la voie de sa construction. Il lui restait à réaliser une des tâches les plus difficiles : maîtriser sa propre construction, se fixer un plan centralisé de recrutement. Au 18^e congrès de l'OCI, elle a entrepris de réaliser cette tâche en se fixant des objectifs de recrutement. En son 19^e congrès, elle chargeait le CC d'élaborer un plan de développement.

Le 20^e congrès de l'OCI

Ce long retour en arrière nous a semblé nécessaire pour bien situer le 20^e congrès de l'OCI, le moment qu'il

représente de l'action politique de l'OCI et de sa construction.

Ces dix ans ont fait de l'OCI une organisation solide et qui a acquis une grande maturité politique, une maturité qu'aucune organisation trotskyste n'a sans doute jamais atteinte, sauf l'opposition de gauche en URSS. L'OCI présente un extraordinaire bilan, qui s'est manifesté au cours de ce 20^e congrès. Mais c'est justement ce bilan qui lui permet et exige de passer au crible sa politique, de mettre en lumière ses insuffisances et ses faiblesses. C'est ainsi que le premier texte préparatoire au 20^e congrès, que celui-ci devait voter à l'unanimité, déclare dès son début :

« Ce qu'il faut à l'OCI, en ce moment, c'est un rapport qui donne une vue d'ensemble du nouveau développement de la situation internationale et, sur la base de ce rapport, qui seul peut nous permettre de donner à toute notre politique son contenu marxiste, procéder à la caractérisation rigoureuse de la nature de nos "oscillations", dans les manifestations publiques de notre politique, notre intervention dans la lutte des classes et dans les tâches de construction du parti. Pour ce faire, nous avons à examiner, à la lumière des thèses du 17^e congrès et des différents documents édités par les CC et les 17^e et 18^e congrès, notre combat pour le gouvernement ouvrier et paysan comme stratégie correspondant à la situation objective que nous pouvons caractériser ainsi : une situation pré-révolutionnaire transitant vers une situation révolutionnaire. Si l'on ne comprend pas la situation objective, on ne peut dégager les perspectives, les mots d'ordre, les tactiques, les tâches de construction du parti révolutionnaire, de l'OCI (qui concourt en partie à la formation de la situation objective). »

Et c'est en effet sur cette base que se sont déroulées dans les cellules, les congrès fédéraux, le congrès national, les discussions politiques.

Les discussions sur le tournant dans la situation internationale et les perspectives révolutionnaires, sur la situation française et les tâches de l'OCI, sur le problème de la direction de l'OCI ont formé un tout et ont concrétisé la volonté de l'OCI de progresser sur la voie tracée. Il faut relever notamment la large participation à la discussion internationale qui marque une progression certaine du niveau politique de l'OCI. La dimension de la révolution prolétarienne mondiale est indispensable à toute organisation se réclamant du programme de la IV^e Internationale. Le programme de la IV^e Internationale a été élaboré dans le combat pour la révolution prolétarienne mondiale en opposition à la « théorie » contre-révolutionnaire de « la construction du socialisme dans un seul pays », qui n'est que l'expression idéologique des intérêts de la caste parasitaire, la bureaucratie du Kremlin, et des autres bureaucraties parasitaires. Le vieux noyau trotskyste du PCI, et ensuite l'OCI, ont résisté au pablisme liquidateur de la IV^e Internationale et aux développements de la crise de la IV^e Internationale, en se situant toujours sur le terrain de la révolution mondiale, de la construction de la IV^e Internationale, de son programme. Pourtant, la plupart de ses militants laissaient jusqu'alors le soin à « quelques spécialistes » de débattre de ces questions. Cette fois, il en a été différemment et cela prouve qu'une tendance à une plus grande homogénéisation de l'OCI se manifeste sur ce plan décisif. Il faut signaler également l'importante participation à cette discussion des représentants des différentes organisations membres du bureau international du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

La discussion internationale aurait eu un caractère académique si elle n'avait débouché sur ce que le rapport préparatoire fixait comme objectif au congrès :

« Nous avons comme tâche de transformer, immédiatement, dans

les mois qui viennent — et cela est possible — l'OCI en une organisation centralisée, de sorte que ses militants soient dirigés par un CC, sur un plan centralisé d'intervention et de discussion. Telle est la tâche que nous devons accomplir. Il n'existe pas de miracle pour résoudre cette tâche et ce n'est certainement pas par des improvisations que nous l'accomplirons. Mais cette tâche exige, en premier lieu, d'en finir avec les oscillations de la direction, qui proviennent d'une incompréhension du marxisme. C'est un fait, la racine de nos oscillations provient de ce que nos mots d'ordre et notre intervention dans la lutte des classes ne sont pas véritablement rattachés à la grève générale de mai-juin 1968, à la marche de la révolution politique, aux élections, à toute la lutte des classes internationale. L'erreur se situe dans l'insuffisante appréciation théorique de la période de l'imminence de la révolution, intégrant les données théoriques permettant de caractériser les rapports entre la nature des appareils bourgeois et les organisations qu'ils contrôlent, et à tout ce qui amène les grandes masses à prendre conscience de la nécessité d'engager le combat révolutionnaire contre la bourgeoisie et l'Etat.»

Le congrès a donc dû réapprécier comment, en France, le tournant dans la situation internationale se concrétise, l'activité politique de l'OCI qui en découle, reprendre sur cette base les problèmes de la construction de l'OCI.

Un pronostic confirmé

La résolution finale du 19^e congrès s'intitulait : **De la crise de la bourgeoisie à la crise révolutionnaire.** Ce titre était une appréciation sans équivoque de la situation politique en France au lendemain des élections présidentielles. La V^e République, moribonde depuis la chute de De Gaulle, était agonisante. La bourgeoisie, après s'être

divisée, avait finalement abandonné le parti de la V^e République et son candidat. Elle avait fait bloc autour de Giscard d'Estaing. Pourtant, celui-ci n'avait été élu que de justesse. Par contre, le prolétariat, les masses exploitées des villes et des campagnes, et même une certaine partie de la petite bourgeoisie, avait voté Mitterrand, premier secrétaire du Parti socialiste. Sur le terrain le plus défavorable qui soit, celui d'élections plébiscitaires (pas même d'élections parlementaires), les masses se centralisaient politiquement sur la question du pouvoir, du gouvernement. La faillite du bonapartisme gaulliste incitait les couches politiques dirigeantes de la bourgeoisie à rechercher une solution politique nouvelle. Mais quelle solution ? Une renaissance du parlementarisme ? Par quelle transition qui permette de passer à froid d'un système de domination politique de la bourgeoisie à un autre, d'écarter le danger d'une irruption des masses sur la scène politique ? A ces questions, aucun homme politique, aucun parti bourgeois n'était capable de répondre. La bourgeoisie était prisonnière de la V^e République, de ses institutions, de son parti, l'UDR, aussi agonisants et pourrissants qu'ils soient. C'est ainsi que Giscard d'Estaing dut concentrer beaucoup plus de pouvoirs entre ses mains que de Gaulle et Pompidou n'en avaient jamais concentrés. Après avoir défait l'UDR, il fit appel à Chirac, qui avait trahi au moment des élections le porte-drapeau de l'UDR Chaban-Delmas, pour diriger au nom de ce parti le gouvernement. Il dut s'abriter derrière l'Assemblée nationale, organisme de la V^e République, que l'UDR dominait, et tout faire pour que cette Assemblée nationale aille jusqu'au bout de son mandat légal, mars 1978.

Les élections présidentielles, en dépit de leur caractère, avaient centralisé la classe ouvrière, les masses autour de la question du pouvoir. Bien plus, elles avaient démontré que, même sur ce terrain, la bourgeoisie pouvait être bat-

tue. Inévitablement, le prolétariat, les masses tenteraient de transférer sur leur terrain, le terrain de la lutte des classes, cet acquis politique. Mais, en même temps, les élections terminées, les moyens d'une centralisation politique directe des masses disparaissaient dans la mesure où leurs partis, le PS et le PCF, les centrales syndicales refusaient de réaliser le front unique ouvrier et d'engager la bataille pour un gouvernement des partis ouvriers sans représentant des organisations et partis bourgeois. Mais de plus en plus et complétement, les organisations s'efforçaient de disloquer la classe ouvrière, le PCF en « avant-garde », pratiquaient une politique de division, affirmaient leur respect des institutions de la V^e République, et notamment de cette Assemblée nationale, paravent du gouvernement Giscard-Chirac, qui n'a pas même un caractère parlementaire, et est en outre complètement désavouée par le suffrage universel, bien que le PS et le PCF se réclament du parlementarisme et s'affirment pleinement respectueux du suffrage universel.

Dans ces conditions, le pronostic de l'OCI était net et précis : l'acquis politique ne sera pas perdu, les masses aspirent à la réalisation de l'unité des organisations ouvrières, à engager le combat contre le gouvernement Giscard-Chirac, et pour un gouvernement des partis qu'elles considèrent comme leur parti, mais se heurtant à la politique des dirigeants de ces partis et de ces organisations, c'est à partir de secteurs limités, où elles peuvent imposer immédiatement leurs volontés et leurs aspirations, qu'elles s'efforceront d'imposer l'unité, de réunir les conditions politiques de l'action et d'accéder aussi au front unique des organisations et partis ouvriers pour résoudre la question du gouvernement.

Ce pronostic a été pleinement confirmé. Dès le mois de juillet, les travailleurs de l'ORTF, l'office étant menacé de dislocation, manifestaient avec leurs syndicats devant le Palais-Bour-

bon. Sans faire le décompte des mouvements et des grèves qui ont épousé ce développement, rappelons deux mouvements importants qui ont suivi cette voie : la grande grève des postiers en octobre-novembre 1974, le mouvement des travailleurs de chez Renault en février-mars 1975, qu'en leur temps **La Vérité** a analysés.

Mais rarement les appareils des centrales et des partis ouvriers se sont engagés avec une telle brutalité et une telle persévérance dans le combat pour briser l'élan de la classe ouvrière. Leur virulence est à la hauteur de l'enjeu : la question du gouvernement. Il faut constater qu'ils sont parvenus à disloquer et à faire refluer ces mouvements. Il en fut ainsi pour ce qui concerne : les travailleurs de l'ORTF, du « France », des PTT, de chez Renault et de combien d'autres mouvements. Tous les moyens ont été utilisés : les grèves tournantes, la division, sur la base du pacte CGT-CFDT. Les dirigeants de ces organisations furent l'aile marchante de la dislocation des mouvements de la classe ouvrière, de la division, au nom de « l'action, l'action ». Les dirigeants de la centrale FO jouaient leur rôle en se tenant ouvertement et sans fard dans le sillage gouvernemental, ceux de la FEN tout simplement en détournant cette fédération, qui a eu recours à l'autonomie pour protéger son unité, de sa vocation : œuvrer à la réalisation de l'unité ouvrière. Au cours des mois d'avril, mai, juin, toujours au nom de l'action, l'activité de division et de dislocation des dirigeants de la CGT et de la CFDT atteint la frénésie : Usinor, Chausson, **Le Parisien libéré**, des centaines d'entreprises ont subi les effets de cette politique systématique et méthodiquement organisée. Le feu d'artifice, ce fut la mascarade du 10 juillet au pied de la Tour Eiffel où des « centaines de délégations d'entreprises en lutte » furent rassemblées pour manger des saucisses et des frites. Conjointement, les dirigeants du PCF organisaient une cam-

pagne de division contre le PS, faisant flèches de tout bois, ce dernier fournissant le bois à profusion.

Il serait illusoire de ne pas tenir compte de cette politique et de ses résultats. Le gouvernement Giscard-Chirac a tenu. Il a pu liquider le « France », disloquer l'ORTF, faire passer la réforme Haby, aller plus loin dans la mise en cause de la Sécurité sociale, etc. L'Assemblée nationale, feuille de vigne du gouvernement, est restée en place. La classe ouvrière, les masses n'ont pas réussi à transférer sur leur plan de classe l'acquis politique des élections présidentielles : les appareils lui ont imposé la division, l'ont mis en échec. Nécessairement, les masses mesurent les difficultés qu'il y a à surmonter les obstacles que dressent devant leurs aspirations les appareils bureaucratiques des centrales syndicales, et le PS et le PCF. Fatalement, elles font preuve de prudence avant de s'engager. D'autant plus que, depuis la rentrée des vacances, la sarabande continue. Alors une question se pose inéluctablement : l'OCI doit-elle modifier son appréciation du fond de la situation politique : « **De la crise de la bourgeoisie à la crise révolutionnaire** » ? Non, a estimé le 20^e congrès.

La crise de la bourgeoisie

La crise politique de la bourgeoisie française est une composante de la crise d'ensemble de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires. Or le tournant dans la situation mondiale met à l'ordre du jour la dislocation du système impérialiste mondial, de l'ordre européen qui est résulté de la Deuxième Guerre mondiale, et porte à leur point d'explosion les contradictions de la bureaucratie du Kremlin. La crise politique est nourrie et approfondie par suite de la défaite de l'impérialisme américain au Vietnam, du début de la révolution européenne au Portugal, des nouvelles situations révolutionnaires

qui ont surgi en Amérique latine (Pérou, Argentine). L'effondrement du régime franquiste et le déferlement de la révolution prolétarienne sont à l'ordre du jour en Espagne. Quels que soient les efforts des grandes puissances impérialistes pour différer l'échéance de la crise économique qui disloquera le marché mondial, elles ne peuvent que gagner du temps, et la marche à la crise économique est un facteur qui accentue la crise politique de l'impérialisme en général et les crises politiques particulières de chaque bourgeoisie. La France, ainsi que l'Italie, sont parmi les chaînons les plus faibles des puissances impérialistes. La sensibilité du prolétariat français au développement de la lutte des classes en des pays comme l'Espagne est une des plus affirmées.

Pourtant, les particularités françaises doivent être analysées comme telles, en relation avec le tournant dans la situation internationale et les perspectives révolutionnaires. La longue agonie de la V^e République se poursuit. Le système politique de domination de classe de la bourgeoisie est plus que jamais inadapté aux rapports entre les classes, tels qu'ils ont résulté de la grève générale de mai-juin 1968, de la chute de De Gaulle, et qu'ils se sont manifestés au moment des élections présidentielles de mai 1974. Les multiples réformes entreprises sous de Gaulle, qui devaient adapter la société française aux exigences d'une intégration profonde du capitalisme français aux marchés européens et mondial, n'ont pas été menées à terme. La crise qui se développe les rend, du point de vue du capital, plus urgentes, plus nécessaires. Le gouvernement Giscard-Chirac s'efforce de les réaliser et de les mettre en œuvre. Mais appliquées par un régime politique moribond, elles aboutissent tout simplement à la gabegie, à l'incohérent.

L'une des pièces maîtresses de ces réformes était celle de l'enseignement qui devait éliminer une grande partie des élèves du secondaire, liquider l'en-

seignement technique en grande partie, réduire de deux tiers les étudiants. Elle a connu maints rebondissements. Mais le nombre d'élèves du secondaire, d'étudiants, loin de diminuer, a augmenté. Mais la qualité de l'enseignement, du primaire au supérieur, est tombée à un niveau effroyable, et l'Education nationale est devenue un labyrinthe où personne ne s'y reconnaît. La nouvelle réforme Haby veut y mettre bon ordre. Elle attaque l'édifice de l'enseignement public dès sa base, le primaire jusqu'à la fin du secondaire (bac).

Quant à Soisson, ses projets visent à établir un nouveau « numerus clausus » à l'université en instituant des centres de formation des maîtres, accessibles simplement par concours au niveau du premier cycle (DEUG) de l'université. La dislocation de l'ORTF n'a pas abouti aux résultats escomptés. Le gouvernement a beaucoup de mal à imposer aux personnels, à la place de l'ancien statut, des conventions conclues société par société.

Une des réformes les plus avancées est sans doute celle de la Sécurité sociale. Depuis les ordonnances de 1967, la Sécurité sociale a dû prendre en charge le déficit des autres organismes d'assurances sociales (des dizaines de milliards) ; le temps de la « budgétisation » approche, ce qui permettrait au gouvernement de mettre la main sur les milliards des caisses de Sécurité sociale. L'institution d'un « minimum santé » et la transformation de la Sécurité sociale en assistance publique est au bout de ces réformes. Néanmoins, on peut prendre une à une les réformes entreprises, y compris celles de la Sécurité sociale, à toutes s'applique une même conclusion : c'est trop et c'est trop peu. C'est trop pour les catégories touchées, la classe ouvrière, les masses populaires en général, dont les acquis sont mis en cause. C'est trop peu du point de vue de la bourgeoisie. Elle aurait besoin, pour faire face à la crise économique qui s'avance, d'en finir avec les conquêtes ouvrières et les

masses populaires. En l'état actuel, les réformes deviennent pagaille, dans une certaine mesure la gênent elle-même sans la satisfaisant. Elle craint en outre qu'elles provoquent de puissantes ripostes auxquelles le gouvernement Giscard-Chirac ne pourrait faire face.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur la presse économique de la bourgeoisie française pour constater que le capital ne croit ni à la reprise, ni à une limitation durable de l'inflation. Et cela accroît le trouble politique. Mais l'essentiel demeure la décomposition du système politique, la crise politique née de l'impasse politique, que le gouvernement Giscard-Chirac n'a pas et ne peut surmonter. Le Cassandre de la V^e République, Michel Debré, ne cesse de remettre l'accent sur l'impasse et la déconfiture de l'Etat, la démission, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, du gouvernement. Sauf qu'il est incapable d'indiquer une solution. A vrai dire, Giscard d'Estaing n'a pas d'autre perspective que d'atteindre sans heurts politiques et sociaux majeurs 1978, date des élections législatives. Les élections municipales de 1977 représentent déjà une épreuve redoutable. De là l'importance du maintien en place de cette Assemblée nationale.

Or, à supposer que cette Assemblée nationale aille jusqu'à son terme légal, l'« horizon » 1977-1978 n'est cependant pas loin. Il contribue à disloquer la « majorité » et à accroître l'anxiété politique des couches dirigeantes de la bourgeoisie française. Toutes les élections législatives partielles mettent en lumière ce fait : en cas d'élections législatives générales, les partis de la « majorité » subiraient une cuisante défaite. Plus encore : la tentative de Poniatoski de faire des Républicains indépendants, groupe auquel appartient Giscard d'Estaing, le premier parti de la « majorité », au cours des élections législatives de 1978, ne mène qu'à sa dislocation. Le pivot de la V^e République ne peut être que la Société du 10 décembre : l'UDR. L'effondrement

de l'UDR, ce serait l'effondrement de la V^e République, la crise ouverte de l'Etat.

Depuis qu'il est devenu président de la V^e République, Giscard d'Estaing a renouvelé les tentatives d'élargir en direction du Parti socialiste la « majorité parlementaire » que Pompidou avait déjà faites. Dès son élection, d'ailleurs, il tendait la main à son valeureux concurrent. Tentatives aussi vaines que les précédentes. Il faudrait injecter au système politique actuel une dose de parlementarisme contradictoire à sa nature bonapartiste qui s'affirme d'autant plus qu'il agonise. Lecanuet, spécialiste de l'ouverture, reste la main ouverte et tendue vers le PS, mais cette main n'est pas saisie.

Le système pourrait sur pied. La crise de la bourgeoisie s'accroît.

Une classe ouvrière politiquement inentamée

La classe ouvrière, les masses exploitées ont été contenues. Elles n'ont pas été refoulées. Elles n'ont subi aucune défaite. A ce propos, le rapporteur traitant de la situation politique française, de l'orientation de l'OCI et de ses tâches en France a été amené à souligner un phénomène d'une importance majeure : en nul autre temps, le prolétariat français n'a été soumis à une gymnastique semblable à celle que lui imposent actuellement les appareils bureaucratiques, mais principalement le PCF, l'appareil de la CGT appuyé sur l'accord CGT-CFDT ; à une autre époque, l'aboutissement inéluctable aurait été d'écrasantes défaites et la défaite tout court. Aujourd'hui, la classe ouvrière est politiquement inentamée.

Bien plus, l'aboutissement est un processus de maturation politique ; une recherche, une incubation au plus profond du prolétariat et de la jeunesse ; une interrogation croissante à l'intérieur du PCF sur sa politique. Les raisons en sont : la profondeur de la crise

politique de la bourgeoisie française comme composante de la crise mondiale ; la crise de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international ; sur le fond de la puissance, de la densité du prolétariat dans le monde et en France, des positions qu'il a conquises. Si bien qu'il résulte de la politique menée par les partis ouvriers et les appareils syndicaux, non une atténuation de la crise de la bourgeoisie, mais, au contraire, une tension politique croissante entre les classes et à l'intérieur de la bourgeoisie. Les partis ouvriers traditionnels, pour soutenir à bout de bras ce régime politique agonisant, ce gouvernement failli, sont contraints, le PCF surtout, de prendre en charge toutes les contradictions de la bourgeoisie en crise.

Les conséquences en sont qu'ils intègrent en leur sein, ainsi que des charges explosives, les effets de cette crise. Leurs rapports avec les masses deviennent ouvertement antagonistes. Tout cela avant même que d'avoir à assumer directement, au nom d'un gouvernement, les responsabilités de la défense de la société et de l'Etat bourgeois. Ainsi, si cette politique permet au gouvernement de durer, de gagner du temps, ce temps donne plus de profondeur et d'ampleur au mûrissement politique du prolétariat. En fin de compte, il s'ensuivra un renforcement de la puissance initiale de la crise révolutionnaire, lorsqu'elle s'ouvrira.

Jamais le PS et le PCF n'ont été aussi loin que ces dernières semaines dans leur soutien au gouvernement Giscard-Chirac, de la V^e République, de ses institutions. L'article du camarade Lacaze, que le numéro précédent de *La Vérité* a publié, montrait comment Mitterrand et Marchais avaient répondu présents à l'appel de Giscard d'Estaing qui entend que rien ne soit entrepris pour mettre un terme prématuré à l'existence de l'Assemblée nationale élue en mars 1973. Le jour d'après l'élection législative partielle de Châtellerault, où Abelin, candidat unique de la « majo-

rité », perdit un nombre considérable et un fort pourcentage de voix, alors que la candidate du PS en gagnait non moins considérablement, Marchais a fait des déclarations sans équivoque : beaucoup de militants et d'électeurs du PCF n'ont pas voté au second tour pour la candidate du PS ; à l'avenir, il n'est pas certain que les candidats du PCF se désistent systématiquement au profit de ceux du PS lorsque ceux-ci seront en tête au premier tour des candidats des « partis de gauche ». Cyniquement, Marchais affirmait ainsi qu'Abelin lui devait son élection, et l'on peut bien dire qu'il en fut de même de l'élection de Giscard d'Estaing à la présidence de la République. Il facilitait la possibilité de regroupements entre le PS et des formations appartenant à la « majorité » aux élections municipales (Defferre et d'autres ne pouvant que se réjouir). Au-delà, il préparait l'éventualité de nouvelles alliances politiques aux élections législatives de 1978.

Grandes manœuvres

Le fond de la politique de soumission à la V^e République, à ses institutions, au gouvernement Giscard-Chirac et à l'Assemblée nationale, ombre du passé, n'était pas encore touché. Le 26 novembre, en réponse à une question, provoquée, du député RI de la Moselle, Schnebelen, à propos des « comités de soldats », Yvon Bourges, ministre de la Défense, et surtout Jacques Chirac se livraient à une violente diatribe contre le PS, faisant état de la saisie de tracts que la fédération de Paris du PS (CERES) avait fait distribuer à la gare de l'Est. Bourges affirmait : « Les cadres de l'armée mesurent le danger mortel que les initiatives du Parti socialiste représentent pour les institutions militaires et pour la démocratie elle-même. »

Jacques Chirac tonnait contre le PS « qui prétend avoir vocation pour diriger les affaires de l'Etat (et qui) incite

officiellement à la création de comités de soldats dans nos unités (et) compromet gravement l'organisation de notre défense en mettant en cause les indispensables principes de discipline et d'autorité. »

Immédiatement, les déclarations des dirigeants du PS pleuvaient :

Charles Hernu :

« Pour nous, s'il y a organisation de soldats, elle est celle de tous, du plus grand nombre, de ceux qui refusent de briser l'outil qu'est notre défense, qui refusent la section syndicale. L'aurait-on oublié ? »

Defferre :

« Le Parti socialiste (...) est favorable aux comités de soldats. (...) Cela existe dans l'armée allemande qui est pourtant réputée pour sa discipline. (...) (Ils) élisent ce qu'on appelle des hommes de confiance — c'est la terminologie qui est employée notamment en Allemagne — pour étudier avec les officiers les conditions de vie des soldats. C'est parfaitement compatible avec l'organisation d'une armée et ce n'est pas incompatible avec la défense d'une nation, bien au contraire. »

En clair, il s'agit d'appliquer une politique de « participation » des soldats à leur soumission à l'armée du capital, à l'armée de l'Etat bourgeois, comme à l'université les étudiants sont invités à participer aux conseils de gestion qui doivent organiser la sélection.

A cet égard, un court article de François Chatel, que **L'Humanité** du 3 décembre publiait, exprimait la position du PCF de façon limpide. L'article s'intitule : **La participation ne se commande pas :**

« Le nouveau règlement de discipline générale, en vigueur depuis le 1^{er} octobre, en parle dans les termes suivants (article 17) : "LA PARTICIPATION des militaires aux mesures intéressant les divers aspects de la vie de la collecti-

tivité, en dehors des questions propres à l'accomplissement du service, est assurée par LA DESIGNATION de militaires de divers grades au sein de commissions constituées conformément aux dispositions des règlements du service militaire. (...)"

« Faut-il alors s'étonner d'entendre des chefs de corps se plaindre : "Le taux d'indifférence est élevé... Il nous faudrait des interlocuteurs valables" ? La contradiction entre ce qui est dit et ce qui est fait est telle qu'au moins dans deux unités, des expériences d'élections ont été tentées. Pour briser le cercle vicieux. Mais le ministre des Armées l'a aussitôt refermé. Il assimile abusivement l'élection à subversion, discussion à démoralisation, pour refuser aux soldats le droit à la parole par la voix de délégués élus. Un droit qu'il refuse également aux sous-officiers et officiers. »

« L'armée démocratique » exige des délégués élus pour goûter la soupe ; à cette condition, la « participation » sera acquise et « l'armée nationale » renforcée.

Etait-ce la mauvaise foi qui inspirait, le 5 décembre, Poniatowski, attaquant durement le PCF à l'Assemblée nationale ?

« Les Français savent que vous mentez. La vérité, c'est que vous êtes une organisation de désordre et d'illégalité et que vous voulez organiser le désordre dans les écoles, dans les entreprises, dans les gares, partout, par des réunions publiques et politiques. Quant au contingent et à l'armée, les poursuites engagées n'ont nullement pour objet de porter atteinte à la liberté de discussion. Elles sont dirigées contre des gens qui appellent dans leurs tracts à la guerre civile et invitent les jeunes du contingent à tirer sur leurs officiers. Tels sont les tracts que vous diffusez. »

Non, la violence des propos n'est qu'astuce de compères, à la manière de ceux des baraques de foire « avec

qui voulez-vous lutter ? », qui s'interpellent et s'injurient devant le public. L'important était de permettre au PCF d'affirmer :

« Pour aller vers les changements démocratiques dont le pays a besoin, il n'y a pas d'autre chemin qu'une lutte ample, démocratique, responsable, une lutte qui associe étroitement la nation et son armée.

« C'est pourquoi la politique et l'action du Parti communiste français n'ont rien à voir avec l'antimilitarisme et les méthodes aventuristes des groupes gauchistes ultraminoritaires. Leurs actes provocateurs sont complaisamment grossis devant l'opinion. Ils sont exploités par le pouvoir giscardien dans la mise en œuvre de sa politique antidémocratique, réactionnaire et antinationale, destinée à faire supporter aux Français les conséquences de la crise. » (Déclaration du BP du PCF le 6 décembre 1975.)

Au bureau de la CGT de répondre le 8 décembre 1975 à la CFDT :

« A propos des problèmes de l'armée, et particulièrement des revendications des soldats, il est indispensable, avant toute démarche ou action commune, de savoir sur quelles questions nos deux organisations ont, soit des points de vue communs, soit des divergences.

« Toute unité d'action en cette matière suppose une condamnation catégorique et explicite des agissements antimilitaristes irresponsables des groupes gauchistes et leur exclusion de toute initiative d'action. »

Et pour que nul n'en ignore, Georges Marchais, loin de réclamer la libération inconditionnelle de tous les emprisonnés, répondait aux questions d'« IT1 » :

« S'il y a complot, alors il faut faire éclater la vérité. Ouvrons les dossiers. Il faut savoir de quoi sont coupables les soldats emprisonnés. S'ils sont "coupables" d'avoir de-

mandé la démocratisation de l'armée, alors nous protestons et nous demandons leur libération. »

Prenons notre temps, publiez les dossiers. Etudions-les. Et que ceux qui ne sont pas pour la « participation démocratique » à l'armée pourrissent dans leur prison. Quelle complicité. Le tout devait déboucher sur la « grande manifestation » du 18 décembre (des partis de gauche signataires du Programme commun [PCF-PS-MRG] et des centrales syndicales [CGT-CFDT-FEN]). Leur déclaration appelait à manifester pour toute une série de revendications et affirmait :

« Les organisations signataires ont déjà dénoncé, dans les derniers jours, les tentatives de les amalgamer à des groupes ou à des activités antimilitaristes mineures et irresponsables avec lesquels elles n'ont rien à voir.

« Les organisations signataires dénoncent la diversion grossière menée par le pouvoir à propos des problèmes de l'armée pour détourner l'attention des conséquences sociales désastreuses de sa politique et des raisons véritables du malaise de l'institution militaire.

« Elles réaffirment leur solidarité avec les soldats, officiers, sous-officiers qui, en tant que citoyens, veulent bénéficier des droits d'expression, d'information et d'association garantis par la Constitution et les exercer de manière responsable. »

La boucle était fermée, les « partis de gauche » signataires du Programme commun, plus les centrales syndicales (dont la FEN qui, de fédération, était promue au rang de centrale syndicale) qui, la veille, se déchiraient à belles dents, se retrouvaient unis pour affirmer leur respect des institutions de la V^e République, dont l'armée, de sa Constitution. Le PSU, la LCR, etc., devaient courir derrière la manifestation du 18 décembre.

Il faut nous arrêter un moment sur l'offensive contre les « gauchistes ». Le problème n'est pas d'analyser ici les positions de quelques groupes sur l'armée (lire l'article de César Corte dans *La Vérité* n° 565 ; de plus, *La Vérité* reviendra là-dessus), mais de comprendre ce que Marchais désigne comme « gauchistes » : ce sont les militants qui n'acceptent pas la division de la classe ouvrière, la politique de dislocation du prolétariat, cette politique qui garantit la pérennité de l'Assemblée nationale, du gouvernement, des institutions, de la Constitution de la V^e République. Ces militants, ce sont ceux de l'OCI, mais ils existent également à l'intérieur des centrales et des partis ouvriers traditionnels, ceux qui sont en mesure d'exprimer l'aspiration de millions de travailleurs au front unique ouvrier.

Précision de l'analyse politique

Considérant l'ensemble des éléments de la situation politique, le 20^e congrès de l'OCI a été amené, tout en prenant en considération les modifications de cette situation, à réaffirmer que la perspective reste celle « de la crise de la bourgeoisie à la crise révolutionnaire ».

Une des principales résolutions prend en compte la politique « nuancée » du gouvernement. Elle spécifie :

« Le gouvernement Giscard-Chirac, quoique impuissant à affronter victorieusement la classe ouvrière dans ses secteurs décisifs, ne peut éviter de chercher en permanence à porter des coups à la classe ouvrière. Mais ces attaques sont profondément marquées par cette situation politique. Il tente, autant que cela lui est possible, de le faire dans un cadre qui évite de circonscrire dans un de ces secteurs décisifs la concentration des problèmes politiques. Il tente de le faire sous des formes qui permettent aux appareils de s'engager au maximum à ses côtés. Il manœuvre, autant qu'il est possible,

pour éviter le choc avec la classe ouvrière dans ses bastions. Le gouvernement cherche à étendre ses attaques contre la conquête que représente la Sécurité sociale, pour la déchéance des travailleurs à partir de soixante ans, contre la jeunesse et la qualification de la classe tout entière au travers des plans de démantèlement de l'Education nationale. (...) Les résultats de ces attaques limitées ne font qu'approfondir la conscience politique instinctive de la classe, qui, sans encore poser la responsabilité des appareils dans cette situation, est amenée à se poser la question : "Pourquoi ne se mettent-ils pas d'accord ? Pourquoi se divisent-ils ?"

« Le gouvernement compte continuer à bénéficier de la difficulté que la classe ouvrière a à se saisir, du fait de la politique des appareils, de ces questions (Sécurité sociale et Education nationale) dans leur généralité. Une telle situation amène les appareils, et en particulier celui du PCF, à concentrer en leur sein les contradictions d'un gouvernement qu'ils portent à bout de bras.

« C'est ainsi que pour éviter de concentrer les problèmes dans les bastions de la classe ouvrière, le gouvernement et les appareils procèdent involontairement à leur concentration sous des formes particulières dans chacun de ces secteurs : la Sécurité sociale, l'Education nationale.

« En effet, les attaques contre la Sécurité sociale, pour les travailleurs de la Sécurité sociale, sont des attaques contre leurs conditions d'existence (qualification, garanties, etc.) Attaques contre les travailleurs de la Sécurité sociale, ce sont des attaques de portée générale contre toute la classe ouvrière. C'est ainsi que la résistance des travailleurs de la Sécurité sociale contre les attaques du gouvernement contre leurs conditions de vie et de travail s'ordonnent dans une résistance générale de toute la classe contre le gouvernement. Et la nécessité de la réalisation de l'unité pour la

défense des revendications, ressentie par la masse des travailleurs, va tendre constamment à poser le plus directement qui soit cette question en relation avec celles du front unique ouvrier au niveau du gouvernement : "Contre le gouvernement qui porte atteinte à la Sécurité sociale."

« Dans l'Education nationale, sous une autre forme, pour éviter d'avoir à affronter les enseignants (se dressant contre le gouvernement), le gouvernement engage une bataille politique en relation avec les appareils pour détruire l'unité de la FEN. Il fournit de cette façon la concentration des problèmes politiques qu'il redoutait et définit un terrain extraordinairement favorable à notre activité.

« Voilà ce qui donne à la bataille qui se déroule à la Sécurité sociale et dans l'Education nationale une importance politique pour toute la classe ouvrière : la bataille dans ces secteurs concentre de la façon la plus directe qui soit les problèmes autour de la relation qui existe entre la question de la défense des revendications au sens large du terme et la question du front unique ouvrier posée au niveau de la question gouvernementale.

« Mais dans d'autres secteurs (moins directement peut-être), par exemple dans la métallurgie, où la nouvelle classification par niveaux s'inscrit dans la politique générale du gouvernement d'encadrement des salaires par la déqualification, le combat pour le maintien de la qualification fournit aussi le terrain aux réponses politiques au niveau gouvernemental que nous pouvons et devons donner.

« Quelles que soient les craintes du gouvernement, quelle que soit sa volonté d'éviter les chocs frontaux, il ne maîtrise pas les processus de la crise. Et il serait dangereux de n'envisager les attaques qu'il porte que sous la seule forme qui vient d'être abordée. Dans la métallurgie et la sidérurgie, il tente d'éviter de se trouver face à une brutale augmentation du chômage ; dans la métallurgie, il définit essen-

tiellement son angle d'attaque contre les qualifications, mais on ne peut exclure que les problèmes se nouent brutalement d'une autre façon... C'est une donnée essentielle de cette situation politique.»

La résolution reprend :

« Cet engagement ne peut se faire sans se heurter à la résistance du prolétariat, sans développer la contradiction entre appareils et militants, sans provoquer de brutales réactions (grève de la presse), sans transférer de ce fait au sein de l'appareil lui-même des éléments de crise, dont on ne connaît pas toute l'ampleur et qui se développeront sur toute une période.

« Le gouvernement demeure, toutes les contradictions de la situation sont amplifiées. Dans l'immédiat, il n'y a pas de grandes batailles, de grandes grèves, de grandes manifestations... Aucun mouvement ne menace aujourd'hui en apparence son existence. La bataille des appareils a D'UNE CERTAINE FAÇON fait son œuvre... Et pourtant, paradoxalement, cette œuvre, c'est aussi que : le blocage fait que chaque problème, chaque revendication pourrions-nous dire... pose aux travailleurs les problèmes politiques les plus élevés : la question du front unique ouvrier posée au niveau gouvernemental, qui constitue de ce fait de plus en plus directement le pivot, la clef de tous les autres problèmes. Et il faut ajouter : ces problèmes, ces questions, sous des formes très diversifiées, qui ne peuvent en aucune manière être réduits à la façon dont ils se posent par exemple à la Sécurité sociale (encore que dans la Santé et les PTT, par exemple, cela pourrait se discuter...), peuvent être saisis pratiquement dans tous les secteurs de la classe ouvrière.

« Dire "sous des formes diversifiées" n'a pas pour but d'atténuer la profonde unité des questions en cause ; la bataille politique pour le front unique ouvrier, l'organisation de cette bataille, mais

au contraire a pour but de permettre au contenu de cette bataille de prendre forme dans la lutte des classes.

« "Sous des formes diversifiées" signifie : en tenant compte de la façon dont se nouent concrètement les problèmes politiques qui intègrent toutes les données de la situation actuelle dans un secteur déterminé, marquée précisément par la façon dont la classe se saisit des problèmes (consécutifs aux réactions de la classe contre l'exploitation qui elles aussi dans cette situation revêtent des formes différentes) pour éviter de se heurter de face au mur de la politique des appareils.

« Toute la situation indique que les problèmes arrivent à maturité. Les contradictions s'approfondissent et se dénouent en explosion politique (révolutionnaire), posant le problème du gouvernement.

« Personne ne peut prévoir ni le moment, ni la forme de ce dénouement (rupture au sommet, krack, brutale irruption des masses dans un secteur de la classe...).

« Une certitude existe : les problèmes arrivent à maturité, la bataille pour le front unique ouvrier, pour dégager les obstacles opposés à sa réalisation, constitue le seul axe de préparation d'une organisation révolutionnaire à une période où toutes ces forces accumulées vont être brutalement libérées, pour l'affrontement avec le gouvernement ; elle constitue le seul axe de préparation à la crise révolutionnaire. »

Comme l'indique un autre texte :

« La classe, pour projeter à nouveau ses aspirations sur un plan général, doit actuellement passer par l'assimilation des problèmes politiques généraux sur le plan de la particularité qui intègre le général (question gouvernementale) et dans le général (Espagne, Pliouchtch, etc.). (...) Bien évidemment, le déblocage de la classe peut utiliser des voies diverses, imprévisibles, à échéances inconnues. »

Peu de jours se sont écoulés depuis que s'est tenu le XX^e congrès de l'OCI, et que cet article a été écrit. Pourtant, la crise de la bourgeoisie, celle de la V^e République, du gouvernement Giscard-Chirac, ont connu de nouveaux développements. Jean-Jacques Servan-Schreiber a été élu président du conseil régional de Lorraine en battant son concurrent UDR, grâce au soutien d'une partie de la « majorité » présidentielle. Le remaniement du gouvernement Giscard-Chirac déplace l'axe de ce gouvernement et indique la recherche d'une ouverture politique à gauche. La promotion de Lecanuet qui devient, aux côtés de Poniatowski, ministre d'Etat (vice-premier ministre), ne résulte évidemment pas de la force intrinsèque du groupe « réformateur » qu'il représente.

Immédiatement après les violentes attaques contre le PS que Jacques Chirac a conduites, le spécialiste de la main tendue aux socialistes est mis en avant, la recherche d'une nouvelle « majorité » introuvable, commencée deux ans avant les élections législatives (si l'Assemblée Nationale va jusqu'à son terme), un an avant les élections municipales.

A Marseille Defferre, à Lille Mauroy, tous deux maires socialistes, ont retiré leurs délégations d'adjoints aux maires aux conseillers municipaux centristes, indépendants, ou autres, qui ont soutenu la politique du gouvernement au cours de ces derniers mois. Cette mesure politique s'inscrit dans le cadre de la préparation des élections municipales et législatives. Elle indique que les dirigeants du PS misent toujours sur « l'union de la gauche ». Sans attendre les échéances 1977-1978, d'ores et déjà la perspective de ces élections accentue la crise au sein de la « majorité », sans que puissent être définis les contours d'une « majorité » de rechange.

Mais le fossé se creuse également entre la représentation politique de la bourgeoisie et les représentants directs du patronat. L'Assemblée générale du

CNPF a été l'occasion d'une affirmation des exigences que le patronat formule vis-à-vis du gouvernement. Voilà ce qu'en écrit Pierre Locardel dans *Les Echos* du 19 janvier 1976 :

« Les discordances concernant la politique des prix, le financement de la politique sociale, la conception de la croissance, le financement des entreprises et du développement économique, la réforme de l'entreprise et la taxation des plus-values... Même sur l'Europe, l'écart des positions s'est élargi... (le patronat) estime que l'édifice est sans toit et sans frontières : entendez qu'il n'a pas de direction politique et que le tarif extérieur commun — le plus bas du monde — s'alanguit d'année en année. Pas directement mais par allusion, il attaque aussi le retour du franc dans le serpent communautaire. (...)

« Notre pays ne s'en tirera donc, estiment les milieux patronaux, que par la volonté de « pousser » et de dynamiser notre économie. Car la reprise est fragile et pourrait s'arrêter dès l'été prochain. La « pousser », cela ne veut pas dire l'entraîner dans une aventureuse fuite en avant. Il faut prendre les moyens de retrouver une croissance forte, et ce moyen c'est essentiellement de s'expliquer devant le pays, de le convaincre qu'une pause provisoire dans la croissance des rémunérations est nécessaire dans l'intérêt de tous, d'obtenir un consensus sur une discipline acceptée. Ce que les gouvernements hollandais, belge, anglais, allemand viennent d'obtenir de leurs populations en matière de modération des revenus, pourquoi, dit-on Rue Pierre-1^{er}-de-Serbie, ne l'obtiendrions-nous pas également ? »

En clair : d'un côté, politique inflationniste qui nourrisse les entreprises ; de l'autre, politique d'atteinte au pouvoir d'achat des salaires. Exiger du gouvernement qu'il pratique cette politique, c'est exiger qu'il remette en cause la « politique salariale contractuelle ». En effet, les rapports entre les classes ont contraint le gouvernement à lâcher

souvent beaucoup plus que prévu à l'origine. Les carcans de la productivité que la politique salariale contractuelle voulait imposer ont souvent été disloqués. C'était le prix à payer pour que les appareils syndicaux, signataires ou non de ces accords, puissent contenir la classe ouvrière. Remettre en cause cette pratique (et non les principes) de la politique salariale contractuelle revient à mettre en place les conditions politiques de puissantes explosions sociales dont l'orientation ne peut être que la lutte contre le gouvernement Giscard-Chirac. Le gouvernement Giscard-Chirac le peut-il ? C'est une source de nouveaux déchirements.

La volonté patronale a prévalu au renouvellement du contrat salarial dans les assurances : perspective d'augmentation nominale en baisse de 4 % par rapport à celle de l'année dernière qui, déjà, n'avait pas garanti le maintien du pouvoir d'achat, telle a été la position des employeurs. Les syndicats, dont FO, partisans de la politique contractuelle, n'ont pas pu signer. Du même coup se dégagent les conditions du Front unique des organisations syndicales à l'échelle de toute la corporation.

Le gouvernement va-t-il pratiquer ainsi, à l'échelle de la fonction et des services publics et des industries nationalisées ? La grève massive de 24 heures du 13 janvier des services exploitations de la RATP est un sérieux avertissement. Dans la perspective des discussions sur le renouvellement des accords salariaux, en raison également de données propres à l'entreprise, les syndicats FO et autonomes ont donné un ordre de grève de 24 heures pour obtenir les 104 repos annuels. La volonté unitaire du personnel trouvait ainsi une possibilité de s'affirmer. Elle a imposé à la CGT de se joindre à la grève, malgré toutes les manœuvres de division des dirigeants de cette organisation : la rupture de la politique contractuelle déblaierait l'énorme obstacle dressé sur la voie de l'unité et la centralisation

d'importants secteurs de la classe ouvrière. Elle annoncerait une importante modification de la situation politique qu'il s'agirait d'apprécier.

L'évolution de la crise du régime franquiste, la poussée du prolétariat dont la grève du métro de Madrid a été un moment saillant et significatif, est un facteur directement en prise avec la crise de la bourgeoisie française, la marche à la crise révolutionnaire. Une accélération de l'évolution de la situation en Espagne réagirait immédiatement sur la France.

Examen critique de la politique de l'OCI

Affinant son analyse de la situation politique, faisant le point de son développement, le 20^e congrès devait reprendre l'analyse de la ligne que l'OCI a suivie depuis le 19^e congrès et préciser l'orientation qu'elle va appliquer au cours des semaines et des mois qui viennent. Dès juillet 1974 se vérifient avec éclat les conclusions que le 19^e congrès tirait des résultats des élections présidentielles, de la disposition des forces de classes, des rapports politiques entre les classes et à l'intérieur d'elles. C'était le mouvement contre la dislocation de l'ORTF, ensuite ce furent la grève du « France », des PTT, le mouvement de chez Renault, pour ne citer que les principaux. N'y revenons pas. Le développement de la situation politique amenait l'OCI à lancer une grande campagne et bataille politique dès la rentrée scolaire, dont les termes étaient : « Le gouvernement Giscard-Chirac doit disparaître, pour le front unique des organisations et partis ouvriers, pour un gouvernement du PS et du PCF sans ministres représentant les organisations et partis bourgeois », mots d'ordre auxquels s'intégrait celui : « Pour en finir avec l'Assemblée nationale dominée par l'UDR, paravent du gouvernement, désavouée par le suffrage universel. » Cette cam-

pagne politique correspondait étroitement aux besoins et aux aspirations du prolétariat, des masses exploitées, de la jeunesse. La preuve en fut donnée par le succès de l'assemblée nationale des délégués sur cette orientation, du 15 décembre 1974, les 80 000 signatures obtenues sur l'adresse au PS et au PCF, que l'assemblée du 15 décembre avait rédigée, les 13 000 participants aux trois rassemblements (Le Bourget, Lyon, Nantes) du 27 avril 1975.

Mais notre activité avait ses faiblesses et ses lacunes.

Ainsi de nombreux tracts, **IO** d'entreprises, **IO** imprimés, ont trop souvent eu des formulations imprécises, sinon fausses, à propos de questions comme le front unique ouvrier, le gouvernement, les rapports entre les masses, les organisations traditionnelles, l'OCI, la relation entre l'activité politique pour imposer le front unique ouvrier et les luttes de la classe ouvrière et de la jeunesse, le plus important étant cependant la difficulté à dépasser une activité de propagande, pour mener une campagne politique d'agitation et d'organisation. Si bien que l'OCI n'est pas allée jusqu'au bout de sa politique. Elle ne s'est pas lancée vraiment dans cette campagne de constitution et d'organisation de centaines de comités unitaires de base dont le contenu politique était pourtant clairement défini par les textes du 15 décembre 1974. Bien entendu, il n'était pas question d'organiser les 80 000 signataires de l'adresse, mais des milliers pouvaient l'être qui sont d'accord avec l'exigence du combat pour le front unique ouvrier et ses objectifs gouvernementaux.

Mais c'est ici que la plus grande précision politique devient indispensable. Dès juillet 1974, l'OCI prévoyait que la classe ouvrière, compte tenu du barrage des appareils, tendrait à transférer l'acquis politique des élections présidentielles sur le terrain de la lutte des classes menée selon ses méthodes de classe, mais elle le ferait à partir de secteurs limités, ateliers,

usines, entreprises, où il lui était directement possible d'imposer le front unique et de contrôler son mouvement. Nous avons su exprimer dans sa dimension la plus générale le mouvement et les aspirations du prolétariat et de la jeunesse. Nous n'avons pas toujours su saisir et exprimer dans le quotidien, dans ses particularisations, ce même mouvement et, partant, de dégager les mille canaux par lesquels ce mouvement était contraint de passer.

Tant que l'impulsion des élections présidentielles a joué pleinement, en gros jusqu'au mouvement Renault et au 27 avril 1975, qu'il était possible de réaliser de grands rassemblements, le phénomène était masqué ; mais ensuite, l'action des appareils a apporté des modifications à la situation politique. La possibilité d'en finir avec Giscard-Chirac par suite de leur barrage est devenue moins concrète immédiatement. Vaincre les obstacles que les appareils dressent est apparu plus difficile que cela n'apparaissait aux lendemains des élections présidentielles. Dès lors, exprimer ce mouvement dans son quotidien, ses particularisations, dégager ses mille canaux devenait décisif, car ce mouvement se continue. Maintenir les comités unitaires de base qui existaient, les faire vivre, en constituer de nouveaux en dépendait.

Pour la construction de comités unitaires de base

S'appuyant notamment sur la bataille politique engagée dans la Sécurité sociale, chez les enseignants, sur les possibilités immédiatement saisissables aux PTT, dans les banques, les métallos, la jeunesse, la résolution citée plus haut poursuit :

« Nous avons, en septembre, ouvert la perspective d'une assemblée nationale des délégués des comités unitaires de base. Cette perspective ne peut être réalisée sans une claire compréhension de

l'ensemble des problèmes politiques, en particulier sans la profonde conviction basée sur une analyse rigoureuse que l'ensemble des processus politiques se dirigent vers la crise révolutionnaire. A partir de là, la règle pour une organisation révolutionnaire, c'est de se préparer à la crise révolutionnaire qui jaillira du mouvement même des conditions objectives. Se préparer à la crise révolutionnaire, c'est combattre politiquement pour lever les obstacles dressés par les appareils au mouvement des masses. Combattre politiquement, c'est, en relation avec toutes les données des relations entre les classes, les relations à l'intérieur du mouvement ouvrier, les relations entre l'OCI et le mouvement ouvrier, définir, sur la ligne du front unique ouvrier, les tâches dans la situation politique.

« Cela exige, en premier lieu, que soit bien comprise la place des comités unitaires de base dans la préparation de la crise révolutionnaire.

« a) Les comités unitaires de base ne sont pas des comités de front unique des organisations ouvrières. Ils combattent pour le front unique ouvrier.

« b) Les comités unitaires de base ne sont pas des comités de lutte. Combattant pour le front unique ouvrier, ils combattent pour l'unité pour lever les obstacles aux luttes victorieuses.

« c) Les comités unitaires de base sont des organes politiques qui, à partir des aspirations des travailleurs, organisent travailleurs, jeunes et militants pour œuvrer au front unique ouvrier.

« Cela précisé, les comités unitaires de base, qui, quel que soit le point de départ des "luttes", dirigent invariablement leur intervention vers le front unique des organisations ouvrières, syndicales, ou syndicales et politiques, deviennent des organes politiques de préparation des luttes que les travailleurs sont amenés à engager eux-mêmes. Un comité unitaire de base, quelle que soit son origine, bien que, principalement dans une

entreprise, son origine soit "révindicative", est amené à répondre politiquement, sous des formes particulières, à la question : "Pourquoi les organisations ouvrières, syndicales et politiques ne réalisent-elles pas l'unité ?", donc à ouvrir, sous une forme appropriée, le problème du gouvernement PS-PCF sans ministres bourgeois et la dissolution de l'Assemblée nationale. »

C'est dire que les comités unitaires de base sont les organismes politiques dont la vocation est d'engager la bataille politique sur tous les terrains où l'exigence de la réalisation du front unique des organisations ouvrières se manifeste : depuis la préparation de luttes sur des revendications particulières et limitées jusqu'à la question gouvernementale, en passant par le front unique pour le boycott de l'Espagne franquiste, la libération inconditionnelle des soldats et militants emprisonnés, la lutte contre la répression en URSS, etc.

Recruter, construire l'OCI

Le combat politique de l'OCI est indissociable de celui pour sa propre construction. Tel est le sens de la formule lancée au 19^e congrès : l'OCI prépare la révolution, l'OCI se prépare à la révolution. Le 20^e congrès a donc tiré le bilan du plan de développement de l'OCI, élaboré et lancé en septembre 1974. Il est incontestablement positif. Toutes les campagnes financières de l'OCI ont été des succès, les résultats dépassant les objectifs fixés. Les millions récoltés étaient indispensables à l'activité de l'OCI, en particulier à ses tâches internationales, celles de solidarité, mais aussi de reconstruction de la IV^e Internationale. Sans ces sommes, il aurait été impossible que le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale fonctionne de façon satisfaisante, que la seconde conférence latino-américaine se tienne, pour prendre un exemple. Mais les campagnes

financières ne se réduisent pas à l'argent récolté, au-delà elles concrétisent les milliers de liens que l'OCI tisse avec les travailleurs et les jeunes. **IO** reste équilibré, et la campagne d'abonnements d'été a été un réel succès. Désormais **La Vérité** paraît régulièrement. Sa diffusion a dépassé les objectifs fixés, sa santé financière est bonne. L'OCI a recruté. Pourtant le plan de développement n'a pas été pleinement réalisé. Et les faiblesses portent justement sur l'essentiel : le recrutement.

Les causes de cette insuffisance sont les mêmes que celles qui sont à l'origine du faible développement des comités unitaires de base : aller jusqu'au bout, jusqu'au dernier maillon de notre politique, savoir organiser pour mener le combat politique est la condition première d'un recrutement correspondant aux objectifs fixés. Et aller jusqu'au bout de notre politique, savoir organiser le combat politique signifie du même coup, et pour y parvenir, situer pleinement l'OCI, sa place politique, ses objectifs. L'OCI combat pour le front unique ouvrier, elle n'est pas l'organisation dont « l'objectif » est le front unique ouvrier. La réalisation de la dictature du prolétariat et par voie de conséquence tout ce qui s'inscrit et est nécessaire à la marche de la révolution, et à sa victoire, tels sont les objectifs de l'OCI, dont le front unique ouvrier. Sa tâche fondamentale est de résoudre la question clef, celle de la direction révolutionnaire, c'est-à-dire de construire l'instrument indispensable à la victoire de la révolution, le parti révolutionnaire en France, reconstruire la IV^e Internationale. Et cela doit apparaître dans toutes nos activités.

C'est un des acquis des 18^e et 19^e congrès que d'avoir posé la question du recrutement, ainsi qu'une tâche centralisée, organisée, planifiée, même si les résultats ne sont pas pleinement satisfaisants. Il faut désormais aller plus loin, aboutir à la maîtrise de notre construction. Partant de l'axe de bataille bien défini, de son combat politique

dans la classe ouvrière, de la constitution des comités unitaires de base, de la perspective de l'assemblée nationale de ces comités, la politique de recrutement de l'OCI doit être orientée principalement vers la jeunesse ouvrière, la jeunesse scolarisée, les étudiants, a conclu le 20^e congrès. Les raisons en sont clairement indiquées dans le programme de fondation de la IV^e Internationale. Désormais, la politique de recrutement de l'OCI devra être affinée. La résolution sur le recrutement explique :

« Dans le cadre politique défini par la présente résolution, les cellules, rayons et régions définiront en partant de la situation actuelle les "voies de pénétration" dans les différents secteurs et établiront leurs objectifs de recrutement politiquement motivés. Ces objectifs particularisés par secteurs seront établis sur deux tranches : de janvier à juin et de septembre à décembre, et leur réalisation contrôlée par le comité central. Les résolutions des comités régionaux définissant ces objectifs seront centralisés au plus tard un mois après le congrès. »

Complémentairement, elle ajoute :

« Afin de remédier aux carences dénoncées dans le rapport préparatoire quant à la faiblesse de la formation dispensée aux travailleurs et jeunes en GER, une attention particulière doit être apportée à la qualité des exposés et discussions théoriques. Un certain nombre de textes, complémentaires aux brochures de GER, seront rédigés et publiés dès le début du premier trimestre 1976 et mis à la disposition des cellules. Il s'agira d'établir, sur chaque question théorique le lien avec la construction du parti révolutionnaire, "concentrant" la solution des problèmes. Il s'agira également "d'actualiser" les exposés préparés sur la base des brochures qui représentent évidemment la base indispensable pour tous les exposés. »

Et maintenant, il faut conclure. Ouvertement, nous exposons les forces et les faiblesses de l'OCI. Pourquoi ? La construction de l'OCI est d'abord notre problème, mais pas seulement le nôtre. La construction de l'OCI est en dernière analyse l'essence de notre combat de classe. Elle concentre toutes les déterminations de la lutte du prolétariat pour son émancipation, parce qu'elle est son expression consciente. Cela nous regarde tous.

Le 20^e congrès de l'OCI se situe à une étape précise de sa construction. Un long et difficile chemin a été parcouru. C'est appuyés sur l'immense acquis que nous critiquons nos insuffisances et nos faiblesses. C'est une de nos forces de le pouvoir. Que nous fixons-nous comme but à échéance rapprochée ?

« L'OCI combat pour sa transformation en organisation communiste centralisée. Pour assurer sa mutation en organisation communiste centralisée, elle doit devenir une organisation ouvrière, c'est-à-dire que par sa politique et son intervention dans la lutte des classes, elle doit lutter pour être considérée par la classe ouvrière et la jeunesse comme une organisation ouvrière. Organisation ouvrière, elle n'est pas n'importe quelle organisation, elle est fondée sur le programme de la IV^e Internationale. »

L'OCI n'est pas le parti révolutionnaire ; il reste à construire. Elle et elle seule peut être la force motrice de la construction d'un tel parti en France. Elle sait et dit que ce parti ne sera pas construit avant que la révolution prolétarienne s'ouvre en France. Mais selon la force qu'elle aura acquise, les liens qu'elle aura tissés avec la classe, la jeunesse, avant que ne s'ouvre la révolution en France, et les conditions du développement de la révolution et celles de la construction du parti seront différentes.

Nous ne savons pas quels délais nous sont laissés : la crise révolutionnaire

peut s'ouvrir brutalement en France, par suite d'une crise qui disloque le gouvernement et ouvre la voie aux masses, d'un surgissement brutal du prolétariat qui submerge les barrières que les appareils dressent, préparé par un foisonnement de combats partiels, en conséquence d'une dislocation à très grande vitesse du marché mondial, sous l'impact direct du jaillissement de la révolution dans un pays comme l'Espagne. Les élections législatives peuvent être le détonateur, etc. Ça peut être à bref délai, ça peut durer. La direction des événements n'est pas douteuse. L'activité politique de l'OCI est partie constitutive du mûrissement politique du prolétariat. Son action a pour but de dégager les obstacles. Mais si les délais sont suffisants, alors il doit être possible de construire cette OCI qui, dès l'ouverture de la révolution, sera le pôle suffisamment attractif pour que se construise en France le parti révolutionnaire, sans que le détour dangereux de la constitution d'une ou d'organisations centristes existe. Il va de soi que la reconstitution de la IV^e Internationale serait du même coup puissamment impulsée.

Au moment où les dernières lignes de cet article sont écrites, la radio annonce que L. Pliouchtch vient de franchir la frontière autrichienne. Sans autres commentaires, constatons et tirons-en les conclusions sur tous les plans : la lutte politique de l'OCI, les méthodes de cette lutte portent leurs fruits, et cela au moment où le 20^e congrès a décidé de lancer une campagne politique et financière nouvelle pour la reconstruction de la IV^e Internationale et les tâches que cela implique.

Le 20^e congrès de l'OCI marquera-t-il une nouvelle étape de la construction de l'OCI ? Nous nous sommes efforcés d'en réunir les conditions, mais l'avenir répondra.

En tout cas, c'est pour cela que nous combattons.

Stéphane JUST.

Le 10 janvier 1976.

Espagne :

L'agonie du franquisme

par Etienne LAURENT

Dans la phase actuelle de l'évolution de la situation politique mondiale, dans le cadre de la nouvelle période de la révolution et après le tournant analysé dans le rapport international du 20^e congrès de l'OCI, l'Espagne représente l'un des enjeux les plus immédiats de la lutte des classes à l'échelle internationale.

Depuis de nombreux mois, l'OCI a indiqué les très importantes raisons qui déterminaient la place centrale de l'Espagne dans le moment précis du développement de la révolution prolétarienne en Europe et a montré la portée qu'aura la chute du franquisme comme bond en avant de ce processus (1).

(1) Voir en particulier Stéphane Just, *Réponse à la Conférence européenne*, et E. Laurent, *Vers l'explosion révolutionnaire en Espagne*, dans *La Vérité*, n° 566, mars 1975, et le *Rapport sur la situation internationale et les perspectives révolutionnaires* dans *La Vérité*, n° 569, novembre 1975.

Dans le cas de l'Espagne, cette lutte revêt un acharnement particulier. A l'extérieur du pays, comme à l'intérieur, bourgeoisie et appareils mettent tout en œuvre pour bloquer le mouvement de la classe ouvrière d'Espagne, retarder la chute du régime, dresser tous les obstacles dans la voie de la révolution espagnole et empêcher la classe ouvrière internationale de se mobiliser à ses côtés. C'est cela et cela seul qui explique pourquoi, en Espagne, l'on paraît confronté, depuis de nom-

breux mois avec une « situation qui ne peut pas durer, mais se prolonge encore ».

Pour y voir clair, pour répondre également aux falsifications grossières faites aujourd'hui concernant la nature même du franquisme et sa continuation avec la monarchie de Juan Carlos, nous n'aborderons pas d'entrée l'examen des derniers événements, mais commencerons par rappeler ce qu'est le franquisme et où se situe la racine de sa crise insurmontable et mortelle.

I · La mort de Franco n'est pas la mort du franquisme

Le 16 décembre, au lendemain de la première déclaration du nouveau gouvernement Arias Navarro, *Le Figaro* titrait : « Espagne, c'est la fin du franquisme », et *L'Humanité* annonçait à ses lecteurs : « Espagne : le gouvernement annonce une "extension des libertés", mais cette promesse ne s'est pas encore concrétisée. »

L'organe de la bourgeoisie française et l'organe central de l'appareil stalinien du PCF poursuivent un même but. Ils occupent chacun leur place dans la bataille menée pour assurer à Juan Carlos le soutien de « l'opinion publique » et étouffer les aspirations de la classe ouvrière française à combattre aux côtés de la classe ouvrière d'Espagne sur la ligne du front unique ouvrier pour le boycott de l'Espagne franquiste.

Face à la campagne orchestrée internationalement par la bourgeoisie et les différentes composantes de l'appareil international du Kremlin, il est nécessaire, aujourd'hui, même à la veille de sa chute, d'avoir la plus grande clarté quant à la nature du franquisme. C'est pourquoi nous commencerons par rappeler ce que sont

les institutions et les lois franquistes que la classe ouvrière d'Espagne va devoir détruire.

Ce qu'est le fascisme

Dans *Et maintenant ?*, Trotsky a donné la définition scientifique des régimes fascistes. Il écrit :

« Le fascisme n'est pas simplement un système de répression, d'actes de force et de terreur policière. Le fascisme est un système particulier d'Etat, fondé sur l'extermination de tous les éléments de la démocratie prolétarienne dans la société bourgeoise. La tâche du fascisme ne consiste pas seulement à briser l'avant-garde prolétarienne, mais aussi à maintenir toute la classe dans un état de fragmentation forcée. Pour cela, l'extermination physique de la couche ouvrière la plus révolutionnaire est insuffisante. Il faut détruire toutes les organisations indépendantes et libres, anéantir tous les points d'appui du prolétariat et exterminer les résultats du travail de trois quarts de siècle de la social-démocratie et des syndicats. » (2)

(2) L. Trotsky, *Ecrits*, tome III, p. 111.

Plus loin il précise :

« La fascisation de l'Etat signifie non seulement mussoliniser des formes et des procédés de direction (l'appareil d'Etat et l'armée, les municipalités, les universités, les écoles, la presse, les syndicats, les coopératives) — dans ce domaine les changements jouent en fin de compte un rôle secondaire — mais avant tout et surtout détruire les organisations ouvrières, réduire le prolétariat à un état amorphe, créer un système d'organismes pénétrant profondément dans les masses et qui sont destinés à empêcher la cristallisation indépendante du prolétariat. C'est précisément en cela que consiste l'essence du régime fasciste. » (3)

Cette définition s'applique de façon immédiate au régime franquiste tel qu'il se prolonge aujourd'hui sous la façade « très libérale, très catholique » de la monarchie juan-carliste.

L'ensemble des institutions et lois édictées par Franco au long de son régime ont concouru et concourent encore à la réalisation d'un seul objectif central, principal : maintenir la classe ouvrière dans un état de fragmentation forcée ; lui interdire tout moyen de se regrouper de façon indépendante face à la bourgeoisie et à l'Etat, l'empêcher de reconstruire ses organisations propres, syndicats indépendants de l'Etat et partis politiques.

Au même titre qu'en Italie et en Allemagne, ces lois et ces institutions ont établi un formidable arsenal juridique destiné à anéantir tous les points d'appui du prolétariat. Elles ont également comporté la création d'un « système d'organismes visant à embrigader les masses, les subordonner à l'Etat, et à empêcher la cristallisation indépendante du prolétariat », ainsi qu'en parle Trotsky plus haut. Au centre de ces institutions s'est située dès le départ la Centrale nationale syndicale (CNS),

(3) Ibid., p. 123.

structure corporatiste directement intégrée à l'Etat, dont nous analyserons plus loin le rôle qu'Arias Navarro et Carrillo voudraient lui faire jouer dans la phase ouverte par la mort de Franco.

A la base du régime franquiste, il y a tout d'abord l'ensemble des textes constitutionnels, lois et décrets interdisant l'exercice des libertés politiques fondamentales d'association, de réunion et de manifestation, de grève. Dans le langage du franquisme, ce sont les « lois fondamentales du régime » auxquelles Juan Carlos a juré fidélité. L'analyse en est impressionnante.

Droits d'organisation, de réunion et de manifestation

Sur le plan du droit d'association sont frappés d'interdiction et poursuivis pour « association illicite » tous groupements poursuivant des « objectifs contraires aux principes fondamentaux du Mouvement et des autres lois fondamentales », ainsi que tout objectif « susceptible d'impliquer un grave danger pour l'unité politique et sociale de l'Espagne », l'appréciation quant à la nature de ce « danger » étant laissée à la discrétion absolue des tribunaux établis par le régime. Les seules organisations autorisées sont le « Mouvement national » (élargi en 1974 aux associations qui se donnent comme « cadre d'action le Mouvement »), les syndicats d'Etat organisés dans le cadre de la CNS, et les associations catholiques « constituées à des fins uniquement religieuses ». Sur cette base ont été déclarées illégales et soumises à la répression la plus acharnée toutes les organisations ouvrières, politiques et syndicales.

Aux dispositions générales s'ajoutent des textes spéciaux dont le plus important est la loi du 1^{er} mars 1940,

toujours en vigueur, sur laquelle le décret-loi antiterroriste du 21 août 1975 s'est largement appuyé. Cette loi vise les « *maçons et les communistes* », ainsi que les « *trotskystes, anarchistes et assimilés* ». Le texte prononce la mise hors la loi de tous ces mouvements, interdit leur presse, prononce la mise sous séquestre de leurs biens et établit des peines de prison extrêmement lourdes pour toute tentative de reconstituer des organisations se situant sur ce terrain.

Le droit de réunion et de manifestation est l'objet de deux Ordonnances promulguées au lendemain de la guerre (20 juillet 1939, 18 avril 1940) et maintenues en vigueur. Ces textes exigent une autorisation administrative préalable à tout discours, conférence, ou autre forme orale d'expression de la pensée, qui n'intervient pas sous les auspices de l'Eglise, de l'Université ou du Mouvement national. Si la réunion se tient en l'absence d'autorisation, elle sera dispersée par la force publique, et ses auteurs frappés de peine d'amende. Quant au droit de manifestation, les seuls cortèges qui ne requièrent pas autorisation sont les processions religieuses de la seule Eglise catholique.

Droit d'expression

Le droit de la presse est régi actuellement par une loi de 1966, dont l'auteur fut Fraga Iribarne, aujourd'hui ministre de l'Intérieur. L'article 2 de cette loi justifie le contrôle étroit de la presse « *par le respect de la vérité et de la morale ; par l'observation des dispositions de la loi sur les principes du Mouvement national et des autres lois fondamentales ; par les exigences de la défense nationale, de la sécurité de l'Etat et du maintien de l'ordre public à l'intérieur, et par le souci d'assurer la paix à l'extérieur ; par le respect dû aux institutions et aux personnes dans l'exercice de la critique de l'action politique et admi-*

nistrative ; par l'indépendance des tribunaux ; par la sauvegarde de l'intimité et de l'honneur de la personne et de la famille ».

Dans la loi de 1966, la censure obligatoire a été supprimée au profit d'une censure volontaire. Le directeur de la publication ou de la maison d'édition peut s'en dispenser... à ses risques et périls. Les autorités chargées de sévir sont purement administratives. Elles n'ont nul besoin de s'embarrasser de procédures judiciaires et ne sont même pas passibles de recours judiciaire *a posteriori* devant les tribunaux normaux. Le directeur général de la presse, le ministre de l'Intérieur et le Conseil des ministres sont seuls juges de l'atteinte aux « principes » indiqués plus haut et libres de prononcer comme ils l'entendent la saisie ou la suspension des journaux, la suspension des directeurs et des journalistes, le versement d'amendes écrasantes.

Tout cela ne concerne en tout état de cause que la presse qui se veut « légale ». Les journaux des organisations politiques et syndicales tombent sous le coup de dispositions pénales mises à jour en 1967 (articles 123 et 164 *bis* du Code pénal) et leurs publication et diffusion sont passibles de très lourdes peines de prison.

Droit de grève et lois sur « l'ordre public »

La grève demeure, ainsi que les dépêches de Madrid le rappellent à propos de la grève du métro madrilène, un délit pénal. Tout au plus, face à la montée des grèves dans les années soixante, après le tournant constitué par la grande grève des mineurs d'Asturies de 1962, le régime a-t-il tenté d'introduire une distinction quant à la caractérisation exacte de ce délit entre les grèves économiques et les grèves politiques. En mai 1975, à la veille des élections à la CNS, pour augmenter le taux de

participation, le régime enfin a fait paraître une loi sur « *la réglementation du droit de grève* ». Cette loi ne peut tromper personne ; à de longues et compliquées procédures d'arbitrage, elle ajoute l'élément suivant : seul un syndicat intégré à la CNS a le « droit », une fois épuisée la procédure d'arbitrage, de lancer un ordre de grève. Toute autre grève, donc la grève tout court, tombe sous le coup du droit pénal.

Le fait que, depuis 1965 environ, le régime n'ait pas pu appliquer massivement les peines de prison et d'amendes prévues et traduire tous les grévistes en justice ne saurait masquer le fait que le droit de grève n'existe pas en Espagne. La réquisition militaire des postiers et des cheminots, aujourd'hui, illustre parfaitement cette réalité.

Cet ensemble de dispositions est complété par une série de textes d'ensemble sur « l'ordre public » — loi du 30 juillet 1959 et décret du 21 septembre 1960. La loi de 1959 énumère sept formes « *d'atteinte à l'ordre public* » : « *Grèves concertées, entraves à la régularité des approvisionnements, agitation sur la voie publique, manifestations illégales, apologie de la violence, violation des dispositions sanitaires, désobéissance aux ordres de l'autorité* », et leur ajoute pour parfaire l'ensemble : « *les actes qui, d'une quelconque autre manière non prévue aux paragraphes antérieurs, manqueraient aux dispositions prévues en la présente loi ou altéreraient la paix publique ou l'harmonie sociale* ».

Grâce à l'article 25 de cette même loi, le gouvernement a le droit de décréter l'état d'exception dont l'effet est de suspendre l'ensemble des « libertés » et « garanties » courantes dans tout ou partie du pays, à la simple condition de juger l'ordre public en danger et ne pas s'estimer en mesure de le rétablir sans faire appel aux pouvoirs spéciaux. Il béné-

ficie alors de pouvoirs extrêmement étendus : interdiction de la circulation et de la formation d'attroupements ; assignation à résidence, constitution de zones de sécurité d'où le public est exclu ; arrestation sans formes, déportation temporaire des suspects ; établissement d'une censure illimitée, interdiction de toute manifestation d'opinion.

L'un des traits fondamentaux des régimes fascistes est l'extraordinaire concentration de pouvoir qu'elle assure au profit des corps répressifs de l'Etat : la police, l'armée et les services du ministère de l'Information chargés d'appliquer la loi sur la presse. Dans l'Espagne franquiste, c'est entre les mains du ministre de l'Intérieur et des hauts fonctionnaires de ce ministère, du directeur de la Sûreté, dont dépend l'activité des brigades politico-sociales, du ministre des Armées et du commandement de la Garde civile, investie de très larges pouvoirs de police que la réalité du pouvoir se trouve concentrée. C'est sur ces services que Franco s'appuyait. C'est le ministère de l'Intérieur auquel Fraga Iribarne a postulé. C'est de son ancienne position de directeur de la Sûreté, puis de ministre de l'Intérieur, que Arias Navarro tire, plus peut-être que de son titre de Premier ministre, le pouvoir qu'il peut posséder aujourd'hui.

Dans le langage des juristes, Jacques George, auteur d'une analyse détaillée des institutions et lois du franquisme, observe que dans le droit du fascisme espagnol, c'est « l'administration qui se réserve la tâche de défenseur de l'Etat » (4). Les tribunaux, montre-t-il, constituent seulement « *la deuxième ligne de défense* », sont alors avant tout des tribunaux d'exception et, chaque fois qu'il le faut, plus précisément encore, des tribunaux militaires.

(4) J. Geogel, *Le franquisme, histoire et bilan*, Seuil, 1970, p. 312.

Place et signification des tribunaux militaires

Dans des articles antérieurs, nous avons cherché à analyser les caractères spécifiques du régime franquiste et les raisons pour lesquelles le fascisme espagnol se présentait sous les traits d'un régime militaro-corporatiste, ou même militaro-clérico-corporatiste. En tant qu'instrument de domination directement au service de l'impérialisme, du capitalisme financier, le régime franquiste est une expression de la réaction « *non pas féodale mais bourgeoise* », ainsi que le spécifiait Trotsky face aux staliniens et à la théorie de la révolution par étapes. Mais cela n'altère pas le fait que cet instrument « *porte l'empreinte particulière du bloc conservateur adossé à l'histoire et à la structure sociale arriérée de l'Espagne* » et ait reposé de bout en bout à un degré très élevé sur deux institutions fondamentales, l'armée et l'église, expression l'une et l'autre des forces les plus rétrogrades d'un pays qui, en son temps, n'a pas mené à bien sa révolution bourgeoise (5). En Espagne, plus qu'en Italie ou en Allemagne, c'est l'armée qui a servi, en l'absence de parti fasciste de masse, d'instrument central du fascisme. C'est autour et derrière l'institution militaire que la bourgeoisie espagnole s'est regroupée et sur elle qu'elle a assis son appareil de répression.

Pour le comprendre, il suffit de mesurer, en relation avec l'objet de cette section, la place extraordinairement importante occupée par les tribunaux au sein de l'appareil juridictionnel. A y regarder de près, ils en sont le centre et disposent d'une vaste compétence à la fois en droit pénal ordinaire et naturellement en

droit pénal politique (6). L'une des pièces maîtresses du dispositif répressif espagnol est fournie par le décret du 21 septembre 1960 qui met à jour et unifie un décret-loi datant directement de la guerre civile et une loi de 1943. C'est ce texte qui a servi de base aux procès en conseil de guerre et à la condamnation à mort des militants antifranquistes, basques en particulier. Le texte, comme toujours, est extrêmement large dans son champ d'application. Il permet d'inculper de « *rébellion militaire* » et de déférer aux conseils de guerre :

« Ceux qui diffusent des nouvelles fausses ou tendancieuses dans le but de troubler l'ordre public intérieur, de susciter des complots internationaux, ou encore de discréditer l'Etat, ses institutions, son gouvernement, son armée, ou encore ses autorités ; ceux qui, par quelque moyen que ce soit, s'unissent, conspirent ou prennent part à des réunions, conférences ou manifestations dans ce but ; ceux qui prendront part à des débrayages, des grèves, des sabotages ou autres actes analogues ayant des buts politiques ou troublant gravement l'ordre public ; ceux qui, pour attenter à la sécurité publique, terroriser les habitants d'une population, exercer des vengeances ou des représailles de caractère social ou politique, des incendies, des naufrages, des déraillements, l'interruption des communications, des effondrements, des inondations, des explosions, ou qui emploieraient tout autre moyen ou artifice pouvant causer de graves destructions. »

La condamnation entraîne la peine de mort pour le « chef des instigateurs », de lourdes peines de prison pour les « subalternes ». L'application de ce décret est connue de tous.

(5) *La Vérité*, n° 566, mars 1975, p. 92-93.

(6) Cf. Georgel, *op. cit.*, p. 198-200 et p. 230.

On mesure ce que signifie dans ces conditions la politique de défense de « l'honneur de l'armée » menée obstinément par le PCE.

L'appui du stalinisme à l'armée et à l'église en tant que soutien de l'ordre bourgeois est un phénomène général. Dans le cas de l'Espagne, la tentative faite par Carrillo pour escamoter la place de l'armée et de l'église comme piliers du régime franquiste et le rôle qu'elles ont joué d'un bout à l'autre de l'existence de ce régime acquiert cependant, pour les raisons qui viennent d'être rappelées, une signification propre — celle de l'appui, non seulement à l'ordre bourgeois en général, mais à ce régime en particulier et à deux institutions qui seront obligatoirement l'objet direct des attaques des masses au moment de la chute du régime.

Pour terminer ce point, disons simplement que le tristement célèbre et sinistre Tribunal d'ordre public (TOP) a été créé en 1963 seulement. Il a eu pour but de décharger les tribunaux militaires en transférant une partie de la répression politique « courante » en croissance constante — délit de grève, de propagande illégale, d'association illicite — à une juridiction plus « normale » où les avocats auraient le droit de plaider dans les étroites limites fixées à l'exercice de leur métier. Mais le TOP demeure une pièce subordonnée à un édifice dont les juridictions militaires sont le cœur.

Tel est, à l'encontre de toutes les falsifications et tentatives d'escamotage, le contenu des lois fascistes qui se prolongent entièrement avec la monarchie de Juan Carlos, en attendant que les travailleurs les détruisent.

La constitution franquiste

Analysant les institutions publiques du régime, c'est-à-dire l'organisation

des pouvoirs exécutifs et législatifs prévue par les textes constitutionnels, le juriste Georgel écrit :

« Le CAUDILLO a tous les pouvoirs. Cette affirmation aussi générale que catégorique ne déforme pas la réalité. Elle est d'ailleurs cautionnée par Marcote, théoricien du franquisme pour qui le chef de l'Etat a « *la plénitude du pouvoir exécutif, législatif et judiciaire.* L'ETAT ESPAGNOL D'AUJOURD'HUI, C'EST LE CAUDILLO » (6 bis).

Au moment où la bourgeoisie cherche désespérément à « sortir du franquisme », il est nécessaire de donner rapidement les éléments qui permettent d'apprécier ce point.

Le pouvoir exécutif a été incarné pendant trente-neuf ans par un seul homme. Pendant la guerre et tout de suite après, en cas de disparition de Franco, son rôle et sa place auraient été tenus par tout autre général fasciste. A mesure cependant que le temps est passé, il y a eu identification croissante entre les fonctions du « Caudillo » et la personne même de Franco, jusqu'à ce que celui-ci en vienne à constituer véritablement le pivot de tout le système constitutionnel.

Jusqu'à la loi du 26 juillet 1957, Franco a gouverné, dit Georgel, « *sans partage de fait et de droit* ». Depuis cette date jusqu'à sa mort « *il a gouverné sans partage de fait* ». Du strict point de vue des textes, le franquisme comporte, en effet, deux périodes distinctes : celle de la concentration absolue des pouvoirs exécutifs entre les seules mains de Franco ; celle de l'organisation d'une certaine répartition de ces pouvoirs. Cette seconde période, souligne Georgel « *ne pouvait en fait s'ouvrir qu'à la dispa-*

(6 bis) Georgel, *op. cit.*, p. 176.

rition de Franco ». Elle devait comporter alors — et c'est le cas aujourd'hui — une répartition malaisée entre le monarque, le Conseil du royaume et le Premier ministre. Mais du vivant de Franco, il n'y a eu aucune entrave à la toute-puissance du chef de l'Etat.

Cette toute-puissance a largement débordé le cadre exécutif et a englobé la plus grande partie du pouvoir législatif. Dès 1936 un décret fait à Burgos investissait Franco, en tant que chef de la Junte, « de tous les pouvoirs du nouvel Etat ». Des lois de 1939 et 1942 sont venues confirmer ce qui aurait pu paraître une simple mesure de temps de guerre civile, mais qui constitue en fait l'essence du franquisme. La loi de 1939 attribue au chef de l'Etat « le pouvoir d'établir des normes juridiques de caractère général » et précise qu'elles peuvent être édictées « même si elles ne sont pas issues d'une délibération du conseil des ministres ». La loi de 1942 qui a créé les Cortes du franquisme dit dans son préambule que « le pouvoir suprême de légiférer étant entre les mains du chef de l'Etat, l'organe qui est créé est instrument de coopération en matière législative (...) ».

Dans un article du 30 décembre 1975, *L'Humanité* a présenté les Cortes du régime franquiste comme « un Parlement peu représentatif ».

C'est là une nouvelle tentative faite par l'organe du PCF pour escamoter le contenu réel des institutions fascistes. Les Cortes franquistes ne sont assimilables ni de près ni de loin à un Parlement. Elles occupent dans la constitution franquiste le rôle des chambres corporatistes du régime mussolinien. Il faut donc en dire un mot pour en finir avec ce point.

Dans leur composition actuelle, les Cortes comprennent 123 membres

« de droit » (qui sont : les conseillers nationaux du Mouvement — c'est-à-dire de la Phalange — les 19 membres du gouvernement, les 5 présidents des tribunaux suprêmes civils et militaires), 25 membres « désignés par le chef de l'Etat », 150 membres désignés par la CNS (donc par le ministre des Syndicats), 112 membres représentant les municipalités (c'est-à-dire désignés en fait par les préfets), 42 membres désignés par l'Eglise et les Universités. La seule « élection au suffrage direct » concerne les 104 représentants de « la famille », élus par les chefs de famille et les femmes mariées...

Les prérogatives des Cortes se limitent au droit d'amendement par rapport aux projets de lois que le gouvernement veut bien discuter dans ce cadre. Pour parfaire le système, le Président des Cortes est désigné par le chef de l'Etat et responsable devant lui. Le système de « représentation naturelle » ainsi élaboré par Franco doit être compris comme une pièce du mécanisme d'ensemble établi pour interdire l'exercice de toute liberté politique et prohiber l'existence des partis, même de la bourgeoisie.

Les Cortes ne sont même pas un organe consultatif. Pour autant que les institutions franquistes fassent place à de tels organes, ce sont le *Conseil du royaume* et surtout le *Conseil national du Mouvement*, c'est-à-dire l'instance suprême de l'organisation qui fait office de parti unique, qui jouent un tel rôle.

Tel est le système constitutionnel franquiste auquel la bourgeoisie voudrait aujourd'hui désespérément injecter des éléments limités de démocratie bourgeoise en en « perfectionnant, comme dit Fraga, les institutions ».

II · Les fondements de la crise du franquisme

La mort de Franco, parce qu'elle signifie la disparition de celui qui a été non seulement le chef et le symbole vivant du régime mais aussi sa clef de voûte, représente un très important facteur d'accélération de sa crise. Il reste que celle-ci a commencé bien avant sa mort. Elle tient en ceci : confrontée à la nécessité de remplacer le fascisme par une forme de domination qui corresponde mieux à l'état exact des rapports politiques entre les classes, la bourgeoisie espagnole s'est vue paralysée dans sa volonté de tenter de procéder à ce changement par la certitude qu'elle a toujours eue de voir la classe ouvrière et les masses faire irruption sur la scène politique et transformer la crise de domination politique en crise révolutionnaire ouverte.

Au point de départ de cette situation se trouve le fait fondamental qu'en dépit du formidable dispositif de répression, le régime s'est montré progressivement impuissant à dresser un barrage efficace à la montée des luttes du prolétariat et de la jeunesse, et n'a pu empêcher la classe ouvrière espagnole de reconstruire lentement d'abord, puis à un rythme toujours plus rapide ses forces de classe.

Les étapes de ce processus ainsi que les obstacles et freins tenant à la politique suivie tout au long de la période ont été analysés dans un article antérieur. Il ne s'agit pas d'y revenir ici, mais seulement de répéter que *c'est au niveau de cette modification profonde, en faveur du prolétariat, des rapports politiques entre les classes par rapport à la situation de 1939, qu'il faut chercher la racine essentielle de la crise du régime franquiste.*

L'incapacité croissante du régime à assurer un travail « propre »

Le fascisme est une forme de domination qui correspond à une situation où, face à la révolution prolétarienne imminente, il ne reste à la bourgeoisie d'autre issue que d'en appeler à la forme la plus absolue de dictature, comme unique moyen d'assurer la destruction des organisations ouvrières et la réduction du prolétariat à un état amorphe. En 1936 en Espagne, face aux masses ouvrières et paysannes engagées sur le chemin de la destruction de la propriété privée et de l'Etat bourgeois, et la lutte pour la dictature du prolétariat, l'impérialisme et la bourgeoisie espagnole n'avaient d'autre recours que d'en appeler à Franco, Queipo de Llano et Mola et à déchaîner la barbarie franquiste pour défendre le mode de production bourgeois.

Mais en Espagne, au même titre que dans d'autres régimes fascistes, et quel que soit le degré auquel la dictature militaro-cléricale-corporatiste se soit moulue dans le cadre historique propre à la vieille Espagne ultra-réactionnaire, la forme de domination établie par Franco comportait un prix.

Ce ne sont pas seulement les organisations et partis ouvriers qui ont été interdits, ce sont les partis politiques de la bourgeoisie qui ont été prohibés chaque fois qu'ils n'étaient pas invités à s'intégrer et à disparaître au sein du « Mouvement ». Le contrôle policier de la presse a pesé et pèse encore lourdement sur la bourgeoisie.

La suppression de l'ensemble des libertés démocratiques a porté atteinte également à ses membres, y compris s'ils ont longtemps été

disposés à l'accepter. Les composantes minoritaires du bloc bourgeois, dans le cas de l'Espagne, les bourgeoisies catalanes et basques, ont été celles qui ont subi ce poids le plus lourdement, mais peu de sections de la bourgeoisie, en dehors des hauts dignitaires du régime, la hiérarchie catholique et la hiérarchie militaire, y ont échappé complètement.

« *Du fascisme la bourgeoisie exige du travail "propre"* », dit Trotsky. Aussi longtemps que le régime a correspondu à l'état des rapports politiques entre les classes issus de l'écrasement de 1939 et a pu assurer, de ce fait, de façon efficace, la mise en œuvre du processus de production et de réalisation de la plus-value et d'accumulation du capital, son existence n'a pas fait problème à un secteur significatif quelconque de la bourgeoisie.

A mesure que, au contraire, les « bavures » — du point de vue du capital s'entend — se sont multipliées en particulier sous la forme de grèves de plus en plus nombreuses, longues et coûteuses pour le patronat, l'attitude de la bourgeoisie à l'égard du régime s'est modifiée. Elle a commencé à considérer qu'il lui fallait trouver d'autres moyens de régler ses relations avec la classe ouvrière, préparer de nouvelles formes de domination politique de la société. L'incapacité politique où le régime franquiste l'avait réduite et à laquelle elle s'était faite pourtant pendant des années et des années lui est progressivement apparue toujours moins supportable politiquement. Une restauration partielle et « contrôlée » des libertés politiques a commencé à paraître à la bourgeoisie comme constituant le seul moyen de s'organiser elle-même face à la classe ouvrière sur des bases correspondant aux nouveaux rapports de force. Cette voie lui a également paru nécessaire pour tenter d'établir de nouvelles formes de relations avec

la classe ouvrière, moyennant le recours à l'aide des directions staliennes et réformistes sur la base du rétablissement, dans certaines formes, de certains droits d'organisation.

Entreprendre et réussir un tel changement, trouver les moyens de « sortir du franquisme », telle a été depuis 1966-67, d'une façon toujours plus dramatique, l'obsession politique centrale, le tourment, le cauchemar éveillé de la bourgeoisie espagnole.

Il n'y a pas de « sortie du franquisme » sans crise

Mais la théorie et l'histoire enseignent qu'il n'y a pas de porte de sortie du fascisme sans crise. Ce que Trotsky dit du passage de la démocratie au bonapartisme et de celui-ci au fascisme, à savoir que « *la transition d'un système politique à l'autre équivaut à une CRISE POLITIQUE* (c'est Trotsky qui souligne) *qui, sous l'influence du prolétariat révolutionnaire, peut devenir un péril social pour la bourgeoisie* » (7), est mille fois plus exact encore lorsqu'il s'agit de passer du fascisme (ou du bonapartisme) à la démocratie bourgeoise.

Aujourd'hui, il s'élèverait peu de voix dans les rangs de la bourgeoisie espagnole pour démentir cette affirmation. Pour Arias Navarro, l'analyse marxiste est une réalité dramatique vécue jour après jour depuis trois ans. L'impossibilité de sortir du fascisme sans crise politique grave, c'est-à-dire aujourd'hui dans le cadre des relations internationales actuelles entre les classes, sans crise révolu-

(7) L. Trotsky, *Bonapartisme et fascisme*, 15 juillet 1934. C'est avec satisfaction que nous avons pris note que N. Poulantzas, sans dire ses sources bien sûr, et sans reconnaître ce qu'il doit à Trotsky, vient appuyer cette position. Voir *La crise des dictatures*, Maspero, 1975. p. 95-100.

tionnaire ouverte, repose sur des phénomènes politiques tout à fait évidents.

Le premier, et le plus décisif, tient au caractère même de la constitution de l'Etat franquiste qui a été analysée plus haut. Ainsi qu'on a pu le voir, cette constitution, qui reposait de façon absolue sur la personne même de Franco, est d'une extraordinaire rigidité. Elle interdit l'injection quelconque d'éléments relevant de la démocratie parlementaire bourgeoise. Il y a incompatibilité radicale entre cette constitution et les institutions de la démocratie bourgeoise. Il s'agit d'une constitution fasciste et l'introduction d'éléments étrangers ne peut qu'en précipiter la crise.

Le second facteur déterminant c'est qu'après quarante ans de fascisme, tout changement de domination politique de la bourgeoisie dans le sens d'une injection dans le cadre du système franquiste d'éléments relevant du système parlementaire bourgeois fournira obligatoirement aux masses *la brèche qu'elles recherchent pour s'engouffrer*, dans la mesure où cette tentative de changement sera comprise par la classe ouvrière et les masses comme constituant non seulement une victoire, mais comme *leur* victoire, le fruit de *leur* combat — et cela indépendamment du fait de savoir si l'instrument immédiat est « occasionnel », pour ainsi dire, de ce changement est représenté ou non par une fraction de la bourgeoisie elle-même.

Le déroulement des événements au Portugal à partir du déclenchement du coup d'Etat du 25 avril illustre cela de la manière la plus claire. Si les masses se sont mobilisées si vite et si massivement, c'est qu'elles avaient conscience, mieux que quiconque, que c'est à *la suite de leur combat* et comme conséquence des années et des années de lutte qu'elles avaient menées contre la dictature jusqu'à en éroder totale-

ment les fondements qu'une fraction de l'armée avait fini par chasser Caetano, dont la chute était donc avant tout et principalement *leur* victoire, et non celle d'une aile quelconque de la bourgeoisie.

En Espagne, il ne pourra qu'en aller de même — à une échelle et avec une puissance qui seront obligatoirement chargées de tout ce que signifie pour le prolétariat et les masses d'Espagne renouer avec 1936 et régler les comptes y attendant, qui seront également et obligatoirement directement fonction du type de combat mené depuis les Asturies, depuis Burgos, depuis les grandes grèves de 1971 et après, par la totalité des secteurs du prolétariat.

Cela, la bourgeoisie espagnole le sait. C'est pourquoi elle a vécu depuis dix ans déchirée entre la nécessité de tenter de changer sa forme de domination politique et la crainte chaque fois plus forte des masses. C'est là que se trouve la clef de l'impuissance virant progressivement à la paralysie pure et simple dont le régime a été frappé.

Paralysie et crise politique de la bourgeoisie

Toute mesure allant dans le sens de la « libéralisation » devant forcément prendre peu ou prou l'allure de concessions à la classe ouvrière et servir d'invitation à celle-ci de pousser son initiative, il a suffi chaque fois que le prolétariat et les masses dressent la tête, au moment où de telles mesures étaient esquissées, pour que la bourgeoisie recule immédiatement et abandonne ses projets. C'est là ce qui s'est passé en 1967-68 : les grands desseins « évolutionnistes » de l'Opus Dei ont été liquidés, et les premiers pas effectués dans la voie de leur réalisation prestement abrogés, fin 1968-début 1969 sous la poussée des luttes de

la classe ouvrière et des étudiants. C'est là ce qui s'est passé en 1974 également avec les projets esquissés par Arias Navarro dans sa déclaration du 12 février : il a suffi des grandes grèves dans la métallurgie, les textiles et les mines à partir de l'été (Valladolid) et de l'automne (Bajo, Llobregat, SEAT, métallurgie basque, mines de Navarre) pour que les projets soient précipitamment rangés de nouveau dans les archives ministérielles.

Lorsqu'on analyse les reculs successifs de la bourgeoisie par rapport aux projets pourtant limités, mesquins, timorés qu'elle a élaborés depuis 1966 comme réponse à la nécessité de tenter de « sortir du franquisme », il est une erreur d'appréciation qu'il importe de ne pas commettre. Vus à un certain niveau, les reculs par rapport aux projets « réformateurs » peuvent paraître avoir été faits sous la pression de l'aile « droite » du régime, des tenants du « bunker », du personnel politique le plus profondément identifié avec certaines des institutions du fascisme espagnol. C'est ainsi que l'écrasante majorité des commentateurs ont interprété, pour prendre un exemple particulièrement clair, l'abandon par Arias Navarro, à l'automne 1974, de l'essentiel du contenu de son pro-

gramme du 12 février (vidant de toute substance en particulier le projet de loi sur les « associations politiques ») comme un recul face aux attaques de Giron, ancien ministre du Travail, constructeur de la CNS, phalangiste de tout temps et président des anciens combattants franquistes de la guerre civile.

Il n'est pas question de nier qu'il existe des secteurs de la bourgeoisie qui ont été associés de façon particulièrement étroite et directe avec le régime et ses institutions les plus fondamentales, qui ont, sur le plan individuel, plus — ou même tout — à perdre dans le cadre d'un changement tant soit peu important du régime, sans parler bien entendu de sa chute et qui militent donc avec tous les moyens dont ils disposent pour bloquer toute issue dans ce sens. Mais l'action de ces secteurs n'a eu d'autre sens que de matérialiser toutes les hésitations de la bourgeoisie, la peur panique qui l'a saisie chaque fois que le prolétariat a levé la tête et commencé à se dresser de toute sa taille devant elle. A l'automne de 1974, ce n'est pas Giron qui a eu raison des projets d'Arias Navarro, ce sont les travailleurs de la SEAT et du Bajo Llobregat, les travailleurs basques unis dans la grève générale du 12 décembre.

III • La situation politique au début de 1976

La situation politique aujourd'hui doit être définie comme celle où l'ensemble des éléments constitutifs de la crise du franquisme ont atteint leur pleine maturité et où les conditions de la chute du régime sont maintenant réunies. Cette appréciation se fonde sur une série de considérations : la signification politique qu'a la disparition de Franco, l'expérience de l'année 1975, l'échec de

l'ultime offensive contre-révolutionnaire lancée par Franco en août.

Signification politique de la mort de Franco

L'importance politique qu'a revêtu la mort de Franco comporte deux aspects : avec Franco disparaît celui qui a été pendant quarante ans au

sens le plus plein du terme *le bourreau de la classe ouvrière* d'Espagne ; celui dont l'ensemble des forces de répression tenaient en dernière instance leur force ; celui qui était seul encore en mesure politiquement de leur faire jouer tout leur rôle ; celui qui symbolisait, face à la classe ouvrière, l'écrasement de 1939. Franco disparu, c'est tout ce que le système répressif gardait encore comme force dissuasive effective face à la classe ouvrière qui tend à se désagréger rapidement.

C'est là un fait qui exerce déjà — de façon diamétralement opposée bien sûr — une influence importante sur le comportement de la classe ouvrière d'une part, de la bourgeoisie de l'autre. Si ce n'est pas encore clair pour tous, cela ne tardera pas à le devenir.

En ce qui concerne la classe ouvrière, on observe que celle-ci a procédé, depuis l'agonie de Franco — donc avant même d'attendre sa mort — et plus nettement encore depuis son remplacement par Juan Carlos, parallèlement aux grèves que nous analyserons plus loin, à une série d'actions de reconnaissance dans la rue, dont le caractère systématique est frappant. Depuis la mi-novembre, on assiste en effet à une succession croissante (en rythme et en nombre de participants) de manifestations qui ont pris ce caractère de façon évidente. Le fait que le PCE ait cherché à donner à une partie d'entre elles le caractère d'actions de pression sur Juan Carlos pour l'amnistie, c'est-à-dire d'appui à la monarchie, n'altère pas sérieusement le sens qu'elles ont toutes eu — y compris celles qui ont été chapeautées par les staliniens — du point de vue de la classe ouvrière, c'est-à-dire *d'actions destinées à tâter le terrain, à mesurer les réactions de l'ennemi et à avancer plus loin.*

De façon parallèle mais en sens inverse, la conduite de la bourgeoisie est d'ores et déjà commandée par

le fait qu'il n'y a plus à la tête de l'Etat d'homme politique en mesure, politiquement, de se servir des armes répressives établies et maniées si longtemps par Franco. La mort de Franco constitue ainsi, par son seul fait, un nouvel élément de modification des rapports de force entre les classes en faveur de la classe ouvrière.

Cette nouvelle modification des rapports entre les classes intervient, d'autre part, au moment précis où la bourgeoisie se trouve placée dans une situation où *elle est contrainte, en raison même du vide créé par la disparition de Franco, de bouger tant soit peu les éléments constitutifs de l'édifice constitutionnel* dans un sens qui doit obligatoirement comporter l'introduction dans cet édifice d'éléments incompatibles avec ce qu'est celui-ci.

Acculée pour des raisons objectives à faire des pas « hors du franquisme », la bourgeoisie est dominée pourtant plus que jamais par le souci de ne surtout pas paraître prendre une quelconque mesure sous la pression des masses. C'est là, par exemple, le sens du refus de Fraga de procéder à ce qu'il nomme une « *amnistie improvisée* ». Mais la marge de manœuvre quasiment inexistante dont la bourgeoisie dispose se mesure au fait que Fraga est précisément obligé de reconnaître, dans la même déclaration, qu'il est devenu nécessaire de modifier les articles du Code pénal portant sur la propagande illégale et l'association illicite, et pour cela se heurter, s'il le faut, aux institutions créées par Franco lui-même. En agissant ainsi, Fraga ne fait qu'exprimer à deux niveaux distincts le point auquel la crise de domination politique de la bourgeoisie espagnole est parvenu. Les données en sont plus que jamais celles définies plus haut, à savoir nécessité, d'une part, de tenter à tout prix de modifier la forme de domi-

nation politique et, d'autre part, conviction que les masses ont la force de transformer le moment venu cette transformation en brèche révolutionnaire.

L'expérience de l'année 1975

Le facteur d'accélération de la crise du régime que représente la disparition de Franco est encore accentué par le moment précis auquel celle-ci s'est produite. Il s'agit bien sûr du moment de la situation internationale où se combinent les répercussions mondiales de la défaite de l'impérialisme US au Vietnam et la marche à la révolution en Europe. Mais il s'agit aussi de la situation en Espagne même, au terme d'une année difficile mais particulièrement riche en leçons pour la classe ouvrière.

L'été 1975 a vu, en effet, le régime lancer sur un terrain préparé par la politique menée par l'appareil stalinien sa dernière tentative pour refouler la classe ouvrière en recourant de nouveau ouvertement aux méthodes de la guerre civile.

Dans cette affaire dont la phase culminante va de la publication du décret-loi antiterroriste du 21 août à l'exécution de Paredes Manot, Otaegui et leurs camarades le 29 septembre, on doit distinguer deux aspects. Le premier, c'est le fait que l'appareil stalinien soit parvenu à permettre à Franco de lancer cette dernière attaque. Le second, c'est que celle-ci ait eu une efficacité à ce point limitée qu'elle aura permis au régime de gagner tout au plus quelques semaines de répit, sans réussir à entamer tant soit peu la combativité de la classe ouvrière.

L'année 1975 avait débuté dans des conditions où la possibilité de voir la classe ouvrière abattre le franquisme du vivant de Franco n'était pas illusoire. Le 12 décembre 1974,

la grève générale du Pays basque appelée dans l'unité par les organisations ouvrières et nationalistes petites-bourgeoises, après un travail en profondeur de l'UGT, était venue exprimer au grand jour la force immense que recelait la classe ouvrière d'Espagne à partir du moment où il lui était permis de se mobiliser dans l'unité sur des mots d'ordre clairs de lutte contre les institutions fascistes.

La grève générale basque faisait suite aux très grands combats menés au Pays basque même, mais aussi dans la métallurgie et le textile à Barcelone et en Catalogne, à la Fasa Renault de Valladolid, dans les banques et jusque chez les fonctionnaires à Madrid. En Navarre, les mineurs de fond de Pampelune engageaient au même moment avec l'appui de toute la classe ouvrière un combat acharné qui devait durer une bonne partie de janvier 1975.

Dans les universités enfin, les étudiants exprimaient dans l'unité et avec la plus grande netteté possible leur hostilité absolue au régime en refusant de participer aux élections universitaires et en se mobilisant aux côtés des travailleurs en lutte.

Du côté de la bourgeoisie, par contre, la fin de l'année 1974 et les premiers mois de l'année 1975 étaient marqués par l'affaiblissement interne et l'isolement du gouvernement Arias Navarro. Dans une allocution de janvier, Arias Navarro était contraint de reconnaître qu'il n'avait fait que de « très petits pas » sur le chemin qu'il s'était tracé. Pour la première fois dans l'histoire des gouvernements successifs désignés et commandés par Franco, deux ministres avaient donné leur démission en solidarité avec le ministre de l'Information Pio Cabanillas, limogé par Arias en réponse aux exigences de Giron. La dislocation interne du régime s'accélérait.

Début 1975, par conséquent, l'ensemble des conditions paraissaient

réunies pour abattre le fascisme et liquider le régime sous les coups de boutoir de la classe ouvrière. Pour cela, une seule chose était nécessaire : faire comme au Pays basque, réaliser à l'échelle de l'Espagne le front unique des organisations ouvrières entraînant derrière elles les organisations de la petite bourgeoisie, mobiliser travailleurs et jeunes sur des mots d'ordre clairs de combat contre le régime.

Neuf mois plus tard, pourtant, la classe ouvrière et la jeunesse d'Espagne devaient assister impuissantes à un acte apparemment impensable en janvier 1975, c'est-à-dire l'assassinat, le 27 septembre, de sang-froid et par Franco, de cinq jeunes militants antifascistes.

Le Pays basque a fait grève par deux fois, fin août et début septembre. A Madrid, sous l'impulsion des JSOE notamment, la classe ouvrière et la jeunesse ont certes cherché à se mobiliser, mais l'élan de l'hiver 1974-75 était momentanément brisé. La politique du PCE faisait qu'il n'y avait pas de « nouveau Burgos » pour Paredes Manot et ses camarades.

Les élections syndicales corporatistes de juin

Les raisons de la possibilité qui fut donnée à Franco d'agir apparemment les mains libres quelques semaines se trouvent dans l'appui acharné donné par l'appareil du PCE au régime agonisant. Cette politique de soutien au régime, ordonnée au travers de la Junte démocratique, s'est menée sur deux terrains et en deux temps.

Dans un premier temps, elle a comporté un effort obstiné pour boucher toute perspective politique immédiate à la classe ouvrière, pour empêcher aux grandes grèves de l'automne et de l'hiver de trouver une issue sur le terrain politique, et interdire que l'exemple de la grève géné-

rale du Pays basque du 12 décembre fasse tache d'huile. Dans un second temps, elle s'est traduite par la politique menée à partir du printemps jusqu'en juin par le PCE, par l'appareil des commissions ouvrières et par les organisations propulsées au sein de la classe ouvrière par la hiérarchie catholique pour contraindre la classe ouvrière à voter aux élections de la CNS, c'est-à-dire au syndicat vertical intégré à l'Etat franquiste.

Dans tous nos articles sur l'Espagne, nous avons mis en relief l'effort permanent et obstiné entrepris par l'appareil du PC pour défendre l'existence et sauvegarder les structures de l'appareil syndical fasciste. De façon répétée en 1966, en 1971, en 1975, le PCE a tout fait pour pousser les travailleurs à participer aux élections dans le cadre de la CNS. Dans l'ensemble des conflits, le PCE et les commissions ouvrières ont défendu avec acharnement la politique dite de « recours légaux » et ont tout fait pour que les revendications et même les grèves passent par le canal ou comportent la participation de structures syndicales fascistes. Au début de chaque conflit, le PCE propose toujours d'aller chercher « pour les contraindre à se battre » les responsables syndicaux officiels, nommés par l'Etat, recrutés dans la Phalange.

Cette politique a toujours eu deux dimensions : la première a été la défense d'une institution essentielle du fascisme, aspect essentiel du combat mené par le PCE pour freiner le mouvement de reconstitution par la classe ouvrière de la force de classe, dont l'un des terrains essentiels était la récupération de son indépendance organisationnelle sur le plan syndical face à la bourgeoisie et à l'Etat. Le second objectif poursuivi par l'appareil du PCE a été de préserver intactes les structures syndicales centralisées de la CNS en prévision de la chute du franquisme, comme

instruments de canalisation et de contrôle des masses, comme camisole de force que l'on tenterait de faire passer, le moment venu, au mouvement ouvrier.

Pour le régime, les élections aux instances syndicales fascistes au niveau des entreprises (toutes les autres instances étant pourvues par désignation d'en haut) ont toujours représenté des moments politiques délicats. Le régime, à chaque fois, a redouté les conséquences politiques qu'un boycott important, voire massif, pourrait avoir pour lui. Inversement, il a toujours attribué une portée plébiscitaire à un taux de participation important.

En 1975, l'échéance était particulièrement redoutée par la bourgeoisie. Le gouvernement a retardé la date des élections par deux fois et ne s'y est engagé qu'une fois qu'il eut obtenu des garanties complètes de la part du PCE. Jouant sur la confiance des masses à l'égard du parti politique qui avait pu maintenir le plus d'activité au sein de la classe ouvrière au cours des longues années de répression, jouant sur l'héritage usurpé d'Octobre 1917 qu'il sait toujours faire jouer en sa faveur, le PCE a poussé une nouvelle fois les travailleurs à participer aux élections corporatistes.

Seules l'UGT, certaines fédérations du PSOE et des JSOE et la Fédération de Barcelone du POUM ont mené le combat pour le boycott de la CNS. Elles l'ont fait avec les plus grandes difficultés, face à une collusion parfaitement ouverte entre les porte-parole du PCE et des commissions ouvrières, la presse franquiste et les dirigeants officiels de la CNS, dans des conditions où l'ensemble des forces attachées au maintien de l'ordre bourgeois en Espagne exerçaient une formidable pression pour amener les travailleurs à voter.

Santiago Carrillo a atteint ses objectifs. Le vote à la CNS a été important, à la seule exception du

Pays basque et de certaines usines ou corporations où l'UGT a été active, aux Asturies, à Séville, dans le pays valencien.

Par ce vote, Carrillo rendait un court moment l'initiative à Franco. Les résultats sont connus. Fin juin, la police mettait fin brutalement à la « trêve » traîtresse établie au moment des élections. Les arrestations se sont multipliées, les actes de provocation policière également. Consciente de s'être laissée bernier, la classe ouvrière connaissait un reflux, court mais certain. En août, Franco se sentait de nouveau suffisamment sûr de lui pour passer ouvertement à l'attaque. Il publiait son décret antiterroriste et lançait les nouveaux conseils de guerre après avoir réuni les chefs de l'armée dans sa résidence d'été. Le 20 septembre à l'aube, il assassinait de sang-froid Paredes Manot et leurs camarades et lançait en même temps un vaste mouvement d'arrestations contre les militants ouvriers.

Brièveté du répit pour le régime

Le répit ainsi gagné s'est avéré d'une durée extraordinairement courte. Rendue possible uniquement par la politique de Carrillo, la contre-offensive franquiste n'est parvenue à opérer aucune modification sérieuse ou durable dans le rapport politique entre les classes. Sans compter le combat sans répit mené par la classe ouvrière du Pays basque après l'annonce et au cours des conseils de guerre, dans le reste de l'Espagne, à peine trois semaines après les assassinats, les grèves reprenaient avec force. Elles s'amplifiaient au cours de l'agonie de Franco avant d'atteindre, fin décembre, une extension qui sera bientôt comparable à celle qu'elles connaissaient une année auparavant.

L'un des aspects les plus significatifs de ces grèves, c'est qu'elles ont concerné aussi bien des nouveaux secteurs de la classe ouvrière, entrant en lutte de cette manière pour la première fois — tels les travailleurs de la Firestone à Burgos, l'un des plus vieux fiefs du franquisme — que les secteurs les plus concentrés de la classe, la métallurgie, le textile, la banque. Fait d'une extrême importance enfin, la classe ouvrière madrilène, où l'emprise du PCE est la plus forte et où le taux de participation aux élections de juin avait été élevé, a commencé à jeter tout son poids dans la balance. Aux travailleurs de la Standard et de la Chrysler se sont joints rapidement ceux de toute la métallurgie madrilène, avant que le mouvement ne gagne enfin ce secteur décisif, tant par la place stratégique que par ses rapports directs avec l'appareil d'Etat, le Métro de Madrid.

A plusieurs reprises, l'OCI a rappelé, à propos des grèves en Espagne, l'analyse de la grève générale comme grève de masse telle que

Rosa Luxembourg l'a développée dans *Grève générale, parti et syndicat* :

« Tantôt (la grève) se répand comme une vaste marée, tantôt elle se fractionne en un réseau gigantesque de ruisseaux étroits », écrit R. Luxembourg avant de souligner que « la loi du mouvement de ces phénomènes devient claire : elle n'est pas dans la grève de masse elle-même, ni dans ses caractères techniques, mais dans les rapports politiques et sociaux des forces de la révolution ».

En ce début de 1976, c'est là, plus que jamais, que réside l'une des clefs nécessaires à la compréhension du combat du prolétariat d'Espagne. Comme le dit le rapport sur la situation internationale discuté et adopté au 20^e congrès de l'OCI, « la chute du franquisme est à l'ordre du jour parce qu'en Espagne, la révolution est à nouveau à l'ordre du jour » — en relation avec la situation mondiale, en relation aussi avec toute la projection du combat mené depuis tant d'années en Espagne.

IV • Le combat des appareils contre le prolétariat

L'agonie puis la mort de Franco, l'accession au trône de Juan Carlos, la formation du second gouvernement Arias Navarro, la poussée menaçante de la classe ouvrière ont conduit l'appareil stalinien en Espagne à serrer chaque fois de plus près la ligne de défense de l'Etat bourgeois sous la forme de la monarchie de Juan Carlos et un secteur de l'appareil social-démocrate à s'aligner sur lui.

Constituée au départ sur la base d'un appui inconditionnel à la monarchie, concrétisée néanmoins au départ par sa référence à la personne du Comte de Barcelone, don Juan,

plutôt qu'à celle de Juan Carlos, la Junte démocratique s'est rangée, en fonction des exigences déterminées de la situation d'octobre 1975, sur des positions d'appui pur et simple à la solution choisie par Franco.

Mais la Junte, c'est-à-dire le PCE, a obtenu de surcroît l'alignement complet de la plate-forme de convergence démocratique et, au sein de celle-ci, du PSOE sur les mêmes positions. C'est là la double signification du texte commun signé le 31 octobre par les deux coalitions de partis ouvriers avec les hommes et les formations politiques de la bourgeoisie.

La déclaration conjointe de la Junte et de la Convergence

Avec ce texte, on se trouve en présence d'un document :

1. qui ne prononce pas le nom de Juan Carlos et encore moins une quelconque caractérisation ou condamnation politique de ce qu'il représente ;

2. qui n'appelle pas à la destruction immédiate de l'ensemble des institutions de l'Etat fasciste, mais réclame « l'ouverture d'une période constituante qui conduise par une consultation populaire basée sur le suffrage universel à une décision définitive (sic) sur la forme de l'Etat et du gouvernement » ;

3. qui préconise, pour toute forme d'action, et alors que la répression s'abattait encore contre les militants ouvriers, contre les étudiants, contre toute la classe ouvrière, « des mobilisations et des actions pacifiques ».

Dans des déclarations individuelles, le personnel politique de la Junte s'est empressé d'expliquer de façon plus claire encore s'il le fallait, le sens des accords passés entre la Junte et la Convergence : accorder à Juan Carlos « un délai d'épreuve » et le juger sur la base « des réalisations des premiers cent jours ».

Dans Rouge (16 janvier 1976), la direction de la ligue pabliste écrit :

« Pour l'heure, ni la Convergence, ni la Junte démocratique n'entendent engager l'épreuve de force avec le régime et chercher à renverser le gouvernement, mais tout au plus à lui forcer la main à la veille de l'adoption de son programme prévue pour le 28 janvier. »

De façon éhontée le pablisme joue une fois de plus le rôle de flanc-garde des appareils staliniens et social-démocrates. La fonction de la Junte et

de la Convergence n'est pas de « renverser le gouvernement » ni même de « faire pression » sur lui. Elle est de défendre l'Etat franquiste des coups des masses.

En accordant, début novembre, « un délai d'épreuve » à la monarchie, au moment où l'agonie de Franco s'achevait, la Junte et la Convergence signifiaient de la façon la plus claire possible leur détermination de dresser un barrage au mouvement des masses et de permettre à la bourgeoisie de tenter sa « sortie » désespérée du franquisme. Elles signifiaient également, il faut y insister, leur accord par rapport à la politique économique de blocage des salaires et de matraquage du niveau d'existence des masses décidée par le gouvernement dans sa dernière séance avant la mort de Franco.

Si les masses ont engagé ensuite le combat frontal contre cette politique, c'est contre la Junte et la Convergence qu'elles l'ont fait.

Principale force derrière l'ensemble de cette politique, le PCE a ajusté au plus près ses propres mots d'ordre. Au « Non au roi imposé », conforme avec la ligne générale de la politique de la Junte que titrait *Mundo Obrero* fin octobre encore, ont succédé des mots d'ordre étroitement circonscrits à une politique de « pression sur Juan Carlos », elle-même limitée au seul terrain de l'amnistie des prisonniers politiques.

C'est dans les déclarations de Camacho, c'est-à-dire l'homme qui est projeté aujourd'hui par l'appareil stalinien international sur le devant de la scène en Espagne pour y prendre aux côtés de Carrillo la place occupée en France par les Frachon et les Ségué, que l'on peut suivre le plus clairement la ligne du PCE et mesurer l'effort extraordinaire qui est fait pour venir en aide à la bourgeoisie espagnole en désarroi.

Dans *Le Monde* du 10 janvier on apprend, de Camacho notamment, que le premier gouvernement de la monarchie « n'est pas semblable au précédent », y compris si les institutions restent en place, que les commissions ouvrières ne « sont pas partisans du tout ou rien », enfin qu'il « ne veut pas une revanche et ne demande pas la prison pour ceux qui l'y ont mis ».

Cela est déjà clair, mais la grève du métro de Madrid, alors en cours, oblige Camacho à observer le 10 janvier une certaine prudence, à parler du franquisme, à prononcer le terme de « rupture démocratique » qui avait tendu à disparaître des déclarations staliniennees au cours des dernières semaines.

Camacho et la réconciliation nationale

Quelques jours auparavant cependant, alors que la conjoncture sociale paraissait plus calme, Camacho a fait à la presse espagnole des déclarations d'une autre ampleur encore. A l'hebdomadaire *Doblon* du 27 décembre, Camacho déclare sans fard :

« Il faut être correct, il faut constater, il est juste de dire que dans la déclaration (du nouveau gouvernement) il y a une disposition nouvelle, de nouvelles expressions. Bien sûr, une disposition et des phrases ne suffisent pas. Sur ce terrain, néanmoins, on peut faire des pas en avant. Il y a un test qui permet d'apprécier si ce gouvernement s'oriente ou non dans le sens de la démocratisation, c'est-à-dire de ce que les uns nous appelons "la réconciliation nationale", les autres "la concorde". La première phase de ce test est celle de l'amnistie (...). Nous saluerons tous les pas, d'où qu'ils viennent (souligné par *Doblon*), qui seront

faits vers les libertés démocratiques, et nous pousserons même à ce que de nouveaux pas soient accomplis. »

Le même jour, à l'hebdomadaire *Mundo*, Camacho affirme : « Entre la classe ouvrière de 1936 et celle d'aujourd'hui il y a la différence qui existe entre un enfant et un adulte. Aujourd'hui elle est plus consciente, moins infantile, plus objective dans sa manière de poser les problèmes ». En un mot cette classe ne doit plus être révolutionnaire, et ne le sera pas si l'appareil stalinien parvient à ses fins et la contraint de s'engager dans la voie du « grand effort national à mener en commun » que Camacho définit alors dans les termes suivants :

« La grande crise du capitalisme d'Etat a provoqué une rareté de matières premières, un déséquilibre de la balance des paiements. Dans notre pays nous avons au maximum quatre ou cinq ans pour agir. Les pays capitalistes sont obligés de reconvertir leur système. Il va y avoir un changement national et nous devons tous, absolument tous, y apporter notre part. Mais cette "participation" est impossible sans la liberté. Les travailleurs refusent de supporter seuls le fardeau de la crise des autres. Si le fardeau doit être réparti, alors il faut que ce soit dans la liberté, c'est là une nécessité nationale dont nous avons également besoin d'un point de vue de classe. »

Mieux que quiconque, Camacho sait qu'il lui est impossible de garantir à la bourgeoisie, de quelque manière que ce soit, de quoi demain sera fait. C'est moins à elle qu'à la classe ouvrière que le langage traître de Camacho s'adresse. Il lui faut peser aujourd'hui, au compte de l'appareil stalinien, de toutes ses forces contre le mouvement de la classe ouvrière, contre ses aspirations, lui bloquer toute issue révolutionnaire, la subordonner à l'Etat bourgeois et au capi-

talisme, l'amener à accepter la continuation du franquisme dans le cadre de la monarchie.

L'UGT comme enjeu immédiat de la lutte des classes

Écrivant il y a dix mois, nous avons montré l'acquis objectif, limité mais important, que constituait alors le refus du PSOE de rejoindre les rangs de la Junte démocratique. Nous caractérisions le PSOE comme représentant dès ce moment, avant la chute du régime, « *un terrain où s'affrontaient la bourgeoisie et la classe ouvrière* ». Nous expliquions enfin les bases fragiles sur lesquelles, au sommet du parti, s'ordonnait la résistance à l'alignement sur les positions de Carrillo. Nous écrivions :

« Les militants qui acceptent actuellement la ligne d'indépendance de classe le font tout autant par réflexe d'auto-défense, que par fidélité retrouvée à une orientation prolétarienne. La ligne d'indépendance de classe leur paraît tout simplement la seule qui permette de maintenir à cette étape une autonomie et une physionomie propres face au PC et donc d'assurer un développement politique et numérique du parti. »

Dans l'étape précise que nous analysons, la fragilité de la monarchie et la nécessité d'assurer à Juan Carlos l'appui sans réserve de toutes les forces attachées à l'ordre bourgeois, ont eu raison de ces positions. Pour la bourgeoisie espagnole et l'impérialisme, à moins d'aller droit à la catastrophe, il était nécessaire que le PSOE rentre dans les rangs. Il fallait qu'il cesse d'offrir, avec tout son prestige d'organisation traditionnelle de la classe ouvrière, un point d'appui sérieux à la classe ouvrière contre la politique impulsée par la Junte.

C'est ainsi qu'ont été obtenus l'alignement de la Plate-forme de Convergence démocratique (constituée en juin par le PSOE avec des formations bourgeoises, notamment l'aile démocrate-chrétienne de Ruiz Jimenez) sur la Junte démocratique, sa signature de l'accord analysé et l'appui inconditionnel apporté par la direction du PSOE à la monarchie de Juan Carlos depuis novembre.

Aujourd'hui, la bourgeoisie espagnole et internationale et l'appareil stalinien veulent pousser leur avantage et obtenir de la direction du PSOE un service et un acte politique d'une portée encore plus grande, c'est-à-dire la liquidation de l'UGT.

L'UGT est, avec le PSOE et la CNT, l'organisation qui a le plus largement contribué à la constitution du prolétariat espagnol comme classe face à la bourgeoisie et son Etat. Il suffit de rappeler le nom et l'évolution de Largo Caballero, dirigeant principal de l'UGT pendant toute la phase de montée vers la révolution de 1936, pour que l'enjeu de l'UGT soit évident.

Aujourd'hui, le rôle que l'UGT joue dans la lutte des classes en Espagne est déjà important. L'UGT a constitué un élément central de la lutte pour le front unique dans le Pays basque et a joué un rôle déterminant dans la réalisation de la grève générale du Pays basque le 12 décembre, de même qu'en août et septembre. La campagne qu'elle a menée pour le boycott des élections corporatistes (en Catalogne aux côtés du POUM et à Valence aux côtés de la CNT) a représenté le seul point d'appui de la classe ouvrière dans sa lutte pour résister à l'offensive menée contre elle par la CNS, le gouvernement et les organisations dirigées par les staliens, les maoïstes et les catholiques et refuser la participation.

Demain, la reconstruction de l'UGT garantirait à la classe ouvrière la victoire dans son combat pour rega-

gner pleinement son indépendance politique et organisationnelle de classe sur le terrain syndical, à partir d'un programme qui date de la II^e Internationale et se situe ouvertement sur le terrain de la lutte pour l'abolition du capitalisme.

L'enjeu est capital. C'est pourquoi la bourgeoisie et l'appareil stalinien, auquel vient en aide la LCR pabliste, membre de la majorité du Secrétariat unifié, ont commencé à exercer les plus fortes pressions pour que l'UGT soit amenée à disparaître. Du côté du ministère du Travail, dirigé par le phalangiste Solis, vient l'annonce des projets pour « *élargir la CNS* », « *ouvrir la porte à tous les courants* », aux commissions ouvrières bien sûr mais aussi à l'UGT, à préparer un « *congrès d'unité* » au terme duquel sortirait un « *syndicalisme rénové et renforcé* » dans lequel tous les courants partageraient les responsabilités. De la part du gouvernement ces projets s'accompagnent d'ores et déjà d'alléchantes propositions aux dirigeants les plus en vue de l'UGT pour qu'ils acceptent sans tarder ses offres.

L'offensive du PCE et son flanc gauche, LCR-ETA VI, se mène au nom de « *l'unité syndicale* », contre l'inutilité de connaître en Espagne le « *pluralisme syndical* », responsable, à en croire le vertueux Camacho, de tous les maux dont souffrent d'autres classes ouvrières, celle de France par exemple. Après l'offensive forcenée de ces forces politiques pour isoler l'UGT sur la question du boycott a commencé, depuis décembre, l'offensive non moins forcenée de leur part pour qu'elle cède devant le mirage de l'unité syndicale et s'autoliquide.

Tel est l'enjeu du prochain congrès de l'UGT qui doit se réunir en février. La direction du PSOE paraît prête à s'engager dans la voie qu'exigent la bourgeoisie et le stalinisme. Dans l'hebdomadaire *Posible* du 25 décembre, Nicolas Redondo, dont les liens

avec Felipe Gonzales sont connus, pendant longtemps responsable de l'UGT à Bilbao, a publié un article qui est entièrement construit sur l'acceptation de la pression stalinienne, et se conclut en expliquant que la question de « l'unité » serait négociable. Sur cette question, toutes les forces, à l'intérieur du l'UGT et du PSOE, commencent à se définir. Les vieux classements disparaissent au profit de nouveaux par rapport à un problème vital pour le développement de la révolution espagnole.

Le combat pour la défense de l'UGT conditionne en grande partie l'avenir de la CNT et la possibilité que celle-ci aura de se reconstruire. Les militants anarcho-syndicalistes qui sont restés fidèles au combat de classe savent mieux que quiconque l'enjeu de la question. Ils savent ce qu'a coûté à la CNT et au mouvement ouvrier tout entier la politique de capitulation de Fornells et Corbella face à Giron en 1942-1944, et de nouveau à d'autres militants en 1952 (7 bis). Sur la base de l'illusion de pouvoir « faire jouer la CNS en faveur des travailleurs », l'entrée de militants CNT à la CNS n'a fait que renforcer l'institution fasciste et affaiblir l'indépendance de classe du prolétariat tout entier. Aujourd'hui les rapports entre les classes ne sont plus les mêmes, mais les objectifs visés par la politique d'intégration des organisations indépendantes de classe poursuivie par Solis et Villa avec l'aide de l'appareil stalinien sont identiques : interdire à la classe ouvrière de s'organiser sur un plan indépendant. L'enjeu, répétons-le, est capital pour la classe ouvrière.

(7 bis) Voir C.M. Lorenzo, *Les anarchistes espagnols et le pouvoir*, Seuil, 1969, p. 336-40 et p. 392.

V · L'étape présente

La portée de la grève du métro de Madrid

L'importance politique de la grève du métro de Madrid est considérable. Comme en juillet 1970 dans le même secteur, l'extraordinaire puissance de la grève a reposé sur le fonctionnement, comme instrument central du combat, de l'assemblée générale réunissant à chaque phase décisive, et au moment de chaque décision importante, l'ensemble des 3 000 travailleurs de l'entreprise.

Mais, cette fois-ci, l'importance du mouvement des travailleurs du métro madrilène ne tient plus à ce seul aspect. Sa portée tient au fait que cette grève a opéré un *premier saut dans la centralisation politique de la classe ouvrière*, dans toute l'industrie, la construction et le tertiaire à Madrid, *contre le gouvernement de Juan Carlos sur un terrain indépendant de classe*, en dehors de manœuvres menées par les appareils sur la ligne de la pression sur Juan Carlos, c'est-à-dire d'appui à la monarchie. La bourgeoisie espagnole et internationale ne s'y est pas trompée et a cherché à tout faire pour dénaturer la portée de la grève.

Pour s'en convaincre il suffit de lire, sous le titre « *La fin de la grève du métro de Madrid est un succès pour le gouvernement* », ce que le correspondant du *Monde* écrit, le 11 janvier :

« Le conflit du métro semble avoir démontré que la classe ouvrière espagnole n'est pas assez politisée pour organiser une grève qui ne soit pas fondée sur de strictes revendications. Une grève en faveur de la "rupture démocratique" telle que la préconise la gauche, semble être, pour le moment, une utopie. »

La reprise du travail s'est faite au contraire sur la base du recul complet du gouvernement qui, après avoir brandi la menace de l'ordre de réquisition des travailleurs en début de semaine, a cédé en fin de semaine sur la revendication centrale initiale des travailleurs, la prime de vie chère uniforme de 15 000 pesetas pour tous et accepté de négocier immédiatement sur l'ensemble des autres revendications.

Mercredi encore, le gouvernement avait espéré pouvoir briser la grève moyennant l'appel à l'armée pour faire marcher les rames. Là encore la mesure s'est retournée contre lui, car elle a servi à exacerber en quelques heures le conflit, en amplifier immédiatement le caractère politique. La riposte de la classe ouvrière madrilène a été fulgurante : arrêt total du travail dans la construction ; extension et durcissement de toutes les grèves en cours dans la métallurgie, prenant, à partir de la décision gouvernementale, le caractère double de combat pour les revendications propres et de combat de solidarité avec les travailleurs du métro pour faire retirer la troupe. Le boycott des rames par la population, le développement et l'amplification, à partir du mercredi soir, des manifestations de soutien, chaque jour plus nombreuses et plus combatives, atteignant en fin de semaine jusqu'à 20 000 travailleurs dans deux des concentrations industrielles les plus importantes de la ceinture madrilène, Getafe et Villaverde, n'ont laissé au gouvernement d'autre issue que de reculer aussi rapidement que possible.

Les travailleurs du métro ont accepté de rentrer sur la base de la

satisfaction de leur revendication initiale et l'ouverture de négociations immédiates sur les autres. Leur décision relève de ce qui a été analysé plus haut : c'est-à-dire ce mouvement des travailleurs vers le regroupement de leurs forces, les actions de reconnaissance chaque fois plus hardies et importantes, sans aller encore jusqu'à l'affrontement décisif, le tout dans les conditions qui inquiètent tant le correspondant du *Monde*, à savoir le refus de se situer sur le terrain où les appareils cherchent à enfermer la classe ouvrière, c'est-à-dire du soutien et de la collaboration au nom « *de la rupture démocratique* » avec la monarchie franquiste et le gouvernement Arias Navarro.

Lorsqu'on considère enfin les conditions d'ensemble du moment, lesquelles intègrent le combat forcé de la classe ouvrière contre les appareils comme l'une de ses composantes, la décision des travailleurs du métro traduit l'expérience que la classe ouvrière d'Espagne a accumulée. Elle dénote la volonté de cette classe de garder le contrôle sur son combat et de ne pas le laisser dévoyer par les directions traîtres. A l'inverse de ce que prétend *Le Monde* la conduite des travailleurs du métro dénote un sens politique élevé.

Les mêmes traits se sont réaffirmés dans les combats qui ont immédiatement suivi. Le lundi 12 janvier comme le mardi 20, la classe ouvrière a refusé de se ranger sur le terrain où la Junte et la Convergence cherchaient à la conduire. D'autre part, ni les postiers ni les cheminots n'ont cherché à heurter de front les décrets de réquisition. L'action de la classe ouvrière n'est pas sortie du cadre d'un mouvement qui reconnaît le terrain, avançant chaque fois aussi loin qu'il le peut, mais sans encore tenter en aucune manière d'engager l'épreuve de force.

A bas la monarchie ! A bas le franquisme ! République ! Constituante !

Au premier rang des conséquences des grèves des services publics, il faut à coup sûr placer l'accentuation des divergences, voire des fissures ouvertes dans les rangs de la bourgeoisie et au sein du gouvernement.

Les réactions violentes de la classe ouvrière contre l'intervention de l'armée pour faire marcher les rames, première cristallisation dans la situation nouvelle de la haine des masses contre l'institution qui a servi de colonne vertébrale au franquisme, ont tout particulièrement contribué à élever le niveau de ces divergences et début de fissures.

Fraga espérait obtenir pour le gouvernement, avec l'aide de la Junte et de la Convergence, deux mois de liberté de manœuvre complète en dehors de l'intervention des masses. Ces deux mois, le gouvernement de Juan Carlos ne les a pas eus. A partir de la grève du métro, il multiplie les expressions d'incohérence. Il allie les promesses verbales par rapport à l'avenir avec des décisions allant dans le sens de l'immobilisme total, tel que le prolongement pour un an entier du mandat des Cortes. De même, la police réagit de façon chaotique face à une situation politique qu'elle ne domine plus.

La difficulté d'apprécier la situation avec toute la précision requise commence à être ressentie par l'appareil stalinien. Samedi 17 janvier, sous le titre, « *Si les choses bougent...* » Alleg annonçait dans *L'Humanité* que les mots d'ordre de la manifestation du 20 seraient : « *Amnistie Démission du gouvernement Constitution d'un gouvernement provisoire jusqu'à des élections démocratiques* ». Il n'en fut rien, et c'est comme « *opposition à Sa Majesté Juan Carlos* » que la ma-

nifestation a finalement été convoquée. Il reste que les deux lignes successives traduisent le caractère extrêmement mouvant de la situation.

Dans une situation qui comporte tous ces traits, il importe de comprendre toute la portée qu'aura nécessairement, plus que jamais, l'utilisation appropriée des mots d'ordre démocratiques se centrant sur la question du pouvoir.

En mai 1930, dans sa première lettre aux militants communistes espagnols après la chute de Primo de Rivera, Trotsky insistait sur la nécessité pour eux d'engager « *une lutte résolue, audacieuse et énergique en faveur des mots d'ordre démocratiques* », expliquant en particulier que « *dans le domaine des mots d'ordre politiques le prolétariat se distingue de tous les autres groupements "gauchistes" de la petite-bourgeoisie, non parce qu'il combat la démocratie (...) mais parce qu'il lutte résolument et ouvertement en faveur de ce mot d'ordre* » (8).

Aujourd'hui, face aux appareils contre-révolutionnaires qui vont plus que jamais tenter de mettre la monarchie — tête de proue des institutions fascistes — à l'abri des coups des masses, il est nécessaire de donner aux combats déjà engagés par la classe ouvrière, et qui ne manqueront pas de se développer, leur pleine dimension de combat contre le gou-

vernement et contre la royauté pour leur chute.

Le saut qualitatif sera donné une fois que les mots d'ordre « *A bas la monarchie !* », « *Vive la République !* », « *Assemblée constituante immédiate !* » feront leur apparition et fusionneront avec le mouvement des masses en lutte.

Dans *Grève générale, parti et syndicat*, Rosa Luxembourg explique comment, après la brèche ouverte par 1905, « *la bataille générale contre l'absolutisme devint soudain et tout naturellement un règlement de compte avec le capitalisme* ». Aujourd'hui, en Espagne, ce qui est à l'ordre du jour, c'est la lutte pour que la bataille générale engagée sur le terrain des grèves contre le capital se transforme en combat direct pour la chute du régime.

La classe ouvrière et les masses d'Espagne savent que les libertés démocratiques fondamentales devront être arrachées par elles au même titre que toutes les revendications parce qu'elles sont indissolublement liées à l'existence même des seules formes dans lesquelles la bourgeoisie espagnole a été capable, au long de son histoire, d'établir sa domination de manière tant soit peu stable. Aujourd'hui elles sont prêtes à se saisir des mots d'ordre de « *A bas la monarchie, République, Assemblée constituante* » et à se distinguer de tous les groupements « gauchistes » en engageant le combat pour la démocratie, c'est-à-dire pour la chute du régime avec détermination et force. C'est là que se situe la responsabilité des militants révolutionnaires.

22 janvier 1976.

Etienne LAURENT.

(8) L. Trotsky, *Les tâches des communistes en Espagne* (lettre à *Contra la Corriente*, 25 mai 1930). Voir *La Vérité*, n° 566, pour l'analyse détaillée de la portée des mots d'ordre de République et de Constituante.

ATTENTION ! ATTENTION ! ATTENTION ! ATTENTION !
Ne plus libeller vos chèques à l'ordre de Michel Renaudie, mais au nom de Gérard SERFATI, sans indication de numéro de compte.

Portugal :

Après le 25 novembre 1975

par Jacques MEYRAND

A la veille du 25 novembre 1975, au lendemain de la manifestation des travailleurs du bâtiment devant le Palais de Sao Bento, le siège de l'Assemblée constituante, le sixième gouvernement provisoire portugais en « grève » semblait sur le point de s'effondrer. Un mois plus tard, au début de l'année 1976, ce gouvernement légèrement remanié, semble relativement bien remis en selle. Que s'est-il donc passé au Portugal les 25 et 26 novembre, dix-neuf mois exactement après le début du déclenchement de la révolution prolétarienne dans ce pays ?

Pour répondre à cette question et pour apprécier la situation politique actuelle au Portugal, il convient de revenir sur les grandes étapes qu'a connues la révolution. Jusqu'au 11 mars 1975, la révolution prolétarienne s'est vue menacée par trois tentatives de coups d'Etat (10 juillet 1974, 28 septembre 1974, 11 mars 1975) qui, toutes trois, ont échoué. Mais le 11 mars, c'est l'armée elle-même qui se désagrège, privant les apprentis dictateurs militaires de toute

possibilité (momentanément) de tenter un coup d'Etat classique. Du 11 mars au 23 septembre (date de la démission du gouvernement Vasco Gonçalves) — c'est la seconde étape de la révolution —, l'appareil stalinien, pour sauver l'ordre bourgeois, met toutes ses forces au service de la tentative d'une fraction de la bourgeoisie et du MFA d'imposer un gouvernement militaire au pays. La formidable mobilisation des masses qui utilisent le Parti socialiste jusqu'à un certain point durant l'été 1975, en raison du caractère de parti ouvrier bourgeois parlementaire de ce dernier, fera échouer cette tentative. En septembre, le PCP abandonne Gonçalves, tirant, avec la bourgeoisie, la leçon de la crise : désormais, c'est aux dirigeants du PS qu'est principalement dévolue la tâche de la défense de l'ordre bourgeois.

Mais le PCP participe au sixième gouvernement provisoire constitué en septembre après la faillite de l'orientation Gonçalves soutenue jusqu'alors par les dirigeants staliniens. Si c'est le PS qui a la responsabilité ouverte et déclarée de

remettre de l'ordre dans l'Etat (l'Etat bourgeois) et donc dans le pays, en dépit de la faible participation ministérielle du PCP au gouvernement Azevedo, cette participation, conjuguée à sa politique dans le pays, est indispensable au sixième gouvernement.

Soulignons qu'à cette époque, après des mois et des mois de crise politique aiguë, l'armée portugaise continue à se disloquer comme l'Etat et la société eux-mêmes. Comment donc, contre le mouvement du prolétariat et des masses laborieuses, stabiliser la situation sur un axe permettant la restauration de « l'autorité » ? Là est la question centrale pour la bourgeoisie portugaise et pour tous ceux (les appareils bourgeois qui dirigent le PCP et le PS ainsi que les groupes petits-bourgeois gauchistes et centristes) qui lient leur sort au maintien de l'ordre bourgeois.

Le gouvernement d'« union nationale »

Le sixième gouvernement où siègent encore une majorité de ministres du MFA est, en quelque sorte, un gouvernement d'« union nationale ». Les deux grands partis ouvriers, le PS et le PCP, y sont présents avec le principal parti de la bourgeoisie, le PPD. Certes, le MFA y a une large représentation. Mais il est clair, après le discrédit qui est celui du MFA depuis des mois, que c'est sur les dirigeants du Parti socialiste que compte la bourgeoisie pour « normaliser » la situation, c'est-à-dire pour restaurer l'ordre bourgeois, le PCP, de son côté, appuyant, à sa manière, cette politique.

Or, dès les premières semaines de la constitution de ce gouvernement d'« union nationale » apparaît clairement la quasi-impossibilité de gouverner. L'Etat reste démantelé, l'armée se décompose, et surtout la classe ouvrière poursuit son mouvement, s'opposant de front au sixième gouvernement bourgeois de coalition.

Dès ses premiers pas, le gouvernement Azevedo se heurte à une ébullition sans précédent au sein de l'armée. Dans de nombreux régiments, la troupe n'obéit plus aux officiers, en certains cas les chasse, tend à s'organiser en comités. Après avoir menacé, le gouvernement fait des concessions et recule. Ainsi verra-t-on le général Fabiao, le chef d'état-major de l'armée se déplacer en personne à Porto.

Un nouveau test de l'incapacité du sixième gouvernement apparaît lors de la grève et de la manifestation des métallos de Lisbonne au mois d'octobre 1975. Les métallos réclament la satisfaction des revendications déposées à l'époque du gouvernement Gonçalves qui leur avait fait des promesses pour reculer les échéances et gagner du temps. C'est tout naturellement vers le ministère du Travail, hier entre les mains des staliens, aujourd'hui entre celles de ministres socialistes, que se dirigent les métallos de Lisnave et de Setnave, ceux du PS compris. Et la grève et la manifestation se termineront par la défaite du sixième gouvernement, contraint de céder aux exigences des métallos qui arrachent satisfaction.

Le mouvement de la classe ouvrière

A partir de là, la lutte de classe du prolétariat va se poursuivre et se hisser politiquement à un niveau encore plus élevé. Ce moment se produira en novembre, lors de la grève et de la manifestation des ouvriers du bâtiment devant le siège de l'Assemblée constituante, au Palais de Sao Bento à Lisbonne.

Mais avant d'analyser ce mouvement, le plus élevé depuis les puissantes manifestations politiques de juillet 1975, il faut revenir sur la politique des dirigeants du PS et du PCP dans le sixième gouvernement de coalition.

Le PS comme le PCP défendent l'Etat et l'ordre bourgeois. Les deux partis, qui la grande masse des travailleurs consi-

dèrent comme leurs partis, continuent à collaborer au gouvernement avec le parti bourgeois du PPD. Tous les deux, ils refusent de briser le pacte passé le 11 avril avec le MFA, pacte limitant par avance les pouvoirs de la Constituante et donnant la réalité du pouvoir au MFA. Si le PS domine le gouvernement, le PCP n'y participe pas moins. Mais le PCP ne porte pas la responsabilité apparente de la politique du gouvernement Azevedo. Cette circonstance lui donne une plus grande mobilité manœuvrière à l'intérieur du mouvement des masses pour détourner ce mouvement de ses véritables objectifs politiques. C'est de cette façon qu'il soutient le gouvernement Azevedo. Mais du fait que la responsabilité principale du pouvoir, aux yeux des masses, retombe sur les épaules du PS, cela permet au PCP de regagner du terrain dans la classe ouvrière.

Les élections syndicales chez les métaux donneront ainsi à l'automne la majorité au PCP, alors qu'il est certain qu'en été, la majorité aurait été acquise sans conteste par le PS, alors dans l'opposition au gouvernement Gonçalves soutenu par les stalinien. Cela ne signifie en aucun cas que dans le sixième gouvernement, les dirigeants du PCP auraient développé une politique plus « à gauche », plus conforme aux intérêts ouvriers. La politique de la direction Cunhal s'est adaptée aux circonstances, elle n'a pas changé sur le fond. Pour le PCP, regagner les positions perdues dans le prolétariat lui permet de développer plus efficacement la même politique de division, donc de maintien du gouvernement de coalition, de défense de l'ordre bourgeois. En aucun cas le PCP ne lutte pour renverser le sixième gouvernement. Le PCP n'a pas appuyé les revendications des métaux. Il a simplement accompagné le mouvement, renforçant ses positions, étant donnée l'opposition créée entre la masse des métaux et les ministres socialistes vers lesquels montait la colère des travailleurs.

D'ailleurs, la politique du PCP dans la grève des ouvriers du bâtiment en

novembre, puis lors de la puissante manifestation ouvrière du 16 novembre à Lisbonne, mettra pleinement en lumière la cohérence et la logique de cette politique.

Contenu politique de la grève du bâtiment (novembre 1975)

Après la victoire des métaux en octobre, il était clair que d'autres catégories de la classe ouvrière portugaise allaient se mettre en mouvement pour arracher satisfaction contre le sixième gouvernement.

Le sixième gouvernement, après la grève des métaux, était d'ailleurs parfaitement conscient du fait que la prochaine vague allait partir du bâtiment. Ce que personne ne savait, c'était les formes et la nature que prendrait le mouvement. En effet, 300 000 travailleurs sont directement employés dans le bâtiment, et 100 000 autres le sont dans les industries annexes au Portugal. C'est la catégorie ouvrière la plus nombreuse dans l'industrie. De plus, la bourgeoisie possède 85 % des entreprises du bâtiment où l'Etat n'a que 15 %. En octobre, le sixième gouvernement avait débloqué un fonds de 32 milliards d'escudos pour permettre l'ouverture de chantiers de l'Etat. Or c'est le double de cette somme qu'il faudrait pour supporter la masse salariale et garantir l'emploi de 400 000 travailleurs. Dans ces conditions, on comprend que l'affrontement était inévitable.

Mais précisément, il s'agit d'un affrontement qui prit ouvertement un caractère politique en posant immédiatement la question du gouvernement, du pouvoir lui-même. Comme le souligne la résolution sur la situation portugaise consécutive au 25 novembre 1975, adoptée par le XX^e congrès de l'OCI :

« (...) Les masses continueront leur mouvement pour approfondir le cours de la révolution portugaise. La manifestation des ouvriers du

bâtiment doit être appréciée comme leur volonté de secouer leurs dirigeants au sein même de l'institution où se concentre la véritable souveraineté. Par là même, sous une forme apparemment négative, cette manifestation traduit ce que nous avons écrit le 14 octobre 1975 : gouvernement PCP-PS responsable devant la Constituante.

« Mais le fait même que les masses traduisent leur volonté d'une manière en quelque sorte négative, signifie que le contenu qu'elle ouvre au gouvernement PS-PCP responsable devant la Constituante, en chassant les ministres bourgeois et le MFA, est celui même de structurer leur volonté autour de leurs propres organes naissants. Cette manifestation traduit parfaitement ce que nous avons écrit concernant le rapport entre Constituante et gouvernement ouvrier et paysan. »

Constituante et congrès ouvrier et paysan

Nous nous sommes expliqués ici même (lire *La Vérité*, n° 568, « **Portugal, nouvelle défaite de la contre-révolution** ») sur le contenu du mot d'ordre transitoire de la Constituante souveraine, tel que les révolutionnaires (les trotskystes) ont été amenés à l'avancer au Portugal. Rappelons simplement que ce mot d'ordre démocratique bourgeois n'est en rien opposable au combat du prolétariat pour le pouvoir. Bien au contraire. Il est un tremplin pour la centralisation politique de la classe ouvrière. Les mots d'ordre démocratiques concernent celle-ci tout autant que les autres classes ou couches sociales opprimées, mais elle seule est capable d'aller jusqu'au bout de leur réalisation. La bourgeoisie n'en est plus capable. A la tête des masses opprimées, hissant son niveau d'organisation et de conscience à un stade supérieur, elle pose la question du pouvoir, de son propre pouvoir, pour résoudre les tâches démocratiques non encore résolues et

satisfaire ses revendications propres, et cela à la tête des plus larges masses opprimées des villes et des campagnes. Ce processus combiné est l'axe stratégique qui découle d'ailleurs de la théorie de la révolution permanente.

Jusqu'au 25 avril 1975, les trotskystes, au Portugal, n'ont d'ailleurs pas soulevé la question de la Constituante. Mais le coup d'Etat manqué du 11 mars avait précisément pour objectif d'empêcher les élections par crainte d'une majorité des partis ouvriers à la Constituante. A partir du moment où les élections ne pouvaient plus être empêchées et où les masses laborieuses portaient effectivement une majorité de leurs représentants à la Constituante, celle-ci devenait dès lors une question d'une importance cruciale. C'est la raison pour laquelle, le 11 avril, le MFA imposait à tous les partis, la signature d'un « pacte » limitant les pouvoirs de la Constituante et lui accordant, à lui MFA, la réalité du pouvoir.

On sait également que si le PCP pesait de toutes ses forces pour limiter le rôle de la Constituante (et même pour sa dissolution, comme Cunhal en évoqua quelque temps la possibilité, au profit d'un gouvernement militaire), le PS, que les masses utilisèrent contre le MFA et contre les stalinien, ne devait pas non plus rompre le pacte avec le MFA. De la sorte, plus les mois passaient, plus le pays s'enfonçait dans la crise politique et plus le crédit de la Constituante élue le 25 avril diminuait.

Ce qui ne veut pas dire que la Constituante, où dominent les partis ouvriers, PS et PCP, n'avait plus aucune importance politique au Portugal. Ce mot d'ordre n'avait jamais été d'une aussi brûlante actualité qu'après le départ des ministres du PS du gouvernement Gonçalves, la chute de ce gouvernement et la mise en place du gouvernement Azevedo. Il s'intégrait à la perspective ouverte le 15 octobre 1975 par les trotskystes portugais, celle de la lutte pour la convocation du congrès ouvrier et paysan.

Comment la déclaration du Comité de liaison des militants révolutionnaires

trotskyistes portugais pose la question de l'articulation du mot d'ordre de la Constituante et de la perspective du congrès ouvrier et paysan ?

« Diviser les masses laborieuses, c'est servir les intérêts des capitalistes et des latifundiaires, ennemis du peuple travailleur et des soldats.

« Unir les masses laborieuses, c'est défendre les intérêts du peuple travailleur et des soldats (...); c'est chasser du gouvernement les ministres bourgeois qui veulent porter atteinte aux libertés populaires, c'est refuser à la hiérarchie militaire le droit exorbitant et antidémocratique de contrôler les libertés, et, en premier lieu, de contrôler la liberté d'information. Tous les partis ouvriers ont le même droit à la liberté. Personne, pas une institution, ne peut s'arroger le droit de limiter les libertés.

« Unir les masses laborieuses et les soldats, c'est, en premier lieu, en finir avec la division des partis qui prétendent organiser la défense des intérêts du peuple travailleur et des soldats, c'est combattre dans les usines, les bureaux, les chantiers, les écoles, les facultés, les localités, les campagnes et les casernes, pour que se rassemblent les représentants du Parti socialiste, les représentants du Parti communiste portugais, les représentants des syndicats des travailleurs, les délégués élus des commissions de travailleurs et des comités de quartiers, les représentants des associations d'étudiants et des conseils de gestion démocratiquement élus, les représentants des ligues et des syndicats paysans, les délégués élus des comités de soldats.

« Unir le peuple travailleur et les soldats, c'est constituer à tous les niveaux des professions, dans les villes, les villages, les hameaux par région et nationalement : le congrès d'unité des représentants du peuple travailleur des villes et des campagnes et des soldats, LE CONGRES OUVRIER ET PAYSAN.

« En finir avec la division, c'est respecter la volonté du peuple qui, le 26 avril 1975, a élu, à la Cons-

tituante, une majorité de députés du Parti socialiste et du PCP.

« C'est dénoncer le pacte antidémocratique imposé par le MFA à la veille des élections, limitant les pouvoirs de la Constituante.

« En finir avec la division, c'est substituer au sixième gouvernement provisoire de coalition avec la bourgeoisie, le gouvernement PS-PCP sans ministres bourgeois, c'est instituer avec la Constituante le congrès ouvrier et paysan, le congrès d'unité des organisations ouvrières et des délégués élus par les travailleurs des villes et des campagnes, et des soldats comme source unique du pouvoir populaire. »

Les élections du 25 avril à la Constituante démontraient que la classe ouvrière, les masses exploitées des villes et des campagnes voulaient que les deux grands partis ouvriers s'unissent pour constituer à eux deux un gouvernement sans ministres des partis bourgeois et du MFA. Dans cette mesure, le mot d'ordre du gouvernement PS-PCP responsable devant la Constituante représentait un moment du processus qui conduit le prolétariat aux conditions politiques de la constitution d'un véritable gouvernement ouvrier et paysan et aussi à son propre pouvoir. La lutte pour un gouvernement PS-PCP ouvrait la voie à la centralisation des organes pré-soviétiques (essentiellement les commissions de délégués élus qui existent depuis le 25 avril 1974 et qui connaissent une existence encore dispersée), c'est-à-dire à la constitution des fondements de l'Etat ouvrier que les masses aspirent à constituer contre l'Etat bourgeois démantelé. Le combat engagé dans la classe ouvrière pour le congrès ouvrier et paysan est précisément un levier qui permet aux travailleurs, aux militants, de rassembler les forces qui luttent pour le front unique dont l'expression la plus élevée, à l'étape actuelle de la révolution, est donnée par le mot d'ordre du gouvernement PS-PCP. Telle est la relation entre le mot d'ordre démocratique de la Constituante et la révolution prolétarienne.

Une politique de division du prolétariat

C'est contre ces mots d'ordre que les dirigeants du PCP comme ceux, d'ailleurs, du PS, n'ont cessé chacun de combattre, organisant savamment la division ouvrière. Rappelons quelques faits. Dès la chute du gouvernement Gonçalves et lors des tractations qui eurent lieu pour la formation du sixième gouvernement, Cunhal ne cessa d'expliquer que son parti accepterait de siéger avec le PPD dans le gouvernement pour la raison qu'il « **fallait y être présent pour empêcher un tournant à droite de la révolution** ». En paroles, Cunhal « combat » le PPD, dans les faits, il continue à maintenir son lien politique avec la bourgeoisie, avec son parti principal, le PPD, avec le MFA. De son côté, le PS, qui se taille la part du lion dans le sixième gouvernement, prend directement en charge la tâche qu'exige la bourgeoisie, la stabilisation de la situation politique et sociale afin de reconstruire l'Etat bourgeois. La direction du PS est arrivée à ses fins : éliminer les gonçalvistes. Pour elle, pas plus que pour la direction du PCP, il n'est question de rompre le pacte avec le MFA, ni avec le PPD (1).

Et pourtant, le sixième gouvernement ne parvint pas, pendant les deux premiers mois de son existence, à stabiliser

la situation politique. Plus que jamais, la division entretenue au sommet par les deux grands partis ouvriers bloquait toute perspective immédiate pour les masses. Mais en bas, dans les profondeurs du pays, de la classe ouvrière, de la jeunesse, de l'armée (la masse des soldats), la révolution continuait son chemin. C'est l'époque des grandes manifestations de soldats puis ouvrières (métallos, bâtiment) ; c'est le moment où commencent à se constituer, contre les SUV manipulés par les gauchistes, les premières « commissions d'action » indépendantes des soldats (2). Bref, le gouvernement ne parvient plus à gouverner, malgré tous les efforts de ceux (la bourgeoisie et les appareils dirigeants des partis ouvriers) qui le soutiennent.

Néanmoins, et c'est là un élément essentiel pour apprécier ce qui s'est passé le 25 novembre 1975, la classe ouvrière n'a pas les moyens de centraliser politiquement ses forces et son combat. La spontanéité révolutionnaire ne peut pas tout. L'absence d'une force politique suffisamment puissante, combattant clairement et sans faiblesse pour un gouvernement PS-PCP sans ministres bourgeois, prive le prolétariat portugais de l'alimentation et de l'objectif politiques qui le conduiraient à centraliser politiquement son action et à constituer de véritables soviets.

Tout le drame de la révolution portugaise est là. La puissance de la révolution se heurte au barrage interne des

(1) Dans l'hebdomadaire du PS, *Portugal Socialista*, n° 71 du 19 novembre 1975, Mario Soares écrit dans sa chronique habituelle « *Entre militants* » : « *Pourquoi entendons-nous : renverser le sixième gouvernement pourrait sembler facile si l'on trouve les complicités militaires suffisantes. Mais pour le remplacer par quoi ? Et par qui ? Les stratèges qui apportent de l'eau au moulin du PCP répondent : faisons une alliance PS-PC ; que l'on permette aux socialistes d'expulser le PPD du gouvernement et d'autre part, laissons également tomber le FUR dans l'oubli et nous éliminerons les gauchistes en leur temps. (...) Mais nous demandons : pour*

réaliser quelle politique et faire quelle révolution ? Pour accomplir un nouveau pas sur le chemin qui conduira ce pays à une dictature communiste militaire, abolira la démocratie et livrera notre révolution à un capitalisme d'Etat super-répressif, sans liberté et à façade socialiste ? Non, merci. » Et, plus loin, M. Soares écrit : « *Nous continuerons à lutter pour le sixième gouvernement. Nous exigeons une clarification du pouvoir militaire. Nous défendons le MFA dont nous ne voulons pas la désagrégation complète ni la perte totale de prestige (...). L'issue démocratique pour ce pays passe par une alliance entre le PS et le MFA. Mais pour cela, il est nécessaire que le MFA existe.* »

dirigeants du PCP et du PS que le prolétariat n'est pas encore en mesure de surmonter. Pour cela, il manque encore l'outil indispensable, le parti révolutionnaire ou, du moins, l'organisation à même de cristalliser dans la révolution l'avant-garde qui se détache des appareils et qui doit s'organiser sur la base du programme révolutionnaire du prolétariat. C'est pour cela que combat la IV^e Internationale au Portugal en dépit des énormes difficultés rencontrées.

La résolution du XX^e congrès de l'OCI sur le Portugal que nous citons plus haut, poursuit :

« L'autre mouvement est celui des appareils trahis. Ils comprennent que la chute du sixième gouvernement sous la mobilisation des masses ouvrirait la voie au gouvernement ouvrier et paysan. Dirigeants sociaux-démocrates et dirigeants stalinien appuysés par les gauchistes vont, dans toute cette période, apporter leur appui complet, total, conscient au sixième gouvernement. Le plus clair moment sera celui où le PCP et les organisations gauchistes, d'une part, conduiront les masses au Palais de Belem, siège d'une présidence et d'un gouvernement sans pouvoir ; et, d'autre part, où le PS esquisse la proposition d'un départ des députés à Porto. »

Après la grève des ouvriers du bâtiment, le mouvement de la classe ouvrière s'approfondit. Le dimanche suivant, à l'appel du PCP, qui chevauche d'ailleurs un mouvement qui le dépasse, plus de 100 000 travailleurs se rassemblent à Lisbonne à la place du Commerce. Les dirigeants du PCP tentent de faire reprendre, en vain, le mot d'ordre : « **Vasco au gouvernement !** » La masse ne suit pas. Quelques jours plus tard, le sixième gouvernement se déclare « en grève ». Dans *Le Nouvel Observateur*, le commandant Melo Antunes explique que, pour sauver le Portugal, il faut régler la question de l'autorité du gouvernement avant la fin de l'année.

Le gouvernement « en grève » agit

dans l'ombre d'une façon très calculée. Face à la manifestation des masses devant le Palais de Belem, le PS suggère de transférer la Constituante à Porto. Le but est de diviser, de créer le chaos politique, d'impuiser le mouvement de la classe. Mais ce n'est pas suffisant. Il faut autre chose pour rétablir l'ordre.

Cette « autre chose », ce seront les journées des 25 et 26 novembre. Par gauchistes interposés, les dirigeants stalinien et ceux du PS utilisent certains secteurs de l'armée contre d'autres secteurs, ce qui donne l'occasion aux régiments demeurés « fidèles », tels les commandos réactionnaires d'Amadora, d'intervenir et de liquider les casernes « rouges » (c'est-à-dire les régiments où l'ordre n'existe plus ou qui échappent au contrôle de la hiérarchie militaire). Tel est le mécanisme du prétendu « coup d'Etat » du 25 novembre. L'opération menée de main de maître n'a été rendue possible parce que les dirigeants du PCP et du PS ont accepté le maintien de l'Etat de siège à Lisbonne et dans le pays pendant tout le temps qu'a duré l'opération de nettoyage de l'armée, de remise en ordre de l'Etat. Les masses n'ont pas bougé. Comment l'auraient-elles pu alors que leurs dirigeants organisaient eux-mêmes, avec la hiérarchie militaire, l'opération des 25 et 26 novembre ? Ainsi, la main dans la main, les dirigeants du PCP et du PS sont-ils parvenus à imposer leur politique contre les masses, en servant de marche-pied

(2) Voir dans *IO*, n° 728 du 27 novembre 1975, une discussion avec la « commission d'action des soldats de la caserne d'Adidos à Lisbonne » très révélatrice du degré d'organisation indépendant d'une faible partie encore des soldats portugais avant l'opération de « normalisation » du 25 novembre. Ce mouvement qui manifestait la désagrégation avancée de l'armée portugaise ne peut néanmoins pas être caractérisé comme un mouvement « soviétique » des soldats, bien que dans sa logique, c'est vers une tentative d'organisation propre qu'il doit être considéré.

aux forces de la bourgeoisie. Mais quelle est l'amplitude du recul subi par la révolution au lendemain des 25-26 novembre ?

Un recul réel mais limité de la classe ouvrière

Dès que le sixième gouvernement se remit « au travail », ce fut pour annoncer le blocage de tous les salaires pour une période indéterminée. C'en serait donc fini des pressions ouvrières (métallos, bâtiment) aboutissant au recul du gouvernement. A la fin de l'année, une série de hausses des prix était décidée et l'amiral de Azevedo « prédisait » une année d'austérité pour 1976. L'objectif consiste à remettre la classe ouvrière à sa place, c'est-à-dire au travail, dans les vieilles conditions de soumission et de dépendance à l'égard de la bourgeoisie qui sent son pouvoir politique et économique menacé depuis dix-neuf mois sans avoir eu, jusqu'alors, aucun moyen de reprendre les rênes.

L'opération des 25-26 novembre, possible seulement grâce à la complicité des dirigeants du PCP et du PS (et avec la manipulation des gauchistes de toutes sortes), a donc redonné une certaine initiative à la bourgeoisie portugaise. Il faut dire nettement les choses telles qu'elles sont : il s'agit là, pour la première fois depuis le 25 avril 1974, d'un premier coup porté par la réaction interne au prolétariat. Certes, celui-ci n'a pas subi une grave défaite et l'on peut dire que, d'une façon générale, la bourgeoisie n'a pas encore les moyens de reconstituer réellement son appareil d'Etat. Il lui faut, pour cela, aller plus loin. C'est dire que d'autres affrontements sont en perspective. Néanmoins, le prolétariat portugais vient de subir un recul très net, son élan a été momentanément stoppé, ce qui ne signifie pas que des grèves et des manifestations ne puissent avoir lieu dans l'avenir et rétablir un nouveau rapport des forces. Mais ce n'est pas le cas aujourd'hui

où la bourgeoisie se hâte de faire avaliser par le sixième gouvernement la politique d'« union nationale », c'est-à-dire la politique qui consiste à dire aux travailleurs : halte, la révolution a assez duré, il faut retourner au travail et laisser aux spécialistes de la politique le soin de sauver le pays.

Néanmoins, la « victoire » de la bourgeoisie le 25 novembre peut-elle être durable et renverser radicalement le rapport des forces ? Pour cela, il faudrait passer à une autre étape de la contre-offensive, s'en prendre aux organisations des masses elles-mêmes, aux syndicats, aux partis ouvriers, aux commissions de travailleurs qui continuent à exister. C'est encore ce qu'interdit aujourd'hui la situation internationale et tout particulièrement européenne, la situation qui se développe en Espagne où les jours de la monarchie sont très peu assurés de l'avenir, où le prolétariat est sur le point de liquider les institutions corporatistes du franquisme.

Il n'en demeure pas moins qu'il n'est pas exclu que pour tout un temps qui peut durer quelques mois, la bourgeoisie portugaise ait les moyens de stabiliser peu ou prou les rapports politiques entre les classes. De ce point de vue, il n'est pas non plus exclu que d'autres coups puissent être portés contre les masses par le sixième gouvernement de coalition remis en selle par la « normalisation » opérée les 25 et 26 novembre 1975.

Le potentiel de combativité de la classe ouvrière reste intact

Le raffermissement limité de la bourgeoisie sur le plan politique ne doit cependant pas nous amener à conclure que le prolétariat ne saurait plus rien arracher par sa lutte. Tout au contraire. La question des questions, aujourd'hui, pour des millions de travailleurs, est celle du pourquoi la bourgeoisie a pu reprendre quelque consistance à partir du 25 novembre, pourquoi les dirigeants

du PCP et du PS ont-ils permis que réussisse l'opération visant à rétablir l'ordre bourgeois. C'est dire que la masse des travailleurs et des militants est désormais en situation de pouvoir se poser la question des raisons qui sont à la source de la division entre les grands partis ouvriers, division qui a permis à l'ennemi de classe, à la bourgeoisie, de regrouper ses forces.

Informations ouvrières n° 733 du 8 janvier 1976 donne quelques éléments à ce propos :

« A la TAP (transports aériens) où se trouvent concentrés plus de 5 000 ouvriers, l'assemblée plénière des travailleurs, une des plus nombreuses depuis longtemps, a convoqué tous les partis politiques représentés sur l'entreprise, du PS au MRPP, et entendu leurs explications sur la situation et leurs propositions (seul le PCP a refusé de venir). Fait significatif : une présence massive dans le vote sur les propositions des partis.

« Dans une autre entreprise de la région de Lisbonne, le noyau du PS et la cellule du PCP se sont réunis et ont organisé une délégation commune à la direction du PCP et à celle du PS pour exiger que soit mis fin à la politique de division qui a permis l'organisation du 25 novembre. »

Ces initiatives doivent être suivies de très près. Comment la classe ouvrière va-t-elle réagir, quels enseignements politiques va-t-elle tirer ? Il faut, plus que jamais, être aujourd'hui à l'écoute des masses. Pour elles, la question à résoudre est celle du pourquoi de la division entre les deux grands partis ouvriers, le PS et le PCP. C'est dans une telle situation que l'avant-garde révolutionnaire, que les trotskystes ont à jouer un rôle décisif dans l'effort que des milliers et des milliers de militants feront pour aboutir à une clarification politique. Mais même en retrait, le mouvement de la classe est vivant, et bien vivant. Les masses vont chercher à résister à l'offensive réactionnaire. La question du front unique des organisa-

tions ouvrières va être à nouveau posée sur le plan et en fonction des problèmes auxquels, dans l'immédiat, sont confrontées les masses.

C'est en ces termes que se pose, aujourd'hui au Portugal, la question du front unique ouvrier. Il faut définir, dans les circonstances actuelles concrètes consécutives au 25 novembre, une politique d'intervention dans la lutte des classes. C'est là la tâche de l'avant-garde déjà organisée.

Disons qu'en dépit du recul limité que le prolétariat vient de subir (et dont on ne peut pas encore évaluer exactement l'amplitude), reste toujours entièrement valable la perspective politique centrale de la nécessité de la rupture des partis ouvriers avec la bourgeoisie, avec le PPD mais aussi avec le MFA.

Il est d'ailleurs extrêmement significatif de noter que si le MFA a disparu en tant que masque pseudo « progressiste » mis sur le visage de la hiérarchie militaire, les dirigeants des partis ouvriers ne manquent pas une occasion de réaffirmer leur volonté de continuer à gouverner avec les chefs de l'armée (3). Mais l'armée gouverne désormais dans une situation tout autre. C'en est fini du mythe des forces armées « révolutionnaires ». Tout au contraire, c'est comme fer de lance du rétablissement de l'ordre bourgeois contre les masses que l'armée apparaît dorénavant aux yeux de millions de travailleurs. La fusillade du 1^{er} janvier où la GNR a tiré sur la foule qui manifestait à Porto,

(3) Citons, à cet égard, un article paru dans *L'Humanité* du 8 janvier sur « le rôle civil des militaires » : « On note avec intérêt, écrit le quotidien du PCF, les déclarations faites à l'hebdomadaire *Flama* par un certain nombre de conseillers, parmi lesquels Vasco Lourenço, Sousa E. Castro et Franco Charais (...). Il n'est pas question, en l'état actuel des choses, de renoncer à tout rôle politique dans la conduite des affaires du pays. » En clair, pour le PCF, le PCP et la hiérarchie militaire portugaise, il n'est pas question que les généraux quittent le gouvernement de Lisbonne.

faisant quatre morts, est un élément — parmi d'autres — qui manifeste au grand jour la nature anti-révolutionnaire du sixième gouvernement. C'est dans une telle situation où les choses se clarifient que le prolétariat va de nouveau combattre.

Stalinisme et gauchisme se complètent

Le PCP, nous l'avons vu, a toujours et à tout prix combattu l'objectif de porter au pouvoir un gouvernement du PS et du PCP sans ministres bourgeois et sans le MFA. Il sait que ce serait là une étape vers un gouvernement ouvrier et paysan. Encore et toujours, les staliens participent au gouvernement bourgeois de coalition, cautionnant ainsi la politique anti-ouvrière de ce gouvernement.

Les gauchistes, quant à eux, jouent le même rôle que les staliens contre la révolution, contre le mouvement des masses. La division du travail est parfaite. Que ce soient les groupes du FUR (où siège la LCI pabliste) ou les maoïstes de l'UDP ou du MRPP, le contenu de la politique gauchiste (et centriste) est le même : lutter contre l'unité du front prolétarien. Ainsi, aujourd'hui, les pablistes portugais avancent-ils la perspective de la constitution immédiate des « soviets » au Portugal, comme si la classe ouvrière avait la possibilité de centraliser ses commissions de délégués élus, les commissions de moradores (habitants), les assemblées populaires (quartiers).

Dans l'immédiat, avant tout est posée au Portugal la question de riposter à l'offensive contre-révolutionnaire et d'annuler le recul du 25 novembre. La question des soviets, c'est-à-dire de la centralisation des commissions de délégués élus, de moradores, etc., n'est plus aussi directe et immédiate qu'elle l'était avant le 25 novembre. De toute façon, la bataille politique pour cette centralisation et donc pour de véritables « soviets » est intimement liée à la pers-

pective d'un gouvernement PS-PCP sans ministres bourgeois, perspective que les gauchistes, tout autant que le PS et le PCP, combattent.

Mieux, les gauchistes ont servi de base de manœuvre, d'instrument de provocation entre les mains de la réaction le 25 novembre, en tombant dans le piège grossier fomenté par la hiérarchie militaire avec la complicité des appareils ouvriers contre certains régiments (dont celui des parachutistes de Tancos) qui décidèrent de « marcher sur Lisbonne ». Nous connaissons le résultat : l'actuelle « remise en ordre », limitée mais réelle, contre le prolétariat.

Si le cours de la révolution prolétarienne doit prendre de nouveaux détours, rien n'est cependant fondamentalement bouleversé au Portugal. Les mêmes problèmes cruciaux existent : le chômage, la hausse du coût de la vie, la catastrophe économique qui menace. Sur le plan politique, le sixième gouvernement de coalition n'a pas la confiance des masses, même s'il a gagné quelque répit.

La Constituante doit bientôt achever ses travaux et, sur cette base, les électeurs vont être appelés, le 25 avril 1976, à élire la première Assemblée législative. Une bataille politique intense va se développer entre les classes antagoniques sur le terrain électoral. Nul ne peut dire, aujourd'hui, si les partis ouvriers, le PS et le PCP, vont l'emporter à la Législative comme ils l'ont emporté le 25 avril 1975 à la Constituante.

Il est évident que s'ils avaient la majorité à la Législative, la question du gouvernement PS-PCP se reposerait avec une force accrue. Une fois de plus, les forces ennemies de la révolution vont tout faire pour empêcher que ne se réalise une telle solution. Ainsi la question de la « révision du pacte passé entre le MFA et les partis » est-elle actuellement en discussion ; mais personne n'entend rendre leur totale liberté aux partis, c'est-à-dire sa souveraineté au peuple portugais, car cela remettrait immédiatement à l'ordre du jour la question des pouvoirs de

la Constituante aujourd'hui, de la Législative demain. Néanmoins, personne ne pourra échapper à cette question. Sur le terrain électoral, une fois encore, les problèmes de fond de la révolution vont se poser sur le tranchant du couteau.

Ainsi, le 25 novembre n'a-t-il rien réglé sur le fond pour la bourgeoisie portugaise qui n'a gagné encore qu'un répit. La révolution se poursuit, dans

des conditions certes plus difficiles qu'hier, mais elle continue. L'avenir proche dira dans quel sens et avec quelle acuité vont ressurgir les problèmes non réglés du pays. L'Europe et le monde ont toujours les yeux tournés vers le Portugal.

Jacques MEYRAND.

Le 8 janvier 1976.

Un militant ouvrier ne peut se passer chaque semaine de lire

"INFORMATIONS OUVRIERES"

Le numéro : 2 F.

6 mois (24 n^{os}) 60 F

pli clos 100 F

1 an (48 n^{os}) 120 F

pli clos 200 F

Etranger (un an : 48 n^{os}) 160 F

INFORMATIONS OUVRIERES

Correspondance - Rédaction - Administration :

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris

CCP PARIS 21.831.73.

L'URSS d'aujourd'hui

par Jean-Jacques MARIE

Introduction : Quarante ans après

En 1936, Léon Trotsky publiait *La révolution trahie* ou plus exactement un ouvrage intitulé *Qu'est-ce que l'URSS et où va-t-elle ?*, beaucoup plus connu sous le titre que les éditeurs et l'histoire lui ont donné. Trotsky y écrivait :

« Un Etat issu de la révolution ouvrière existe pour la première fois dans l'histoire. Les étapes qu'il doit franchir ne sont inscrites nulle part. (...) Le prolétariat d'un pays arriéré a dû faire la révolution socialiste. Il aura très vraisemblablement à payer ce privilège historique d'une seconde révolution, celle-ci contre l'absolutisme bureaucratique. Le programme de cette révolution dépendra du moment où elle éclatera, du niveau que le pays aura atteint et, dans une mesure très appréciable, de la situation internationale. (...) Plus que jamais les destinées de la révolution d'Octobre sont aujourd'hui liées à celle de l'Europe et du monde. Les problèmes de l'URSS

se résolvent dans la péninsule ibérique, en France, en Belgique. (...) La première victoire révolutionnaire en Europe fera aux masses soviétiques l'effet d'un choc électrique, les réveillera, ranimera leur esprit d'indépendance, ranimera les traditions de 1905 et 1917, affaiblira les positions de la bureaucratie et n'aura pas moins d'importance pour la IV^e Internationale, que n'en eut pour la III^e la victoire de la révolution d'Octobre. » (*La Révolution trahie*, Ed. 10 x 18, pp. 289-291. Nous abrégons RT.)

Ce rapport entre l'URSS et l'Europe, entre l'URSS et le monde, n'est pas linéaire, il est réciproque en ce sens que l'Etat issu de la révolution ouvrière est un élément constitutif de la lutte mondiale du prolétariat pour son émancipation à l'échelle de la planète entière, une position conquise par le prolétariat dans sa lutte et, à ce titre, un enjeu de première importance dans la lutte des classes internationale. En 1936, la question de

l'URSS et de son avenir était l'une des questions clés de la révolution prolétarienne mondiale. Elle est aujourd'hui tout aussi décisive. Mais quarante années ont passé depuis *La révolution trahie*, quarante années riches d'événements. Il est donc indispensable de tenter — modestement — d'évaluer dans quelle mesure les réponses que donnait Trotsky aux deux questions « Qu'est-ce que l'URSS et où va-t-elle ? » — ou plus exactement les données permettant d'y répondre — ont pu ou non se modifier, voire se transformer.

La révolution trahie, rassemblant et synthétisant l'activité théorique et politique de l'Opposition de gauche et de Trotsky lui-même depuis plus de dix ans, représentait la première — et à ce jour la dernière aussi... — analyse complète de la dégénérescence de la révolution russe, de l'URSS, de l'Etat ouvrier issu de la révolution d'Octobre, de l'émergence de la bureaucratie du Kremlin et des raisons historiques de ces diverses faces d'un même phénomène. Au même moment, les scribes staliniens entonnaient, au milieu d'insultes hystériques à l'égard des opposants, des hymnes délirants au socialisme triomphant et au génial Staline ; les essayistes bourgeois flottaient entre l'apologétique imbécile du futur marché et la dénonciation de l'« Etat totalitaire bolchevik », c'est-à-dire la préparation idéologique à la croisade anticommuniste.

Il faut rappeler, pour commencer, les réponses que Trotsky donnait dans son ouvrage aux deux questions qui en formaient le titre :

Qu'est-ce que l'URSS ?

« L'URSS, répondait Trotsky, est une société intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme dans laquelle :

a) les forces productives sont encore trop insuffisantes pour donner à la propriété d'Etat un caractère socialiste ;

b) le penchant à l'accumulation primitive, né du besoin, se manifeste à travers tous les pores de l'économie planifiée ;

c) les normes de répartition, de nature bourgeoise, sont à la base de la différenciation sociale ;

d) le développement économique, tout en améliorant lentement la condition des travailleurs, contribue à former rapidement une couche de privilégiés ;

e) la bureaucratie, exploitant les antagonismes sociaux, est devenue une caste incontrôlée, étrangère au socialisme ;

f) la révolution sociale, trahie par le parti gouvernant, vit encore dans les rapports de propriété et dans la conscience des travailleurs ;

g) l'évolution des contradictions accumulées peut aboutir au socialisme ou rejeter la société vers le capitalisme ;

h) la contre-révolution en marche vers le capitalisme devrait briser la résistance des ouvriers ;

i) les ouvriers marchant vers le socialisme devraient renverser la bureaucratie.

LA QUESTION SERA TRANCHEE EN DEFINITIVE PAR LA LUTTE DES FORCES VIVES SUR LE TERRAIN NATIONAL ET INTERNATIONAL. » (1) (*R.T.*, pp. 256-257.)

« En définitive » donc, le sort de l'URSS sera réglé par l'issue de la lutte des classes à l'échelle du globe dans laquelle l'URSS dégénérée constitue un facteur contradictoire : elle

(1) C'est la traduction exacte du texte russe. La traduction de V. Serge dit : « devra être », et précise : « deux » forces vives.

est une position du prolétariat *mondial*, en tant que produit d'une révolution prolétarienne qui a exproprié le capital et organisé le développement de l'économie sur la base de la planification centralisée et du monopole étatique du commerce extérieur, alors même que la politique de sa bureaucratie dirigeante est tout entière — et désespérément — dirigée vers le maintien de l'ordre bourgeois à l'échelle de la planète et donc contre le mouvement par lequel le prolétariat tente de s'émanciper du joug du capital. Le rapport entre ces deux éléments est à l'évidence étroitement dépendant des rapports de force entre les classes à l'échelle du monde : toute victoire, si partielle et limitée soit-elle, de la révolution dans le monde renforce le facteur objectif que représente l'Etat ouvrier — dégénéré —, affaiblit la bureaucratie et donne par là même un caractère à la fois plus hystérique, mais aussi plus disloqué, à sa politique de maintien du statu quo.

A la question « Où va l'URSS ? », Trotsky répondait en définissant ainsi les termes de l'alternative :

« Le fonctionnaire finira-t-il par dévorer l'Etat ouvrier, ou la classe ouvrière réduira-t-elle le fonctionnaire à l'impuissance de nuire ? Telle est la question dont dépend le sort de l'URSS. L'immense majorité des ouvriers est dès maintenant hostile à la bureaucratie ; les masses paysannes lui vouent une vigoureuse haine plébéienne. Si, à l'opposé des paysans, les ouvriers n'engagent presque pas la lutte, laissant ainsi les campagnes à leurs errements et à leur impuissance, ce n'est pas seulement à cause de la répression : les ouvriers craignent de frayer la route à la restauration capitaliste. Les relations de réciprocité entre l'Etat et la classe ouvrière sont beaucoup plus complexes que ne l'imaginent les « démocrates » vulgaires. Sans économie planifiée, l'URSS serait rejetée à des dizaines d'années en

arrière. En maintenant cette économie la bureaucratie continue à remplir une fonction nécessaire. Mais c'est d'une façon telle qu'elle prépare le torpillage du système et menace tout l'acquis de la révolution. Les ouvriers sont réalistes. Sans se faire d'illusion sur la caste dirigeante, tout au moins sur les couches de cette caste qu'ils connaissent d'un peu près, ils voient pour le moment en elle la gardienne d'une partie de leurs propres conquêtes. Ils ne manqueront pas de bouter dehors la gardienne malhonnête, insolente et suspecte dès qu'ils verront la possibilité de s'en passer. Il faut pour cela qu'une éclaircie révolutionnaire se fasse en Occident ou en Orient. »

L'évolution des deux termes de l'alternative ici posée : « Le fonctionnaire finira-t-il par dévorer l'Etat ouvrier ou la classe ouvrière réduira-t-elle le fonctionnaire à l'impuissance ? » dépend pour une grande part de données extérieures à l'URSS même, c'est-à-dire des rapports de forces entre les classes à l'échelle de la planète dont les rapports entre la bureaucratie et le prolétariat soviétiques sont une composante, et de leur dynamique.

Trotsky définit cette évolution par le pronostic suivant, dans *L'URSS en guerre* :

« Les conditions qui fondent la puissance de la bureaucratie (l'arriération du pays et l'encerclement capitaliste) ont un caractère temporaire, transitoire et doivent disparaître avec la victoire de la révolution internationale. (...) Si cette guerre provoque, comme nous le croyons fermement, la révolution prolétarienne, elle entraînera inévitablement le renversement de la bureaucratie en URSS et la résurrection de la démocratie soviétique, sur des bases économiques et culturelles infiniment plus hautes qu'en 1918. » (*Défense du marxisme*, éd. E.D.I., p. 108. Nous abrégons D.M.)

Et il précise plus loin :

« Si, contrairement à toutes les probabilités, la révolution d'Octobre ne trouve pas, au cours de la présente guerre, ou immédiatement après, son prolongement dans l'un ou l'autre des pays avancés ; et si, au contraire, le prolétariat est rejeté en arrière, partout et sur tous les fronts (...), il ne s'agirait pas de savoir quelle étiquette coller sur l'URSS ou la clique stalinienne, mais d'une réévaluation des perspectives historiques mondiales pour les décennies, si ce n'est les siècles à venir : sommes-nous entrés dans l'ère de la révolution sociale et de la société socialiste ou au contraire dans l'époque de la société décadente de la société totalitaire ? » (D.M., p. 116.)

Chacun peut le constater : la révolution prolétarienne ne l'a emporté dans aucun pays avancé au lendemain de la guerre mondiale et, en conséquence, la bureaucratie stalinienne n'a pas été renversée, ni la démocratie soviétique régénérée ; mais, en même temps, le prolétariat n'a pas été rejeté en arrière sur tous les fronts, les rapports sociaux de production issus de la révolution d'Octobre sont restés debout et la bureaucratie du Kremlin, loin d'être expropriée par le prolétariat ou chassée par la restauration du capitalisme, a étendu son contrôle sur les pays d'Europe de l'Est où le capital a été exproprié.

Formellement, le pronostic de Trotsky ne s'est donc pas réalisé...

Ce sort assez banal des pronostics *dans le temps* — le marxisme ne donnant pas de recettes prophétiques —, c'est celui qu'a déjà connu le pronostic commun que portaient tous les marxistes russes, tous les bolcheviks, sur l'avenir de la révolution russe : ou bien elle s'étendra

à l'Europe ou bien la contre-révolution bourgeoise balayera le jeune Etat ouvrier et restaurera le capitalisme. Apparemment, formellement, l'histoire a infirmé ce pronostic. En réalité, elle l'a confirmé, mais sous une forme imprévue et originale : la révolution ne s'étendant pas en Europe, la contre-révolution a bien momentanément triomphé en URSS, mais sans pouvoir aller jusqu'au bout ; elle s'est traduite par l'avènement au pouvoir d'une bureaucratie parasitaire qui a exproprié politiquement le prolétariat, mais sans remettre en cause les fondements sociaux engendrés par la révolution d'Octobre...

Les pronostics dégagent du mouvement du réel ses lignes générales. Mais jamais ou presque le déroulement de l'histoire ne se modèle sur cette ligne dégagée et ne respecte les délais prévus qui représentent l'un et l'autre une anticipation de son mouvement indispensable pour l'action. La question se pose : le pronostic de Trotsky était-il juste, annonçait-il le jugement de l'histoire, même si cette dernière a pris quelques détours et quelques délais supplémentaires ? Ce jugement est-il désormais exécutoire dans les termes où il l'a défini ?

La réponse à cette question est de la plus haute importance. L'appréciation que donne l'OCI de la période historique dans laquelle nous vivons aujourd'hui en dépend en effet étroitement. Elle est l'un des éléments essentiels permettant de caractériser cette période des guerres et des révolutions comme celle de « l'imminence de la révolution », dont l'un des fondements est précisément la fusion de la révolution sociale et de la révolution politique. En conséquence, la politique de l'OCI, la justesse du programme de la Quatrième Internationale et la nécessité de sa reconstruction dépendent de la réponse que nous pouvons lui donner.

I · Premier bilan

Développement des forces productives

Il suffit de feuilleter *La révolution trahie* pour être frappé par l'actualité étonnante des analyses — et même des descriptions de l'ouvrage. On comprend que la bureaucratie poursuive les œuvres de Trotsky, et ce livre en particulier, d'une haine vivace : elle n'y découvre pas seulement son passé, mais son présent et, en filigrane à travers lui, son inquiétant avenir.

Prenons le premier chapitre : *L'acquis...* A partir d'un bref examen des principaux résultats atteints par l'économie de l'URSS sur la base des fondements du socialisme qui y ont été édiflés comme produits de la révolution prolétarienne, Trotsky souligne :

« Les immenses résultats obtenus par l'industrie, le début plein de promesses d'un essor de l'agriculture, la croissance extraordinaire des vieilles villes industrielles, la création de nouvelles, la rapide augmentation du nombre des ouvriers, l'élévation du niveau culturel et des besoins, tels sont les résultats incontestables de la révolution d'Octobre dans laquelle les prophètes du vieux monde voulurent voir le tombeau de la civilisation. Il n'y a plus lieu de discuter avec MM. les économistes bourgeois : le socialisme a démontré son droit à la victoire, non dans les pages du *Capital*, mais dans une arène économique qui couvre le sixième de la surface du globe, non dans le langage de la dialectique, mais dans celui du fer, du ciment, de l'électricité. » (R.T., p. 10.)

Et, de fait, malgré l'isolement de la révolution russe et les distorsions énormes introduites dans son déve-

loppement économique par cet isolement et par la rupture de ses liens avec la division internationale du travail — distorsions encore accrues par la politique de la bureaucratie — les forces productives ont connu en URSS, grâce aux fondements du socialisme que constitue l'expropriation du capital, la planification centralisée et l'expropriation politique de la bourgeoisie, un grand développement. La révolution d'Octobre a permis à l'ex-Russie des tsars de sortir de la situation de pays impérialiste subordonné par les impérialismes dirigeants à un rôle complémentaire (grenier à blé, voire à pétrole, assorti de quelques activités d'extraction minière ou de quelques industries de transformation secondaire) pour édifier une puissante économie moderne.

Une économie moderne, il est vrai — nous allons le revoir un peu plus loin — ravagée par des traits d'arriération qui contrastent profondément — et ce de plus en plus — avec les résultats atteints et entravent son développement.

Avec des inégalités, dues en particulier aux différences historiques entre eux, les pays de l'Est passés sous le contrôle de la bureaucratie du Kremlin en 1947-48 et où le capital a été exproprié sans que jamais le prolétariat y accède au pouvoir politique ont eux aussi connu le même développement des forces productives, mais soumis à des distorsions encore plus graves, à des disproportions et des inégalités encore plus profondes.

Ainsi en Union soviétique la force productive la plus importante, le prolétariat, a connu un développement formidable, absolument inconnu des pays capitalistes depuis la première guerre mondiale qui a marqué l'ouverture de l'ère des révolutions prolétariennes. En 1927, on pouvait en

grès compter un membre de l'appareil du parti ou de l'Etat pour deux prolétaires ; en 1936, Trotsky estimait à « cinq ou six millions d'âmes la catégorie sociale qui, sans fournir un travail productif direct, commande, administre, dirige, distribue les châtiments et les récompenses (nous ne comprenons pas les instituteurs dans cette catégorie) ! » (*La révolution trahie*, p. 140). En 1937, on compte officiellement vingt-sept millions d'ouvriers et employés dans l'économie nationale. Même en tenant compte du fait qu'une grande partie de la bureaucratie se dissimule sous ces chiffres, le rapport est cependant de un à quatre. Au cours des années qui suivent la guerre, marquée par une destruction massive de la principale force productive — le prolétariat —, la densité sociale du prolétariat s'est accrue relativement moins vite : de 31 500 000 en 1946 à 39 200 000 en 1950 (chiffres qui comportent toujours des millions proliférateurs de fonctionnaires de tous ordres, y compris les salariés du KGB !). Mais, depuis, elle a fait, si l'on ose dire, un formidable bond en avant : le 1^{er} janvier 1974, le vice-président du comité du conseil des ministres chargé des questions de salaires et du travail, Soukharevski, indiquait dans une interview à *Literatournaïa Gazeta* : « Le nombre total des ouvriers et des employés s'élève aujourd'hui à 95 millions. » Même en soustrayant les bureaucrates qui s'y dissimulent toujours comme travailleurs, il reste que la grande majorité de ces 95 millions d'ouvriers et d'employés sont des mineurs, des métallurgistes, des ouvriers du bâtiment ; ce prolétariat, étant donné à la fois le développement et le caractère relativement arriéré d'une industrie où le charbon joue encore un rôle déterminant et qui fixe encore comme un objectif national majeur la construction d'une ligne de chemin de fer de 3 200 kilomètres (le BAM), ce

prolétariat rappelle par sa composition interne le prolétariat du début du siècle : alors que dans les pays capitalistes avancés la place relative du secteur historique des mineurs, par exemple, n'a cessé de baisser, en URSS cette place relative s'est maintenue et même encore accrue.

Il faut ajouter une donnée moins importante sans doute mais d'un poids certain : des couches entières de l'intelligentsia (les enseignants, et en particulier les instituteurs et les professeurs du secondaire, les médecins, la masse des ingénieurs) se trouvent par leurs conditions de travail et leurs salaires très bas beaucoup plus proches de la classe ouvrière que de la bureaucratie dirigeante : à tous les points de vue, la distance qui les sépare de cette dernière n'a fait que s'accroître au cours des dernières décennies et seule une infime partie de ces couches peut aspirer à se fondre dans les sommets privilégiés.

La *Pravda* du 20 juillet 1975 donnait sur le bilan de la réalisation du plan à la moitié de l'année 1975 les précisions suivantes : « Le nombre de travailleurs et d'employés a atteint au milieu de l'année le chiffre de 100,7 millions d'hommes et s'est accru par rapport au premier semestre de l'année passée de 2,4 millions d'hommes, soit de 2,5 % ». Les chiffres ne correspondent pas tout à fait avec ceux de 95 millions au 1^{er} janvier 1974 cités plus haut. L'écart probable d'un million de travailleurs dans les statistiques diverses en dit sans doute long sur les failles de la planification et de la statistique bureaucratiques, mais pour la question qui nous intéresse, il est sans importance. L'essentiel est le chiffre approximatif et la dynamique qu'il reflète : UN PROLETARIAT SOVIETIQUE DE PRES DE CENT MILLIONS D'HOMMES ET DONT LE NOMBRE CROIT POUR L'INSTANT A UN RYTHME DE 2 à 2,5 % par an, un

prolétariat soviétique, donc, dont la densité sociale CROIT ABSOLUMENT ET RELATIVEMENT DANS LA SOCIÉTÉ SOVIÉTIQUE, comme produit direct des conquêtes de la révolution d'Octobre. C'est même là l'une des conquêtes les plus manifestes de la révolution d'Octobre, l'une des composantes à l'échelle mondiale de la puissance sociale et politique du prolétariat, même si la classe ouvrière soviétique est, à ce jour encore, d'une grande passivité politique.

Le même processus s'observe dans les pays d'Europe de l'Est avec des disparités fort grandes : entre la Bulgarie et la Roumanie, d'un côté, où l'expropriation du capital sous la houlette bien involontaire du Kremlin a quasiment suscité la création d'un prolétariat, jusqu'alors réduit à quelques petites dizaines de milliers d'hommes, et la Tchécoslovaquie où existait depuis la fin du siècle précédent une classe ouvrière nombreuse et politiquement organisée ; cette dernière a cependant connu elle aussi depuis 1948 un nouvel essor numérique, que la bureaucratie lui a fait payer de la destruction de ses organisations de classe indépendantes...

Ce développement quantitatif formidable, si inégal soit-il, du prolétariat, la principale force productive, contraste fortement avec l'évolution des pays capitalistes : dans des zones entières de la planète (la grande majorité des pays ex-colonisés) il ne connaît aucun développement ; dans les pays avancés il a, à partir des années trente, subi une véritable régression quantitative, et si, depuis la fin de la guerre mondiale cette tendance s'exprime moins brutalement, ce qui résulte de la révolution mondiale contenue — mais nullement écrasée —, ce sont les couches non productives de plus-value qui tendent à s'accroître (celles des services que les économistes bourgeois appellent le « secteur tertiaire », contrairement à

ce qui se passe en URSS malgré le pullulement invraisemblable des bureaux et des services parasites de tous ordres sous la houlette du Kremlin).

On ne saurait, de plus, réduire le développement des forces productives à ce double aspect quantitatif. Il s'est traduit sur tous les terrains, en particulier sur celui de la science et de la culture : l'analphabétisme a presque entièrement disparu de ce pays où un homme sur cinq seulement savait lire et écrire en 1917. A partir de ce formidable progrès indiscutable — que l'on compare donc avec ce vieux pays de civilisation qu'est l'Inde ! — la science et la culture ont connu un essor extensif et même — pour la science — intensif, tout à fait remarquable.

Contrastes et distorsions en URSS

Mais ce développement est d'une nature profondément contradictoire. L'essor de la science et de la culture est freiné, voire bloqué sinon détruit dans certains secteurs par les conditions que lui impose la férule absurde de la bureaucratie : l'absence de liberté de création, la subordination aux « ordres » grotesques de cette caste ignorante et prétentieuse, la nécessité de répondre aux zig zags de la politique de la bureaucratie. Ainsi a-t-on assisté à une véritable *régression* dans presque tous les domaines artistiques (peinture, sculpture, littérature, cinéma, ballet), l'« art » soviétique officiel n'étant qu'une sinistre caricature de l'académisme bourgeois de la seconde moitié du dernier siècle.

Et, sur ce plan, l'art ne fait bien que refléter une situation plus générale.

Une simple observation superficielle suffit à révéler contrastes et distorsions formidables. Le même pays qui envoie des spoutniks, des

sondes cosmiques et des satellites utilise massivement le boulier comme moyen de comptabilité et immobilise deux fois par mois des dizaines de millions de salariés pendant des heures à faire la queue pour percevoir leur salaire... Contraste entre la quantité et la qualité : le chiffre des objets fabriqués produits cache un nombre fantastique de malfaçons qui fournissent un inépuisable thème d'inspiration au journal satirique officiel *Krokodil* et alimentent un flot intarissable de lettres de réclamations : appartements tout neufs dont le toit laisse passer la pluie, dont les portes ne ferment (ou n'ouvrent) pas, dont les conduites d'eau ne déversent qu'un liquide noirâtre (y compris à Léninegrad, seconde ville de l'URSS), frigidaires au moteur à fonctionnement intermittent, briques friables à merci, chaussures aux semelles en voie de décollement perpétuel, c'est le royaume de la bousille sur quoi se lamentent à longueur de colonnes les folliculaires de la bureaucratie... et qui alimentent de profonds sentiments d'aversion dans les masses à l'égard des dirigeants.

Contraste encore entre le développement de l'industrie lourde et la mécanisation massive de l'agriculture d'un côté, et l'incapacité chronique du Kremlin à assurer l'approvisionnement intérieur normal en pain de la population, 58 ans après la révolution, alors que plus de quarante millions de personnes travaillent encore la terre. Contraste entre la planification centralisée et le développement d'un réseau économique parallèle, semi-clandestin, où se réalisent des échanges commerciaux qui représentent des dizaines de milliards de roubles. Contraste entre le développement de certains secteurs de la production et l'incapacité chronique des transports routiers et automobiles à assurer le transport normal des produits, surtout périssables. Ajoutons encore à

la lenteur des transports (et à leur caractère poreux... pour les marchandises transportées) l'incapacité à stocker convenablement ces marchandises, en particulier les céréales. Et l'on voit aujourd'hui la bureaucratie du Kremlin, confrontée à un déficit en céréales de l'ordre de soixante millions de tonnes, faire des pieds et des mains pour acheter aux quatre coins du monde ces millions de tonnes manquantes dont elle ne pourra assurer ni le stockage ni le transport d'une importante partie...

Les fondements de ces contrastes et de ces distorsions n'ont pas changé depuis que Trotsky a écrit *La révolution trahie* : un développement harmonieux de l'économie planifiée soviétique ne serait possible que par son intégration à la division internationale du travail, c'est-à-dire dans le seul cadre de la révolution prolétarienne mondiale, dont elle est un premier et solide chaînon ; son développement dans le cadre — si étendu soit-il — d'un seul pays arriéré, où règne par ailleurs la pénurie, ne disposant que d'un héritage historique fort maigre, engendre des disproportions croissantes au fur et à mesure même que de nouveaux secteurs économiques se créent, qui ne peuvent trouver leur complément que sur le marché mondial — c'est-à-dire le monopole politifiée par la bureaucratie, qui écrème une énorme part du surproduit social, c'est-à-dire le monopole politique de la bureaucratie et l'expropriation politique de la classe ouvrière privée de tout moyen de contrôle sur la propriété collective et sur la planification... — suscite dans l'économie une gabegie fantastique.

En Europe de l'Est

L'extension du contrôle du Kremlin sur les pays d'Europe de l'Est lui a d'abord fourni un large territoire à piller ; mais après quelques années

d'un pillage absurde et peu fructueux, les contradictions spécifiques des pays de l'Est accrues par l'étrécissement du marché national, la rupture des liens séculaires entre leurs économies engendrée par les murailles que le stalinisme édifia entre eux — sans compter la rupture des rapports économiques traditionnels avec les pays d'Europe occidentale, particulièrement sensible pour la Tchécoslovaquie et le pseudo-Etat avorton de la RDA — ces contradictions spécifiques se sont ajoutées aux contradictions internes de l'URSS, les aggravant et les rendant plus insupportables encore : après avoir poussé chaque économie « nationale » à se développer comme un modèle réduit de l'URSS, à une échelle vingt ou trente fois plus petite — c'est-à-dire à tenter de développer toutes les branches de l'industrie — la bureaucratie du Kremlin à dater de la mort de Staline a essayé d'harmoniser leur développement avec celui de l'économie soviétique, c'est-à-dire de le concevoir comme un complément de cette dernière, après en avoir été — et tout en continuant à en être — une projection caricaturale. Ce faisant elle est amenée à prendre en charge un certain nombre des disproportions de ces économies pour essayer de les corriger et tente aujourd'hui de régler cette charge intolérable en chapeautant de plus en plus directement l'économie de chacun des pays de l'Est. Elle accroît ainsi la charge explosive des revendications à l'indépendance nationale qui dresse les peuples de ces pays contre elle.

Les deux récents traités signés avec la RDA et la Bulgarie — deux Etats « tests » puisqu'ils sont l'un et l'autre deux prolongements de l'URSS, l'un par tradition historique, la Bulgarie, l'autre à cause de son caractère artificiel, la RDA — donnent une indication assez claire des ten-

dances qui guident la politique de la bureaucratie du Kremlin dans ce domaine, sous le couvert du Comecon. Le traité avec la Bulgarie établit une longue liste de secteurs économiques dont la « coopération soviéto-bulgare » représentera de 50 à 80 %, c'est-à-dire soumis à la mainmise quasiment directe du Kremlin.

Tout aussi instructif le traité modèle signé le 7 octobre entre l'URSS et la RDA. Alors que l'économie de la RDA dépend déjà très étroitement de celle de l'URSS (qui fournit 100 % de ses besoins en gaz naturel, 90 % de ses besoins de pétrole, de minerai de fer, de coton, etc.), l'accord affirme la décision des deux pays de coordonner leurs plans de développement à long terme et de développer en commun leur production, la recherche, et, dans tous les domaines, « à faire agir ensemble sans cesse plus étroitement les économies nationales des deux Etats », ce qui, étant donné le poids comparatif des deux économies — et malgré la plus grande modernité des secteurs économiques en développement de la RDA —, ne peut signifier qu'une chose : l'intégration plus poussée encore de l'économie de la RDA à celle de l'URSS, contrairement aux rapports historiques, rompus depuis 30 ans, qui unissent organiquement cette économie à celle de « l'Allemagne de l'Ouest » et, moins étroitement, à celle des autres pays de l'Europe centrale.

Or, en même temps, l'accord signé le 7 octobre vise à institutionnaliser la coupure de l'Allemagne en deux et l'existence de deux « Etats allemands ». Le traité de 1964 affirmait encore la perspective au moins verbale de la « création d'un Etat allemand unifié, pacifique et démocratique ». Cette perspective disparaît totalement de l'accord de 1975 ; ainsi la bureaucratie cherche désespérément à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire qui, dans le cadre de l'essor du capitalisme, a mené

au développement des nations et s'est traduite entre autres par la formation de la nation allemande ou de la nation allemande en une unité, en un Etat unique. Pour se perpétuer, la bureaucratie doit ainsi tailler brutalement dans la chair des peuples et de l'histoire : cela ne peut créer que

des phénomènes de révolusion supplémentaire et rendre plus explosive encore l'aspiration à l'unité de l'Allemagne, au cœur de l'Europe où se noue ainsi le lien historique entre la révolution sociale contre le capital et la révolution politique contre la bureaucratie.

II · Le développement économique de l'URSS et de l'impérialisme

Rapports avec l'impérialisme : hier et aujourd'hui

A l'époque où Trotsky écrivait dans le *Programme de transition* : « Les forces productives ont cessé de croître » (dans les pays capitalistes), cette réalité se traduisait dans certains pays capitalistes décisifs par un recul absolu et brutal de la production (de l'ordre de 25 %). Il en était ainsi en France, en Angleterre, aux USA. Les chiffres de la production ne s'élevaient en Allemagne ou au Japon que parce que ces pays étaient passés déjà de l'économie d'armement à l'économie de guerre ; la préparation à la guerre, c'est-à-dire à une formidable production de forces destructrices, était devenue le volant d'entraînement de l'économie, le moyen salvateur de résorber la crise et le chômage. Et pour que le New Deal de Roosevelt connaisse un véritable succès, le président élu sur une campagne pacifiste à tous crins devra engager l'économie américaine sur la voie tracée par ses deux concurrents... C'est dans cette situation que l'économie soviétique se développait par rapport à l'impérialisme. Trotsky résumait fort simplement en ces termes ces données :

« Les coefficients dynamiques de l'industrie soviétique sont sans pré-

céder. Mais ni ce soir ni demain ils ne trancheront la question. L'URSS monte en partant d'un niveau effroyablement bas, tandis que les pays capitalistes glissent à partir d'un niveau très élevé. » (R.T., p. 11.)

A cette époque, cependant, les coefficients relatifs du développement économique de l'URSS et des pays impérialistes étaient très largement en faveur de l'URSS, malgré les zigzags brutaux de la politique du Kremlin et le saccage de la collectivisation forcée de l'agriculture.

Le tableau s'est depuis lors quelque peu modifié. Sans doute aujourd'hui la crise de l'impérialisme mûrit-elle à une grande rapidité, mais après la gigantesque destruction de forces productives qu'a représentée la seconde guerre mondiale, le capitalisme a réalisé une énorme accumulation du capital et considérablement développé les moyens de production qui, l'un et l'autre, comme le souligne le rapport préparatoire au XX^e congrès de l'OCI, « ne peuvent être considérés comme une nouvelle croissance des forces productives, car elles sont impulsées et aboutissent à une croissance démesurée du parasitisme » dans la mesure où l'économie d'armement en constitue le volant d'entraînement.

Au cours de ces trente années, le marché mondial et la division internationale du travail se sont restructurés sous la houlette des Etats-Unis.

Lorsque Kissinger affirme brutalement la distinction entre les responsabilités mondiales des USA et les responsabilités « régionales » des vieux pays capitalistes européens (plus précisément de leur bourgeoisie), il définit les rapports de forces réels — si fragile et menacé qu'en soit l'équilibre — entre les puissances impérialistes. Mais sur les questions essentielles dans le domaine économique, politique et militaire à l'échelle internationale, les USA arrivent à mettre sur pied un certain front commun des pays impérialistes contre l'URSS.

Au cours des années trente, la situation était fort différente : les rivalités inter-impérialistes (entre les USA, l'Angleterre, la France, l'Allemagne hitlérienne, le Japon) étaient de si grande ampleur que la bureaucratie du Kremlin pouvait en jouer sur les plans économique, politique et militaire. Cela lui permit entre autres d'éviter l'effondrement lors de la crise et de la famine engendrées par la collectivisation forcée, cela lui permit de ne consacrer longtemps qu'une partie relativement faible du budget de l'URSS à la défense nationale.

Le front commun impérialiste d'aujourd'hui, même s'il est fissuré, fait peser sur l'URSS une très lourde pression et lui impose en particulier le maintien de formidables dépenses d'armement qui grèvent son économie d'un poids intolérable : pour une économie qui ne repose pas sur le profit et sur la nécessité de maintenir l'extraction de la plus-value, « l'économie d'armement » est tout le contraire d'un volant d'entraînement, elle est un fardeau et un frein.

Cette modification de la situation internationale est d'autant plus menaçante pour l'URSS que le besoin pour l'économie soviétique de s'intégrer au marché mondial se fait sentir beaucoup plus profondément qu'à l'époque des premiers plans quinquennaux : l'édification d'une

industrie lourde, reposant sur le développement de l'extraction charbonnière et l'édification de barrages hydro-électriques, la construction de canaux, la mise au second sinon au troisième plan des industries de transformation, puis les tâches de la reconstruction de ce potentiel économique de base souffrirent sans aucun doute considérablement de l'impossibilité pour l'économie soviétique en pleine croissance de jeunesse de s'intégrer à une division internationale du travail dominée par le capitalisme. Depuis la mort de Staline, en 1953, le gros œuvre étant achevé — aux prix terrifiants imposés par le « socialisme dans un seul pays » et avec un gâchis inimaginable — l'industrie soviétique s'est largement diversifiée. Cette diversification, la multiplication des nouveaux secteurs industriels (et en particulier des secteurs les plus modernes) décuplent les disproportions entre ces divers secteurs et rendent ces disproportions encore plus intolérables. Aussi l'économie de l'URSS a-t-elle un besoin beaucoup plus grand qu'il y a trente ou quarante ans de s'intégrer à la division internationale du travail, au moment même où la marche à la crise économique pousse l'impérialisme à accentuer sa pression pour pénétrer sur les marchés des pays de l'Est et de la Chine. La politique de la bureaucratie étant fondée sur le maintien du statu quo, cela signifie pour elle le besoin de bénéficiaire de la technologie des pays capitalistes, de leurs crédits et de leurs machines... Cela met entre les mains de ces derniers un moyen de pression formidable sur l'économie planifiée et rend plus aigu le rapport des forces entre l'impérialisme et l'URSS.

La productivité du travail

Trotsky notait à ce propos dans *La révolution trahie*, en 1936 :

« TANT QUE L'URSS DEMEURE ISOLEE, PIS, TANT QUE LE PROLETARIAT EUROPEEN VA DE DEFAITE EN DEFAITE ET RECULE, la force du régime soviétique se mesure en *définitive* au rendement du travail qui, dans la production de marchandises, s'exprime par les prix de revient et de vente. La différence entre les prix intérieurs et ceux du marché mondial constitue l'un des indices les plus importants du rapport des forces. » (P. 12, souligné par moi.)

L'URSS n'est plus isolée ; la vague de la révolution prolétarienne mondiale a étendu l'expropriation du capital à la Chine et aux pays de l'Est. La classe ouvrière ne va plus de défaite en défaite, mais le rendement comparé du travail entre l'économie soviétique et celle des principaux pays capitalistes avancés est toujours « l'un des indices les plus importants du rapport des forces », même si son importance est moindre qu'en 1936.

Qu'en est-il aujourd'hui sur ce terrain ?

En 1936, le rendement du travail était en URSS officiellement de trois... en réalité de cinq fois inférieur à celui des USA. Au XXI^e congrès du PCUS, en 1959, Khrouchtchev soulignait qu'officiellement la productivité du travail en URSS était de 2,5 fois inférieure à celle des USA (en réalité, un peu plus : 3 à 3,5 fois) :

« A l'heure actuelle la productivité du travail dans l'industrie aux Etats-Unis est de 2 à 2,5 fois plus élevée que chez nous et de 3 fois dans l'agriculture. NOUS AVONS LA POSSIBILITE DE RATTRAPER ET DE DEPASSER LES ETATS-UNIS SUR CE POINT DANS UN PROCHE AVENIR. »

Cette rodomontade bureaucratique préparait l'annonce, faite dans le même rapport, que d'ici 1971 « l'Union soviétique occupera la première place au monde tant pour le volume absolu

de la production que pour la production par habitant ».

Impudente et imprudente promesse...

Aujourd'hui, en effet, après seize ans d'efforts acharnés, la bureaucratie n'a pas réussi à modifier ce rapport en faveur de l'URSS et sans doute même s'est-il dégradé. Encore ne pouvons-nous tenir compte que des indices quantitatifs — sans parler de correctif nécessaire qu'il faut introduire dans les statistiques officielles de l'URSS, ces statistiques introduisant des éléments fictifs inventés dès les échelons les plus bas de l'économie soviétique par les responsables de tous ordres (2) pour donner l'impression qu'ils ont réalisé le plan...

Comme une litanie obsédante revient dans les appels, les résolutions, les décisions, les décrets, les éditoriaux, les proclamations du Kremlin l'importance décisive de la « productivité du travail » et la nécessité de l'élever. L'appel du comité central au parti et au peuple soviétiques du 4 janvier 1975 affirme ainsi :

« Le développement ultérieur de la productivité du travail a une importance décisive. Il suffit de souligner que l'élévation de la productivité du travail d'un simple 1% permettrait d'accroître la production industrielle de l'année de près de 5 milliards de roubles. Pour l'année en cours, 86% de l'accroissement de la production industrielle, l'essentiel du développement de la production agricole, ainsi que de l'accroissement des réalisations dans le domaine de la construction et des transports reposent sur ce facteur. Se soucier du développement de la productivité du travail

(2) Telle usine de réfrigérateurs, par exemple, en retard sur le plan, emprunte les réfrigérateurs de ses cadres pour les faire figurer sur les plans de production à la fin de l'année et les rend aux légitimes propriétaires au début de l'année suivante.

c'est une affaire de conscience pour chaque citoyen soviétique, pour chaque collectif de travailleurs. » (*Pravda*, 4-1-75.)

On pourrait multiplier à l'infini les variations angoissées de la bureaucratie sur ce thème et sur les thèmes connexes : le renforcement de la discipline du travail, la réanimation des traditions stakhanovistes. Le jour où s'ouvre le procès Iakir-Krassine, le 27 août 1973, l'éditorial de la *Pravda* porte sur la nécessaire discipline du travail. Ouvrant au hasard une collection des numéros de la *Pravda* du mois d'octobre 1974, on tombe sur l'éditorial de la *Pravda* du 28 octobre ; titre : *Renforcer la discipline du travail*. L'éditorial signale que les diverses formes d'absentéisme ont coûté à l'économie « trois milliards de roubles ». Il précise que dans les chantiers du bâtiment en Lituanie « plus de 300 000 journées de travail ont été perdues pour absences injustifiées au travail et autres causes... » et la Lituanie n'est qu'une petite République ! L'éditorial de la *Pravda* du 3 janvier 1975 (dès les premiers jours de l'année !) invite au « travail de choc dès les premiers jours ! » et précise : « Les objectifs du plan sont très tendus »... L'éditorial de *Troud* du 27 septembre 1975 invite les travailleurs à « multiplier les traditions stakhanoviennes », mais les journaux de la bureaucratie ne peuvent illustrer la réponse des masses à cette invitation qu'en publiant des photographies de cérémonies en faveur des anciens du mouvement stakanoviste des années trente !

Cette course effrénée à l'élévation de la productivité du travail produit l'effet d'une rengaine inutile. Khrouchtchev n'a pas plus réussi dans ce domaine que dans les autres. Brejnev subit le même échec et ses accents se font de plus en plus dramatiques au fil des mois. Le 30 novembre 1973, dans un discours prononcé à Tachkent, il tempête :

« Nous n'avons pas le droit de tolérer le moindre manquement à la discipline du travail, de laisser à leur poste ceux qui prennent à la légère leurs obligations de travailleurs. Nous devons mener sur ce terrain une lutte intransigeante. »

Au même moment, le comité central du PCUS et le conseil des ministres prenaient la décision « de prendre des mesures supplémentaires pour permettre à de larges masses de retraités, d'invalides ou de personnes restant chez elles de reprendre le travail ». Bref, devant l'impossibilité d'accroître les cadences et le rendement de la classe ouvrière soviétique, la bureaucratie a choisi la méthode extensive : la mobilisation des ouvriers invalides et des vieillards ! Impasse dramatique et faux-fuyant pitoyable — bien que pesant pour ceux qui le subissent ! — pour tenter d'en sortir.

Comme pour mieux souligner la vanité de ces exhortations, de ces efforts et de ces mesures, c'est à Tachkent encore, presque un an jour pour jour après son discours menaçant du 30 novembre 1973, que Brejnev revenait sur ce thème :

« Camarades, il nous faut garder constamment dans notre champ de vision toutes les questions liées à l'élévation de la discipline du travail et ne pas admettre l'ombre d'une attitude formelle à l'égard de ce problème très important. » (*Pravda*, 18-11-1974.)

Las ! La *Pravda* du 22 décembre 1974, faisant le bilan de l'année écoulée et résumant l'essentiel des travaux du dernier comité central, note avec une extrême discrétion mais assez clairement :

« L'existence de possibilités qui ne sont pas pleinement utilisées : il s'agit en particulier du fait qu'un certain nombre d'indices du plan n'ont pas été remplis, en particulier ceux qui concernent le développe-

ment de la productivité du travail
et de la rentabilité des investissements.»

Dans l'agriculture

L'incapacité de la bureaucratie à assurer par l'agriculture soviétique le ravitaillement normal de la population donne à ses échecs sur le plan de la rentabilité du travail une dimension encore plus dramatique et affaiblissent plus encore l'économie soviétique face à l'impérialisme.

L'URSS de 1975 est ensuite toujours confrontée au problème du pain. Il se posait en 1921, il se posait en 1933, il se posait en 1947, il se posait au lendemain de la mort de Staline, comme la veille, et, en dix années d'initiatives diverses, Khrouchtchev n'a pu le résoudre. Mais qu'il se pose en 1975 a évidemment une bien autre portée qu'en 1921, au lendemain de la guerre civile, ou en 1933, au cœur de la collectivisation forcée à coups de mitrailleuses... Chaque année qui passe rend ce problème plus pesant et plus insoluble. Chaque année le pays est mobilisé pour la récolte en des termes qui font penser à un pays assiégé par un ennemi puissant : il semble que chaque année, au moment de la récolte, le sort du régime se joue : faute de pouvoir assurer un ravitaillement régulier, partout, en viande, en lait, en fruits et en légumes, il doit au moins fournir le pain. La bureaucratie est manifestement persuadée que, si le pain venait à manquer, le pays serait la proie de graves soubresauts : les manifestations pacifiques de Novotcherkassk contre la hausse des prix en 1961, manifestations réprimées dans le sang, celles de Tbilissi et de la banlieue de Bakou ont laissé des traces de feu dans sa conscience... Le « pain difficile », c'est le titre d'un article des *Izvestia* du 24 août 1973 qui rapporte les conditions de la

moisson en Ukraine (grenier à blé traditionnel de l'empire tsariste) et en Russie centrale. Aussi chaque moisson est-elle le prétexte à une mobilisation générale de toutes les forces possibles et imaginables qui désorganise tout travail sérieux dans des milliers d'instituts et d'entreprises pendant des semaines : on envoie toujours à la campagne étudiants, enseignants, élèves, ingénieurs, cadres de toutes sortes, parfois à des centaines ou des milliers de kilomètres, étaler, sous l'œil indifférent ou goguenard des paysans, une incapacité notoire à effectuer les travaux des champs (3). Si l'on fait entrer en ligne de compte tous les éléments réels, le prix de revient d'un kilo de pommes de terre ou de betteraves, ou d'une gerbe de blé doit atteindre dans certains cas des chiffres énormes.

Il y a dix ans, dans le numéro de septembre 1965 de *Novy Mir*, l'économiste Lissitchkine portait le diagnostic suivant sur l'agriculture soviétique :

« De 1958 à 1964 on a investi dans l'agriculture des sommes considérables. Les fonds de production de base ont augmenté pendant cette période de plus d'une fois et demi, la quantité de tracteurs a cru de plus d'un million, la production d'engrais a été multipliée par deux et demi. Et le volume de la production agricole n'a connu qu'une progression insignifiante, sans rapport avec les investissements. »

Et Lissitchkine en déduisait timidement mais nettement :

« Donc augmenter les investissements est une condition certes très importante mais qui ne suffit pas à assurer la croissance de la production. »

(3) Ce gâchis est évidemment plus coûteux pour l'économie soviétique moderne d'aujourd'hui qu'il y a quarante ans.

Depuis lors le Kremlin a accru considérablement les investissements dans l'agriculture : entre 1971 et 1975 il y a investi 135 milliards de roubles, soit le tiers des investissements globaux dans l'économie ; entre 1965 et 1975, le gouvernement de l'URSS a investi autant dans l'agriculture qu'entre 1917 et 1965. Les résultats ? Nuls ou presque. La récolte de céréales de 1975 est de 135 millions de tonnes, alors que le plan prévoyait 215 millions de tonnes (déficit : quatre-vingts millions de tonnes !). Pas mieux qu'il y a dix ans !

Le prochain plan quinquennal prévoit d'investir plus de 170 milliards de roubles dans l'agriculture, de 1976 à 1980. Mais cette escalade chiffrée n'a aucune raison de changer quoi que ce soit !

Lissitchkine continuait :

« Ces dernières années, dans les kolkhozes et les sovkhozes, on a révisé les taux payés pour l'accomplissement des normes. Et toujours, il va de soi, en hausse. Mais la production n'a pas du tout augmenté comme on s'y attendait.

La question est donc : pourquoi des mesures objectivement nécessaires au développement de notre agriculture ne donnent pas les résultats que nous serions en droit d'attendre ? »

Et il répond, sur un ton feutré :

« A notre avis, l'une des raisons est que le travailleur des campagnes n'est pas suffisamment associé à la solution immédiate des problèmes dont dépend le sort de l'agriculture. Car ce sont eux, les travailleurs des kolkhozes et des sovkhozes qui labourent, sèment, s'occupent du bétail, tiennent la comptabilité et organisent le travail dans l'exploitation. Essayez de mêler sérieusement les raisons des échecs essayés avec le maïs, l'herbe, les "sapins de Noël", etc, et vous trouverez la raison du mal en ceci : ceux qui ont décidé qu'il y aurait ou non du maïs, des sapins, etc. ne sont pas ceux qui doivent faire passer ces décisions

dans la vie. Voilà pourquoi on a essuyé des échecs même là où toutes les conditions étaient réunies pour le succès.

La vie exige que les travailleurs de la terre participent directement à la solution de problèmes aussi vitaux que la planification de leur propre production, la réalisation sur le marché de cette production, la régulation des prix, l'acquisition de la technique nécessaire à la production... »

Bref, dit Lissitchkine, le problème n'est ni technique ni financier. Il est politique. Mais ce qu'il demande ou suggère, la bureaucratie ne peut l'accorder sans mettre en cause sa domination politique. Que les travailleurs de la terre (et les autres) « participent DIRECTEMENT à la solution... de la PLANIFICATION de leur production » (et donc de la production en général), de « la réalisation de cette production sur le marché », de la « régulation des prix », cela veut dire qu'ils devraient « participer » à l'ensemble des décisions politiques, c'est-à-dire qu'ils devraient « participer » si l'on ose dire à l'Etat. Or tout le démontre et le rappelle, le pouvoir de la bureaucratie repose sur un monopole politique rigoureux, absolu, sans faille. La bureaucratie ne saurait pas plus laisser la moindre initiative économique et financière — c'est-à-dire politique — aux masses paysannes qu'elle ne saurait l'accorder à la classe ouvrière. Il ne lui reste plus, dès lors, que les moyens financiers, techniques, et répressifs.

C'est ce cocktail des trois que Brejnev a préparé au cours de ces dernières années : il a considérablement accru les investissements dans l'agriculture, renforcé la répression dans les républiques allogènes agricoles (Ukraine en particulier), lancé en 1974 un grand plan d'amélioration des terres dites « non-noires » (c'est-à-dire en dehors du Tchernozium central), et annoncé la constitution de « complexes agro-industriels » ac-

compagnés de l'accélération de la transformation des kolkhozes (fermes collectives avec intéressement individuel) en sovkhoses (fermes d'Etat où chacun a un statut d'ouvrier ou d'employé salarié sans intéressement à la production et sans responsabilité *aucune*). Or, dans son article cité de 1965, Lissitchkine soulignait déjà que les sovkhoses qui, d'après la théorie officielle fabriquée sous Staline, échappent prétendument aux lois de l'économie marchande, étaient D'UN RENDEMENT MOYEN NETTEMENT INFÉRIEUR AUX KOLKHOZES. Aussi longtemps que notre économie obéira aux lois de l'économie marchande, disait Lissitchkine, il en sera ainsi... Comparant un sovkhose et un kolkhose équivalent de Crimée, Lissitchkine établissait :

« En 1963, le sovkhose a produit pour cent hectares de terres cultivées une production globale de deux fois et demie inférieure à celle du kolkhose et d'une fois et demie inférieure en 1964. Pour cent hectares de terre, le kolkhose a une fois et demi de plus de gros bétail et presque deux fois plus de vaches. La différence de rentabilité entre les deux exploitations est énorme. »

Lissitchkine concluait :

« Donc, à notre avis, l'augmentation de la production agricole ne passe pas par une artificielle opposition des sovkhoses aux kolkhozes et la transformation forcée de toute une série de kolkhozes en sovkhoses, mais par le développement dans les uns et les autres des rapports marchands, le renforcement des principes démocratiques de direction, le perfectionnement du principe de la répartition en fonction du travail fourni, pour obtenir la conjugaison la plus grande et la plus harmonieuse possible des stimulants moraux et économiques. »

Ce que Lissitchkine appelle pudiquement « le renforcement des princi-

pes démocratiques de direction » (?), disons plus précisément l'instauration du contrôle des masses travailleuses sur la planification, étant rigoureusement incompatible avec le pouvoir de la caste parasitaire en place qui écrème une part de plus en plus grande du surproduit social, il ne lui reste plus justement qu'à s'engager dans la voie que dénonçait Lissitchkine : transformer les kolkhozes en sovkhoses, caporaliser plus encore la paysannerie soviétique, bureaucratiser plus encore le fonctionnement de l'agriculture... et, malgré l'exercice renforcé de la contrainte, aboutir à coup sûr à une baisse du rendement et de la production, que la bureaucratie rejettera comme l'a déjà fait le membre du bureau politique Pelche dans son discours du 7 novembre 1975 sur les errements de la nature et la cruauté des caprices climatiques... ; au bout de l'écheveau, on le constate dès aujourd'hui avec le traité commercial quinquennal léonin, signé avec les USA sur les achats de céréales par l'URSS : cette politique aboutit à la subordination croissante de l'économie soviétique à l'impérialisme, sous la houlette d'une bureaucratie qui apparaît bien ainsi comme la seule force qui secrète — et ce de plus en plus — les tendances à la restauration du capitalisme en URSS.

Industries de pointe

Le revenu national de l'URSS est deux fois moindre que celui des USA, pour une population plus nombreuse de quatre-vingt-dix millions d'êtres, la production des produits essentiels par tête d'habitant est de deux à trois fois moindre. Sans doute l'URSS est elle devenue le premier producteur du monde de ciment, de charbon, d'acier ; depuis 1973 sa production annuelle de tracteurs dépasse le demi-million... — cela

est à mettre au crédit des conquêtes d'Octobre —, mais ces chiffres que l'on pourrait allonger laissent échapper bien des aspects de la réalité. La rentabilité du parc des tracteurs est, par exemple, extrêmement basse, étant donné le nombre de tracteurs immobilisés chaque jour, détériorés, non réparés à cause du manque de pièces de rechange ou des délais extrêmement longs d'acheminement ; une partie de la production se perd ou s'abîme dans les transports... A quoi s'ajoutent deux autres facteurs soulignés en leur temps par Sakharov, Tourtchine et Medvedev :

— l'URSS rattrape et dépasse les USA dans des secteurs industriels qui étaient décisifs il y a quarante ans, mais ne le sont plus aujourd'hui (charbon), mais son retard s'accroît dans les secteurs modernes ;

— le fossé entre l'économie soviétique et l'économie des pays capitalistes avancés est énorme sur le plan des critères de la *qualité*.

« En comparant notre économie à celle des Etats-Unis, soulignaient ces trois opposants soviétiques en 1970, nous constatons que le nôtre est en retard non seulement sur le plan quantitatif, mais aussi — et c'est le plus désolant — sur le plan qualitatif. *Plus le secteur considéré de l'économie est nouveau et révolutionnaire, et plus l'écart est grand* entre les Etats-Unis et nous. Nous devançons l'Amérique dans la production de charbon, mais nous sommes derrière elle pour celle de pétrole, de gaz, et d'énergie électrique ; notre retard est dix fois supérieur dans l'industrie chimique, et nous sommes infiniment à la traîne pour les ordinateurs. (...) La puissance totale de notre parc d'ordinateurs est de *plusieurs centaines de fois* inférieure à celle des Etats-Unis ; et en ce qui concerne l'utilisation des calculateurs électroniques dans l'économie nationale, l'écart est si grand qu'il est même impossible de le chiffrer. Nous vivons tout simplement à une autre époque. »

De fait, le parc d'ordinateurs soviétique est de cinq mille unités environ, contre plus de quatre-vingt mille aux USA, et encore faut-il ajouter que les ordinateurs soviétiques sont en général d'un modèle archaïque...

« La situation n'est guère meilleure dans le domaine des découvertes scientifiques et techniques, continuent les trois auteurs ; là non plus on ne voit pas que notre rôle grandisse. Le mouvement est plutôt inverse. A la fin des années cinquante, notre pays fut le premier à lancer un spoutnik et à envoyer un homme dans l'espace. A la fin des années soixante, nous avons perdu notre primauté dans ce domaine comme dans bien d'autres. » (In *Sakharov parle*, p. 109.)

Ce handicap de l'économie soviétique par rapport à l'impérialisme dans les secteurs les plus modernes de l'industrie, sur le plan à la fois quantitatif et qualitatif constitue l'un des canaux par lesquels s'exerce la pression de l'impérialisme sur l'économie de l'URSS.

Il est tout aussi lourd — et ne s'est guère amélioré par rapport à 1936 — si l'on prend en considération les industries de transformation et les biens de consommation, malgré les concessions de la bureaucratie depuis vingt ans.

La question de la qualité

Trotsky note dans *La révolution trahie* : « On peut formuler pour l'industrie soviétique une loi assez particulière : les produits sont en règle générale d'autant plus mauvais qu'ils sont plus près du consommateur (...) » (p. 16) et il souligne un peu plus loin : « Les conserves, le saucisson, le fromage, pour ne pas parler des biscuits et des bonbons, restent pour le moment tout à fait inaccessibles à la grande majorité de la population » (p. 20). Il en était

de même près de vingt ans plus tard à la mort de Staline. Les choses sont à la fois restées identiques et ont changé depuis lors et non pas comme un produit mécanique du développement économique et moins encore comme un produit mécanique du développement fort restreint de la productivité du travail ; c'est la conséquence des concessions croissantes de la bureaucratie aux masses, bref de la modification des rapports de force entre la bureaucratie et les masses en faveur de ces dernières. Cette réalité s'exprime dès la mort de Staline par les concessions accumulées en hâte par ses héritiers : amnistie intérieure partielle, baisse des prix représentant un cadeau de près de cinquante milliards de roubles à la population, multiplication par 5,5 du prix d'achat des produits des livraisons obligatoires faites par les paysans à l'Etat, importations massives de beurre, de viande et de conserves payées en or, dégrèvements fiscaux accordés aux kolkhoziens, suppression des lourdes redevances exigées sur les petites parcelles familiales, reconversion brutale de certaines usines d'armement en usines d'objets de fabrication d'objets de consommation courante (lessiveuses, lits, bicyclettes), libération et réhabilitation des médecins accusés de complot, arrestation du ministre de l'Intérieur Ignatiev et de son adjoint, Rioumine, fusillé de surcroît...

La pression des masses, loin de se relâcher, s'est nourrie de chacune des concessions qu'elle arrachait et elle s'exprime depuis plusieurs années avec une grande force sur le terrain de la consommation en modifiant la « loi particulière » que Trotsky dégageait dans *La révolution trahie*. Ainsi, au cours des dernières années, on a vu croître à une allure vertigineuse les stocks de rossignols invendus que les masses ne veulent pas acheter, que les bureaucrates

tentent en vain de brader, qui s'enfassaient dans les dépôts et se dissimulent de plus en plus mal sous le vocable de « réserves ». On voit en même temps depuis plusieurs années se multiplier dans les journaux du Kremlin les articles pédants ou affolés sur la loi de la « demande », les exigences légitimes du « consommateur », la gravité des pertes que les stocks de rossignols font subir à l'économie nationale. Si l'on y trouve éparses des indications éclairantes sur tel ou tel article (les chaussures, par exemple, dont des millions de paires restent, sans acheteur, sur les rayons, ou par dizaines de milliers d'exemplaires des livres dont nul ne veut parce que leur contenu n'intéresse personne...), la bureaucratie se garde bien de donner des chiffres globaux. Mais on peut, à bon droit, juger de la situation en URSS par la situation de la Pologne par exemple. Ainsi, en 1970, l'année de la grève générale de la Baltique, les stocks d'invendus s'étaient accrus deux fois plus vite que les ventes du commerce de détail et avaient atteint à la fin de l'année une valeur de cinq cents milliards de zlotys ; soit près de la moitié du produit national brut. Le gaspillage qu'engendre la gestion de l'économie par une bureaucratie omnipotente et vorace atteint ici des sommets vertigineux, mais la résistance des masses atteint une ampleur non moins grande... Ces masses apparemment « passives » au jugement de tout journaliste qui les observe du haut de sa chambre d'hôtel et de son invitation officielle, ces masses qui ne peuvent encore se saisir directement des questions politiques se dressent contre la bureaucratie sur les plans qu'elles peuvent appréhender immédiatement : ce refus massif d'éponger les rossignols de la bureaucratie en est un.

Lorsqu'en 1935 et 1936 furent supprimées les cartes de pain, les cartes de vivres, les cartes de ravitail-

lement, Trotsky nota à propos du retour à l'usage de la monnaie comme régulateur des échanges :

« Le rouble se révélait un moyen d'action de la population sur les plans économiques, à commencer par la qualité et la quantité des articles de consommation. » (RT, p. 80.)

Et il précisait :

« L'économie soviétique ne peut être rationalisée d'aucune autre façon. »

Le moyen d'action de la population que représente le rouble a, depuis 1936, décuplé ou plutôt centuplé, sa puissance. A travers lui, aujourd'hui, les diverses couches de la société soviétique exercent une pression cent fois plus forte sur le plan qu'à l'époque où Trotsky écrivait ces lignes. Cette pression se traduit par le rejet pur et simple de milliers d'articles à des centaines de milliers d'exemplaires. Elle pèse à tous les niveaux, sous forme inconsciente et émiettée sur la réalisation des objectifs du plan. La bureaucratie tente de répondre à cette pression : elle harcèle les directeurs d'entreprises pour qu'ils fabriquent les objets de meilleure qualité, pour qu'ils diversifient leur production, pour qu'ils réduisent les délais de livraison.

En 1967, la bureaucratie du Kremlin a créé un « Signe de la qualité » attribué chaque année à un certain nombre de produits, ainsi signalés à l'attention des acheteurs. Mais l'inflation d'articles, dans la presse du Kremlin, sur les exigences du consommateur, la nécessité de répondre à la demande, sur les produits qui restent en stocks parce que nul n'en veut, sur la nécessité de la « qualité », souligne la minceur des résultats obtenus ; si l'on en juge par les litanies bureaucratiques qui emplissent les éditoriaux de la *Pravda* et qui insistent

inlassablement sur la nécessité impérieuse d'améliorer la qualité des produits et sur l'exigence d'élever la productivité du travail, nul ne peut douter du retard de l'économie soviétique sur ce plan et du gaspillage énorme que ce retard engendre.

Ce souci de répondre à cette pression énorme est l'une des raisons de la modification constante des « indicateurs de succès » dans l'économie soviétique depuis 1966, indicateurs qui, entre autres, font passer les soucis de la qualité du produit et de la viabilité commerciale avant les indices quantitatifs. Mais toutes les mesures que prend la bureaucratie, accompagnées de sanctions diverses qui frappent les chefs d'entreprises convaincus d'avoir livré au réseau commercial des produits peu vendables ou invendables, se heurtent à un obstacle interne : l'organisation du travail et l'organisation du réseau commercial également lamentables ET DE PLUS EN PLUS EN RETARD SUR LE NIVEAU DE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE ET SUR CETTE PRESSION DES MASSES SOVIETIQUES. Ainsi s'accroît le caractère chaotique des échanges : des frigidaires s'entassent invendus à Moscou, alors qu'à cinq cents kilomètres de là nul ne peut en trouver et nul ne peut en acheter à Moscou à moins d'avoir une camionnette (mais comment donc avoir une camionnette ?), car le magasin de Moscou ne livre pas en dehors de la ville. Au début de 1974, il y avait ainsi 1,3 million de machines à laver en stock et les nouveaux modèles ne trouvaient guère d'acheteurs. Au cours du premier semestre de 1974, la vente de réfrigérateurs a diminué de près de 100 000, alors que les stocks s'élevaient de 120 000 unités. Or, en même temps, les sommes épargnées continuent à s'élever (augmentation des dépôts de dix milliards de roubles en 1974, de près de 70 % de 1971 à 1974 !). Ainsi, les paysans géorgiens refusent de vendre leurs

fruits et légumes en Géorgie, à l'Etat ou au marché kolkhozien, mais prennent l'avion, leur ballot sur l'épaule, pour aller les vendre à Odessa... et la pénurie frappe la fertile Géorgie ! Ainsi se développe, pour pallier ces défaillances, un réseau privé parallèle. Ce réseau a sans doute existé de tout temps pour compenser les défaillances de la bureaucratie. Mais il change peu à peu de fonction : c'est de moins en moins un réseau de marché noir et de plus en plus un réseau de fourniture rapide de produits ou de travaux à meilleur marché ou plus qualifiés...

Le décalage entre la pression des besoins de la population et la capacité de la bureaucratie à y répondre s'accroît à un point tel que la bureaucratie en arrive à se poser la question de la *législation du travail noir*, c'est-à-dire de la législation du réseau petit-bourgeois parallèle que la gestion parasitaire de l'économie planifiée fait naître et grossir.

Selon les mots d'un journaliste hongrois, l'objectif est de parvenir à un « équilibre entre l'emploi principal et le travail au noir ».

Ainsi l'incapacité de la bureaucratie à gérer l'économie soviétique de manière satisfaisante multiplie les facteurs de restauration du capitalisme !

Dépendance vis-à-vis de l'impérialisme

Le sentiment de l'impasse est si grand qu'au sein de la bureaucratie se discutent aujourd'hui de façon plus ou moins publique et la nécessité et l'ampleur des concessions à faire à l'impérialisme pour pouvoir bénéficier un peu des bienfaits de la division internationale du travail... Ainsi, une longue interview du vice-président du Gosplan publiée dans *Literatournaïa Gazeta* sous le titre

accrocheur *Pouvons-nous nous passer de l'aide de l'Occident ?* multiplie à la fois les affirmations sur le « caractère purement rhétorique » de cette question — pourquoi la poser ? — et sur l'impossibilité pour l'économie soviétique de se développer « en autarcie » ; dans ses réponses où se succèdent les accents vigoureux et les soupirs inquiets, et où chaque ligne contredit la suivante, s'exprime avec force l'angoisse qui saisit la bureaucratie devant la vision de l'impasse où elle se trouve accrue, coincée entre la pression de l'impérialisme et un prolétariat de près de cent millions de membres...

« Il est clair que la question « Pouvons-nous nous passer de l'« aide » de l'Occident ? » a un caractère purement rhétorique. Souvenons-nous, ne fût-ce que des premiers plans quinquennaux, des dures années de restauration de l'économie après la guerre... Bien sûr, nous le pouvons ! Nous pouvons tout construire, créer par nos propres forces. D'autant plus que maintenant l'Union soviétique n'est plus seule ; il existe toute une coopération des pays développés du socialisme ; il existe le Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM), puissante force économique d'importance mondiale.

Mais nous vivons dans la seconde moitié du XX^e siècle, le siècle de la division internationale du travail, et non l'époque de l'économie naturelle. La révolution scientifique et technique, les nouvelles dimensions de l'économie, les succès dans le domaine de la culture et de l'instruction, tout cela exige aujourd'hui l'élargissement et l'approfondissement des liens économiques, scientifico-techniques et culturels entre les différents Etats. L'autarcie, c'est le passé. Et notre parti intervient avec fermeté et persévérance pour le développement multiforme de la coopération sur la base de l'égalité et du profit mutuel.

Nous n'avons aucune raison de minimiser l'importance de la coopé-

ration économique avec les pays capitalistes développés. Mais, n'est-ce pas, il est risible de voir la propagande bourgeoise présenter la technique occidentale et le « know-how » de ces pays comme une sorte de bouée de sauvetage pour l'économie soviétique, d'autant que, contrairement à certains, nous ne sommes pas prêts de sombrer. (...) » (*Est-Informations*, pp. 12-16.)

Oui mais, malgré ces investissements massifs, la Sibérie ne décolle pas ! La croissance vertigineuse des investissements en Sibérie est aussi stérile que dans l'agriculture : les paysans travaillent au ralenti, les ouvriers, nous l'avons vu, quittent la Sibérie... Alors ?

« A ce propos, j'étais récemment au Japon, j'ai discuté avec les présidents des plus grandes firmes. Tous manifestent le plus grand intérêt pour la Sibérie et ses richesses naturelles, mais il en est qui usent de cette étrange terminologie : « Nous sommes prêts à vous aider, nous sommes prêts à mettre en valeur ensemble la Sibérie », etc.

(...) La tâche grandiose de la mise en valeur de la Sibérie est réalisée par le peuple soviétique en pleine indépendance, et toutes les discussions sur notre prétendue incapacité à la résoudre seuls sont dénuées de tout fondement.

(...) En ce moment, la valeur annuelle des investissements dans l'économie de la Sibérie est égale à la totalité des sommes investies pendant tout le plan quinquennal 1951-1956. »

Bref, « l'autarcie c'est le passé » et « nous vivons au siècle de la division internationale du travail... », mais, continue Inozemtsev, nous pouvons nous débrouiller tout seuls. La preuve :

« Les importations de l'URSS en provenance de tous les pays capitalistes ont constitué en 1973 moins de 0,5 % du produit national brut de

l'URSS ! (...) L'importation de machines et d'équipements en URSS a tout juste dépassé six milliards de roubles, dont plus de quatre en provenance du Comecon. »

Présenter une insuffisance criante comme une victoire, c'est une tradition très bureaucratique. Après quoi, il reprend :

« Vous avez, bien sûr, raison de dire que la participation à la division internationale du travail est un facteur essentiel du développement de l'économie de notre pays. »

Pour s'en tirer par une galipette digne du rapport de Staline au XIX^e congrès — à quoi pas un bureaucrate sérieux n'ajoute une once de foi : nous nous en tirerons grâce au marché « socialiste » :

« Pour nous, la participation à la division internationale *socialiste* du travail est particulièrement importante : elle se réalise dans le cadre du Comecon. »

Bref, un tiers d'intégration à une demi-division internationale du travail, qui s'harmonise d'ailleurs assez mal avec les propos guerriers d'Inozemtsev sur le fait que l'économie soviétique s'en tirera bien toute seule !

C'est pourquoi l'interview s'achève sur des rodomontades agrémentées de soupirs attristés...

« (...) Je ne suis pas du tout enclin à minimiser le rôle de la coopération économique avec l'industrie des pays capitalistes développés. Elle est, sans conteste, utile. Mais il ne faut pas déformer la vérité. Sinon, on pourrait aller jusqu'à dire que nous ne pouvons construire la voie magistrale Baïkal-Amour sans « aide » étrangère ! C'est, bien entendu, absurde. Notre pays en a commencé la construction et la conduira jusqu'au bout, avec succès. Ensuite commencera la mise en valeur des riches ressources naturelles de cette contrée.

en premier lieu le charbon et le minerai de fer de laoutie, des massifs forestiers des bords de la Léna, les gisements de cuivre de l'Oudckan, les réserves d'amiante.

« Nous ne sommes pas contre la participation des pays intéressés au processus de la mise en valeur de ces ressources. Nous considérons que des projets d'une telle envergure constituent un domaine tout à fait favorable à la coopération. Nos organisations compétentes ont déjà engagé les négociations concernant des objectifs particuliers. Mais cela ne signifie absolument pas que nous ne puissions réaliser seuls ces objectifs. »

Dans cette situation, le poids que fait peser sur l'URSS la nécessité de participer à la « course aux armements » pour répondre à la pression de l'impérialisme apparaît particulièrement intolérable. Sakharov affirmait en 1972 : « Il n'est pas un seul pays où la part des dépenses militaires par rapport au revenu national soit aussi élevée qu'en URSS (plus de

40 %). » (Sakharov parle, p. 143.) Peut-être le chiffre de 40 % est-il exagéré, peut-être l'affirmation de Schlesinger suivant laquelle le budget réel de la défense nationale soviétique est de 2 % plus élevé que celui des USA — pourtant déjà formidable puisqu'il dépasse en seuls chiffres officiels plus de quatre-vingts milliards de dollars ! — est-elle contestable et douteuse, mais le fardeau est relativement beaucoup plus lourd pour l'économie soviétique ; pour elle, ainsi qu'il a été écrit plus haut, de toute façon la production d'armement, contrairement à l'impérialisme, n'est pas une exigence économique. C'est bien pourquoi la bureaucratie est profondément pacifiste et tente désespérément d'obtenir un impossible désengagement militaire, un désarmement planifié, en commun avec l'impérialisme américain. A ce double titre, ce dernier dispose ainsi d'un formidable moyen de pression sur l'économie soviétique dont la dépendance à son égard est par là rendue plus étroite.

III · La réalité sociale de l'URSS

Accroissement des différenciations sociales

Analysant la réalité sociale de l'URSS en 1936, Trotsky soulignait :

« La catégorie sociale qui, sans fournir un travail productif direct, commande, administre, dirige, distribue les châtements et les récompenses (nous ne comprenons pas les instituteurs) doit être estimée à cinq ou six millions d'âmes. (...) On peut admettre comme une hypothèse sérieuse que l'aristocratie ouvrière et kolkhoziennne est à peu près égale en nombre à la bureaucratie : soit cinq à six millions d'âmes (stakhanovistes, activistes

sans parti, hommes de confiance, parents et compères). Avec les familles, ces deux couches sociales qui se pénètrent peuvent comprendre vingt à vingt-cinq millions d'hommes. (...) Ces 15 à 20 % de la population jouissent d'autant de biens que les 80 à 85 % restant » (RT, pp. 140 à 144).

Les « théoriciens » de l'évolutionnisme vulgaire ont affirmé que le développement économique et social de l'URSS réduirait par lui-même les contradictions économiques et sociales (et politiques) qui fondaient le stalinisme et aboutiraient peu à peu à sa résorption, et en particulier à la réduction de l'inégalité sociale

dont le stalinisme est à la fois l'expression et l'aiguillon. Après les Webb, réformistes Fabiens, Isaac Deutscher, salué par les pablistes, a soutenu ce point de vue dans *L'URSS après Staline* :

« La technique, la planification, l'urbanisation et l'expansion industrielle sont les ennemies mortelles de la magie primitive du stalinisme. Les dirigeants soviétiques ne pouvaient enseigner impunément la chimie, la physique, la mathématique, la médecine et l'emploi des machines aux enfants d'ouvriers presque illettrés et aux moujiks, nomades et bergers qui l'étaient complètement. Et c'est par cet enseignement que les dirigeants ont eux-mêmes transformé le culte stalinien en un anachronisme. Ils ont arraché la mentalité russe à l'époque du soc de bois et des mythes primitifs pour l'installer dans le monde de la science et de l'industrie. (...) Là aussi (dans la paysannerie), en luttant pour sa propre vie et pour sa suprématie, le stalinisme est allé au-devant du suicide par degrés successifs » (pp. 59-60).

Cette vision d'un stalinisme civilisateur se suicidant par degrés successifs au fur et à mesure du développement des forces productives et de la civilisation en URSS était à l'évidence infiniment plus consolante que le pronostic établi quinze ans plus tôt par Trotsky à partir de l'observation du réel analysé au moyen de la méthode marxiste. Trotsky constatait :

« Les immenses succès économiques des derniers temps, au lieu d'amener un adoucissement de l'inégalité l'ont aggravée en accroissant encore la bureaucratie qui, de « déformation », est devenue système de gouvernement » (p. 63).

Et il soulignait :

« L'amélioration de la situation matérielle et culturelle devrait, à

première vue, amoindrir la nécessité des privilèges, rétrécir le domaine du « droit bourgeois » et par là même dérober le sol sous les pieds de la bureaucratie, gardienne de ces droits. Mais c'est l'inverse qui s'est produit : l'accroissement des forces productives s'est accompagné jusqu'ici d'un développement extrême de toutes les formes de l'inégalité et des privilèges et aussi de la bureaucratie » (p. 114).

Bref, le développement des forces productives et l'enrichissement de l'Etat accélèrent et aggravent la différenciation sociale.

Mais peut-être ne s'agissait-il là que d'une première étape et assistons-nous aujourd'hui au renversement de la tendance ?

Un bref examen même très superficiel indique au contraire un accroissement de la différenciation sociale, une polarisation de l'inégalité à ses extrêmes. L'accroissement numérique du prolétariat au détriment de la paysannerie signifie sans doute pour des dizaines de millions d'hommes une amélioration réelle des conditions d'existence ; l'intelligentsia (médecins, enseignants, ingénieurs) a connu une croissance quantitative énorme : ainsi, en 1974, l'URSS comptait 3 370 000 ingénieurs contre 1 080 000 aux USA. Mais il ne faut pas se tromper sur le sens de ces chiffres. La majorité des ouvriers et des employés gagnent entre soixante et cent vingt roubles. Les salaires des médecins, des ingénieurs, des enseignants sont fort bas (entre quatre-vingt-dix et deux cents roubles pour la grande majorité d'entre eux). Sakharov souligne à juste titre dans *Mon pays et le monde* :

« Le bas niveau des salaires affecte tout particulièrement les couches les plus basses de l'intelligentsia : enseignants, travailleurs du secteur médical, ingénieurs ordinaires. Ils n'ont en général pas de potagers individuels et sont également privés de sources parallèles

de revenus (souvent semi-légales) qui constituent un appoint décisif pour bien d'autres catégories » (p. 19).

Pour la masse du prolétariat comme des travailleurs de la campagne, pour ces couches inférieures de l'intelli-

gentsia, qui en constitue l'écrasante majorité, le niveau de vie s'est en règle générale lentement amélioré depuis la mort de Staline. Mais *l'écart relatif qui les sépare de la nouvelle aristocratie s'est grandement approfondi.*

Automobiles, pots-de-vin, corruption

La pression de l'aristocratie dirigeante pour mieux vivre, pour « tendre et accroître ses privilèges » s'est en effet considérablement renforcée au cours des dernières années. Prenons-en un signe très caractéristique : la production et la demande d'automobiles. L'automobile est en URSS un produit de luxe et de semi-luxe. Le modèle le meilleur marché, la Jigouli, vaut 5 500 roubles. Le salaire minimum est encore à ce jour inférieur à soixante-dix roubles. Le salaire moyen d'un *ouvrier* (en dehors des régions polaires du grand nord où les salaires sont deux fois plus élevés mais où de toute façon l'achat d'une voiture est une opération peu attrayante !) est de quatre-vingt-dix à cent vingt roubles. Les combines les plus diverses (travail noir, revente de pièces chipées) peuvent difficilement permettre à un ouvrier, fût-il qualifié, de prétendre à l'achat d'une Jigouli, moins encore d'une Moskvitch. Seuls les privilégiés du régime peuvent se permettre cet achat (en plus, pour les membres de l'appareil aux divers niveaux, de l'utilisation de leur voiture de fonction avec l'essence de fonction !). Or la production de voitures soviétiques a connu une progression assez vertigineuse ! De 340 000 unités en 1970, elle est passée à 1,1 million en 1974. Et la *principale réalisation technologique* soviétique des dernières années (avec l'aide italienne), qui a des années durant mobilisé la presse

et les énergies, a été *la construction du complexe automobile de Togliattigrad destiné à produire des voitures particulières et dont la capacité de production est de 660 000 véhicules annuels, aisément extensible, paraît-il, à un million.* En quatre ans, ainsi, la production d'automobiles a été multipliée par quatre... Aucun autre secteur de l'industrie soviétique n'a connu un pareil essor. Même si près d'un tiers de cette production est exportée, la voracité, l'avidité pressées de l'aristocratie dirigeante expriment ici toute leur force et leur influence sur l'économie soviétique !

Le rapport entre la production des véhicules à usage utilitaire et collectif et celle des voitures individuelles est tout aussi indicatif de la voracité, de l'étendue et de la pression de la nouvelle aristocratie dirigeante et de l'influence de cette voracité sur l'économie soviétique ! En 1971, l'URSS a produit 529 000 voitures sur 1 142 700 véhicules (dont 613 700 véhicules collectifs), en 1972 730 000 sur 1 379 000 (c'est-à-dire que pour la première fois dans l'histoire de l'URSS la production de voitures individuelles dépasse celle de véhicules utilitaires), en 1973 917 000 sur un million et demi, en 1974 1 119 000 sur 1 846 000 (soit plus de 60 % de voitures individuelles sur l'ensemble du parc de véhicules produits au cours de l'année, alors que le manque de véhicules utilitaires en tous ordres est toujours dramatique). La

nouvelle aristocratie se bat pour élargir sa part qu'elle écrème du surproduit social, au détriment du développement de l'économie soviétique !

Ce combat prend un tel essor qu'il fait craquer les rapports entre la bureaucratie et les masses. Ainsi, alors que la bureaucratie tente toujours de dissimuler ses privilèges et son existence même, on voit depuis la fin des années soixante débattre publiquement dans la presse ces problèmes : discussion sur les maisons de campagne (résidences secondaires) et la nécessité de réformer le code de la propriété agricole pour permettre l'achat de résidences secondaires avec un petit terrain avoisinant sur le territoire des sovkhoses (propriété d'Etat), discussion sur la voiture individuelle et les problèmes que pose sa possession : l'insuffisance du système des garages tant pour la fourniture de l'essence que pour les réparations et donc tout l'énorme réseau clandestin privé qui s'est édifié autour de la voiture individuelle. Qui doute que la possession d'une voiture individuelle ou l'achat d'une résidence secondaire et les discussions qui se mènent dans toute la presse à leur sujet ne concernent strictement que l'oligarchie de la nouvelle aristocratie aux aspirations petites-bourgeoises de plus en plus déchaînées ?

Un débat intéressant s'est ouvert pendant l'année 1975 dans l'hebdomadaire des couches supérieures de la nouvelle aristocratie, *Literatournaia Gazeta*, sous le titre *Cadeau ou pots-de-vin ?* Les bureaucrates de l'économie et du commerce font pression pour que l'on distingue les « cadeaux » de leurs clients, juste récompense de leur travail et témoignage légitime d'amitié, des « pots-de-vin » condamnés par la loi (et parfois lourdement puisque depuis 1961 la peine de mort est appliquée aux délits économiques les plus graves).

Là encore, les pays de l'Est offrent un miroir grossissant des tendances réelles de la société soviétique où tout est toujours discuté à coups de sous-entendus.

Au cours des dernières années, la presse des pays de l'Est a souligné l'âpreté des aspirations de l'oligarchie à décupler ses privilèges et à développer l'inégalité sociale, et en a donné des justifications théoriques qui rappellent les justifications que Voltaire, apôtre de la bourgeoisie montante, donnait de l'utilité sociale du luxe...

Ainsi un journaliste hongrois pose avec un cynisme stupéfiant, dans *Del-Magyarország* du 22 janvier 1972, la nécessité du luxe bureaucratique :

« Je ne suis pas d'accord avec cette question qui revient souvent : pourquoi irritons-nous nos braves citoyens en étalant dans les vitrines des manteaux de fourrure qui coûtent 50 000 à 60 000 forints ? A mon avis, ceux qui peuvent se permettre de les acheter ou qui sont snobs au point de s'imaginer qu'ils ne peuvent vivre sans ces articles de luxe sont bien venus de se les procurer. Ce n'est nullement un problème vital, puisque ceux qui par un travail honnête obtiennent des revenus supérieurs à la moyenne sont bien obligés de les dépenser d'une manière ou d'une autre, et dans notre pays, grâce à la révolution victorieuse, aucun individu n'a le droit d'acheter de la terre, une usine ou un appartement. De plus, qu'est-ce que serait un socialisme où seuls les produits courants existaient sur le marché et où il n'y aurait rien pour satisfaire des goûts plus spécifiques ? »

En Azerbaïdjan, les postes de responsabilités politiques (à l'intérieur du parti), gouvernementaux (ministériels) et policiers (KGB) se vendaient (à des bureaucrates figurant sur ce que l'on appelle la « nomenclature ») à des taux qui vont de deux mille à cinquante mille roubles.

C'est l'affermage des postes responsables du parti car ces postes ouvrent la voie de la vraie carrière... Mais cet usage du parti aux fins d'une oligarchie petite-bourgeoise déchaînée met en danger aussi la domination même de l'appareil en libérant des forces qu'il secrète lui-même et qui tendent directement la main à l'impérialisme !

Trotsky pose dans *La révolution trahie* la question suivante :

« Dans quel sens évoluera au cours des trois, cinq, dix années à venir le dynamisme des contradictions économiques et des antagonismes sociaux de la société soviétique ? (...) L'issue dépend de la lutte des forces vives de la société et pas seulement à l'échelle nationale, mais aussi à l'échelle internationale » (p. 52).

Dans une dynamique déterminée par la situation internationale, la clique dirigeante du Kremlin est soumise à tout un ensemble de pressions internes et externes auxquelles elle tente de répondre par la garantie du statu quo, tant à l'échelle internationale (c'est la coexistence pacifique) qu'en URSS même. Aussi tend-elle à répondre aux pressions énormes

auxquelles elle est soumise par l'immobilité absolue et donc par l'étouffement de toute vie politique, y compris au sein même de la caste bureaucratique et de l'oligarchie aristocratique.

La clique dirigeante, en effet, est au cœur d'un ensemble de pressions divergentes : pression de la classe ouvrière pour de meilleurs salaires, contre l'inégalité sociale et son accroissement, pression de la paysannerie pour une vie démocratique des kolkhozes, pour l'augmentation des prix des livraisons, pour l'accroissement des lopins individuels, pour l'amélioration des conditions de vie à la campagne, pression de l'oligarchie et de ses diverses couches pour l'élargissement de l'inégalité sociale, pour la consolidation et l'extension de ses privilèges, pour sa participation réelle aux décisions politiques qui restent toujours l'apanage d'une clique bonapartiste restreinte, pour l'extension du lien avec l'impérialisme (sous les formes les plus diverses : depuis l'élargissement des possibilités de tourisme dans les pays de l'Ouest et l'extension des achats des produits de luxe et de semi-luxe, jusqu'au développement de la coopération économique, financière et politique avec l'impérialisme).

Différenciation au sein de la caste dirigeante

La caste privilégiée elle-même connaît une différenciation croissante en son sein. Sakharov, qui évalue son volume relatif à 5 % de la population soviétique (soit de 12 à 13 millions de personnes) signale dans son dernier ouvrage le fait suivant :

« Une décision spéciale du gouvernement est en train d'expulser sans exception tous les citoyens « ordinaires » du centre de Moscou : on leur propose des appar-

tements individuels pour chaque famille, minuscules sans doute par rapport aux critères occidentaux, mais bien supérieurs aux « appartements communautaires » de Moscou. (...) En même temps, les autorités font impitoyablement raser les hôtels particuliers et autres monuments du vieux Moscou pour faire construire à leur place des logements de luxe attribués à une élite soigneusement sélectionnée. L'équipement et les services y satisfont aux critères les plus exigeants. On

a même fait installer une canalisation spéciale pour y amener une eau particulièrement pure. (...) Un anneau de luxueuses villas individuelles, protégées par de hautes clôtures infranchissables, entoure d'autre part Moscou. C'est là le bastion principal de la « nomenclature » triomphante, le symbole du pouvoir et du bien-être » (p. 28).

Un abîme sépare cette élite et les couches inférieures de la bureaucratie (président de kolkhoze, contremaître, ingénieur en chef), et cet abîme est beaucoup plus grand qu'il y a quarante ans : l'ampleur et la variété des privilèges se sont considérablement accrus, ainsi que la pression pour les institutionnaliser : la bataille interne qui se mène entre les couches de la bureaucratie pour la répartition de ces privilèges et surtout des plus nouveaux fait rage, et nombreux sont les insatisfaits et les mécontents.

Ainsi se modifient peu à peu les rapports de la bureaucratie avec les conquêtes de la révolution d'Octobre. Dans le cadre des défaites que la révolution mondiale a subies et dont elle a été la projection en URSS, la bureaucratie a d'abord joué ce que Trotsky appelle une « fonction nécessaire » de protection de ces conquêtes avec ses méthodes coûteuses de terreur et de gaspillage (4) ; elle a investi des milliards et des milliards pour édifier une industrie moderne ; dans cet effort gigantesque, accompagné d'un gâchis non moins gigantesque, elle a bien sûr, avec âpreté, défendu ses privilèges. Aujourd'hui, dans une situation internationale radicalement différente, caractérisée à l'échelle du monde par le renforcement du prolétariat, les défaites de l'impérialisme et les échecs de la bureaucratie, l'avidité de la nouvelle aristocratie qui pullule sur les bases sociales édifiées en octobre se déchaîne et écrème le surproduit social de façon fantastique ; pour satisfaire des appétits

démésurés, elle prend des formes hystériques et une ampleur sans exemple. L'effort gigantesque pour la construction de voitures individuelles — accessibles, nous l'avons vu, aux seuls privilégiés —, le commerce parallèle énorme sur les produits de luxe étranger, l'édification massive de logements de luxe pour l'élite, la constitution à une échelle encore jamais vue de circuits économiques privés parallèles, la différenciation sociale croissante, tous ces phénomènes ne définissent pas encore une nouvelle « qualité », mais ils accumulent des éléments « quantitatifs » auxquels la nouvelle aristocratie tente de donner une stabilité et une forme institutionnalisée. Cette énorme pression qui pousse à la jonction avec l'impérialisme va de pair avec l'incapacité de la bureaucratie à harmoniser les différentes branches de l'économie, à résoudre les questions de prix, de quantité et de qualité, avec sa tendance à l'appropriation des moyens de production, ce qui la pousse à s'en remettre à des régulations « automatiques » ; cela s'exprime dans les divers projets de réforme économique qui visent à adapter l'économie soviétique aux besoins de cette jonction, en soumettant l'économie planifiée de l'URSS aux lois du marché mondial, donc du capital.

Une fois de plus, les « démocraties populaires » offrent sur ce point une image claire, anticipatrice pourrait-on dire, des processus en cours en URSS où les conquêtes d'Octobre, beaucoup plus profondément enracinées, opposent une résistance plus

(4) Trotsky précise dans *La révolution trahie* qu'il ne suffit pas de trahir la révolution, qu'il faut la renverser, mais la révolution est un ensemble de rapports et d'institutions, elle vit dans la conscience des masses ; faute de pouvoir renverser les rapports de production, la bureaucratie qui tire d'eux ses privilèges doit les gérer.

vigoureuse aux entreprises de la nouvelle aristocratie dirigeante. Dans une étude sur « les conséquences sociales des réformes économiques en Europe de l'Est » (*Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 1975, n° 1, pp. 107-141), un professeur américain, W.-D. Connor, en résume assez bien les données actuelles, à partir de la Hongrie : il souligne que le « nouveau mécanisme économique y engendre une différenciation sociale rapide qui se heurte à la résistance de la classe ouvrière :

« En même temps que la situation du marché se transforme, que se développent les chances d'une augmentation rapide des revenus, on voit croître les possibilités de différencier les structures de consommation et les modes de vie. Ces manifestations comportent une menace potentielle pour la stabilité d'un ordre social auquel de nombreux Hongrois s'étaient habitués au cours des années antérieures à la réforme. »

En effet, souligne W.-D. Connor dans son vocabulaire idéaliste et psychologique :

« La réforme entraîne généralement une différenciation accrue des statuts sociaux, le jeu plus libre des forces du marché et invite ceux qui jouissent de qualités et de talents spéciaux à les exploiter plus pleinement. »

Le caractère spécial des qualités et des talents se situe, l'honorable professeur le signale quelques lignes après, sur le terrain très peu spécial de la spéculation :

« Pour une part significative de la population, le nouveau mécanisme a fait naître à la fois les délices et les angoisses d'un système très proche de la société de consommation. (...) Peut-être ne s'attendait-on pas à ce que de nombreuses personnes qui n'appartenaient pas aux groupes profession-

nellement importants et méritant par là des avantages accrus, profitent avec autant d'enthousiasme des possibilités ouvertes par le nouveau mécanisme — les spéculateurs sur les biens et les terres, partisans inspirés du précepte « Enrichissez-vous ! »

Il n'y a pas, d'ailleurs, que les spéculateurs sur les biens et les terres, mais toute la couche des directeurs, des hauts fonctionnaires de la banque et du commerce qui veulent transformer les avantages frelatés et incertains du pot-de-vin, considérablement accrus par le développement du commerce avec les pays capitalistes où aucune affaire ne se traite sans un bon *bakchish* en garanties durables et concrètes !

Mais, poursuit à juste titre et avec quelque humour le professeur américain : « Il s'agit là d'une contrariété mineure comparativement au mécontentement des ouvriers de l'industrie »... Ce qu'il appelle « l'égalitarisme et la conscience d'une sécurité de l'emploi » — deux conquêtes de la révolution russe — « ont, dit-il, pénétré le monde ouvrier et constitué un obstacle majeur sur la voie des réformes économiques. »

Tel est bien là l'enjeu : sur la voie de la transformation politique de ses privilèges en droits, transformation qu'elle recherche âprement, qui nourrit les tendances à la restauration du capitalisme et donne une vigoureuse croissance à une petite bourgeoisie vorace et restauracionniste, la nouvelle aristocratie se heurte à la classe ouvrière ; une classe ouvrière dont le développement quantitatif est le seul objectif des plans quinquennaux ou septennaux qui soit réellement dépassé et dont la conscience assimile, mûrit, sous un calme apparent, les bouleversements révolutionnaires qui ont sapé la bureaucratie depuis 1953, la victoire de la révolution mondiale au Vietnam, l'ouverture de la révolution prolétarienne au Portugal...

Rapport avec la classe ouvrière

Aussi n'est-il pas étonnant que les rapports entre la classe ouvrière et la bureaucratie se modifient et que la première voie de moins en moins dans la seconde « une gardienne de ses propres conquêtes » même malhonnête et maladroite...

Lors du lancement des plans quinquennaux, lors du déclenchement de la collectivisation agricole — malgré le caractère hystérique de l'un et de l'autre — lors — encore — de la reconstruction du pays au lendemain de la deuxième guerre mondiale, la bureaucratie a pu susciter un certain enthousiasme dans une fraction de la classe ouvrière et de la jeunesse. Cet enthousiasme relatif était sans doute soumis très vite à des douches glacées et les purges se chargeaient bien vite de l'éteindre, car il était par lui-même gros de problèmes politiques, mais la bureaucratie pouvait, tout en l'étouffant, s'appuyer sur lui. C'est pourquoi la représentation bourgeoise du développement économique et social de l'URSS depuis la fin des années vingt — voire depuis le début — comme celui d'un vaste et gigantesque Goulag gomme-t-elle des aspects décisifs de la réalité. Mais ce facteur a complètement disparu. La « mobilisation » permanente de la classe ouvrière, de la jeunesse et des masses paysannes à laquelle la bureaucratie consacre de gigantesques efforts n'est qu'une vaste machinerie coercitive à laquelle l'énorme masse des intéressés oppose une énorme résistance passive et qui ne s'appuie sur aucun enthousiasme même frelaté.

Toute forme de résistance organisée d'un secteur, si minime soit-il, de la classe ouvrière se heurte aussitôt à la réaction et le plus souvent à la répression féroce de la bureaucratie. Mais cette constatation est

bien loin d'épuiser la réalité des rapports actuels de la bureaucratie et de la classe ouvrière. Sous Staline, adossée aux conquêtes d'Octobre, la bureaucratie tentait de mobiliser la classe ouvrière pour la bataille de l'industrialisation en la terrorisant et en dégageant de son sein une mince couche de privilégiés (les « travailleurs de choc », les « stakhanovistes »). Les rapports sont aujourd'hui bien différents.

Un exemple : depuis des décennies, la bureaucratie tente de mettre en valeur la Sibérie. C'est là son objectif économique central. Sous Staline, la mise en valeur de la Sibérie, de l'extraction de l'or à l'abattage du bois en passant par l'extraction du charbon, s'est faite pour l'essentiel grâce à l'innombrable main-d'œuvre des camps de travail dissimulée aux regards par des bataillons de jeunes enthousiastes : les millions de déportés ont pavé de leurs ossements la voie de chemin de fer de Vorkouta ou les placers de Kolyma. Si la réussite fut grande sur le plan de l'extermination, elle fut des plus minces sur le plan économique. A dater de la dislocation du système des camps (1954-1955), la bureaucratie a tenté d'attirer la classe ouvrière en Sibérie par divers moyens : les plus simples sont évidemment matériels : les salaires en Sibérie sont deux fois plus élevés (5), sans compter les primes diverses, dans de nombreuses régions les autorités font preuve d'une grande souplesse administrative : on ne demande pas aux travailleurs leur livret de travail, simplement leur passeport... La main-d'œuvre des détenus (pour l'essentiel des condamnés

(5) 145 roubles de salaire minimum contre 60-65 en Russie d'Europe. 250 roubles de salaire moyen contre 125.

de droit commun) n'est utilisée que comme appoint. Sa valeur est d'ailleurs aujourd'hui quasiment nulle. A l'exception du creusement des tranchées (et encore), les travaux effectués par les détenus de droit commun (plus d'un million en Sibérie) sont pour l'essentiel parfaitement inutilisables. Mais là où le bât blesse le plus pour la bureaucratie, c'est qu'elle est incapable de retenir les ouvriers alléchés par les salaires doubles et les primes multiples en Sibérie : après quelques mois (surtout après des mois d'été que des citoyens de toutes professions, y compris des intellectuels, choisissent pour aller se faire de l'argent de poche au grand air), une bonne partie des ouvriers s'en vont. Ainsi le rendement, déjà fort bas et plus bas que dans le reste de l'URSS à cause des conditions climatiques, est encore obéré par la fluidité de la main-d'œuvre et les énormes distorsions qu'elle engendre. Mais la bureaucratie n'ose envisager aucune mesure coercitive. Voici comment un académicien pose le problème dans un article de *Literatournaia Gazeta* en 1973 :

« LES HOMMES ET LES VILLES DE LA SIBERIE.

Plus de gens quittent la Sibérie qu'il n'y en arrive. Les spécialistes des problèmes de migration le savent parfaitement, si étonnant que ce phénomène puisse paraître au profane : mais comment donc ! nous construisons tant de stations électriques, d'exploitations pétrolières et de cités de l'Est à l'Oural ! Et pourtant le solde de la migration est, hélas, déficitaire.

Ce problème apparaît plus profond encore quand on prend en considération le fait que c'est surtout la population travailleuse qui quitte la Sibérie !

Lorsque la discussion s'engage sur les causes de ce phénomène, la première raison invoquée, c'est le climat. Ce serait là la première difficulté !

C'est faux ! (...)

On aboutit à un cercle vicieux : l'industrie de la Sibérie qui se développe à des rythmes rapides a besoin de millions de travailleurs supplémentaires et ceux-ci ont besoin d'un grand nombre de logements confortables, d'établissements de services publics divers, qu'il faut édifier en installant quelque part les travailleurs du bâtiment. On nous pose souvent la question : pourquoi vous arrive-t-il souvent de ne pas utiliser les investissements qui vous sont attribués ? Première réponse : il n'y a pas assez de travailleurs sur les chantiers, pas assez dans les industries de fabrications mécaniques, pas assez dans les exploitations de pétrole ou de gaz, pas assez pour travailler le diamant ou le bois. Conséquence évidente : les cadres des entreprises industrielles se font plus rares et la fluidité de la main-d'œuvre prend des proportions énormes ! (...)

Le district minier de Nob-Lake au Labrador produit de dix à douze millions de tonnes de minerai par an avec une main-d'œuvre totale de 1 400 hommes ; et la ville voisine de Chefferville compte deux mille habitants. Notre usine d'enrichissement de minerai de Korchounov, pour aboutir à peu près à la même production, emploie 4 100 travailleurs et la ville voisine de Jeleznogorsk compte 14 000 habitants. Soyez bien attentifs : il y a trois fois plus de travailleurs employés, et la ville comprend sept fois plus d'habitants ! »

On peut déduire des remarques de l'académicien que les habitants de Jeleznogorsk remplissent essentiellement des fonctions liées à des services annexes de l'entreprise (depuis l'alimentation jusqu'aux services administratifs), et ce de façon sept fois moins efficace et productive qu'au Labrador !

Les solutions que propose l'académicien à cette migration à l'envers (inversion caricaturale sous la houlette de la bureaucratie de la ruée vers l'Ouest américaine ; de Khrouch-

tchev en Brejnev, c'est la débandade loin des terres à conquérir !), ces solutions sont abstraitement séduisantes... Il propose par exemple une reconstruction totale du tissu urbain de la Sibérie, pour y édifier des villes confortables où les travailleurs se sentent à l'aise. Bien, mais cet objectif est financièrement inaccessible à la bureaucratie. Celle-ci se vante de pouvoir édifier à elle seule la seconde voie ferrée doublant le transsibérien (6), le BAM. Reconstruire des dizaines de villes modernes et confortables en Sibérie, c'est tout

autre chose ! L'utopie ici est le revers de l'incapacité de la bureaucratie à imposer ses plans à la classe ouvrière !

(6) Et encore ! Dans un article sur le BAM publié par la revue ultra-stalinienne *Oktiobr* dans numéro d'octobre 1975, le reporter nous offre comme premier échantillon des discussions entre les travailleurs de la voie ferrée un échange sur l'intérêt du Japon et de l'Australie pour ce chemin de fer, et sur le milliard de dollars prêtés par le Japon pour la réalisation de cet objectif (p. 127). Significatif...

Résistance de la classe ouvrière

La résistance de la classe ouvrière et sa pression sur la bureaucratie s'exercent en utilisant tous les canaux, si minimes soient-ils — et ils sont en général très réduits étant donné le monopole politique de la bureaucratie et la vigueur avec laquelle elle maintient ce monopole. Elle fait pression en refusant de voir supprimer les primes diverses, en exigeant que soient respectées les conditions de sécurité du travail, en refusant d'aller travailler en Sibérie, en arrachant par miettes des augmentations de salaires, en s'accrochant à la défense de chacun de ses droits, en refusant de faire les frais de la modernisation des entreprises, en refusant tout licenciement... D'après *Troud*, l'application de l'expérience de Chtchekino de rationalisation systématique de la production a au cours des huit dernières années entraîné sur toute la République de Russie l'éviction de... 70 000 travailleurs des usines modernisées : compression de personnel ridicule par rapport aux plans et aux besoins de la bureaucratie. On peut être sûr par ailleurs que les travailleurs concernés ont réussi à imposer qu'un

travail équivalent leur soit fourni à deux pas de l'entreprise modernisée, soit dans une de ses annexes : c'est le scénario général...

La correspondance ouvrière — sélectionnée par la bureaucratie — publiée par *Troud*, l'organe des syndicats, est au plus haut point instructive. A part les exercices de style rituels sur « l'émulation socialiste », les lettres des travailleurs portent sur leurs revendications concernant le respect de leurs droits en matière de salaires, de congés, de repos hebdomadaires, d'heures supplémentaires et sur les conditions de sécurité négligées par la bureaucratie. Ainsi *Troud* du 13 septembre 1975 publie une lettre signée de vingt-sept travailleurs des chantiers navals de Sosnovka qui porte la réclamation suivante :

« UN MASQUE RESPIRATOIRE POUR SEPT TRAVAILLEURS !

Nous, travailleurs des chantiers navals, nous devons travailler dans des locaux étroits pour effectuer des travaux de mise au point, de nettoyage et de peinture sur des compartiments de navires. Les travailleurs de notre chantier qui ma-

nient ces substances nocives ont besoin de soixante mille masques respiratoires du type CH-B 1 de la marque « Les Pétales ». Mais cette année le chantier n'a reçu que huit mille masques respiratoires et ils sont depuis longtemps épuisés.

L'Union pansoviétique Isotop est chargée de la répartition des masques « Les Pétales ». Pourquoi donc n'avons-nous pas de masques respiratoires et pourquoi les travailleurs sont-ils obligés de les remplacer par de la gaze ? »

Signé par M. Simonova, M. Popova, M. Saoubanov et d'autres travailleurs du chantier naval de Sosnovka (en tout vingt-sept signatures).

Troud, l'organe des syndicats, a publié cette lettre dans son numéro du 13 septembre 1975. Il publie aussi la réponse du directeur de la firme Isotope qui dit : tout le monde nous réclame des masques « Les Pétales ».

Et il ajoute :

« On peut accroître la production de masques respiratoires. Mais il faut les matières premières indispensables. Or si l'entreprise peut produire plus de masques respiratoires, les matières premières indispensables à cette production — tissu spécial et gaze — manquent. Le Gosplan de l'URSS, le ministre de l'Industrie légère et de l'Industrie chimique de l'URSS (dont les ministres sont les camarades Konstandov et Tarassov) ne garantissent pas les besoins en matériaux indispensables pour la production des masques « Les Pétales ». (...) L'utilisation des masques « Les Pétales » est plus dictée par leur simplicité et leur bas prix que par une nécessité réelle de leur emploi. (...) Visiblement, on utilise les masques « Les Pétales » à cause de leur bas prix dans des cas où ils sont peu utiles et où d'autres moyens de protection seraient aussi efficaces. En ce qui concerne la demande des travailleurs de Sosnovka, de l'aide leur sera fournie. »

En bref : nous manquons des matières premières nécessaires, vos revendications ne sont pas pleinement fondées, vous exagérez, mais nous essaierons quand même de vous donner satisfaction !

Pétitions collectives contre un ou plusieurs licenciements — dont on trouve parfois de discrètes traces dans la presse —, refus systématique de dénoncer les vols dans les usines — malgré la menace de la responsabilité collective des brigades que fait peser la bureaucratie — et parfois grèves, menaces de grève, migration à l'envers de la Sibérie vers la Russie d'Europe, indifférence glaciale vis-à-vis des injonctions à la fois pleurnichardes et menaçantes de la bureaucratie, manifestations au début des années soixante contre les augmentations de prix, il s'agit là de manifestations d'une lutte des classes — puisque la bureaucratie est la réfraction de la bourgeoisie mondiale sur l'économie planifiée et collectivisée — qui s'exprime sous forme réfractée dans les affrontements internes au sein de la bureaucratie et qui pèse lourd sur sa politique intérieure et internationale. Pourquoi la bureaucratie ne se conduit-elle pas aujourd'hui comme en 1947 face à la perspective prochaine du manque de pain ? En 1947, alors que régnait la pénurie de pain, STALINE EXPORTAIT DU BLE ET FAISAIT TIRER A LA MITRAILLEUSE SUR LES FOULES AFFAMEES EN UKRAINE, grenier à blé privé de son blé... Ses héritiers ne sont pas plus humanistes que lui, mais l'idée d'avoir à réprimer des manifestations de la faim les fait manifestement trembler de peur...

C'est, en effet, la résistance si passive soit-elle, du prolétariat, action vivante des rapports sociaux issus de la révolution d'Octobre, qui a, à ce jour, réduit à des bribes les tentatives acharnées d'adapter l'économie soviétique au marché mondial enga-

gées par les réformes économiques successives, en particulier depuis 1965.

L'économie soviétique ne saurait évidemment échapper à la loi de la valeur, à la loi de l'offre et de la demande, à la loi du marché, bref aux catégories de l'économie marchande aussi longtemps qu'elle en relève, c'est-à-dire aussi longtemps que l'économie mondiale n'est pas socialiste. L'affirmation du contraire par Staline dans son rapport au XIX^e congrès du PCUS (1952) relève de l'utopie bureaucratique. Mais la prise du pouvoir par le prolétariat dans un pays donné, l'expropriation du capital, l'édification d'un Etat ouvrier donnent au prolétariat un levier lui permettant d'intervenir sur le fonctionnement de ces lois dans la perspective de la révolution mondiale. Nier la nécessité de l'intégration systématique de l'URSS au marché mondial, c'est aboutir à la « théorie » fabriquée par Staline en 1952 : l'existence de deux marchés mondiaux parallèles, socialiste et capitaliste, se développant indépendamment l'un de l'autre. Absurdité bureaucratique réactionnaire, pur produit de l'impuissance : incapable de sortir de l'impasse, Staline en faisait une avenue, flanquée de camps de concentration et ornée de purges massives en comparaison.

Le problème n'est donc pas dans la nécessité objective de cette intégration. Il est dans la perspective dans laquelle la bureaucratie l'aborde. De par sa nature, elle ne l'aborde pas par rapport à l'objectif de l'expropriation du capital à l'échelle du monde, puisque cette expropriation du capital dont elle est le reflet sur la révolution russe mettrait en cause sa propre survie ; elle l'aborde dans la perspective de la survie du capital ET DONC DE LA SUBORDINATION DE L'ECONOMIE PLANIFIEE AUX LOIS ET AUX BESOINS DU CAPITAL. C'est cette finalité politique

qui donne aux réformes économiques — que l'on ne saurait donc juger sous un aspect technique — leur aspect réactionnaire d'adaptation toujours plus poussée de la bureaucratie dirigeante à la bourgeoisie mondiale.

La minceur des résultats obtenus sur cette voie depuis la mort de Staline n'est pas le produit de sa mauvaise volonté... ni de celle de l'impérialisme. Elle découle du rapport des forces entre les classes dans le monde et de leur réfraction en URSS, elle découle de l'incapacité de la bureaucratie à mater le prolétariat.

Ces rapports de force signifient très précisément une chose : la bureaucratie ne peut plus se contenter de la répression ; elle cherche par tous les moyens à éviter les heurts frontaux avec la classe ouvrière. A la fin des années soixante, à Riga, l'administration a voulu imposer aux conductrices d'une ligne de trolleybus — presque tous les conducteurs de cette ligne sont des femmes — de faire le trajet complet en un temps réduit. Elles ont immédiatement cessé le travail. La mesure a été rapportée aussitôt. On pourrait citer des dizaines d'exemples de ce type et des dizaines aussi où la répression brutale constitue la seule réponse des dirigeants, dans le cas, par exemple, que cite Sakharov :

« Depuis des années, les marins de Mourmansk se battent contre l'impitoyable falsification de leurs feuilles de paye, contre l'obligation qui leur est faite de verser d'énormes pots-de-vin pour obtenir le droit de partir en mer. Mais pour le moment, le seul résultat tangible de leur action est le grand nombre de victimes parmi les plaignants : marins licenciés, marins jetés dans des hôpitaux psychiatriques, marins arrêtés. » (*Mon pays et le monde*, p. 21.)

Le balancement entre les deux attitudes reflète une indécision déter-

minée par la double crainte suivante : la peur que le prolétariat, à travers telle ou telle action, surtout couronnée de succès, ne s'organise, la crainte que le refus des revendications et la répression n'engendre des réactions explosives.

Des réactions peuvent se nouer à partir des problèmes de salaires, des questions de sécurité du travail, du refus des licenciements, et aussi de la haine des masses à l'égard des privilèges et des privilégiés. Sakharov note une évidente réalité :

« Un sentiment d'irritation à l'égard des privilèges de la nomenclature, financés sur le dos des citoyens ordinaires ainsi qu'à l'égard des absurdités souvent très tangibles du style bureaucratique de direction des affaires, se fait jour parmi de larges couches de la population. » (*Mon pays et le monde*, p. 29.)

De fait, la bureaucratie, consciente que là est l'un des points chauds, s'attache toujours à dissimuler les privilèges qu'elle accapare, mais l'aspiration des bureaucrates à bien vivre se heurte toujours plus brutalement à cette nécessité politique. Singeant la bourgeoisie, la bureaucratie a ainsi mis à la mode depuis quelques années les petits « salons » ; entre soi on peut s'oublier ! Mais si les manteaux de fourrures se vendent, on n'en voit quasiment pas

dans les rues : l'attitude de la foule risquerait d'être hostile... L'hostilité à l'égard des propriétaires de voiture, protégés par la carapace de leur véhicule, est, à cet égard, indicative.

Or la différenciation sociale s'accroît considérablement, et les nouveaux riches n'ont pas la discrétion prudente des membres de l'appareil qui ouvre toujours quelque soupape de sûreté en liquidant tel ou tel bureaucrate connu pour l'insolent étalage qu'il fait de sa pompe ; ainsi Mjavanadzé, premier secrétaire du PC géorgien, grand thuriféraire de Staline, et dont la femme était la protectrice de trafiquants géorgiens à la tête de « trusts » et de circuits commerciaux semi-clandestins, et qui s'était fait construire un luxueux palais... à Tiflis.

Mais les purges massives qui déferlent depuis 1972 sur les Républiques caucasiennes (Azerbaïdjan, Arménie, Géorgie), comme celles qui secouent l'Ukraine et les Républiques baltes, sont d'une autre ampleur et d'une autre envergure que les ajustements auxquels la bureaucratie procède ailleurs. C'est qu'ici se nouent les deux bouts de la révolution politique en URSS : la lutte de classe du prolétariat contre la caste bureaucratique et la lutte contre elle des nationalités opprimées pour leur émancipation.

La question nationale en URSS aujourd'hui

La révolution d'Octobre avait donné une vigoureuse impulsion aux aspirations nationales des peuples de l'empire tsariste, bafouées pendant des dizaines d'années, assuré la réalisation du principe démocratique du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, accordé à la Finlande le droit à la séparation, éveillé littéra-

lement des peuples entiers à la conscience nationale, arraché les juifs russes à leur oppression séculaire, affirmé l'égalité des langues nationales. Le reflux de la révolution mondiale et la réaction qui s'ensuivit renversèrent bientôt cette politique pour remettre en honneur les traditions tsaristes : l'étouffement

des nationalités et la russification à outrance. C'est la première question sur laquelle, en décembre 1922, Lénine prépare le combat contre Staline pour le congrès du parti à venir. La question « géorgienne », comme on dit alors, c'est-à-dire le refus des Géorgiens et du PC géorgien de subir la trique bureaucratique russe, catalyse ce combat entre la révolution prolétarienne et la réaction bureaucratique. La victoire de cette dernière s'est traduite par un développement inouï de l'oppression nationale qui a mené Staline à déporter des peuples entiers, à développer une répression féroce contre les nationalités les plus résistantes (Ukrainiens, Arméniens, Géorgiens puis Lettons, Lithuaniens) à sécréter un antisémitisme rabbinique. A la veille de sa mort il préparait ses purges monstrueuses en « découvrant » un complot nationaliste en Mingrélie (province de la Géorgie).

Aujourd'hui, de même, l'aggravation de la crise de la bureaucratie l'amène à renforcer sa politique de russification, à comprimer violemment les tensions qui s'expriment sur le terrain des aspirations nationales, et donc à développer la répression contre ces aspirations. Or la russification systématique introduit des tensions et suscite des fissures au sein même des appareils nationaux des diverses républiques qui tentent parfois de résister sur tel ou tel point de détail aux pressions énormes du Kremlin. Ces réticences ou ces résistances imposent au Kremlin une nouvelle accélération de la russification pour tenter d'homogénéiser son appareil, ainsi soumis à de violentes purges ; cet appareil se dresse donc face aux masses non-russes comme une réalité de plus en plus étrangère. Ce processus s'est accéléré au cours des dernières années.

L'Ukrainien Viatcheslav Tchornovil écrit :

« Dès 1972, dans plusieurs Républiques d'URSS, en Russie, en Ukraine, en Arménie, dans les Républiques baltes, a déferlé la vague d'arrestations politiques et de condamnations la plus violente de l'époque post-stalinienne. (...) Les tentatives d'évoquer le problème national suscitent la haine spéciale des organes de la répression. »

En 1972, Chelest, premier secrétaire du PC d'Ukraine, était limogé de son poste, chassé du bureau politique du PCUS, et l'un des premiers actes de son remplaçant fut d'arrêter le marxiste ukrainien Dziouba, auteur d'un ouvrage sur la russification de l'Ukraine, de dénoncer les « illusions nationalistes » de son prédécesseur qui avait, de fait, plus ou moins protégé Dziouba, et d'intensifier la répression.

Aussitôt après s'ouvrait une vague de purges et de répression qui ne cessent, depuis deux ans, de secouer l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie.

En Géorgie, l'offensive a commencé en 1972 par un long article de la *Pravda* du 6 mars qui s'en prenait au comité du parti de la ville de Tbilissi, accusé d'être incapable de s'opposer au pillage des biens de l'Etat, à la corruption. En septembre 1972, le Kremlin limogeait le premier secrétaire du PC géorgien, Mjavanadzé, en poste depuis près de vingt ans, et le remplaçait par l'ancien ministre de l'Intérieur, Edouard Chevarnadzé. C'était le signal d'une immense purge qui se continue aujourd'hui et qui a secoué l'appareil du PC géorgien de haut en bas : dix-sept premiers secrétaires de districts ont été remplacés, la femme de Mjavanadzé arrêtée pour avoir protégé deux trafiquants, les frères Lazichvili, et reçu d'eux des pots-de-vin énormes. A ce jour il y aurait eu, depuis septembre 1972, vingt-cinq mille arrestations en Géorgie, dont neuf mille cinq cents membres du parti et sept mille membres des jeunesse com-

munistes, sur lesquels pleuvent les accusations de corruption, de tentative de rétablissement de la propriété privée, de détournement des biens de l'Etat, de dilapidation des deniers publics, et de nationalisme.

Le développement parasitaire, théoriquement clandestin, du secteur privé avait atteint en Géorgie un degré inimaginable. Des centaines de petites entreprises privées pullulaient depuis le début des années soixante. Aux quatre coins de l'URSS, et en particulier dans les régions nordiques — Vorkouta, Kolyma, Bratsk, Angarsk, Tioumène — on voyait, depuis quelques années, débarquer de l'avion de ligne — voire d'avions loués par leurs soins — des Géorgiens moustachus, aux lourds ballots chargés de fruits et de légumes, vendus à des prix élevés, mais introuvables dans les magasins d'Etat. Tout un réseau d'entreprises privées, certaines rassemblées en trusts horizontaux, sous la protection du potentat Mjavanadzé, fervent adorateur de Staline, commerçaient au-delà des frontières mêmes de la petite Géorgie où toute une petite bourgeoisie vorace grossissait à l'ombre de l'appareil national du parti, au vu et au su de l'appareil du Kremlin, incapable d'empêcher ce trafic, et qui le tolère dans la mesure où il verse un peu d'huile dans les rouages grinçants de l'économie bureaucratifiée. La fonction même de la bureaucratie et sa gestion parasitaire la poussent d'ailleurs à couvrir ces phénomènes de rejets inévitables. Mais leur pullulement et leur vitalité morbide pose bientôt un problème : il faut ou bien les laisser s'étendre — et la quantité approche vite de la transformation qualitative, c'est-à-dire la mise en cause radicale de la collectivisation de l'économie — ou les étouffer momentanément par une répression aveugle. Ainsi la répression jette côte à côte, dans les prisons bondées de Géorgie, des trafiquants, des patrons, des né-

gociants qui ont manipulé des millions de roubles et des chauffeurs de taxi ou de petits employés coupables de menues malversations, touchant quelques roubles... L'extension de ces « malversations » diverses au niveau de la propriété des moyens de production menace de s'étendre au-delà même des frontières de la République ; le phénomène intéresse donc l'équilibre de la bureaucratie du Kremlin tout entière. La répression est d'autant plus brutale que la complaisance, ou la complicité, a été longue et durable. Le déferlement de la répression et sa sauvagerie (des détenus ont été battus à mort dans les cellules des prisons, la police et la direction extorque de l'argent aux détenus sous la menace des coups, de la sodomisation, etc.) ont suscité des tensions telles qu'en avril 1975 les autorités ont organisé le procès de deux agents de la police accusés d'avoir battu à mort un détenu... Un moment, au cours du procès, le juge, excédé, s'est écrié : « Je vais me plaindre au ministre de l'Intérieur, je vais me plaindre au comité central, que vous n'avez aucun respect pour la Cour. Qu'est-ce que vous faites ici, à part tuer les gens ? (...) On a estropié ici plus de deux cents personnes ! » L'un des deux agents de police jugés lança à la face du tribunal : « On écrit sur le Chili, mais ici on fait pire ! » Ces affrontements du prétoire reflètent de plus massifs affrontements en gestation dans la société...

L'Arménie a connu le même sort que la Géorgie, quelques mois plus tard : mise à l'écart du premier secrétaire du PC arménien (Kotchinian) et d'une partie des membres du bureau politique et du conseil des ministres ; puis épuration de leurs partisans (ou supposés tels) de haut en bas de l'appareil du parti, accusés à peu près des mêmes crises que leurs voisins géorgiens : non-exécution des tâches, relâchement, népo-

tisme, indiscipline, corruption, et surtout de deux crimes particulièrement graves : étroitesse nationale et enrougement au rétablissement de la propriété privée. En même temps, une vague de procès a déferlé sur l'Arménie, au cours des années 1973 et 1974. Grief : « Agitation et propagande antisoviétiques » matérialisées par la constitution d'un parti national unifié d'Arménie qui se serait donné pour but la séparation de l'Arménie de l'Union soviétique. En décembre 1973, les tribunaux ont condamné deux dirigeants de ce parti unifié, Charverdian et Tomassian, à cinq ans et trois ans et demi de déportation. Au cours de l'été et de l'automne 1974, les tribunaux ont condamné douze autres opposants armé-

niens à des peines allant de deux ans et demi à sept ans de déportation. La peine la plus lourde a frappé le poète Parouïr Airikian, né en 1949 à Erivan, et déjà condamné à quatre ans de déportation en 1969. Depuis 1974, « l'isolateur du KGB d'Erivan, fermé depuis 1937, prison spéciale renommée pour le froid glacial qui y règne et les scorpions qui y pullulent, a été réouverte.

Ainsi, au moment même où la bureaucratie du Kremlin essaie de se soumettre plus étroitement les autres pays d'Europe de l'Est, les tendances séparatistes nourries par la gabegie et l'oppression nationale prennent en URSS même un essor nouveau et arrivent au point de rupture.

... En Europe de l'Est

S'il est vain de chercher à pronostiquer comment et par quoi commencera la révolution politique en URSS, il est en tout cas fort possible qu'elle s'ouvre par une explosion nationale, c'est-à-dire à travers la lutte des nationalités opprimées par la bureaucratie russe ou de l'une d'entre elles (Lithuaniens, Arméniens, Géorgiens, Ukrainiens, Tatars de Crimée, etc.) en un puissant nœud politique. Leur combat, acharné, unit les revendications sociales des travailleurs des villes et des campagnes à leurs aspirations nationales (démocratiques) piétinées et bafouées. C'est, sans le moindre doute, le terrain sur lequel la lutte contre la bureaucratie dirigeante a pris, et de loin, la *forme la plus massive*, c'est là qu'elle est la plus enracinée dans les masses populaires et a atteint son niveau de conscience le plus élevé. L'unité politique indissoluble entre les revendications sociales et les revendications nationales (indépendance nationale)

qui a marqué le mouvement des travailleurs hongrois et polonais en 1956, comme le mouvement des travailleurs tchécoslovaques en 1968, ne peut que se continuer et s'approfondir dans les populations allogènes de l'URSS surtout les populations ukrainiennes, baltes, turques et caucasiennes). La déclaration des Tatars de Crimée (7) adressée aux partis communistes du monde entier en janvier 1973 et suivie de 2 600 signatures en est un signe certain :

(7) Les Tatars de Crimée ont été entièrement déportés par Staline en 1944 hors de Crimée, en Sibérie, sous l'accusation de trahison ; bien que lavés de cette accusation, les Tatars se voient interdire de revenir en Crimée, cette dernière région étant entièrement transformée en centre de villégiature pour les bureaucrates russes qui l'ont totalement colonisée pour les besoins de leurs repos et de leur détente.

« Une fois de plus, le peuple des Tatars de Crimée, qui se fonde sur le marxisme-léninisme et lutte pour le rétablissement de ses droits nationaux bafoués, s'adresse aux partis communistes et ouvriers du monde. (...)

L'union des efforts des prolétaires de tous les pays sur la base de l'égalité : telle est la loi fondamentale de la révolution prolétarienne jusqu'à la victoire du socialisme sur toute la terre. »

Les relations de l'URSS avec les autres pays d'Europe de l'Est posent un problème identique dans sa nature et plus brûlant encore dans ses implications immédiates.

Dès la constitution des « démocraties populaires », la bureaucratie du Kremlin a tenté de transférer sur elles un certain nombre des problèmes qui la rongeaient, bref de leur faire payer la part la plus grande possible des faux-frais de sa domination et de sa gestion de l'URSS. Cette politique, qui prit d'abord la forme du pillage pur et simple organisé par des sociétés dites mixtes, suscita d'énormes tensions au sein des « démocraties populaires », fut l'une des raisons de la rupture du PC yougoslave avec le Kremlin et des purges que subirent l'un après l'autre tous les PC d'Europe orientale. La tension atteignit un tel degré que, dès la mort de Staline, elle se traduisit par des explosions à Berlin-Est et en Tchécoslovaquie (Pilsen, Ostrava), puis en Pologne et en Hongrie. La bureaucratie du Kremlin, en même temps qu'elle devait faire des concessions importantes aux masses soviétiques, devait là aussi renverser la vapeur : l'envoi de chars ne représente que l'un des aspects de sa mainmise ; il lui fallut aussi soutenir ses agences locales vacillantes par des facilités diverses, d'ordre financier et économique. Mais en ce domaine les possibilités de la bureaucratie sont limitées. C'est ce que le Premier ministre du gouvernement

polonais Jaroszewicz tentait désespérément d'expliquer le 24 janvier 1971 aux grévistes de Szczecin. La Pologne, pour nourrir « normalement » sa population, doit acheter 500 000 tonnes de blé. Jaroszewicz précise :

« Nous avons dû emprunter du saindoux en Tchécoslovaquie. (...) De l'Union soviétique, nous avons reçu — en plus de ce qu'elle nous fournit dans le plan de 1971 — 12 000 tonnes d'huile végétale douce pour la production de la margarine. Et si nous ne l'avions pas reçue, alors il y aurait eu une crise de l'approvisionnement du pays en margarine. (...) Maintenant nous nous trouvons en face du demi-million de tonnes de blé dont parlait le camarade Edward (Gierek). Nous ne pouvons pas en acheter non plus dans les pays socialistes, parce qu'il n'y en a pas, et non parce qu'ils ne veulent pas nous en vendre ! Ils n'en ont pas ! Nous ne sommes pas le seul pays à acheter du blé en Union soviétique... »

Bref, une certaine politique d'assistance arrive à terme... Le Kremlin vient de le signifier clairement aux autres pays de l'Est en réajustant le prix du pétrole qu'il leur vend au tarif du marché mondial, ce qui accroît considérablement leur endettement et en inaugurant une politique de soumission économique plus étroite des pays de l'Est à ses propres intérêts. Il a commencé par les deux pays qu'il phagocyte le plus directement : la Bulgarie et la RDA. Avec ces deux pays ont été signés en septembre 1975 des traités bilatéraux avec l'URSS cités ci-dessous qui marquent une sorte de retour à la politique de 1948 (dans des conditions sous des formes bien différentes), c'est-à-dire la tentative de mainmise directe de la bureaucratie russe sur des secteurs entiers de l'économie bulgare (surtout) et (moins nettement) est-allemande :

c'est une tentative d'« intégration » par la force qui ne peut qu'aggraver les tensions sociales. Le Kremlin concentre par là en lui-même toutes les contradictions, toutes les tensions, tous les déséquilibres de ces économies, il y ajoute les siennes propres, son incroyable gabegie et son désor-

dre pharamineux. Le remplacement de l'assistance par la mainmise, ou plus précisément l'atténuation de l'assistance et le renforcement de la mainmise dans le rapport précédent mainmise-assistance est aujourd'hui grosse d'explosions. Mais quelle autre issue a donc la bureaucratie ?

IV • Retour sur la nature sociale de l'URSS

L'histoire n'a toujours pas tranché

Trotsky affirmait dans *La révolution trahie* : « La question du caractère social de l'URSS n'est pas encore tranchée par l'histoire », en un double sens. L'histoire n'a pas tranché en ce sens que le régime transitoire de l'URSS entre le capitalisme et le socialisme est toujours transitoire : le capitalisme n'est pas rétabli, l'URSS n'est pas devenue un pays socialiste. Elle n'a pas tranché non plus sur le devenir de la bureaucratie. Trotsky soulignait « l'instabilité des droits du bureaucrate. (...) Les privilèges que l'on ne peut léguer à ses enfants perdent la moitié de leur valeur. Or le droit de tester est inséparable du droit de propriété. Il ne suffit pas d'être directeur de trust, il faut être actionnaire. La victoire de la bureaucratie dans ce secteur décisif en ferait une nouvelle classe dominante » (p. 256). La victoire se fait toujours attendre.

Pourquoi l'histoire n'a-t-elle pas encore tranché ?

Une double constatation s'impose à l'évidence : la bureaucratie a survécu à la seconde guerre mondiale : l'impérialisme n'a pas détruit l'URSS, n'y a pas rétabli le capitalisme, et le prolétariat soviétique n'a pas non plus balayé la caste privilégiée.

C'est là d'abord le témoignage de

la force de l'enracinement des rapports sociaux issus de la révolution d'Octobre. Adossée à ces rapports, la bureaucratie du Kremlin a pu jouer pendant des années sur les contradictions entre les divers impérialismes à l'échelle de l'Europe d'abord entre l'Allemagne, la France et l'Angleterre, puis à l'échelle du monde entre les USA, l'Allemagne et le Japon : l'impérialisme américain, tout désireux qu'il fût de « détruire le bolchevisme », ne pouvait accepter que la domination de l'Europe offrît à l'impérialisme allemand, son vigoureux concurrent, une formidable plateforme pour partir à l'assaut de la domination mondiale... Le Japon, désireux de tailler des croupières à son voisin d'outre-Pacifique, avait tout intérêt à ne pas se battre sur deux fronts...

Au lendemain de la guerre, la vague de la révolution prolétarienne, contenue par les efforts conjoints de l'impérialisme et de la bureaucratie et qui, malgré cette chape de plomb, se fit jour en Chine et en Yougoslavie, assura la survie des rapports sociaux issus de la révolution d'Octobre, en sapant les positions de l'impérialisme. Mais, en même temps, l'URSS était dévastée ; le prix de la victoire sur le nazisme était écrasant : vingt millions de morts soviétiques sur les quarante cinq millions de victimes de la guerre. Le prolétariat soviétique et les masses kol-

khoziennes étaient saignés à blanc ; toute une génération de travailleurs des villes et des campagnes avait disparu de l'histoire : avec les morts de la guerre, les mutilés et les invalides, les prisonniers de guerre qui ne quittèrent les camps de Hitler que pour peupler ceux de Staline, l'histoire avait creusé un trou béant dans la continuité des générations ; le maillon de quarante était arraché. Epreuve sans commune mesure avec ce qu'avait subi l'armée russe de 1917...

Nourrie des défaites successives du prolétariat, la bureaucratie put ainsi se maintenir au confluent de la vague révolutionnaire mondiale qui renforçait les rapports sociaux contre l'impérialisme et de l'épuisement extrême d'un prolétariat décimé... et que son impéritie et son incurie avaient largement contribué à décrire (8).

Cet équilibre s'est maintenu apparemment pendant un certain temps. La mort de Staline cristallise les éléments de la crise souterraine qui couvait sous cet équilibre apparent. Dès le 17 juin 1953, c'est le soulèvement des travailleurs de Berlin-Est, bientôt suivi en URSS du déclenchement de la grève dans la plupart des camps de concentration.

Les explosions révolutionnaires qui ont suivi la mort de Staline, de Berlin-Est (1953) à la grève générale des marins de la Baltique (1970), ont toutes illustré le même phénomène : chaque tentative de la bureaucratie d'adapter sa gestion économique (réformes économiques, réformes des salaires et des prix) et les formes de sa domination politique (rapport au XX^e congrès, dénonciation du stalinisme, instauration de la « direction collégiale ») ouvre une brèche où s'en-

gouffrent les masses et c'est l'explosion. Ainsi la bureaucratie en est-elle venue à s'accrocher à un statu quo impossible, tant sur le plan national qu'international ; au plan international, cette volonté, sa marge de manœuvre d'autant plus restreinte qu'elle est incapable d'assurer à l'impérialisme le respect de ses propres engagements politiques (au Vietnam, par exemple, où elle n'a pu faire passer dans la vie les accords de Paris), la contraignent à laisser à l'impérialisme l'initiative politique dans la sainte alliance contre-révolutionnaire qu'elle a conclue avec lui et à y jouer les seconds violons ; au plan de l'URSS même et des pays de l'Est, cette volonté désespérée de statu quo se heurte aux conséquences de la crise de l'impérialisme qui heurte les pays de l'Est de plein fouet, à la marche à la révolution dans les pays avancés et aux rapports nouveaux en URSS caractérisés par le renforcement de la force du prolétariat et par le sentiment croissant qu'il a de cette force. Les grands traits de la situation objective dans laquelle se débat la bureaucratie tels que les thèses du XVII^e congrès le définissaient se sont encore accrus :

1. Un manque de stabilité de la bureaucratie dans ses relations internationales, non seulement avec l'impérialisme, mais également avec les pays de l'Est, la Chine, instabilité renforcée par la succession rapide des crises révolutionnaires à l'échelle de tous les pays (Proche-Orient, Indochine, Vietnam, France, etc.) ;

2. Des oscillations brusques et irrégulières de l'économie soviétique sur tous les terrains, dans toutes les branches et avant tout dans les relations entre la ville et la campagne ;

3. Les reflets brusques de ces oscillations économiques sur la politique ;

4. Enfin, une volonté renforcée des masses en Union soviétique et dans

(8) L'incurie de Staline et de son état-major purgé et décimé en 1936-1938 coûta très cher à l'Armée rouge et au peuple soviétique.

les pays de l'Est ayant le sentiment qu'avec les méthodes de la bureaucratie il n'y a pas d'issue.

Ces quatre éléments caractérisent une situation pré-révolutionnaire qui se dirige vers la révolution politique.

Deux « affaires » : Chelepine, Khoudenko

Les difficultés auxquelles elle se heurte et qu'elle n'arrive pas à résoudre depuis la mort de Staline malgré des concessions en réalité gigantesques au regard de ses besoins et des nécessités contraignantes d'un strict monopole du pouvoir politique suscitent au sein de la bureaucratie des fissures, des brisures, des cassures qui prennent aujourd'hui la forme de discussions semi-publiques. Ces discussions se mènent sur des points le plus souvent apparemment « périphériques », comme les problèmes de l'art, mais elles n'en sont pas moins significatives : le nettoyage au bulldozer de l'exposition sauvage des peintres non-conformistes en septembre 1974, puis l'autorisation d'une exposition d'une partie d'entre eux, puis l'expulsion hors d'URSS de l'un des principaux peintres, Glezer, puis la nouvelle autorisation d'exposer leurs œuvres accordée à ces peintres non-conformistes en octobre 1975, les débats qui se sont engagés publiquement dans la presse du Kremlin sur l'utilité ou le caractère néfaste du « rédacteur », c'est-à-dire du personnage inventé par le tsarisme et perpétué par la bureaucratie, qui est chargé de relire, de censurer, voire de réécrire chaque ouvrage paru, ou le « dialogue » instauré sur les relations commerciales avec les pays capitalistes (dont l'interview accordée par le vice-président du Gosplan Inozemtsev à *Literatournaia Gazeta* est un exemple), tous ces éléments divers expriment une même tension et le même mouvement qui donne à ces tensions une

forme publique. La manière même dont s'est opérée l'élimination de Chelepine s'insère dans le même processus. Les spéculations sur les « opinions » supposées de Chelepine et les opinions supposées de Brejnev importent peu. Mais il est clair que plusieurs fractions s'affrontent entre autres sur les modalités, les rythmes, l'envergure des concessions à faire à l'impérialisme américain. Ainsi Gromyko par sa lettre du 20 décembre 1974 désavouait (plus précisément était chargé de désavouer) le compromis passé entre Brejnev et Kissinger : je laisse partir tant de juifs en Israël, tu me procures tant de millions de dollars. Las ! Le Congrès américain refusa d'entériner les promesses, pourtant fort modestes, de Kissinger, et l'URSS se voyait bénéficier de... 75 millions de dollars de crédits par an. Une goutte d'eau dans la mer des besoins de la bureaucratie. Gromyko dénonça donc le compromis comme une fabulation et pendant plusieurs mois Brejnev disparut de la circulation. Brejnev une fois réapparu débarquait Chelepine du bureau politique et de la direction des syndicats soviétiques. Mais l'intéressant est dans la manière choisie : il est probable — étant donné ce qu'est la politique de Brejnev — que Chelepine s'opposait à un certain nombre de concessions à l'impérialisme. Or Brejnev ne le liquida qu'après lui avoir tendu un piège visant à retourner son argumentation politique sans doute assez largement connue au sein de la bureaucratie contre lui-même : invité en Angleterre par les TUC, Chelepine y fut l'objet de manifestations hostiles où les groupes d'émigrés jouèrent un grand rôle. On peut à bon droit croire que la main du KGB n'était pas tout à fait absente de ces manifestations. Chelepine dut recourir à tout l'arsenal du rocambolesque : utilisation d'un sosie, sortie par des escaliers dérobés. Bref, il

avait laissé bafouer l'URSS. « L'opinion publique » bureaucratique, l'opinion publique des sommets de la bureaucratie qui veut discuter de son destin avait ainsi un os à ronger, un argument pour accepter l'élimination politique de l'adversaire de Brejnev. Mais la discussion sur laquelle Chelepine s'était appuyé se poursuit néanmoins. C'est en ce sens qu'il faut interpréter l'interview d'Inozemtsev publiée par *Informations ouvrières* : le vice-président du Gosplan ne répond pas en réalité à tel ou tel journal occidental que cite son interlocuteur, mais à travers eux aux membres de la bureaucratie qui disent la même chose que ces journaux. Ces discussions plus ou moins bien maîtrisées annoncent des craquements profonds... aucun des camps qui s'affrontent n'a en effet de solution satisfaisante à avancer.

Rien n'illustre mieux la gravité des difficultés dans lesquelles la bureaucratie se trouve placée dans ses tentatives de rénover l'économie soviétique et d'imposer les réformes qui correspondraient logiquement à ses intérêts généraux, rien n'illustre mieux les divisions qui la déchirent lorsqu'elle tente de faire un pas en avant dans le sens même de ses intérêts, rien n'illustre mieux sa paralysie profonde que l'affaire Khoudenko :

En novembre 1960, le conseil des ministres de l'URSS autorisa l'un de ses anciens experts financiers, Ivan Khoudenko, à organiser dans un sovkhose une expérience de fonctionnement autonome : autonomie complète du sovkhose (ferme d'Etat) sur les plans économique et financier. Le seul indicateur extérieur donné au sovkhose était celui de la production globale à réaliser en un délai fixé. La somme globale des bénéfices réalisés était versée au sovkhose entier, et à répartir entre la masse des travailleurs, ainsi directement « intéressés » au développement de la production.

Les résultats ne se firent pas attendre : de 1960 à 1964, Khoudenko dirigea selon ces règles le sovkhose d'Illinsk... En trois ans, compression du personnel et développement de la production atteignirent une ampleur considérable. En 1960, 830 travailleurs employés sur 227 tracteurs fournissaient la production globale du sovkhose. En 1964, 67 travailleurs utilisant 67 tracteurs fournissaient la même production. En 1964, Khrouchtchev fut limogé et Khoudenko transféré dans un sovkhose près d'Alma-Ata. Les résultats obtenus furent aussi spectaculaires : le prix de revient du blé diminua des trois quarts, le rendement par travailleur augmenta de sept fois, les salaires de quatre fois, et s'appuyant sur cette expérience, Khoudenko démontra que la généralisation de ce système permettrait de quadrupler la production agricole de l'URSS en occupant cinq millions de travailleurs au lieu des trente millions actuellement occupés aux travaux de la terre.

Cette expérience si bien commencée, et célébrée plusieurs fois dans la presse, devait pourtant finir lamentablement. Le 23 juillet 1970, le ministre de l'Agriculture du Kazakhstan, Roguinets, ferma le sovkhose de Khoudenko et demanda au Parquet du Kazakhstan l'ouverture d'une procédure criminelle contre les organisateurs de l'expérience dirigée par lui. Le 4 septembre 1970, Khoudenko entama une action en justice contre le ministère de l'Agriculture du Kazakhstan pour obtenir le paiement aux travailleurs du sovkhose des sommes qu'ils avaient effectivement gagnées au cours de l'année 1970. Le tribunal du district donna satisfaction à Khoudenko, mais le Parquet du Kazakhstan se pourvut en cassation contre ce jugement, qualifia l'action en justice de Khoudenko de tentative de détournement des biens de l'Etat et lui intenta un procès ainsi qu'à son adjoint Filatov, arrêté en

janvier 1972. Le 28 août 1973, le tribunal de la ville d'Alma-Ata déclara Khoudenko et son adjoint Filatov coupables d'usurpation du titre et du pouvoir de fonctionnaires, de contrefaçon de documents et de déprédation de la propriété publique et de la propriété d'Etat « sur une échelle particulièrement grande », et les condamna respectivement à six et quatre ans de prison. En mai 1974, Khoudenko écrivit à la Cour suprême de l'URSS, lui demandant la révision de cette affaire. Filatov adressa la même demande à Brejnev. En juin 1974, le directeur du service d'application des techniques nouvelles de la société technique agricole du Kazakhstan écrivit à Brejnev pour appuyer cette demande. A l'évidence, derrière Khoudenko, l'organisateur de l'expérience, comme derrière Roguinets, le ministre de l'Agriculture du Kazakhstan qui ferma son sovkhوزه, se dissimulent des forces qui, à travers eux, se livrent un combat à couteaux tirés ; ce combat, malgré la mort de Khoudenko, se continue sur le terrain même de son sovkhوزه. Une preuve parmi tant d'autres : APRES LA FERMETURE DU SOVKHOZE PAR LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE DU KAZAKHSTAN, des articles parurent encore dans certains organes de presse centraux, louant l'expérience de Khoudenko (article dans *Literatournaïa Gazeta* du 18 novembre 1970, passages d'articles dans *Novy Mir* de février et mars 1971). L'intervention du directeur de Technique agricole du Kazakhstan en est un signe supplémentaire. On remarquera aussi qu'en traduisant Khoudenko devant les tribunaux pour déprédation de la propriété d'Etat, le Parquet du Kazakhstan porte un jugement politique — gros de menaces — sur l'expérience même des groupes autonomes : il les accuse de mettre en cause la propriété d'Etat et de mener à sa déprédation. Enfin, en intentant une action contre le ministère de l'Agriculture sur la ques-

tion des salaires non versés aux ouvriers, Khoudenko fait appel — très timidement bien sûr — aux travailleurs contre le ministère...

On a là en réduction l'indice des bouleversements dont serait grosse toute application d'envergure d'une réforme adaptant à l'échelle de l'URSS l'industrie et l'agriculture soviétiques aux exigences de la rentabilité que fait peser sur elle la nécessité de l'intégration dans un marché mondial dominé par le capital.

Pourquoi l'expérience de Khoudenko a-t-elle, après dix ans de fonctionnement en vase clos, suscité une si violente réaction — sans avoir été en même temps étendue à d'autres sovkhוזes ? Sakharov a une réponse simple : parce qu'elle mettait en cause les intérêts de l'appareil. Réponse insatisfaisante : c'est l'appareil qui l'a lancée, et une partie de l'appareil l'a soutenue et la soutient encore. Il suffit d'extrapoler à partir des chiffres fournis par Khoudenko : l'application de cette réforme à l'agriculture et à l'industrie liquiderait la planification centrale, dégagerait des dizaines de millions de travailleurs sans emploi, et remettrait donc en cause la stabilité politique du régime, donc de la bureaucratie, et les privilèges de certaines de ses couches. La généralisation d'une pareille expérience par ses effets dislocateurs sur la planification centrale et par l'accroissement gigantesque des différences qu'elle engendrerait entre kolkhozos ou sovkhוזes riches et kolkhozos ou sovkhוזes pauvres faciliterait considérablement la pénétration financière, économique et donc politique de l'impérialisme. Expérience, on le voit, grosse de risques, et l'on conçoit que des fractions de la bureaucratie réagissent avec une extrême vigueur à ce type de tentatives — sans rien proposer d'autre qu'un inviable statu quo. Mais, en même temps, l'affaire Khoudenko, qui dure depuis quinze ans, souligne que la bureaucratie n'a de choix qu'entre

ce genre d'expériences et l'immobilisme absolu : en fonction de son rôle, de ses intérêts et donc des nécessités de sa politique, aucune autre voie ne s'ouvre à elle. C'est très précisément un dilemme insoluble, ou plus exactement qui ne serait soluble que sur le dos des conquêtes de la révolution d'Octobre et des masses.

Ressusciter Staline ?

Son incapacité à faire face aux problèmes qui l'assaillent, sa peur de la classe ouvrière soviétique, son rôle et sa place entre les tenailles des classes fondamentales, les contradictions qui la déchirent rongent le monolithisme de la bureaucratie et par là même développent en elle les tendances au bonapartisme. Son monolithisme est absolument indispensable à sa domination. L'expérience lui a confirmé que toute brèche apparente dans le système de sa domination absolue imposée par la contrainte ouvrait aux masses une possibilité de s'y engouffrer pour poser leurs revendications et donc mettre radicalement en cause son pouvoir usurpateur. Son incapacité à régler quelque problème que ce soit, et donc son incapacité à assurer « normalement » le maintien de son monolithisme, nourrit ainsi la tendance à la résurgence d'un Bonaparte capable d'assurer d'une poigne de fer l'unité forcée des rangs de la bureaucratie.

Mais sa crise est si profonde qu'elle va désespérément chercher ce Bonaparte chez les morts... A vrai dire, Brejnev a bien tenté de se tailler quelques galoches dans les brodequins de Staline, il a fait rétablir le bureau politique et le titre de secrétaire général (réduit depuis la mort du Père des Peuples au rang de premier secrétaire), publié ses œuvres plus ou moins complètes, fait graver un disque microsilicon de ses discours, à large diffusion et à bas

prix, il s'est fait nommer... général d'armée à deux étoiles en avril 1975. Mais ces gestes futiles évoquent irrésistiblement l'aphorisme de Hegel : dans l'histoire les événements se répètent deux fois, mais la seconde fois en farce. Il s'agit d'ailleurs ici en réalité de la troisième fois, car ce que certains opposants soviétiques appellent la résurgence du culte de la personnalité dans les dernières années du pouvoir de Khrouchtchev reflétait la même tendance profonde. La bureaucratie a besoin d'un Bonaparte, mais elle en a aussi peur que besoin ; d'abord, l'expérience lui a enseigné que la poigne du Bonaparte était lourde, et le prix à payer pour maintenir son homogénéité à ce taux était fort lourd : Staline a en effet décimé ses rangs plus d'une fois pour l'unifier ; et puis, aurait-elle la force de l'imposer à la classe ouvrière aujourd'hui ? Il y faudrait au moins pour y parvenir une condition nécessaire, mais non suffisante : une perspective politique commune. La bureaucratie l'avait en 1930, sous le vocable du « socialisme dans un seul pays » : défendre le pouvoir politique qu'elle venait d'usurper au prolétariat, protéger et élargir ses privilèges tout neufs, utiliser à cette fin les jeunes conquêtes d'Octobre. Qu'il y eut des doutes sur les rythmes de l'industrialisation, sur les rythmes et les modalités de la collectivisation forcée obérait sans doute cet accord général, ainsi soumis à des crises régulières, mais il ne le ruinait pas. Aujourd'hui, nous l'avons vu, il en est bien autrement. A supposer donc qu'elle fût possible dans le cadre des rapports de classe actuels où tout ce que fait la bureaucratie se retourne contre elle, la note à payer pour l'instauration d'un nouvel arbitre suprême ne saurait manquer donc d'être encore plus coûteuse, bien plus coûteuse. On comprend que des couches entières de la bureaucratie reculent, saisies de vertige.

C'est pourquoi les tentatives de réhabilitation de Staline amorcées depuis 1965 se sont heurtées à une vive opposition et n'ont pas abouti à grand-chose. C'est pourquoi l'opposition qui s'est dégagée, en 1965-1966, contre le procès Siniavski-Daniel et, beaucoup plus largement, contre la réhabilitation de Staline reflétait des processus mêmes en cours au sein de la bureaucratie, et, en retour, a eu une si forte influence en son sein. La lutte de l'opposition contre la réhabilitation de Staline déclenchée publiquement dès 1965 exprimait tout haut ce que des couches entières de la bureaucratie pensaient tout bas (en allant plus loin certainement...). Aussi cette lutte a-t-elle sérieusement contribué à freiner la réhabilitation de Staline, à lui donner un caractère honteux et inachevé, elle en a accru le caractère disloqué, cahotant, incertain. Incertaine et inachevée, la réhabilitation de Staline l'est, comme l'est la lutte qui se déroule au sommet. Le pronostic de Sakharov est sur ce point d'une grande justesse :

« Aujourd'hui, la volonté première des autorités consiste autant que faire se peut à ne rien changer d'essentiel pour ne pas risquer de briser l'équilibre instauré et, en fin de compte, pour ne pas risquer de mettre en péril la situation et les privilèges de l'élite sociale, étroitement liés au maintien de la situation actuelle. »

Mais cet « inachevé » et cet « incertain » même qui imprègnent toutes les décisions de la bureaucratie dirigeante accroissent la gravité même des problèmes non résolus qui paralysent la volonté de la bureaucratie... Le renforcement de la répression représente de ce fait une sorte de fuite en avant. Et c'est bien pourquoi — c'est au moins l'une des raisons pour lesquelles — malgré des efforts démesurés, le KGB n'arrive ni à démanteler ni à faire capituler les groupes d'opposition et les opposants, et c'est pourquoi la machine mise en place par le nouveau procès de Moscou, le procès Iakir-Krassine, s'est enrayée.

V · Le règlement des échéances

La bureaucratie et le pendule de la révolution

La bureaucratie a pu différer le règlement des traites qu'elle avait escomptées sur les défaites de la révolution mondiale à dater de 1923. Peut-elle encore le différer longtemps ou bien est-elle enfin confrontée à la nécessité d'apurer les comptes, capital et intérêts compris ? La différence avec 1936 saute aux yeux : les rapports entre les classes à l'échelle du monde (et par voie de conséquence en URSS et dans les

pays de l'Est) sont radicalement différents. La révolution prolétarienne contenue au lendemain de la guerre mondiale a débouché sur le renforcement du prolétariat et de ses positions, auxquels l'impérialisme devrait s'en prendre brutalement pour surmonter la crise qui le ronge. L'incapacité de l'impérialisme à affronter brutalement le prolétariat accélère cette crise qui se réfracte sur la bureaucratie des pays de l'Est. Ainsi s'est ouverte la période de crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie qui s'est marquée en 1968 par la jonction dans le temps de la révolution politique en marche en Tchécoslovaquie et de la grève générale de

mai-juin 1968 en France, période qui débouche aujourd'hui sur la jonction de la révolution sociale et de la révolution politique.

Cette menace tend sourdement à disloquer les rangs de l'appareil stalinien international. Au début des années 1960, c'est la rupture avec la Chine, puis les dissensions publiques entre le Kremlin et certains partis staliniens (PC japonais, scissions dans le PC indien) ; l'ébranlement secoue les PC des pays de l'Est et le PC roumain manifeste dès avant 1968 des velléités d'indépendance vis-à-vis du Kremlin. La dislocation atteint aujourd'hui les partis staliniens dans leur ensemble : les difficultés presque infranchissables auxquelles se heurte le Kremlin dans sa tentative de réunir une conférence des partis communistes européens, les polémiques publiques entre les représentants de ces partis communistes, bien qu'ils se trouvent tous sur la même ligne de défense de l'ordre bourgeois, le fait que ces dissensions publiques dans l'appareil stalinien international recourent des dissensions au sein de l'appareil du Kremlin, s'en nourrissent et en retour les nourrissent et les avivent, tous ces phénomènes traduisent le pronostic porté par Trotsky dans le *Programme de transition* :

« Bien des choses permettent de croire que la désagrégation de l'Internationale communiste qui n'a pas d'appui direct dans la Guépéou précédera la chute de la clique bonapartiste et de toute la bureaucratie thermidorienne en général » (p. 37).

L'accentuation de la crise de l'impérialisme et de la bureaucratie signifie, en effet, pour les partis staliniens attachés au maintien de l'ordre bourgeois et du statu quo une subordination toujours plus prononcée aux exigences de l'impérialisme. Cette nécessité qui les mène à se heurter plus brutalement encore aux intérêts de la classe ouvrière accroît

en leur sein les tensions, et exacerbe le mouvement des forces centrifuges. Le phénomène est particulièrement aigu dans les pays de l'Est où les bureaucraties nationales n'ont qu'une faible réalité nationale : elles ne sont pas, en effet, le produit de la dégénérescence de la révolution dans leur pays, mais un greffon bureaucratique artificiel enté par le Kremlin dans ces divers pays. Sans doute ce greffon a-t-il plus ou moins pris racine dans ces pays, en particulier dans ceux où le parti communiste avait une réalité nationale de masse (en Tchécoslovaquie par exemple), mais il n'en est pas moins fondamentalement resté un produit d'exportation et la bureaucratie du Kremlin doit — comme l'intervention en Hongrie et en Tchécoslovaquie l'a souligné — concentrer en elle toutes les contradictions de ces mini-bureaucraties para-nationales. Elle est ainsi amenée à assumer de façon plus ou moins directe le maintien de l'ordre dans ces pays et donc à heurter de plein fouet les aspirations nationales des peuples des pays de l'Est. C'est pourquoi, dans ces pays, plus encore peut-être que dans les républiques allogènes du Caucase, d'Ukraine, des pays baltes ou chez les peuples déportés comme les Tatars de Crimée, la révolution politique en marche noue d'un nœud solide les aspirations politiques de la classe ouvrière aux revendications à l'indépendance nationale.

La politique de la bureaucratie va ainsi d'autant plus à droite que le pendule de la révolution prolétarienne dans le monde va vers la gauche. Cette politique ouvre donc la voie à la restauration du capitalisme en URSS. Elle lui ouvre la voie en se subordonnant directement aux exigences de l'impérialisme américain dans la sainte alliance contre-révolutionnaire mondiale où Gromyko apparaît souvent comme le groom complaisant, quoique grognon, de Kissinger. Elle lui ouvre la voie par

la voracité hystérique que la nouvelle aristocratie met à s'assurer de nouveaux privilèges toujours plus grands, toujours plus larges, toujours plus coûteux, et à les consolider. Mais la politique de la bureaucratie n'est pas le facteur décisif ; dans la mesure même où, à l'échelle mondiale, le cours des événements va vers la révolution et non vers le fascisme et la barbarie, en URSS et dans les pays de l'Est le cours des événements qui en est une composante va vers la révolution politique et non vers la restauration du capitalisme.

Trotsky écrit dans *La révolution trahie* :

« La révolution sociale, trahie par le parti gouvernant, vit encore dans les rapports de propriété et dans la conscience des travailleurs. »

Les minces résultats des offensives de la bureaucratie contre cette perpétuation de la révolution sociale dans les rapports de propriété reflètent la puissance de cette dernière. Sur tous les fronts possibles la bureaucratie cherche en effet à institutionnaliser ses privilèges ; la seule façon durable d'y parvenir serait de les inscrire dans de nouveaux rapports de propriété ; elle tente d'y parvenir par divers moyens. Mais, fondamentalement, ses privilèges et sa pression énorme pour satisfaire sa voracité et sa cupidité contre la propriété d'Etat des moyens de production se situe en marge de celle-ci en dehors même de ses formes légales et juridiques, et si énorme que soit le secteur parallèle et paralégal qu'elle constitue pour satisfaire ses appétits, celui-ci reste toujours parallèle et paralégal, bien qu'il imprègne tous les rapports sociaux en URSS. Il ne réussit pas à devenir la loi. Trotsky notait dans *La révolution trahie* :

« On ne peut pas penser que la bureaucratie abdiquera en faveur de l'égalité socialiste. Dès maintenant

elle a dû, malgré les inconvénients de cette opération, rétablir les grades et les décorations, il faudra inévitablement qu'elle cherche appui par la suite dans des rapports de propriété. On objectera peut-être que peu importe au gros fonctionnaire les formes de propriété dont il tire des revenus. C'est ignorer l'instabilité des droits du bureaucrate et le problème de sa descendance... Les privilèges que l'on ne peut léguer à ses enfants perdent la moitié de leur valeur. Or, le droit de tester est inséparable du droit de propriété. Il ne suffit pas d'être directeur de trust, il faut être actionnaire. La victoire de la bureaucratie dans ce secteur décisif en ferait une nouvelle classe possédante. »

Or le directeur de trust n'a accompli aucun pas décisif dans la voie de sa transformation en actionnaire. Si le nombre des possesseurs de voitures et de résidences secondaires s'est multiplié on ne sait combien de fois (un nombre considérable de fois...) cette aisance croissante de la bureaucratie ne constitue qu'une mince compensation au fait qu'elle n'a réussi à effectuer aucune entaille sérieuse dans les rapports de propriété. Si elle envisage (et ne fait encore qu'envisager) de modifier le code de la propriété agricole... c'est pour permettre à des bureaucrates d'acheter des résidences secondaires en empiétant (assez misérablement en fin de compte) sur le territoire des sovkhozes, c'est-à-dire de la propriété d'Etat. L'impuissance du bureaucrate à accomplir le pas décisif signalé plus haut ne fait qu'accroître sa volonté de le faire enfin...

Un programme restaurationniste...

Cette incapacité jointe aux pressions au carrefour desquelles se trouve la bureaucratie (l'impérialisme, la classe ouvrière) tend à la déchirer

en ses multiples composantes, et cette dislocation menaçante nourrit à la fois les tendances à la résurgence du bonapartisme (ô ! combien piteuses depuis la mort de Staline, et de plus en plus piteuses mais vivaces) et le mouvement de la révolution politique.

Les rapports sociaux issus de la révolution d'Octobre fondent ce dernier mouvement. Mais ils ne sont pas par eux-mêmes le garant de la victoire. Des rapports sociaux ne sauraient être détruits qu'au terme d'une longue bataille de classe... même lorsqu'ils sont moribonds (ainsi les rapports féodaux en France, par exemple), a fortiori lorsqu'ils constituent la première incarnation de l'avenir. Mais, à l'inverse, ils ne sont pas indestructibles, ils s'incarnent en dernière analyse dans les forces conscientes en lutte. Ils donnent à ces forces conscientes vigueur ou faiblesse, mais ils ne sauraient les remplacer. Il n'y a donc pas de victoire automatique de la révolution politique en URSS et dans les pays de l'Est.

Elle passe par la différenciation croissante au sein de la bureaucratie comme par la différenciation au sein des milieux de l'opposition, parce que l'une et l'autre ouvrent la voie à la constitution d'un noyau politique dirigeant. De ce point de vue, au cours des dernières années, le processus s'est considérablement accéléré. Entre ceux qui dénoncent à quelques jours d'intervalle le « soi-disant film » sur le « soi-disant camp de travail » près de Riga, et ceux qui publient en URSS un reportage (si édulcoré et mensonger soit-il) sur ce camp de travail, entre ceux qui, à trois semaines d'intervalle font chasser les peintres dissidents à coups de bulldozer et ceux qui autorisent leur exposition, entre ceux qui soutiennent Brejnev et ceux qui lui tendent des chausse-trappes publiques et veulent le remplacer, même s'ils n'ont pas en réalité d'autre politique à pro-

poser, il y a confrontation et affrontement — entre autres affrontement par fractions interposées dans l'appareil stalinien international. Même si la bureaucratie n'a pas de politique de rechange, cela ne signifie nullement que des « programmes » ou des bouts de programme ne s'affrontent pas au sein de la bureaucratie. Croit-on, par exemple, que Sakharov exprime une position politique personnelle, ou celle de l'on ne sait quel « groupe d'opposants », d'un « mouvement démocratique » suspendu au ciel des idées et sans racine sociale ?

Voyons d'un peu plus près ce programme :

« Autonomie complète des entreprises, sur le plan économique et social, sur le plan de la production et du recrutement du personnel. Dénationalisation partielle de tous les aspects de l'activité économique et sociale, à l'exclusion sans doute de l'industrie lourde, des transports en commun et des postes, télégraphes et communications. (...) Dans l'agriculture, une décollectivisation partielle, jointe au soutien de l'Etat au secteur privé, plus productif, est la voie la plus adéquate pour aider à la régénération sociale et psychologique de la campagne, aujourd'hui menacée de sombrer dans l'ivrognerie et l'abrutissement généralisés. (...) Adoption d'une réforme monétaire sur le change libre du rouble contre les monnaies étrangères. Limitations au monopole du commerce extérieur. » (*Mon pays et le monde*, pp. 96-97.)

C'est là le programme d'une aile de la bureaucratie, décidée à aller jusqu'au bout, c'est-à-dire à passer de l'alliance avec l'impérialisme, de la subordination à l'impérialisme à la fusion avec lui. Pour autant que ce pronostic ait un sens on peut penser que cette aile se recrute plus massivement chez les directeurs de trust et les bureaucrates du commerce que dans l'appareil propre du parti...

Si le programme de Sakharov s'arrêtait là, il est d'abord probable qu'il ne l'exprimerait pas publiquement sous cette forme en Samizdat, car il en discuterait à l'intérieur même de la bureaucratie sous les formes adaptées (à dire vrai extrêmement restrictives et peu efficaces) ; il est ensuite certain qu'il n'aurait pas besoin de se ranger dans l'opposition et de se mettre en marge pour l'exprimer. En respectant le code d'une lutte fractionnelle à demi-silencieuse dans les couloirs de l'appareil il pourrait faire tranquillement carrière avec ces vues que des couches entières de la bureaucratie partagent plus ou moins complètement.

... et ses contradictions

Mais le programme de Sakharov ne s'arrête pas à ces propositions de réintroduction modérée — croit-il — du capitalisme en URSS, c'est-à-dire de jonction étroite entre la bureaucratie et l'impérialisme, il avance aussi des propositions qui mettent en jeu le monopole politique de la bureaucratie elle-même, défense des libertés, suppression des privilèges. Et, par là, il est fort dangereux, car là il exprime des aspirations qui le dépassent et dépassent telle couche de la bureaucratie. Mais il ne faut pas s'arrêter là. Le combat de Sakharov pour la défense des droits de l'homme et contre le monopole politique de la bureaucratie ne descend pas du ciel, ni de l'impératif catégorique de Kant, ni des régions éthérées de la morale pure, ni du seul cerveau physicien de Sakharov, ni de la jonction avec la classe ouvrière ! Le monopole politique de la bureaucratie s'exerce à travers un appareil très restreint sur lequel des millions de bureaucrates de tous rangs et de tous ordres n'ont pas le moindre droit de regard et de contrôle. Cet appareil exige d'eux une délégation de pouvoir absolue. C'est le bonapartisme. Staline rem-

plissait cette délégation de pouvoir à lui seul ; ses successeurs immédiats l'élargirent au bureau politique, Khrouchtchev l'élargit au comité central. Admettons qu'elle s'étende à des premiers secrétaires de partis nationaux et à quelques autres personnalités encore (et retirons quelques potiches du comité central) : cela fait avec les chefs régionaux du KGB bien peu de monde en vérité. Plus la bureaucratie piétine et plus la tutelle absolue de cet appareil apparaît intolérable à des couches entières de la bureaucratie elle-même, dépossédée de tout pouvoir de discuter sur son propre destin, quoique fort inquiète à son sujet. Tant que Bonaparte assure l'ordre, le calme, le développement des privilèges et la prospérité, sa poigne et sa tutelle peuvent encore se supporter — mais au vrai, si les choses se passaient si bien, pourquoi aurait-on besoin d'un Bonaparte ? —, mais quand le bâtiment ne va plus, et rien avec lui, les privilégiés eux-mêmes veulent avoir un droit de regard et de critique. De plus, les couches les plus élevées de la nouvelle aristocratie aspirent à voir garantir leurs droits, aspirent à la sécurité, aspirent donc au respect d'une certaine légalité, à la limitation d'un arbitraire indispensable, au respect de certaines règles constitutionnelles qui doivent les protéger. Aussi n'est-il pas étonnant que certaines couches de la bureaucratie — caste fort hétérogène — veuillent élargir un peu le champ des droits et des libertés, des garanties et de la loi. En mettant l'accent sur le respect nécessaire de la loi, sur le respect de la Constitution et de son article 125, sur diverses violations de la loi, c'est à ces couches de la bureaucratie que les opposants s'adressaient depuis 1965 — mais *par ce combat ils ouvrent directement la voie à la classe ouvrière*, et c'est cette crainte qui retient les couches de la bureaucratie avides de quelques libertés de parole et de... jouissance.

Différenciation de l'opposition en URSS... ... vers le programme de la révolution politique

La différenciation au sein de la bureaucratie ne s'effectue pas sur ce seul point et en ce seul sens. Au début de l'année 1975, le KGB a démantelé un groupe de huit opposants qui venaient d'achever la rédaction et le ronéotypage d'une revue clandestine ; ces huit opposants qui réclamaient la régénération du marxisme, l'abandon des méthodes policières, étaient tous des membres haut placés de l'appareil du parti, spécialisés dans le travail idéologique, et l'un d'eux, Karpinski, est le fils d'un vieux bolchevik. Un membre du bureau politique, Pelche, a été chargé de suivre ce cas difficile et qui souligne tout simplement que la bureaucratie, sous le talon du monopole, est grosse de déchirements politiques qui verront, au feu de la révolution, certaines de ses couches (les couches inférieures, certains pans de l'appareil) rallier le camp du prolétariat, et d'autres couches, les couches supérieures, l'élite super-privéligiée, les sommets de l'appareil économique, commercial et policier, se jeter directement dans les bras de l'impérialisme, voire du fascisme.

L'évolution de l'opposition en est un signe annonciateur. Limitée pour l'essentiel aux cercles de l'intelligentsia, qui est profondément intégrée au milieu et aux mœurs de la bureaucratie, l'opposition qui s'est constituée à la fin de 1967 et au début de 1968 a exprimé, beaucoup plus faiblement, le mouvement qui dressait en Tchécoslovaquie les masses contre la bureaucratie et l'écho réel de ce mouvement en URSS. Aussi cette opposition s'est-elle rassemblée pour la défense des libertés, et contre la réhabilitation de Staline, en se situant dans le cadre des rap-

ports sociaux issus d'Octobre. Ainsi, en 1970, Sakharov signe avec Tourtchine et Medvedev un texte qui affirme : « La source de nos difficultés n'est pas dans le régime socialiste mais au contraire dans celles de nos particularités et de nos conditions qui vont à l'encontre du socialisme et qui lui sont hostiles. » (*Sakharov parle*, p. 110.) Il écrit aujourd'hui presque exactement le contraire. C'est qu'en quelques années cette opposition rassemblée sur les deux points cités ci-dessus a profondément évolué, et s'est reclassée en multiples groupes. Ce reclassement a donné naissance à des positions publiques qui vont de la croisade pour le rétablissement du capitalisme en URSS (Soljenitsyne) à la régénération du bolchevisme (Grigorenko, Pliouchtch), en passant par une convergence avec le capitalisme de plus en plus soumise à ce dernier (Sakharov) et au redressement de l'appareil, évoquant même la création d'un second parti (Medvedev). Cette énumération de positions et leur caractérisation est évidemment extrêmement insuffisante et schématique. Mais l'essentiel est que, juste à grands traits, elle esquisse à l'avance les processus de différenciation en cours dans la bureaucratie... Et fidèlement, jusques et y compris dans le rapport numérique entre ceux qui se sont rangés du côté de Soljenitsyne et ceux qui campent sur les positions de défense du socialisme !

Cette différenciation ne saurait faire oublier l'importance décisive du combat pour les libertés démocratiques en URSS et dans les pays de l'Est sur la voie de la révolution politique. Le pouvoir de la bureaucratie ne vient pas de ses racines dans les rapports de production, mais de son monopole politique absolu. La remise en cause de ce monopole, c'est-à-dire la revendication du respect des libertés démocratiques est tout entière dirigée contre sa domination parasitaire. Il en est de même des

aspirations des nationalités opprimées, c'est-à-dire des peuples des pays de l'Est et des peuples opprimés à l'intérieur de l'URSS : leurs revendications nationales, leur revendication de l'autonomie ou de l'indépendance nationale sont un élément du combat des masses contre la bureaucratie. Enfin, le déroulement de la révolution hongroise, comme de la mobilisation des masses en Pologne le rappellent : la lutte pour l'abolition des privilèges, contre les magasins spéciaux et les passe-droits de la bureaucratie, contre l'inégalité sociale est l'un des moteurs de la révolution politique.

Le mouvement qui a dressé ouvertement les masses contre la bureaucratie depuis la mort de Staline a souligné toute l'actualité du programme de la révolution politique dont le *Programme de transition* évoquait les grandes lignes en 1938 :

« La nouvelle montée de la révolution en URSS commencera, sans aucun doute, sous le drapeau de la LUTTE CONTRE L'INEGALITE SOCIALE ET L'OPPRESSION POLITIQUE. (...) La lutte pour la liberté des syndicats et des comités d'usine, pour la liberté de réunion et de la presse, se développera en lutte pour la renaissance et l'épanouissement de la DEMOCRATIE SOVIETIQUE. (...) LA BUREAUCRATIE ET LA NOUVELLE ARISTOCRATIE DOIVENT ETRE CHASSEES DES SOVIETS. (...) La démocratisation des soviets est inconcevable sans la LEGALISATION DES PARTIS SOVIETIQUES (...) REVISION DE L'ECONOMIE PLANIFIEE de haut en bas. (...) REORGANISATION DES KOLKHOZES en accord avec la volonté des kolkhoziens et selon leurs intérêts ! »

A quoi il faut ajouter une revendication qui, à l'époque du *Programme de transition*, n'avait guère de réalité que pour l'Ukraine (alors séparée entre trois Etats) :

« RESPECT ABSOLU DU DROIT DE SEPARATION DES REPUBLIQUES

FEDEREES ! INDEPENDANCE NATIONALE DES PAYS DE L'EST ! »

En même temps, l'impulsion formidable au développement des forces productives que donnera la révolution politique en libérant les fondements sociaux issus d'Octobre de la tutelle étouffante de la bureaucratie ne saurait se satisfaire de la multiplication des frontières qui le morcèlerait à l'infini (et selon quel tracé dans cet entrelacs de nations et de nationalités qu'est l'Europe orientale ?). Seuls les Etats-Unis socialistes d'Europe permettront aux diverses nationalités de participer ensemble à la marche au socialisme en développant leurs aspirations pour donner naissance à une unité supérieure par résorption et dépérissement de leurs différenciations nationales. Mais cette perspective qui unifie la révolution sociale et la révolution politique ne saurait balayer d'un coup le lourd héritage d'oppression nationale laissé par la bureaucratie et aggravé par l'impérialisme. Aussi, la marche aux Etats-Unis socialistes d'Europe passe-t-elle par le droit intégral des nations et des peuples à se séparer. Ne pas le comprendre, ce serait confondre demain et après-demain et se placer à côté du combat des masses des pays de l'Est, des républiques allogènes et des populations opprimées qui mêlent dans une haine commune et unique les privilégiés, insolents usurpateurs d'Octobre, et les russificateurs. Ce ne sont là que les deux visages de la même caste contre-révolutionnaire. Les masses engagent et engageront le combat contre elle sans distinguer entre ces deux visages complémentaires. Ainsi la lutte contre l'oppression nationale, la lutte contre l'inégalité sociale, pour la démocratie soviétique, sont des composantes indissociables de la révolution politique en marche.

Jean-Jacques MARIE,
le 26-12-1975.

Les staliniens, contre le marxisme, défendent l'église (1ère partie)

par César CORTE

Au mois d'août 1975 se réunissait à Helsinki la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire. La dernière séance était présidée par un représentant de l'Eglise romaine.

La Sainte-Alliance contre-révolutionnaire mise en place et renforcée pour faire face à la montée de la révolution mondiale, singulièrement en Europe, tel est en effet le contenu du dialogue de la bureaucratie stalinienne et de ses partisans dans le monde avec la hiérarchie catholique, la plus vieille institution réactionnaire mondiale. C'est sous le masque de l'unité avec les « travailleurs chrétiens » qu'elle opère.

Un nouvel Evangile

Cette alliance, justifiée en paroles par le rassemblement de tous les hommes de bonne volonté partisans de la paix, trouve ses prolongements nationaux, dans l'alliance avec le clergé, la hiérarchie et les organisations de classes mises en place par cette dernière. Il s'agit de maintenir les Etats bourgeois, tels qu'ils sont, en

place, et, pour ce faire, de rassembler toute la réaction dans le commun soutien des gouvernements bourgeois en crise. Cela prend divers noms : union du peuple de France, compromis historique, junte démocratique, pacte des libertés en Espagne. La justification idéologique d'une telle pratique de subordination du mouvement ouvrier à l'ordre bourgeois, à la réaction cléricale sur l'aspiration de la classe ouvrière au front unique ouvrier. Sous couvert de l'unité des travailleurs, est avancé le mot d'ordre d'unité avec les « travailleurs catholiques » puis avec les « chrétiens », puis, comme on ne saurait choisir comme athée quel chrétien nous acceptons ou pas, avec l'église en tant que telle, la hiérarchie romaine. La démarche est simple, limpide. Mais elle ne va pas sans rencontrer de résistance chez les travailleurs et militants, et c'est pourquoi il est nécessaire aux staliniens de chercher une justification « théorique » à cette pratique. Il faut convaincre les militants que, ce faisant, on reste dans la ligne de Marx et de Lénine, que tous ceux qui en douteraient se situent à un niveau « pré-marxiste », sur le terrain du rationalisme bourgeois, du matérialisme méta-

physique. Le matérialisme dialectique, transformé en un humanisme philosophique, devient, nouvel Evangile rationaliste, le moyen de « comprendre » tout ce qui existe, donc tout ce qui est réel, le moyen de communiquer, de communier avec tout ce qui est humain. Et quoi de plus humain que la religion ? N'est-elle pas, Marx nous l'a appris, une production de l'homme ? Elle participe donc à cet immense effort de l'humanité en marche, au progrès. Cela amène au passage nos nouveaux apôtres à réintégrer dans leur morale de l'homme nouveau tous les thèmes obscurantistes de l'Eglise en les parant de couleurs populaires. Le communisme, cet « humanisme de notre temps » réalise ce qui avec la religion n'est qu'espoir : le bien, et fait accéder l'homme à l'immortalité.

La position des staliniens

Pour mener cette tâche contre-révolutionnaire à bien, il est nécessaire de faire litière des enseignements du combat politique de Marx et d'Engels, de Lénine, nécessaire de brouiller tout, de rendre cette question la plus confuse qui soit. C'est pourquoi une énorme littérature est consacrée par les staliniens à cette question, en dehors des articles de *L'Humanité*, de *France Nouvelle* ou de la *Nouvelle Critique...* qui, chacun à leur manière, concourent à l'édifice général. Ils nous présentent tel jour telle ou telle église comme le fin du fin du progrès et des influences de la démocratie. Un jour c'est l'évêque de Besançon, un autre le clergé espagnol, l'Opus Dei, le lendemain, c'est le clergé portugais qu'on avait eu trop tendance à présenter comme réactionnaire, etc. On n'arrête pas le progrès. Comment les staliniens posent-ils le problème ?

Pour arriver à l'alliance avec la hiérarchie, il faut faire quelques détours. Le point de départ sera l'aspiration des travailleurs au front unique de classe. Au lendemain du 6 février 1934, la classe ouvrière a imposé le front unique ouvrier aux dirigeants du PS et du PCF, contre la criminelle politique des dirigeants du PCF. D'un côté, ils caractérisaient la social-démocratie comme « so-

cial-fasciste », « l'aile modérée du fascisme », avait expliqué Staline. De l'autre, ils appelaient, sous prétexte d'attaquer la pourriture parlementaire par l'intermédiaire de l'ARAC, les anciens combattants du PC à manifester le 6 février aux côtés des troupes du colonel de La Rocque. L'appareil stalinien devait tourner. Après les élections de 1935, l'appareil stalinien va mettre en place la politique des fronts populaires, d'alliance avec la bourgeoisie radicale pour subordonner le mouvement ouvrier à l'Etat bourgeois. Dès ce moment-là, l'union à gauche est sans rivage à droite.

Front unique antifasciste, front populaire, Thorez proclame la volonté du PCF de ne reculer devant aucun « sacrifice afin d'obtenir à tout prix le front unique contre le fascisme. »

Il lance l'idée du Front populaire. C'est la main tendue pour la réalisation de « l'union de la nation française, aux Croix-de-Feu, aux volontaires nationaux et aux catholiques. »

C'est d'abord au nom de l'unité d'action, du front unique de la classe ouvrière que va être présenté le front populaire, l'union de la nation française. C'est d'abord de cette unité d'action, de cette aspiration de la classe à réaliser son indépendance de classe contre la bourgeoisie, son appareil d'Etat, ses gendarmes casqués ou en soutane, que partent les staliniens pour la combattre et imposer la division, la subordination à l'Etat, la bourgeoisie et ses organes, ses polices matérielles et spirituelles. Au nom du front unique, de l'unité d'action, l'appareil introduit une catégorie qui va permettre de trouver la voie de la hiérarchie. Union des travailleurs communistes et des travailleurs chrétiens. L'idée sous-tendue est simple : la classe ouvrière est une classe en soi, quelles que soient par ailleurs ses idées politiques, philosophiques ou religieuses. Ensuite, on divise artificiellement cette classe en travailleurs croyants et travailleurs non croyants, puis en communistes et non communistes. Puis on rapproche les deux termes et le tour est joué : la qualité de chrétien devient une détermination de la conscience de classe. Le parallèle entre ouvriers communistes et ouvriers chrétiens est une escroquerie sur les deux plans. Rappelons-nous le célèbre passage du *Manifeste communiste*, qui définit ce que sont les communistes par rapport aux autres partis ouvriers :

« Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points : 1) dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat ; 2) dans les différentes phases de la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours et partout les intérêts du mouvement dans son ensemble.

« Le but immédiat des communistes est le même que celui de tous les partis ouvriers : constitution des prolétaires en classe, destruction de la suprématie bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat. »

Ce qui définit donc la classe ouvrière comme classe pour soi, c'est son organisation indépendante en vue de la destruction du pouvoir bourgeois et pour la conquête du pouvoir politique.

En établissant le parallèle « communistes » et « chrétiens », d'une part, les staliniens ravalent le communisme au rang d'une idéologie, d'autre part, ils élèvent la qualité de chrétien, dans lesquelles se reconnaissent des individus isolés, au rang de partie constituante de la classe comme classe consciente d'elle-même. Plus profondément d'ailleurs, ce qui est sous-tendu c'est que tout ce qui se passe dans la tête des individus d'une classe est identique, participe à l'idéologie de cette classe et, comme le marxisme c'est la « philosophie de la classe ouvrière », tout ce qui se passe dans la tête de l'ouvrier participe peu ou prou de la « conscience de classe ».

L'unité d'action, c'est-à-dire le combat politique indépendant de la classe ouvrière, le rassemblement de ce qui constitue la classe comme classe indépendante, exclut par avance toute définition des travailleurs en croyants ou incroyants. Cela se rapporte, non pas aux classes, mais aux individus. C'est d'une manière artificielle que l'appareil stalinien soulève le problème de la foi. Du point de vue de classe, la catégorie des travailleurs catholiques est vide de sens. Elle n'en prend un que parce qu'elle suggère que la qualité de catholique, l'organisation dans l'Eglise peut être une organisation de classe du prolétariat.

Roland Leroy résume parfaitement le tour de passe-passe général de l'appareil lorsqu'il dit :

« Tout d'abord (...) peut-on estimer, comme certains le pensent, que c'est l'existence du matérialisme historique et dialectique, théorie du Parti communiste, qui constitue un obstacle à l'unité et au combat commun des masses populaires de notre pays ? A raisonner ainsi, on fait en premier injure, me semble-t-il, aux travailleurs chrétiens en considérant leur foi comme une source perpétuelle d'anticommunisme politique. »

« La philosophie » marxiste n'est pas un obstacle à l'unité d'action. Pourquoi voudriez-vous que la philosophie chrétienne, la religion, empêche l'unité d'action ? Qui plus est, pourquoi la religion serait-elle une source d'anticommunisme politique ? Toutes deux « philosophie », participant de l'homme, il n'y a aucune raison qu'elles ne se rencontrent pas. On est entre hommes de bonne volonté.

Pour justifier l'alliance avec la hiérarchie, il va falloir passer par l'intermédiaire de la religion. En effet, si aux yeux des militants du PCF l'Eglise apparaît pour ce qu'elle est — à savoir une institution réactionnaire, la gendarmerie spirituelle de la bourgeoisie, une puissance politique et économique bourgeoise — la justification de l'alliance avec elle nécessite qu'on démontre qu'elle peut être autre chose par l'intermédiaire des masses qui, par leur manière de concevoir Dieu, lui imposeront une transformation démocratique.

Pour les staliniens, matérialisme dialectique et religion c'est tout un. Prenant pour du bon pain ce que l'Eglise dit d'elle-même, plongeant dans l'idéalisme total consistant à penser que le développement de l'idée explique ce développement de l'Eglise, le PCF va trouver des convergences idéales entre le communisme et la religion.

La forme la plus grossière de ce raisonnement sera développée par Maurice Thorez, le 26 novembre 1937 à la Mutualité.

Bien sûr, il commence par dire l'inverse de ce qu'il veut réellement démontrer — ce procédé coutumier aux staliniens et à tous les escrocs est cependant un peu gros :

« *Le matérialisme philosophique des communistes est loin de la foi religieuse.* » Mais, mais... le rapprochement va pouvoir s'opérer puisqu'il ne s'agit que de « philosophie » :

« Cependant, aussi opposées que soient leurs conceptions doctrinales, il est impossible de ne pas constater chez les uns et les autres une même ardeur généreuse à vouloir répondre aux aspirations millénaires des hommes à une vie meilleure. »

Que ces « aspirations millénaires » soient au contraire le produit historique aux diverses étapes du développement des sociétés de classes, des diverses classes sociales, cela ne gêne nullement Thorez. Les aspirations millénaires c'est l'homme abstrait des catholiques, aboutissant à l'individu bourgeois universalisé, après avoir signifié pendant longtemps le massacre des Sarrazins, etc. Thorez poursuit :

« La promesse d'un rédempteur illumine la première page de l'histoire humaine (...) dit le catholique. L'espoir d'une cité universelle réconciliée dans le travail et dans l'amour contient l'effort des prolétaires qui luttent pour le bonheur de tous les hommes, affirme le communiste. »

Le fond de tout le raisonnement des staliniens, c'est la transformation du marxisme en une philosophie. Alors que Marx, organisant la Ligue des communistes, rompant avec sa conscience philosophique d'autrefois, dit : « *Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières, ce qui importe, c'est le transformer* », les idéologues du PCF reviennent en deçà de l'*Idéologie Allemande* et ne gardent du Marx jeune que cette vieille conscience philosophique. Ils ont glosé à qui mieux mieux sur la « *coupure épistémologique* », la rupture entre le « *jeune* » et le « *vieux* » Marx, mais c'est précisément pour en revenir et ne s'en tenir qu'à ce qui, chez le Marx de 1844, sont des restes d'idéalisme, et qui se présentent justement comme un humanisme philosophique.

Il est incontestable que, dans le début des années 1840, coexistent contradictoirement chez Marx, et la conception matérialiste dialectique en élaboration, et des

restes d'idéalisme, essentiellement dans l'affirmation du communisme comme réalisation de la philosophie, de l'homme total, etc. Mais c'est justement à ce qui chez Marx n'étaient que des restes d'hégélianisme, d'idéalisme, que les staliniens vont retourner, au nom d'une attaque en règle contre « *le jeune Marx* ». Ils transforment le marxisme en un « *humanisme vrai* », une philosophie explicative ayant pour point de référence l'homme abstrait, une idéologie remplaçant Dieu par l'« *essence de l'homme* ».

Quoi qu'en disent les théoriciens de la *Nouvelle Critique*, les althusséro-structuralistes, qui attaquent le jeune Marx philosophe pour en finir avec la dialectique, cette conception est bien toujours en vigueur dans le PCF, qui, quelque quarante ans plus tard, publie son résumé sous la forme d'un discours de Thorez en 1937 : « *Le communisme, c'est la lutte pour l'homme libre et heureux (...)* *Le communisme est un véritable humanisme.* »

Au point de vue de classe, est substitué le point de vue de l'« *essence humaine* ». Dans leur zèle à retraduire le Marx de 1844, ils jettent par-dessus bord ce qui annonce la conception achevée du matérialisme dialectique. Si Marx à l'époque n'en a pas fini avec sa conscience philosophique qui lui fait voir dans le prolétariat la réalisation de la philosophie, l'humanisme positif dont il parle à l'époque signifie une chose claire : la négation pratique de la propriété privée, l'organisation pratique de la transformation du monde, et non une nouvelle interprétation. Dans *La Sainte Famille*, il explique que ce que Feuerbach a réalisé sur le plan de la théorie, point le plus élevé de la spéculation et qui constitue l'humanisme, Français et Anglais l'ont réalisé dans la pratique, et cela s'appelle le communisme.

Et plus tard, Marx et Engels montreront que c'est pour en être resté à cette conception de l'homme abstrait que Feuerbach, après avoir mis bas le système hégélien, ne parvient pas à sortir de cette philosophie humaniste. Si la racine de l'homme c'est l'homme lui-même, cet homme ce n'est pas une abstraction, c'est son activité transformatrice réelle, les relations réelles qu'il entretient avec la nature et les hommes, cet homme, ce sont ses actions, son activité empirique-concrète. L'histoire, c'est l'histoire de la lutte des classes.

Si les staliniens attaquent aujourd'hui à boulets rouges le jeune Marx, des *Manuscrits de 1844*, de *La Sainte Famille*, de *L'Introduction à la critique de la philosophie du droit de Hegel*, l'accusant de leurs propres péchés, c'est pour poser comme nul et sans intérêt le point de vue de classe qu'y développe Marx sur la religion, et ce faisant, transformer le marxisme en une idéologie, un humanisme philosophique qui verra dans le communisme, la réalisation des « aspirations religieuses » des hommes.

La première puissance idéologique c'est l'Etat, dit Marx, cette communauté fictive à partir de laquelle s'élaborent les autres idéologies qui ont pour fonction d'occulter les rapports réels des hommes entre eux, et de perpétrer ces rapports d'exploitation. Avec le prolétariat sont créées les conditions pour en finir avec toute société d'exploitation, avec toute philosophie, toute idéologie, y compris l'athéisme humaniste qui ne sort pas de la spéculation. La conception marxiste du monde n'est pas une philosophie, une idéologie. Elle résulte de l'activité pratique des hommes qui leur permet de pénétrer la nature, d'appréhender son mouvement, et de se subordonner la nature. La seule fin de l'homme, c'est l'homme lui-même. Il ne s'agit pas d'expliquer le monde, ou de rechercher l'« essence de l'homme », mais il ne s'agit pas plus d'opposer « le concept » au « concept » en soi de rechercher « la vraie conscience de soi ». Il faut transformer le monde, « les concepts », « la conscience de soi », l'homme dans un mouvement pratique qui intègre d'ailleurs le combat contre l'idéologie.

Dans *L'Introduction à la critique de la philosophie du droit de Hegel*, dans un langage encore hegelien, Marx engage la lutte contre la philosophie et à priori contre ceux qui, en son nom, voudraient transformer le marxisme en humanisme, en philosophie matérialiste :

« Guerre à la situation de l'Allemagne ! Cela oui ! Elle est en dessous du niveau de l'histoire, cette situation, elle est au-dessous de toute critique, mais elle demeure un objet de critique (non pas « d'explication », non pas de recherche sur « ses fonctions », comme vous le faites pour l'Eglise, Messieurs les staliniens ! NDLR), comme le criminel qui est au-dessous du niveau

de l'humanité, mais demeure l'objet des soins du bourreau. A lutter contre cette situation, la critique n'est pas une passion de tête, elle est la tête de la passion.

« Elle n'est pas un scalpel anatomique, elle est une arme. Son objet est son ennemi qu'elle veut non pas réfuter, mais anéantir. Car l'esprit de cette situation est déjà réfuté. En soi elle n'est plus un objet digne d'être pensé, mais constitue une existence de fait aussi méprisable que méprisée. La critique, en soi, n'a pas besoin d'être en accord profond avec ce sujet, car ses rapports avec lui ont été tirés au clair. Elle ne se donne plus pour une fin en soi, mais seulement pour un moyen. Le sentiment essentiel qui l'anime est l'indignation, sa tâche essentielle la dénonciation. »

Nous sommes loin ici du marxisme comme une philosophie explicative, compréhensive, loin de l'idéologie bourgeoise que véhicule le stalinisme qui voudrait faire du marxisme une science explicative. Marx est clair : parce que la réfutation a déjà été faite, il ne s'agit plus maintenant de réfuter, mais d'anéantir. C'est en partant de ce point de vue que Marx sera amené à analyser les fonctions de la religion, analyse qui, sous tous ses aspects, amène à une seule conclusion : la religion est l'opium du peuple, elle représente l'arme de l'ennemi de classe.

Le raisonnement des staliniens est simple : la religion existe, donc elle relève de l'analyse scientifique. Cette « analyse scientifique » va, abandonnant le point de vue de classe, se situer à l'intérieur de l'illusion religieuse elle-même, et les « fonctions » de la religion seront analysées du point de vue de ce qu'en pense l'homme religieux lui-même, transformant peu à peu la religion, d'« opium du peuple » qu'elle était chez Marx, en « fausse conscience », « conscience inadéquate ». A travers cette analyse « scientifique » des fonctions de la religion, qui se situe au plan de la psychologie sociale, va être combattu le point de vue de Marx selon lequel l'idéologie religieuse est l'arme de la bourgeoisie.

Le raisonnement des staliniens est le suivant. La religion, comme toute idéologie, est un produit de l'homme. C'est l'homme qui fait la religion. Elle n'a pas

d'histoire propre, mais reflète d'une manière fantastique, aliénée, l'aliénation réelle de l'homme, son impuissance vis-à-vis de la nature comme dans la société elle-même. La foi religieuse est une réalité objective qui relève de l'analyse scientifique. On peut montrer pourquoi la religion est née, à quoi correspond l'évolution de la théologie dont les catégories sont utilisées à une même époque selon des modes différents selon l'idée que se font les individus de la société, et de leur place en fonction de leur classe sociale. Aussi, disent les théoriciens du PCF, les significations attribuées à la parole de Dieu sont différentes selon les époques et au cours d'une même période, selon l'idéologie vécue par les croyants en fonction de leur position de classe. C'est pourquoi il y a un dieu bourgeois et un dieu prolétaire, d'ailleurs l'histoire nous le démontre. L'idéologie sous forme religieuse a été le véhicule de la révolution bourgeoise comme de la lutte du peuple lui-même. Aujourd'hui de même où, sous la combinaison du développement des forces productives, des sciences, le dieu transcendant perd du terrain et où le mouvement communiste est à l'origine d'une nouvelle foi prolétarienne, d'un dieu démocratique, un dieu « horizontal », etc. C'est pourquoi nous nous adressons aux chrétiens en tant que chrétiens, car « ils se refusent à accepter au nom de leur foi l'injustice et l'oppression d'un régime condamné ». Une fois trouvé le dieu démocratique, voire prolétarien, le tour est joué pour l'alliance avec la hiérarchie. Cela se fait de deux manières : d'une part, par l'affirmation qu'on ne choisit pas ses chrétiens et que si ce dieu démocratique est la preuve des aspirations au communisme, un produit du prolétariat, force est de constater que la paysannerie reste attachée au dieu transcendant et qu'on ne peut quand même les rejeter dans les bras de la réaction en rejetant leur religion ; d'autre part, par l'affirmation selon laquelle l'Eglise, qui, bien sûr comme hiérarchie réactionnaire a un dieu transcendant, est obligée de répondre aux aspirations d'en bas, de faire des pas vers le dieu démocratique, la démocratisation de l'Eglise, etc.

La première affirmation des idéologues du PCF est qu'on n'a pas compris ce que veut dire Marx par « la religion est l'opium du peuple ». Ainsi, par exemple, Thorez dans son rapport au Congrès d'Arles du PCF est-il amené à dire :

« On nous a demandé » Avez-vous oublié que Lénine écrit : « La religion c'est l'opium du peuple. » Non, nous n'avons pas oublié cette phrase qui est de Marx, soit dit en passant. »

Et après s'être fait mousser un peu à bon compte, Thorez va éluder la question, à savoir : l'idéologie religieuse est-elle oui ou non l'arme de l'ennemi de classe quelle que soit la coloration populaire du Bon Dieu qu'y mettent non seulement les curés, mais les masses elles-mêmes ? Il poursuit donc en parlant d'autre chose, à savoir en réfutant les manifestations ultra-gauches dignes de l'anticléricalisme bourgeois du petit père Combes que son parti avait organisées :

« Heurter le sentiment religieux des ouvriers chrétiens, parodier les cérémonies du culte ne fait pas avancer d'un pas la question de l'union nécessaire, ni ne convaincra davantage un seul ouvrier chrétien que nous avons raison. »

Mais cela ne règle rien quant à savoir ce qu'est la fonction de la religion dans la société bourgeoise, à savoir une des formes les plus réactionnaires de l'idéologie bourgeoise. Oui ou non est-elle l'opium du peuple et rien d'autre ? C'est-à-dire un poison qui aide à faire supporter aux masses leur exploitation en la justifiant par la transcendance quelle que soit par ailleurs l'image du Bon Dieu. Lénine est clair et net sur cette question.

Dans une discussion avec Gorki, cet idéaliste qui deviendra le chantre du stalinisme, Lénine montre en quoi les positions de Gorki ne sont pas différentes au fond de celles de Tolstoï qui affirme que la conception de la religion que donne Dostoïevski dans « Les possédés » ne peut être assimilée aux nobles sentiments des masses, point de départ et ciment des rapports sociaux. C'est une honte et un scandale de reconstruire ainsi un petit Bon Dieu populaire :

« Parler de la recherche de Dieu non pour se prononcer contre toute espèce de nécrophilie idéologique (n'importe quel petit bon Dieu c'est de la nécrophilie, fut-il le plus propre, le plus idéal des petits bons dieux, non pas recherché, mais édifiable, peu importe) mais pour préférer le diable bleu ou jaune, c'est cent fois pire que de ne par parler

du tout... Toute idée religieuse, toute idée de n'importe quel petit bon dieu, toute coquetterie, même avec un petit bon dieu est une inénarrable abomination, accueillie avec une tolérance particulière par la bourgeoisie démocratique (tome 35, pp. 116-117). »

Et Lénine de poursuivre en prenant des arguments qui ne pourraient que choquer nos stalinien en coquetterie avec l'Eglise, nos philosophes humanistes scientistes pour qui toute idée participe de l'homme et du génie humain :

« Le curé catholique déflorant des jeunes filles (je viens de le lire par hasard dans un journal allemand) est beaucoup moins dangereux pour la « démocratie » qu'un prêtre sans soutane, un prêtre sans religion grossière, un prêtre démocrate ayant une idéologie, prêchant la création et la constitution d'un petit bon dieu. Car si c'est facile de démasquer le premier prêtre, de le condamner et de le chasser, on ne peut chasser le second aussi simplement, c'est mille fois plus difficile de le démasquer. » (tome 35, pp. 116-117). »

Oui, pour Lénine comme pour Marx, la religion c'est l'opium du peuple et rien d'autre, quelles que soient les apparences de la transcendance, dieu recherché ou dieu édifiable.

En dernière analyse, de la même manière que toute pensée métaphysique se ramène à la religion, à la transcendance, que ce soit le panthéisme, le déisme ou le rationalisme bourgeois, où l'illusion juridique est la figure sécularisée de Dieu, toute religion, que le Dieu soit révélé ou que l'homme l'édifie dans la pratique sociale, se ramène à la transcendance, c'est-à-dire à l'impuissance de l'homme à maîtriser sa propre histoire. C'est ce langage que tient Lénine à la suite de Marx qui parlant de Feuerbach disait :

« C'est en combattant la théologie spéculative que Feuerbach a été amené à combattre la philosophie spéculative, précisément parce qu'il reconnaissait dans la spéculation le dernier appui de la théologie et qu'il lui fallait forcer les théologiens à renoncer à leur pseudo science

pour en revenir à la foi grossière et répugnante. »

Oui, oui, Messieurs les stalinien : la foi grossière et répugnante, voilà ce dont il s'agit, cette foi que vous prenez comme partie prenante des aspirations du prolétariat.

Poursuivant sa « démonstration » sur la religion « opium du peuple », Thorez écrit :

« Mais encore une fois, la question est plus sérieuse, plus élevée. L'Eglise, parce qu'elle influence de grandes masses populaires, a toujours été plus ou moins secouée par les événements sociaux. A d'autres époques, sous la forme religieuse se manifestait le conflit des classes sociales... La naissance du nouveau monde socialiste sur un sixième du globe pourrait-elle ne pas avoir de répercussions jusque dans les Eglises ? »

Tout ce qui est humain évoluera. Donc l'Eglise doit forcément se transformer et aller dans le sens de l'histoire. A travers la pensée évolutionniste vulgaire, Thorez gomme l'essentiel. Certes le combat du prolétariat ne peut pas ne pas avoir de répercussion dans l'Eglise, mais dans quel sens ? Dans le sens de l'adaptation de ses thèmes idéologiques, pour qu'ils puissent continuer leur fonction d'opium du peuple, de poison contre-révolutionnaire. Ce que les stalinien présentent comme un progrès c'est le retour à la foi grossière et répugnante, à l'irrationnel complet, à l'explicable, incommunicable, à la révélation intériorisée, au petit Bon Dieu édifié par Piaget et l'archevêque de Besançon dans leur « lutte » chez Lip. C'est la contre-révolution.

Un dialogue contre-révolutionnaire

Quelque trente ans après, ce grossier raisonnement évolutionniste qui transmute le plomb en or et l'Eglise en organe de la démocratie est un peu modifié. Pour arriver au même but, des chaînons supplémentaires sont nécessaires car, manifestement, les militants continuent imperturbables à demander : « La religion ne serait-elle plus l'opium du peuple ? » Il n'y a pas moyen d'esquiver

la question.

Dans une interview de Marchais à *La Croix*, le 19 novembre 1970, le dialogue contre-révolutionnaire se présente comme suit :

« Question de La Croix : Les dirigeants communistes précisent volontiers que la fameuse phrase : « La religion est l'opium du peuple », n'exprime pas toute la « richesse » de la pensée communiste sur le fait religieux. Comment la complétez-vous ? Pourquoi ces compléments sont-ils mis en avant aujourd'hui ?

Réponse de Marchais : « La phrase que vous dites signifie pour Marx et pour nous que la religion appartient à la sphère de l'idéalisme philosophique, qu'elle représente en somme une conscience fautive ou obscure du monde réel et qu'elle tend du coup à détourner l'homme d'agir sur ce monde réel. Cela dit, dans la même page, Marx complète aussitôt sa pensée. Il écrit en effet : « La détresse religieuse est, pour une part, l'expression de la détresse réelle et, pour une autre, la protestation contre la détresse réelle. »

« Nous considérons qu'il faut chercher les mobiles profonds des démarches humaines dans les contradictions des sociétés, dans la situation réelle des masses populaires.

« Il en est ainsi du christianisme lui-même. Il a été et est traversé, selon des modalités complexes par la lutte des classes. C'est ainsi qu'au cours de l'histoire, les exemples ne manquent pas de mouvements de lutte des miséreux et des opprimés, qui trouverent arguments et justifications dans le fond de la religion chrétienne pour se dresser contre l'ordre établi. »

D'opium dont parle Marx, la religion est transformée en fautive conscience, sans racine sociale et ne jouant pas un rôle dans la perpétuation de l'exploitation. Tout au plus tend-elle, à peine, du bout des lèvres, à détourner l'homme d'agir sur le monde réel. Nous reviendrons à ce que Marx et Engels expliquent, à la conception marxiste telle que ses fondateurs l'ont exposée, mais pour le moment, suivons les staliniens dans leur raisonnement.

Contrairement à ce que dit Marchais, Marx ne poursuit pas, mais la phrase qu'il cite précède l'affirmation : la religion est l'opium du peuple, affirmation résumant l'ensemble de ce que Marx vient précédemment d'expliquer. Marx, contrairement à ce que font les staliniens, ne dissocie nullement la protestation religieuse contre la détresse réelle — qui serait, selon les staliniens du PCF, la négation de la détresse réelle —, de l'expression de la détresse réelle. Cette négation sur le mode religieux, c'est au contraire, la confirmation, l'acceptation de la détresse réelle. Cette protestation religieuse est la marque de l'incapacité de l'homme à briser la détresse réelle. Les fantasmagories religieuses sont le reflet fantastique dans le cerveau des hommes des forces sociales réelles qui le dominent réellement dans la société d'exploitation. Elles sont la marque de l'impuissance de l'homme à maîtriser sa propre histoire, l'expression d'une situation où les conditions objectives de sa libération ne sont pas données. La protestation religieuse est par elle-même l'expression de la détresse réelle, de l'incapacité de l'homme à maîtriser ce processus.

Avec le prolétariat sont nées les conditions de la disparition réelle de la détresse, donc des idéologies, de la religion elle-même. Il n'y a pas dans ce que dit Marx deux catégories exclusives : la détresse et la négation de la détresse que représenterait la religion. Il y a au contraire, identité de la détresse réelle et de sa négation religieuse. La détresse religieuse conforte la détresse réelle. La religion est l'expression de l'aliénation fondamentale de l'homme, s'exprimant dans l'exploitation de l'homme par l'homme dans la division du travail. L'animisme et le fétichisme sont des moyens imaginaires de se concilier les dieux, d'espérer un sort meilleur. Mais à moins de prétendre que cette conciliation imaginaire change quelque chose à la situation, on ne saurait dire que cette protestation soit autre chose que l'aspiration à maîtriser en pensée ce qu'on ne maîtrise pas en fait. Marx précise parfaitement dans le même texte ce qu'il entend par protestation : « *La religion est le soupir de la créature opprimée, l'âme d'un monde sans cœur, comme elle est l'esprit de conditions sociales d'où l'esprit est exclu* », c'est-à-dire d'un monde où

les hommes qui font l'histoire sont dominés par leur propre production, où les choses gouvernent l'esprit. A moins de penser que c'est l'idée, la critique qui est la force motrice de l'histoire, on ne saurait opérer la dissociation que font les penseurs du PCF. Ce que veulent dire ces messieurs c'est que ce n'est pas la lutte de classe, la révolution, la force productive, matérielle et vivante, le prolétariat qui est le moteur de l'histoire, mais l'idée. La protestation religieuse vient confirmer et conforter la détresse réelle justement parce qu'elle la rend supportable en justifiant l'ordre établi et voulu par Dieu.

Si les stalinien opèrent cette dissociation, c'est pour pouvoir justifier l'idée que ce prétendu double contenu trouve son expression, d'une part, dans une foi de la classe dominante, d'autre part, dans une foi populaire qui, elle, serait antinomique, facteur de progrès social, voire à l'origine de la révolution. Ainsi, présentant le rapport du Comité central d'Argenteuil, Waldeck-Rochet disait en mars 1966 :

« Karl Marx a expliqué que c'est l'homme qui fait la religion et non la religion qui fait l'homme. Mais si ce sont les hommes qui ont créé les religions, nous devons nécessairement rechercher — comme nous y invitent Marx et Engels — quelle est la signification que les croyants, que les chrétiens donnent à la religion, ce que Dieu représente pour eux. »

Déjà nous voyons ici Waldeck-Rochet expliquer dans la deuxième phrase exactement le contraire de ce que disent Marx et Engels, car, à aucun moment Marx et Engels ne se situent au plan de ce que les hommes pensent eux-mêmes, de ce qu'ils pensent de leurs idées :

« La structure sociale et l'Etat résultent constamment du processus vital d'individus déterminés, mais de ces individus, non point tels qu'il peuvent s'apparaître dans leur propre représentation ou apparaître dans celle d'autrui, mais tels qu'ils sont en réalité, c'est-à-dire tels qu'ils œuvrent et produisent matériellement ; donc tels qu'ils agissent sur des bases et dans des conditions et limites ma-

térielles déterminées et indépendantes de leur volonté. »

La démarche idéaliste de Waldeck-Rochet a une fonction précise, tenter de constituer une religion populaire, non aliénée (!!!) libératrice. Il poursuit :

« L'analyse faite à ce sujet par Marx et Engels montre que cette représentation humaine qui s'exprime sous une forme particulière dans les croyances religieuses n'est pas identique chez tous les croyants, dans toutes les classes sociales, à toutes les étapes historiques. En effet, au cours de l'histoire, souvent les classes dominantes se sont approprié l'idée de Dieu (ainsi, on aurait volé le Dieu qui appartenait aux pauvres et qui était toute justice et protestation pour le camoufler en suppôt des riches... Mais c'est précisément ce que disent les curés — NDLR) pour la façonner à leur image et à leur profit, mais dans certaines circonstances, ce sont les classes pauvres et opprimées qui se sont, elles aussi, approprié l'idée de Dieu chrétien en vue de justifier leurs propres aspirations.

« C'est qu'à la base du sentiment et de la pensée religieuse, il existe une contradiction interne que Marx a exprimée dans cette formule bien connue des philosophes. »

Et de nous reciter ici, pour preuve de la contradiction interne prétendument découverte par Marx la phrase célèbre sur la détresse religieuse. L'explication qu'en donne Waldeck-Rochet est celle-ci :

« D'une part, dans la mesure où les croyants ont tendance à reporter la réalisation de leurs espoirs et de leurs rêves dans un autre monde, la religion joue effectivement le rôle d'un calmant illusoire qui les fait se résigner, c'est-à-dire le rôle d'opium qui détourne les hommes de l'action en vue de réaliser leurs aspirations sur terre.

« D'autre part, et en même temps, dans la mesure où le sentiment et la pensée religieuse expriment la protestation des hommes contre la détresse réelle, contre le malheur d'un monde injuste, ce sentiment et cette pensée peuvent, dans cer-

taines conditions historiques et sous certaines formes, permettre aux croyants de participer à des mouvements de caractère progressif.»

La dissociation frauduleuse de la formule de Marx aboutit à cela que la religion permet — donc est à l'origine, la source — de participer à des mouvements de caractère progressif. La justification d'une telle position va être trouvée dans une « lecture » comme le disent les structuralo-staliniens de la *Nouvelle Critique* et du CERM très « particulière » de Marx, lecture du point de vue de la contre-révolution qui va faire de Thomas Münzer non le chef révolutionnaire, panthéiste, quasi athée de la guerre révolutionnaire des paysans, mais le précurseur de l'ignoble foi que nous présentent aujourd'hui les curés de gauche, ce retour au mystère et à l'insondable, l'unique, tellement unique que nul n'y peut rien comprendre. C'est le monde à l'envers. C'est l'idée qui gouverne : permet aux croyants de participer, etc. Pourquoi ? Parce que la raison c'est Dieu ! Marx, quant à lui, sans nier la conscience, mais en la situant à sa place, dit dans *L'Idéologie allemande*.

« A l'encontre de la philosophie allemande qui descend du ciel sur la terre, c'est de la terre au ciel que l'on monte ici. Autrement dit, on ne part pas de ce que les hommes disent, s'imaginent, se représentent, ni non plus de ce qu'ils sont dans les paroles, la pensée, l'imagination et la représentation d'autrui, pour aboutir ensuite aux hommes en chair et en os, non, on part des hommes dans leur activité réelle, c'est d'après leur processus de vie réel que l'on représente ainsi le développement des reflets et des échos idéologiques de ce processus vital. Et même les fantasmagories dans le cerveau humain sont des sublimations résultant nécessairement de leur processus de vie matériel que l'on peut constater empiriquement et qui repose sur des bases matérielles. De ce fait, la morale, la religion, la métaphysique, et tout le reste de l'idéologie, ainsi que les formes de conscience qui leur correspondent, perdent aussitôt toute apparence d'autonomie. »

Ce ne sont pas les développements des catégories théologiques, l'histoire de l'idéologie religieuse, car précisément le propre de l'idéologie est de ne pas avoir d'histoire, qui expliquent le remplacement d'une catégorie par une autre, comme voudraient le faire croire les staliniens à la suite des curés — l'idée de justice, et d'égalité serait contenue dans l'évangile par exemple et se serait frayé un chemin dans le Moyen Age jusqu'à aujourd'hui en passant par la Réforme bourgeoise —, mais les changements dans le processus vital lui-même dans le mode de production. Il faut que naissent les villes et les marchands dans et contre la féodalité pour qu'apparaisse l'idéologie luthérienne. Que la forme par laquelle les classes sociales expriment leurs revendications soit religieuse n'a rien à voir avec cela, comme l'explique bien Engels dans *La guerre des paysans*. En suggérant qu'il s'agit du développement de l'idée — « sous certaines formes la religion permet aux croyants de participer à des mouvements de caractère progressif » —, les staliniens non seulement passent sur le terrain de l'idéalisme le plus éculé, mais rejoignent par là, et pour cela, le « socialisme clérical » des débuts du XIX^e siècle, le socialisme des débris de la féodalité, ce socialisme des rois s'adressant à leur peuple... Pour les staliniens comme pour les curés, il y aurait des « principes sociaux du christianisme ». Voyons ce qu'en pense Marx dans un article intitulé *Le communisme et l'Observateur Rhénan* :

« ... Les principes sociaux du christianisme ont justifié l'esclavage antique, magnifié le servage médiéval et s'entendent également, au besoin à défendre l'oppression du prolétariat même s'ils le font avec de petits airs navrés. Les principes sociaux du christianisme prêchent la nécessité d'une classe dominante et d'une classe opprimée et n'ont à offrir à celle-ci que le vœu pieux que la première veuille bien se montrer charitable. Les principes sociaux du christianisme placent dans le ciel ce dédommagement de toutes les infamies dont parle notre conseiller, justifiant par là leur permanence sur cette terre. Les principes sociaux du christianisme déclarent que toutes les villennies des oppresseurs envers les opprimés sont, ou bien le juste

châtiment du péché originel et des autres péchés, ou bien que le Seigneur, dans sa sagesse infinie, inflige à ceux qu'il a rachetés.

Les principes sociaux du christianisme prêchent la lâcheté, le mépris de soi, l'avilissement, la servilité, l'humilité, bref toutes les qualités de la canaille... Les principes sociaux du christianisme sont des principes de cafards et le prolétariat est révolutionnaire. »

Nous sommes loin ici du prétendu rôle progressif de la religion, loin de ce que les Thorez, Waldeck-Rochet et autres Leroy voudraient nous faire avaler comme étant la pensée de Marx, loin de cette morale de curé et de ce patriotisme infect qui faisait écrire à Thorez :

« 26 novembre 1937. — Le rôle progressif du christianisme apparaît plus tard dans l'effort d'organisation de la charité, de la solidarité, dans la tentative de rendre plus justes et plus pacifiques les relations entre les hommes à l'époque de la féodalité [l'Eglise étant en Europe le plus grand seigneur féodal qui soit, possédant le tiers des terres, etc. — NDLR] dans le souci des communautés religieuses — groupements communistes d'intention, de fait et d'action — qui se donnaient pour mission de conserver, de développer et de transmettre aux siècles futurs la somme des connaissances humaines et les trésors artistiques du passé.

Et plus près de nous en 1789... C'est un fait que le clergé français avait su rester plus près du peuple et qu'il puisait à ce contact un certain goût de l'indépendance, un sens plus prononcé du national... »

La réaction stalinienne s'est tellement identifiée à l'idéologie bourgeoise que, voulant dénoncer l'antisémitisme elle l'endosse complètement. Ainsi en avril 1944, Thorez écrit :

« A Paris, la ville lumière, on voit sur des boutiques les affiches odieuses : « Tenu par un juif. » Des Parisiens issus de quatre ou cinq générations de Parisiens furent astreints au port de l'étoile jaune. »

Tout ceci pour en arriver à dédouaner la hiérarchie catholique et ses principes sociaux, qui s'était vautrée dans la collaboration, avait eu un pape mussolinien et corporatiste, plus un nonce apostolique hitlérien, pour la faire passer pour « une force de progrès ».

« Le signe certain de cette désaffection (des catholiques vis-à-vis du régime de Vichy), ce fut la protestation officielle de l'Eglise de France contre les persécutions antisémites et l'intervention publique de cardinaux et d'archevêques contre la déportation. »

Revenons à Marx

Mais revenons au christianisme primitif, aux hérésies, à la Réforme. Pour les staliniens, « l'analyse » doit leur donner l'occasion de développer deux affirmations : d'une part, que le christianisme comme l'idéologie a été le moteur du progrès et de la mise en mouvement des classes pauvres, partant du développement de l'égalité contenue dans le nouveau testament, d'autre part, que ce phénomène est un phénomène constant, produit de la religion des pauvres, qu'il s'est produit entre le XIII^e et XVII^e siècle, et doit nécessairement se reproduire aujourd'hui que le retour aux évangiles, le millénarisme retrouvé des prêtres ouvriers est l'expression de la révolution sociale, du prolétariat.

Contrairement à Marx qui montre comment la décomposition de la société antique donne naissance au christianisme, à Engels qui montre comment en combattant la féodalité ecclésiastique, la bourgeoisie des villes recourt dans la forme réactionnaire à l'hérésie religieuse, présentée comme un retour aux sources, contrairement donc à Engels qui montre la forme obligatoirement religieuse de l'idéologie des bourgeois naissants et par là le non moins nécessaire abandon de la religion comme drapeau, étendard pour le prolétariat moderne, contrairement à Marx et Engels qui expliquent en quoi le prolétariat pour se libérer ne peut plus recourir à la fantasmagorie religieuse ou même juridique bourgeoise, les staliniens

eux, analysent la religion pour lui découvrir des fonctions émancipatrices qu'elle n'a jamais eues, la placent à l'origine des révoltes sociales, comme moteur de la lutte des classes en tant que produit des classes pauvres qui, selon leur pratique sociale, peuvent exprimer leur révolte, leur volonté de changer le monde dans la foi en un dieu démocratique, animateur invisible du militant chrétien... ou dans l'adoption du matérialisme historique, celui-ci n'étant qu'un humanisme vral.

C'est à Leroy que revient la charge de présenter cette thèse, résumé sophistiqué des par trop grossières affirmations de Thorez et Waldeck-Rochet et mise au goût du jour.

« Les marxistes ne se contentent pas de constater que la foi religieuse est une réalité dans l'esprit de millions de croyants, ce qui serait tomber dans une variante empiriste de l'idéalisme. Ils ne considèrent pas non plus la foi comme une réalité irréductible à l'analyse scientifique. »

Que veut dire Leroy ? Que puisque la religion existe et qu'on peut l'analyser, c'est qu'elle est réelle ? C'est une platitude sans signification. Il y a autre chose que la suite va confirmer : la religion est réelle, le prolétariat est réel, tout ce qui est réel peut traduire « la réalité de notre temps ».

Marx disait : la critique doit continuer non pas à expliquer mais à dénoncer ; la « science » stalinienne n'a qu'une signification, tenter de perpétuer la plus vieille des institutions réactionnaires. Mais poursuivons :

« Une chose est de croire que cette réalité trouverait en elle-même et non ailleurs dans l'évolution de l'ensemble des rapports sociaux, son origine et ses fondements réels. »

Les contenus des aspirations religieuses, dépendent en effet, en dernière analyse, de l'évolution d'ensemble des rapports sociaux. En fonction du degré atteint dans la maîtrise scientifique et technique de la nature, et en fonction des rapports de production dominants, on voit selon les périodes

s'élaborer et dominer telle ou telle catégorie idéologique... Aussi les significations attribuées à la parole de Dieu, la manière de penser et de vivre la foi divergent-elles en fait, selon l'époque considérée... toute l'histoire des conflits religieux témoigne de sérieuses batailles autour des textes sacrés pour savoir dans quel sens il faut interpréter l'ensemble. C'est en cette forme originale que se manifeste... la lutte de classe dans l'idéologie religieuse.»

Apparemment ce discours péremptoire sonne très marxiste. En fait il s'agit d'une escroquerie de plus comme nous allons tenter de le montrer. La clef de ce que dit Leroy, c'est cette affirmation qu'il y a des aspirations religieuses qui seraient naturelles (l'homme serait naturellement religieux, ce que disent précisément les curés) et dont le contenu varierait en fonction du développement des forces productives. Ce faisant, Leroy reprend complètement à son compte la conception théologique. Contrairement à ce que dit Leroy, il ne s'agit pas d'une aspiration naturelle, qui serait le propre de l'homme, mais très précisément de l'inverse. C'est l'incapacité à maîtriser la nature et la société qui voit naître la religion. Si au Moyen Age, les aspirations politiques trouvent une forme religieuse, c'est que la théologie a annexé toutes les formes de l'idéologie.

Leroy ne part pas de la lutte des classes concrète, pour retrouver l'écho déformé de cette lutte de classe dans les diverses réinterprétations de la théologie, mais exactement à l'inverse : l'histoire, c'est l'histoire de l'aspiration fondamentale de l'homme à réaliser la religion. Les querelles autour du dogme ne sont pas la traduction de l'aspiration religieuse de l'homme, elles sont le reflet de la lutte réelle, les armes à la main, qu'a menée la bourgeoisie naissante des villes, par exemple, contre la féodalité ecclésiastique, pour une église à bon marché, c'est-à-dire pour la liquidation du corps des prêtres, de l'exécutif de l'Eglise. Tout ce que suggère le texte, et c'est sur cette suggestion et non sur ce qui est écrit que viendront les déductions, c'est la chose suivante : toute catégorie théologique est le produit, bien sûr pas direct, du degré atteint dans la maîtrise scientifique et

technique de la nature et des rapports de production, donc toute modification dans les rapports de production trouve son expression dans l'idéologie, dans la religion que véhiculent les diverses classes. Il ne reste plus dès lors qu'à identifier le marxisme à une idéologie — bien qu'on proteste du contraire — pour que la conscience religieuse puisse devenir une arme de classe du prolétariat.

Ce que masque le raisonnement de Leroy c'est que l'idéologie et singulièrement l'idéologie religieuse est le nécessaire produit des sociétés de classes et qu'avec la classe ouvrière doit disparaître toute idéologie pour la simple raison qu'avec le communisme les rapports entre les hommes deviendront transparents et qu'il n'y aura plus rien à refléter. Les idéologies sont produits non pas des « rapports sociaux » comme ça en général, mais des classes sociales. Leroy nous en parle comme produit des « rapports sociaux » en général pour éviter d'analyser précisément ces rapports sociaux, les classes sociales précises qui sont en rapport à telle ou telle époque, suggérant qu'à l'heure des rapports sociaux bourgeois, le prolétariat aussi secrète une idéologie, plus ou moins débarassée de religiosité en fonction du développement de la science et des victoires du socialisme en URSS.

Si la religion a été la forme nécessaire par laquelle s'est traduite l'idéologie de la classe bourgeoise naissante en lutte contre la féodalité, c'est pour des raisons historiques bien précises. Marx et Engels s'en sont expliqués longuement. Engels écrit :

« Au Moyen Age, (le christianisme) se transforma au fur et à mesure du développement du féodalisme, en une religion correspondant à ce dernier, avec une hiérarchie féodale adéquate. Et lorsqu'apparut la bourgeoisie, l'hérésie protestante se développa en opposition au catholicisme féodal, d'abord dans le midi de la France, chez les Albigeois, à l'époque de la plus grande prospérité des villes de cette région. »

Et Engels ici va développer les raisons qui ont fait que toutes ces révoltes devaient pendant un temps prendre le revêtement religieux.

« Le Moyen Age avait annexé toutes les autres formes de l'idéo-

logie : philosophie, politique, jurisprudence à la théologie et en avait fait des subdivisions de celle-ci. Il obligeait ainsi chaque mouvement social et politique à prendre une forme théologique, pour provoquer une grande tempête, il fallait présenter à l'esprit des masses, nourri exclusivement de religion, leurs propres intérêts sous un déguisement religieux.

« ... Tandis qu'en Allemagne la réforme luthérienne stagnait et menait le pays à la ruine, la réforme calviniste servit de drapeau aux républicains à Genève, en Hollande, en Ecosse, libéra la Hollande du joug de l'Espagne et de l'Empire allemand et fournit au deuxième acte de la révolution bourgeoise, qui se déroulait en Angleterre, son costume idéologique... En France, la minorité calviniste fut, en 1685, opprimée, convertie au catholicisme ou expulsée du pays. Mais à quoi cela servit-il ? Déjà à cette époque, le libre-penseur Pierre Bayle était à l'œuvre, et, en 1694 naquit Voltaire. L'acte de despotisme de Louis XIV ne fit que faciliter à la bourgeoisie française la réalisation de sa révolution sous une autre forme non religieuse, presque exclusivement politique, la seule qui convint à la bourgeoisie développée.

« Ainsi le christianisme était entré dans son dernier stade. Il était devenu incapable de servir à l'avenir de manteau idéologique aux aspirations d'une quelconque classe progressiste, il devint de plus en plus la propriété des classes dominantes qui l'emploient comme simple moyen de gouvernement pour tenir en lisière les classes inférieures. A remarquer que chacune des différentes classes utilise la religion qui lui est conforme : l'aristocratie foncière, le jésuitisme catholique ou l'orthodoxie protestante, la bourgeoisie libérale et radicale, le rationalisme. »

(Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande.)

(A suivre.)

Compte rendu :

"S'ILS ME TUENT"

livre de Jiri PELIKAN

par Jacques MEYRAND

C'est le troisième livre que publie Jiri Pelikan depuis qu'il a dû s'exiler en Italie après le « Printemps de Prague » en 1969. Nos lecteurs se souviennent que Jiri Pelikan, l'ancien directeur de la télévision tchécoslovaque (de 1963 à l'automne 1968), délégué au XIV^e congrès clandestin du 21 août 1968 du PC tchécoslovaque puis élu au Comité central du PCT à ce congrès, on se souvient donc de la publication par ce militant du *Congrès clandestin* en 1971, aux Editions du Seuil. Puis, en 1973, après les procès de Prague de l'été 1972 contre des dizaines de militants et de dirigeants communistes du « Printemps de Prague » condamnés à de lourdes peines de prison, J. Pelikan publia (toujours au Seuil à Paris) un recueil très intéressant des principaux textes de l'opposition socialiste et communiste tchécoslovaque, *Ici*

Prague, l'Opposition intérieure parle. (1).

Dans ses deux premiers livres, d'une certaine façon, Jiri Pelikan s'effaçait derrière son sujet, bien qu'il ait écrit lui-même d'importantes préfaces de commentaires aux textes qu'il livrait aux militants d'Europe occidentale. Dans *S'ils me tuent*, Jiri Pelikan garde la parole tout au long des 300 pages du livre. C'est de son expérience de militant communiste dont il s'agit, du bilan qu'il a décidé de tirer en 1975, des perspectives qui sont les siennes aujourd'hui.

Certes, Jiri Pelikan n'est pas n'importe quel militant tchécoslovaque. Non seulement parce qu'il a combattu dans les rangs du PCT sans interruption, de 1939 à 1969, mais encore parce que depuis cette dernière date, il est le porte-parole du mouvement d'opposition socialiste et communiste tchécoslovaque.

Depuis des années, J. Pelikan publie à Rome la revue de l'opposition tchécoslovaque, *Listy* qui est rédigée

(1) Nous avons publié un compte rendu substantiel de cet ouvrage dans *La Vérité* n° 560 d'avril 1973.

et diffusée à partir de la Tchécoslovaquie même où se trouvent l'essentiel des forces de cette opposition de masse à la bureaucratie. C'est donc aussi, en quelque sorte, comme l'un des représentants types de cette nouvelle opposition que parle Pelikan, bien que son livre doive être considéré au premier chef comme l'exposé de ses positions politiques personnelles.

Nos lecteurs savent le pourquoi du titre de ce livre, *S'ils me tuent*. « Ils », ce sont les agents politiques (policiers) de la bureaucratie du Kremlin qui ne pardonnent pas à Pelikan le fait que ce dernier ne cesse d'élever la voix contre la « normalisation » à Prague et de dénoncer le régime politique de la bureaucratie restaurée à Prague par les chars du stalinisme. Ce sont « eux » qui ont tenté, en février 1975, d'assassiner le responsable de *Listy*. C'est pourquoi J. Pelikan a décidé de parler. Que dit-il ?

Ce livre est, en fait, une autobiographie politique où l'auteur reprend le fil des événements d'une longue vie de militant communiste qui n'est pas terminée, loin de là. Résumons-là. Jiri Pelikan a commencé à militer au sein des Jeunesses communistes à 14 ans puis dans le PCT à partir de 1939, la Tchécoslovaquie étant alors sous le régime fasciste hitlérien. Il traverse la guerre comme cadre de la résistance puis, dès la libération, il est intégré à l'appareil du parti qui va prendre le pouvoir en février 1948. Pendant plus de dix ans, J. Pelikan va être président de l'UIE (l'Union internationale des étudiants), poste qui va lui permettre de voyager et d'être par conséquent en contact avec le mouvement étudiant et ouvrier politique international alors que nombre de cadres du PCT de son rang n'auront pas les mêmes moyens de confronter les problèmes. Puis, en 1961, Pelikan échappe de justesse (c'est la veille du XXII^e congrès du PCUS), avec d'autres cadres du PCT, aux manœuvres des staliniens tché-

coslovaques qui veulent des boucs émissaires et de nouveaux procès de Prague. Il devient ensuite directeur de la télévision, jusqu'en octobre 1968, donc pendant toute la période du « Printemps de Prague ».

Ce que l'on peut dire de ce bilan, c'est que l'auteur, qui se considère toujours — et à juste titre — comme un « communiste », est confronté aux problèmes fondamentaux du mouvement ouvrier révolutionnaire. Que ce soit sur l'appréciation de ce qui s'est passé en février 1948 à Prague et la question de la nature du régime installé alors par Moscou en Tchécoslovaquie, que ce soit sur les problèmes, décisifs, des conflits entre la bureaucratie du Kremlin et les PC qui exercent leur contrôle sur la classe ouvrière dans les pays de l'Est de l'Europe, qu'il s'agisse des questions programmatiques soulevées pendant et après le début de la révolution politique de 1968 (le « Printemps de Prague »), les questions essentielles sont abordées.

Malheureusement, Jiri Pelikan n'apporte pas — loin de là — les réponses politiques qui lui permettraient de comprendre avec clarté le pourquoi des choses et, à partir de là, d'avancer dans la voie du programme et de l'organisation de l'opposition, questions qu'il pose mais qu'il ne peut pas résoudre.

D'une certaine façon, son propre bilan ne dépasse pas la réflexion de Jaroslav Sabata, l'auteur du *Petit programme d'action* (2) rédigé au compte de l'opposition socialiste tchécoslovaque à la fin de l'année 1971. Sabata posait quatre ans plus tôt les mêmes questions que Pelikan, celle, notamment, du programme politique nécessaire à l'opposition tchécoslovaque pour renouer avec la révolution politique, en fait pour ouvrir au prolétariat tchécoslovaque la voie du pouvoir.

(2) Programme publié dans *Ici Prague* et que nous avons analysé dans *La Vérité* n° 560 d'avril 1973.

Pelikan parle en militant tchécoslovaque et c'est bien naturel. Il tente de généraliser les problèmes à une compréhension de la situation mondiale, sans d'ailleurs y parvenir complètement. Il comprend ainsi très bien (comme Sabata et ses camarades) que le « Printemps de Prague » posait la question d'en finir avec le stalinisme à Moscou même.

Il constate également que la classe ouvrière occidentale mène un combat pour le socialisme, combat qui va dans le même sens. Mais il ne comprend pas *l'unité profonde, dans l'espace et le temps*, du mouvement révolutionnaire du prolétariat européen et mondial. Il écrit ainsi page 273 :

« En 1968, lorsque nous avons parlé en Tchécoslovaquie de « socialisme à visage humain », nous étions pleinement conscients du pléonasme apparent de cette expression, mais celle-ci nous semblait nécessaire pour différencier le socialisme que nous entreprenions de construire de celui qui existe en Union Soviétique où cette liaison entre socialisme et démocratie n'est pas évidente du tout. »

Pelikan demeure ainsi attaché à la conception de la « construction du socialisme dans un seul pays », en l'occurrence dans la Tchécoslovaquie démocratisée de 1968. Mais il va plus loin. Pour lui, « le socialisme » ou un « certain socialisme existe aussi en URSS ». Dans son livre, il laisse également entendre par exemple, qu'en dépit de leurs déformations bureaucratiques, le PCF comme le PCI combattent pour la prise du pouvoir en France et en Italie. Il ne comprend pas que la théorie du socialisme dans un seul pays est au contraire la justification pseudo-théorique du Kremlin contre la révolution prolétarienne à l'Ouest depuis la fin des années 1920.

Là est la question fondamentale de méthode. Renouer avec le marxisme (ce que veut faire Pelikan et nous ne mettons pas en cause ses inten-

tions de militant qui se veut communiste et entend repenser, comme c'est son droit le plus absolu, tous les problèmes de théorie, de stratégie et de tactique du mouvement ouvrier révolutionnaire), c'est renouer avec la méthode de Marx. Mais c'est là que le bât blesse.

Pelikan a l'honnêteté de dire les choses nettement. Puisqu'il s'agit de Marx et de sa méthode, citons l'un des passages essentiels de son livre, page 282 :

« Marx prévoyait que le capitalisme creusait lui-même sa propre tombe en formant au sein même de son système une base technique de production nouvelle si avancée que les rapports de production deviendraient une camisole de force et que les forces politiques seraient alors susceptibles de détruire le système pour ouvrir la voie à l'émancipation de cette nouvelle base technique de production ; ce stade n'était pas encore atteint à l'époque de Marx, ni en 1917, ni même encore aujourd'hui. Le capitalisme n'est pas encore mûr dans son ensemble pour une révolution socialiste globale ; la révolution n'a pu vaincre qu'au maillon le plus faible du capitalisme, en Russie tsariste. »

Là est le nœud théorique qui nous permet de comprendre les contradictions que rencontre Pelikan sur toute une série de questions importantes (et que nous ne pouvons malheureusement pas analyser dans le détail dans le cadre de cette trop courte note). Si l'on considère que le capitalisme mondial n'a pas atteint son stade « suprême », alors la révolution d'Octobre 1917 doit être considérée comme une seconde commune de Paris, comme une tentative prématurée de la prise du pouvoir par le prolétariat ; de même, l'expropriation de l'impérialisme en Chine et à l'est de l'Europe est également prématurée si les conditions objectives ne sont pas encore mûres mondialement. Il serait aisé de démontrer l'erreur de base de cette thèse à partir d'une analyse

de l'impérialisme depuis 1914 jusqu'à nos jours. En réalité, cette « conclusion » de Pelikan lui permet de « régler » les problèmes difficiles qu'il pose mais sans pouvoir leur apporter de réponse, et fondamentalement le problème essentiel qui consiste à savoir si les PC demeurent ou ne sont plus des instruments de la révolution prolétarienne.

Pelikan répond également avec clarté à cette question. Pour lui, il est nécessaire — et donc possible — de réformer l'appareil bureaucratique des PC. Ses conclusions sont nettes, page 286 :

« Cette transformation des partis communistes est peut-être la première garantie qui permettra d'envisager la construction d'un socialisme différent de celui de l'Union Soviétique et donnera l'assurance que cette nouvelle société socialiste ne sera pas contaminée par ses déformations. La deuxième garantie de ce processus est l'existence de partis et mouvements socialistes situés en dehors des partis communistes traditionnels, assez forts et autonomes pour contre-balancer la tendance naturelle des partis communistes au rôle de guide exclusif de l'ensemble de la classe ouvrière. L'existence de ces forces socialistes, libérées du réformisme traditionnel et engagées sur la voie des transformations socialistes de la société, est très utile aux partis communistes eux-mêmes. (...) Je crois que les socialistes français et italiens ont été les premiers à comprendre cette nécessité. »

En clair, Pelikan explique que les PS français et italien ne sont plus des partis sociaux-démocrates, qu'ils ont rompu avec le « réformisme », ce qui est là une thèse non démontrée, contraire à la réalité. Il ne s'agit pas de prendre les intentions affichées de certains dirigeants socialistes pour argent comptant, de nier le contenu politique précis des programmes du PS français et du PS italien, programmes dont la pierre angulaire est la défense de la société et de l'Etat

bourgeois ; et cela, à l'époque de l'impérialisme, époque du capitalisme pourrisant qui fait de ces partis, ainsi que le dit le programme de fondation de la IV^e Internationale, « des partis réformistes sans réforme ». Mais Pelikan poursuit :

« Nous arrivons à la troisième condition et garantie d'un socialisme différent : la démocratisation nécessaire de l'Union Soviétique et des pays de l'Est européen. »

Pelikan se prononce nettement pour la réforme de la bureaucratie. En même temps, il constate et dénonce les illusions des dirigeants du « Printemps de Prague » à l'égard d'un possible accommodement avec le Kremlin en 1968. Il est vrai que Pelikan se prononce pour un nouveau parti, y compris en URSS. Mais pas plus qu'il ne caractérise le « Printemps de Prague » comme le début de la révolution politique, il ne comprend la nature bourgeoise de l'appareil international du Kremlin.

A partir de là, Jiri Pelikan reste constamment à mi-chemin dans sa caractérisation et compréhension des problèmes politiques posés au mouvement ouvrier tchécoslovaque, soviétique et européen en général. Significatif est à ce propos la façon dont il relate la compréhension qu'il a du trotskysme. Il écrit ainsi, page 252 :

« Pour moi, en dépit de nos divergences d'opinions, les trotskistes faisaient partie du mouvement révolutionnaire. J'ai rencontré, parmi eux, beaucoup d'hommes remarquablement informés des réalités de l'Est ; mais aussi que de dogmatiques luttant contre le stalinisme avec des méthodes staliniennes ! Leur intolérance m'a parfois déçu et déprimé car eux aussi avec cette promptitude inquiétante, ont tendance à traiter en « ennemis » ceux qui ne sont pas d'accord avec leur point de vue. Le plus triste est de voir les mêmes trotskistes se diviser, se fragmenter en groupes épars qui se

considèrent mutuellement comme des ennemis, quoi qu'il soit difficile de comprendre en quoi ils se distinguent les uns des autres.»

Force est de constater la façon très superficielle dont Pelikan analyse le trotskysme. Il est clair que chez lui la réflexion théorique sur le fond du marxisme (seule méthode pour comprendre les luttes de tendances et de fractions au sein du mouvement ouvrier en général, et entre les organisations se réclamant de la révolution prolétarienne en particulier) n'a pas été menée, ou alors tout à fait insuffisamment. Caractériser clairement les tendances, les groupes, les militants — ainsi Pelikan lui-même — ne relève pas d'un quelconque « dogmatisme » (« stalinien » de surcroît) ni de l'« intolérance ».

Ce que ne comprend pas Pelikan, c'est la nature des problèmes en discussion : la nature de la bureaucratie stalinienne, l'unité mondiale de la lutte des classes, la caractérisation du stade actuel du capitalisme mondial (l'impérialisme) qui permet d'ordonner l'ensemble des questions relevant de la stratégie de la révolution dans tous les pays. De même, Pelikan ne raisonne pas à partir du développement de la lutte des classes et de la lutte du prolétariat mondial. Son point de vue reste très étroitement tchécoslovaque » et, faute d'un débat théorique sur le fond, sur le marxisme, sa pensée reste dans le cadre déterminé par la bureaucratie, tant du

Kremlin que tchécoslovaque.

Toutes ces insuffisances théoriques et politiques ne signifient en aucun cas que Pelikan (et les camarades qui pensent comme lui) ne doivent être considérés comme toujours liés à la bureaucratie. Au contraire, il est clair que Pelikan et l'opposition socialiste tchécoslovaque ont rompu leurs liens politiques avec la bureaucratie et qu'ils combattent celle-ci. La question est seulement de savoir dans quelle mesure ces camarades sont à même de franchir le cap décisif, c'est-à-dire de rompre théoriquement et politiquement jusqu'au bout avec le cadre de pensée que leur a imposé le stalinisme. Seule la discussion internationale la plus large et la plus démocratique (sur ce point, nous sommes en parfait accord avec Pelikan) peut permettre aux uns et aux autres de progresser. Car ce dont il s'agit, c'est du sort du prolétariat qui pensent comme lui ne doivent tchécoslovaque, du prolétariat français, européen et mondial.

Le débat reste ouvert. Il se poursuivra et s'approfondira d'ailleurs les 6 et 7 mars prochains à la Mutualité à Paris où Jiri Pelikan et des militants de l'opposition socialiste tchécoslovaque doivent participer, avec les militants de l'OCI, à des journées d'études sur l'ensemble des problèmes brûlants posés précisément — c'est là son mérite — par le livre du camarade Pelikan.

J.M.

ABONNEZ-VOUS A « LA VERITE »

Lire les conditions financières
page 2 de la couverture.

ATTENTION ! Ne plus libeller aucun chèque à l'ordre de Michel Renaudie, mais au nom de Gérard SERFATI, sans indication de numéro de compte.

MILITANTS !

Votre seule librairie :

LA S.E.L.I.O.

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS

C.C.P. 31.697-97 LA SOURCE 45

VOUS Y TROUVEREZ :

- Le plus grand choix d'ouvrages sur le mouvement ouvrier.
- Les dernières nouveautés de l'édition dans le domaine social, économique et politique.
- Tous les ouvrages disponibles chez les éditeurs peuvent être fournis dans les plus courts délais.

Expédition en province dès réception du chèque correspondant à la commande.

Remise spéciale importante sur les manuels universitaires.

SOMMAIRE

Le XX ^e Congrès de l'OCI, par Stéphane Just	p. 1
Espagne : l'agonie du franquisme, par Etienne Laurent	p. 24
Portugal : après le 25 novembre 1975, par Jacques Meyrand	p. 48
L'URSS d'aujourd'hui, par Jean-Jacques Marie	p. 59
Les staliniens contre le marxisme défendent l'Eglise (1 ^{re} partie) par César Corte	p. 110
Compte rendu : « S'ils me tuent », de Jiri Pelikan, par J. Meyrand.....	p. 123

RAPPEL TRES IMPORTANT

Le CCP Michel Renaudie n'est plus celui de « La Vérité ». Dorénavant, l'administration de « La Vérité » vous prie de libeller tous vos chèques ou mandats à l'ordre de Gérard SERFATI, sans indication de numéro de compte. Merci.



Prix du numéro : 6 F